



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2021



AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



CENTRE FRANCE



LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du Groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

PUBLIC

29,3 %

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

7,3 %

ACTIONNAIRES INDIVIDUELS

5,1 %

SALARIÉS VIA L'ÉPARGNE SALARIALE

2,8 %⁽¹⁾

AUTOCONTRÔLE

DÉTENANT

44,5 %

CAISSES RÉGIONALES

11,2m

DE SOCIÉTAIRES
détenant les parts sociétales des

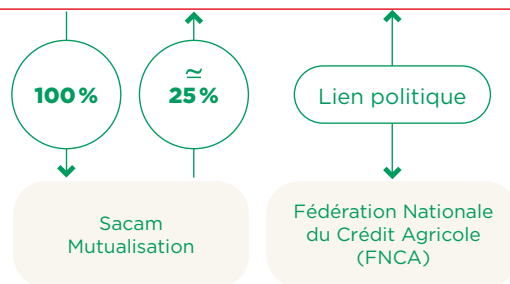
2 406

CAISSES LOCALES

39

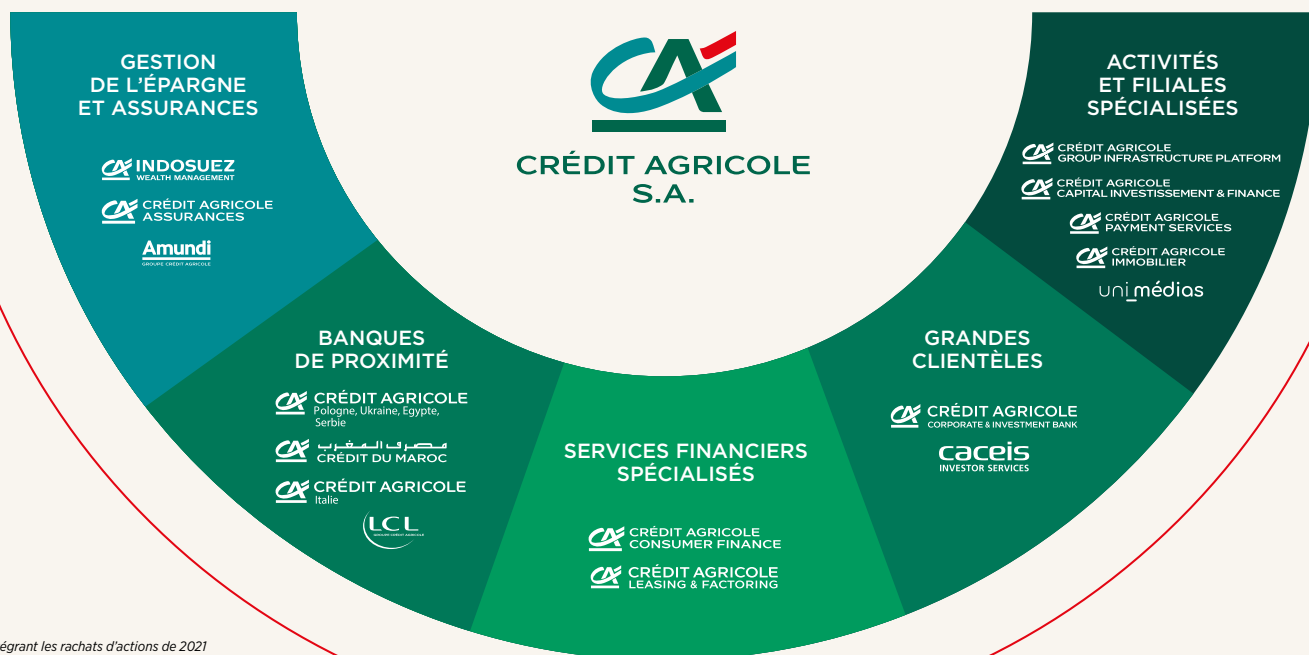
CAISSES RÉGIONALES

détenant ensemble la majorité
du capital de CRÉDIT AGRICOLE S.A.
via la SAS Rue la Boétie⁽²⁾



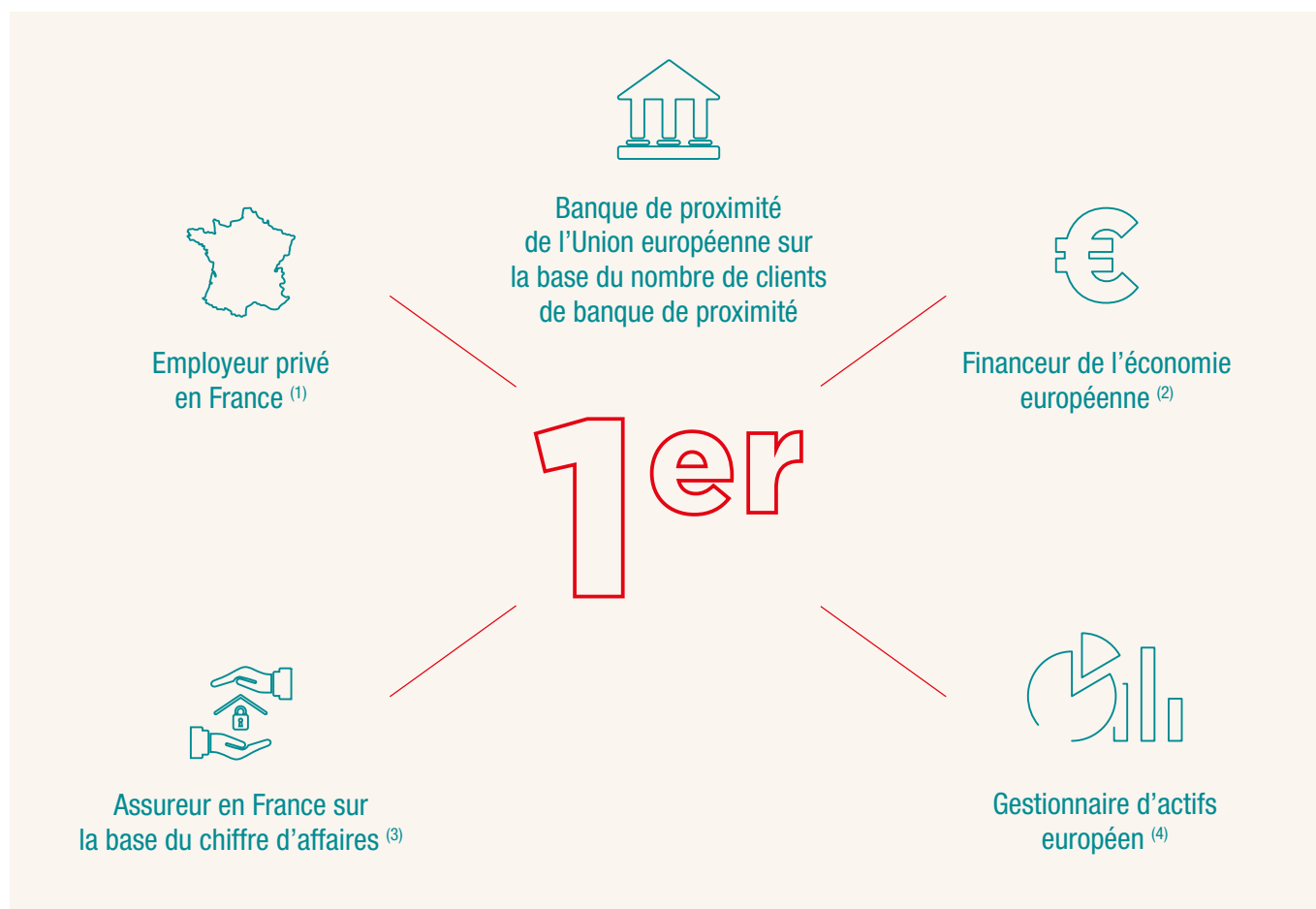
DÉTENANT

55,5 %



(1) Autocontrôle intégrant les rachats d'actions de 2021 qui seront annulés en 2022. Après annulation de 87 673 241 actions, l'autocontrôle sera non significatif et la détention de SAS Rue de la Boétie remontera à environ 57 %.

(2) La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.



53 millions
DE CLIENTS

10^e
par la taille
de son bilan ⁽⁵⁾

47 Pays



9 500
agences
dont 7 400 en France
(Caisses régionales et LCL)

(1) Source : *Challenge* 2021, périmètre Groupe Crédit Agricole.

(2) Source interne : ECO 31 décembre 2021.

(3) *L'Argus de l'assurance* 2021.

(4) Source : IPE "Top 500 Asset Managers" juin 2021.

(5) Source : *The Banker* 2021.

Sommaire

RAPPORT DE GESTION 2021	9	DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE 2021	95
PRÉSENTATION DE LA CAISSE RÉGIONALE	10	1. NOTRE CARTE D'IDENTITÉ	96
EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2021	11	2. CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE ET SA RAISON D'ÊTRE	102
1. La situation économique	11	3. IDENTIFICATION DES RISQUES ET DES OPPORTUNITÉS LIÉS AUX ENJEUX	107
2. Analyse des comptes consolidés	19	4. NOS ENGAGEMENTS RSE	112
3. Analyse des comptes individuels	25	Enjeu 1 : Exceller dans la relation avec nos sociétaires et nos clients	113
4. Capital social et sa rémunération	28	Enjeu 2 : Partager des pratiques sociales responsables avec nos collaborateurs	118
5. Autres filiales et participations	29	Enjeu 3 : Contribuer de façon responsable au développement économique de nos territoires	124
6. Tableau des cinq derniers exercices	30	Enjeu 4 : Affirmer notre gouvernance coopérative et mutualiste pour privilégier le bien commun	128
7. Événements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe Caisse Régionale	30	Enjeu 5 : Mettre en œuvre une responsabilité environnementale et sociétale forte sur les territoires	130
8. Informations diverses	31	5. NOS INDICATEURS	137
FACTEURS DE RISQUES ET INFORMATIONS PRUDENTIELLES	32	6. EXCLUSIONS	141
1. Informations prudentielles	32	7. ANNEXE	141
2. Facteurs de risques	33		
3. Gestion des risques	48	RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT SUR LA VÉRIFICATION DE LA DÉCLARATION CONSOLIDÉE DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE	145
GLOSSAIRE	86		

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021 149

CADRE GÉNÉRAL 150

Présentation juridique de l'entité 150

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste 150

Le groupe Crédit Agricole 151

Organigramme du groupe Crédit Agricole Centre France 152

Relations internes au Crédit Agricole 152

Informations relatives aux parties liées 156

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 157

Compte de résultat 157

Bilan actif 159

Bilan passif 160

Tableau de variation des capitaux propres 161

Tableau des flux de trésorerie 162

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS 164

1 - Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés. 164

1.1 Normes applicables et comparabilité	164
1.2 Principes et méthodes comptables	168
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)	189

2 - Principales opérations de structure et événements significatifs de la période 192

3 - Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture 194

3.1 Risque de crédit	194
3.2 Risque de marché	214
3.3 Risque de liquidité et de financement	218
3.4 Comptabilité de couverture	220
3.5 Risques opérationnels	224
3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires	224

4 - Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 225

4.1 Produits et charges d'intérêts	225
4.2 Produits et charges de commissions	226
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	226
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	227
4.5 Produits (charges) nets des autres activités	227
4.6 Charges générales d'exploitation	227
4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	228
4.8 Coût du risque	229
4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	229
4.10 Impôts	230
4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	231

5 - Informations sectorielles 234

6 - Notes relatives au bilan 234

6.1 Caisse, banques centrales	234
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	234
6.3 Instruments dérivés de couverture	236
6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	236
6.5 Actifs financiers au coût amorti	238
6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue	240
6.7 Expositions au risque souverain	243
6.8 Passifs financiers au coût amorti	245
6.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers	246
6.10 Actifs et passifs d'impôts courants et différés	248
6.11 Comptes de régularisation actif, passif et divers	249
6.12 Co-entreprises et entreprises associées	250
6.13 Immeubles de placement	250
6.14 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	251
6.15 Provisions	252
6.16 Capitaux propres	254
6.17 Participations ne donnant pas le contrôle	255
6.18 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle	256

7 - Avantages au personnel et autres rémunérations 257

7.1 Détail des charges de personnel	257
7.2 Effectif moyen de la période	257
7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies	257
7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies	257
7.5 Autres avantages sociaux	260
7.6 Rémunérations de dirigeants	260

8 - Contrats de location 260

8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur	260
8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur	262

9 - Engagements de financement et de garantie et autres garanties 263

10 - Reclassements d'instruments financiers 265

11 - Juste valeur des instruments financiers 265

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti	266
11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	269

12 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 275

12.1 Information sur les filiales	275
12.2 Composition du périmètre	276

13 - Participations et entités structurées non consolidées 277

13.1 Participations non consolidées	277
13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées	278

14 - Événements postérieurs au 31 décembre 2021 281

COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE 2021 283

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021 284

HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021 286

COMPTE DE RÉSULTAT
AU 31 DÉCEMBRE 2021 287

Note 1 - Cadre juridique et financier et faits
caractéristiques de l'exercice 288

Note 2 - Principes et méthodes comptables 294

Note 3 - Créances sur les établissements
de crédit analyse par durée résiduelle 307

Note 4 - Opérations avec la clientèle 308

Note 5 - Titres de transaction, de placement,
d'investissement et titres de l'activité de
portefeuille 310

Note 6 - Titres de participation et de filiales 313

Note 7 - Variation de l'actif immobilisé 315

Note 8 - Comptes de régularisation
et actifs divers 316

Note 9 - Dépréciations inscrites en déduction de
l'actif 316

Note 10 - Dettes envers les établissements de
crédit - Analyse par durée résiduelle 317

Note 11 - Comptes créditeurs de la clientèle 317

Note 12 - Dettes représentées par un titre 318

Note 13 - Comptes de régularisation
et passifs divers 318

Note 14 - Provisions 319

Note 15 - Épargne logement 320

Note 16 - Engagements sociaux : avantages
postérieurs à l'emploi, régimes à prestations
définies 321

Note 17 - Fonds pour risques bancaires généraux 323

Note 18 - Dettes subordonnées : analyse par durée
résiduelle 323

Note 19 - Variation des capitaux propres
(avant répartition) 324

Note 20 - Composition des capitaux propres 325

Note 21 - Opérations effectuées en devises 325

Note 22 - Opérations de change, prêts et
emprunts en devises 325

Note 23 - Opérations sur instruments
financiers à terme 326

Note 24 - Informations relatives au risque de
contrepartie sur produits dérivés 328

Note 25 - Engagements de financement et de
garantie et autres garanties 329

Note 26 - Actifs donnés et reçus en garantie 330

Note 27 - Engagements donnés
aux entreprises liées 330

Note 28 - Produits nets d'intérêts
et revenus assimilés 331

Note 29 - Revenus des titres à revenus variables 331

Note 30 - Produit net des commissions 332

Note 31 - Gains ou pertes sur opérations des
portefeuilles de négociation 332

Note 32 - Gains ou pertes sur opérations des
portefeuilles de placement et assimilés 333

Note 33 - Autres produits et charges
d'exploitation bancaire 333

Note 34 - Charges générales d'exploitation 334

Note 35 - Coût du risque 335

Note 36 - Résultat net sur actifs immobilisés 335

Note 37 - Impôt sur les bénéfices 336

Note 38 - Informations relatives aux résultats
des activités bancaires 336

Note 39 - Affectation des résultats 336

Note 40 - Implantations dans des états ou
territoires non coopératifs 336

INFORMATIONS GÉNÉRALES 337

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES 338

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale 338

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale 339

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 341

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 346

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 MARS 2022 TEXTE DES RÉSOLUTIONS 351

Première résolution 351

Approbation des comptes annuels 351

Deuxième résolution 351

Approbation des comptes consolidés 351

Troisième résolution 351

Affectation du résultat, fixation et mise en paiement des intérêts 351

Quatrième résolution 352

Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce 352

Cinquième résolution 352

Variation du capital social 352

Sixième résolution 352

Ratification nomination de Madame Adélaïde CANLERS en qualité d'administratrice 352

Septième résolution 352

Renouvellement du mandat d'une administratrice 352

Huitième résolution 352

Renouvellement du mandat d'une administratrice 352

Neuvième résolution 352

Renouvellement du mandat d'une administratrice 352

Dixième résolution 352

Renouvellement du mandat d'une administratrice 352

Onzième résolution 352

Renouvellement du mandat d'une administratrice 352

Douzième résolution 353

Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2021 aux personnes identifiées, à savoir les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle de la Caisse 353

Treizième résolution 353

Fixation de la somme globale à allouer au financement de indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2022 353

Quatorzième résolution 353

Pouvoirs 353

RAPPORT DE GESTION 2021



PRÉSENTATION DE LA CAISSE RÉGIONALE

NOTRE MODÈLE D'AFFAIRES 2021

LA CAISSE RÉGIONALE AU SERVICE DE L'AGRICULTURE



NOS VALEURS :
• proximité - responsabilité - solidarité



NOS MISSIONS :
• Accompagner nos clients dans la réussite de leurs projets de vie.
• Contribuer au développement socio-économique de notre territoire.
• Affirmer notre modèle de banque coopérative, qui repose sur le principe de vote démocratique : une personne = une voix.

NOTRE ENVIRONNEMENT :

Situation géographique : implantation sur 5 départements (Allier, Cantal, Creuse, Corrèze, Puy-de-Dôme) des régions Auvergne Rhône-Alpes, et Nouvelle-Aquitaine avec environ 1,5 millions d'habitants.

RESSOURCES

CAPITAL HUMAIN



- 2 207 salariés et 1 449 administrateurs au service du territoire et de ses acteurs

INFRASTRUCTURES

MAILLAGE TERRITORIAL



- 225 agences, 1 agence CACF Direct, 5 Banque mobile, 407 GAB, 281 HELIAS CA,
- 4 agences Entreprises / 1 agence France Entreprises et Institutionnels,
- 8 espaces Banque Privée,
- 5 Points Passarelle.

MAILLAGE DIGITAL



- 1 site internet avec des espaces dédiés (recrutement, sociétariat, RSE...)
- 7 applications groupe (Ma Banque, CA Bourse, Paiement mobile, Ma Protection Maison, Mon Projet Immo, Service e-dépanne, Etudes Eco, Pacifica, Mon Info Mandats)
- 1 application CR dédiée tourisme (esCampette)
- 240 fiches Google pour nos agences de proximité, Banque privée et Centres d'affaires entreprises
- Présence sur 4 réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, TikTok)

CAPITAL FINANCIER



- 3,680 Mds € de Fonds Propres,
- 98 M € de Capital Social.

FILIALES



- Groupe : Amundi, Crédit Agricole Assurance (Pacifica, Prédicta), Newecur, Un-Médias, Crédit Agricole Consumer Finance, Indusuez Wealth Management...
- Filiales Crédit Agricole Centre France : SAS CACF Immobilier, CACF développement, Banque Chalais



CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE

85 %
de nos résultats au
service du territoire

Un soutien permanent
des initiatives locales

L'innovation au cœur
de nos projets

Notre projet client
et notre proximité
relationnelle

Notre gouvernance, avec
des administrateurs
élus par nos clients
sociétaires.



CRÉATION DE VALEUR

ÊTRE PARTENAIRE DE NOS CLIENTS



1. 82 % de nos clients sont des particuliers,
2. 3 % sont des associations,
3. 6 % sont des professionnels,
4. 5 % sont des agriculteurs,
5. 4 % sont des entreprises

Sur 884 432 clients, 378 059 sont sociétaires.

NOTRE MODÈLE RELATION CLIENTS 100 % HUMAIN, 100 % DIGITAL

Banque de proximité multicanales, notre modèle de distribution permet à nos clients, à tout moment, de choisir le mode d'interaction qui leur convient le mieux.

NOS DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS, NOS PRODUITS ET SERVICES



CAPITAL HUMAIN



- 152 116 heures allouées à la formation des salariés,
- 117 nouveaux embauchés en CDI et 66 nouveaux administrateurs élus,
- 121 caisses locales

INFRASTRUCTURES



- 26,7 M € d'investissements immobiliers,
- 6,6 M de connexions internet/mois,
- 237 000 utilisateurs de Ma Banque.

CAPITAL FINANCIER



- 32 Mds € d'encours d'épargne, 19 Mds € d'encours de crédit,
- 501 773 contrats d'assurance, 142 M € de Résultat Net,
- 1,29 M € investis par la Caisse régionale en soutien à des initiatives locales (sponsoring, mécénat),
- 33 % de bénéficiaires sortis avec succès du dispositif Passarelle.

FILIALES



- 665 000 € de participations aux capitaux par CACF Capital Innovation,
- 2 037 k € d'investissements dans des fonds innovants,
- 350 ventes anciens et neufs, 590 immeubles administrés en syndic de copropriété.

EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2021

1. La situation économique

1.1 Environnement Economique et financier

RETROSPECTIVE 2021

Les performances économiques mondiales ont continué d'être largement conditionnées par la diffusion du virus et la réponse sanitaire (déploiement de la vaccination, stratégie de confinement), la structure des économies (poids relatifs de l'industrie et des services dont tourisme), et la contre-offensive budgétaire et monétaire (ampleur des soutiens à l'activité). **Tout comme l'étaient les récessions subies en 2020, les trajectoires de reprise sont demeurées hétérogènes. A la Chine dopée par son commerce extérieur et croissant à un rythme de 8,1%, aux États-Unis puis à la zone euro affichant de très belles performances, ont continué de s'opposer les reprises en demi-teinte ou les rebonds fragiles de nombreux pays émergents au sein desquels s'est nettement affirmée la tendance à la fragmentation.**

Par ailleurs, **longtemps oubliée, l'inflation est revenue au centre des préoccupations.** Son accélération très vive a résulté de la combinaison de plusieurs facteurs : pressions subies en amont avec de fortes hausses des prix des matières premières et des goulets d'étranglement¹, tensions en aval issues du fort rebond de la consommation des ménages soutenue par des aides financières substantielles et une épargne élevée héritée de la crise de 2020, effets de base après une inflation très faible en 2020. Alors que l'offre demeurait restreinte au sortir de la crise (manque de main-d'œuvre ou de biens), la normalisation de la demande a engendré des hausses de prix dans des secteurs spécifiques notamment ceux préalablement très pénalisés par la pandémie (hôtellerie, restauration ou automobile par exemple).

Aux **États-Unis**, après *The Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* (CARES Act) de 2 200 milliards de dollars de Donald Trump, le plus vaste plan de soutien de l'histoire américaine, puis le plan de

décembre de 900 milliards de dollars (soit au total environ 14 % du PIB), le plan de relance de Joe Biden (the American Rescue Plan) totalisant 1 900 milliards de dollars, soit environ 9 % du PIB, a été déployé à partir de mars. Les ménages, en particulier ceux à faible revenu, en ont été les grands bénéficiaires. Grâce à la reprise vigoureuse de la consommation, en outre dopée par la baisse rapide du chômage, la croissance s'est établie à 5,7 % en 2021. En décembre, l'inflation totale sur douze mois a atteint 7 % (une première depuis le début des années 1980) pour une inflation sous-jacente à 5,5 %, son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Outre l'impact des prix de l'énergie et des intrants industriels, certains postes spécifiques (véhicules neufs mais surtout d'occasion, par exemple) stimulés par une demande forte ont contribué à l'accélération de l'inflation.

La **zone euro** a bien résisté aux dernières phases de confinement en limitant, d'une part, les effets négatifs aux secteurs faisant l'objet de mesures de restriction ciblées et en profitant, d'autre part, de la réactivation de son secteur manufacturier. La bonne surprise est venue du dynamisme de l'investissement productif soutenu par la vigueur de la demande de biens manufacturés mais aussi par les fonds européens du plan de relance. Après s'être contracté de 6,5% en 2020, le PIB croîtrait de 5,2 % en 2021. Si l'excès de demande et l'accélération des salaires sont bien moins patents qu'aux États-Unis, l'inflation totale s'est néanmoins sensiblement redressée pour atteindre 5% sur un an en décembre alors que l'inflation sous-jacente augmentait moins vigoureusement (2,6 %).

Après avoir subi une récession de 8 % en 2020, la **France** s'est dès le deuxième semestre 2020 engagée sur la voie d'une reprise vive qu'elle a poursuivie en 2021. La nouvelle vague épidémique et la diffusion du variant Omicron ont fait peser de nouvelles craintes sur la vigueur de la reprise à court terme mais l'absence de mesures très restrictives a permis d'en limiter l'impact. Après un rebond mécanique marqué au troisième trimestre, la croissance a ainsi ralenti au quatrième trimestre, tout en restant soutenue, permettant au PIB de progresser de 7 % en 2021.

¹ - Les cours pouvant être très volatils, il est préférable de retenir des prix annuels moyens. Entre 2020 et 2021, le prix du pétrole (Brent) a progressé de près de 70% alors que celui du gaz en Europe a quadruplé. L'indice CRB s'est redressé de 43%. Les cours du fer et du cuivre ont crû, respectivement, de 46% et 51%. Les prix alimentaires n'ont pas été épargnés, comme en témoigne le cours du blé en hausse de 23%. Enfin, symptomatique de tensions extrêmement fortes sur le trafic maritime, le « Baltic Dry Index » a quasiment triplé.

Portée par la hausse du prix des matières premières (en particulier de l'énergie, responsable de plus de la moitié de la hausse des prix), l'inflation a accéléré pour atteindre 2,8 % sur douze mois en décembre (1,6 % en moyenne).

En dépit d'une inflexion dans le discours de la Réserve Fédérale suggérant une normalisation plus rapide de sa politique monétaire, un cap monétaire accommodant a été maintenu tant aux États-Unis qu'en zone euro.

Aux **États-Unis**, en début d'année, J. Powell insistait sur la situation toujours très dégradée du marché du travail et la faiblesse du taux d'emploi par rapport à son niveau pré-crise. Mais, les inquiétudes se sont progressivement déplacées de la croissance vers l'inflation, qui après avoir été jugée transitoire est devenue plus préoccupante. En parallèle, la *Fed* a annoncé sa stratégie de normalisation progressive : réduction progressive de ses achats mensuels d'actifs (USD 120 Mds alors en vigueur) ou *tapering* puis, sans ni calendrier préétabli, remontée de son taux directeur (fourchette cible du taux des *Fed Funds* [0 %, 0,25 %]).

C'est lors de la réunion du Comité de politique monétaire de la *Fed* (FOMC) de juin qu'est intervenue la première inflexion consistant en une hausse des prévisions des taux des *Fed Funds* couplée à une révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation. Afin de préparer les marchés, dès septembre, la *Fed* a indiqué qu'elle préciserait en novembre les modalités de son *tapering*. Début novembre, la *Fed* a annoncé qu'elle réduirait ses achats mensuels de USD 15 Mds suggérant leur fin en juin 2022 tout en se laissant la possibilité d'ajuster le rythme du *tapering*. Enfin, mi-décembre, avec un doublement de la vitesse du *tapering* prenant ainsi fin en mars 2022, la réunion du FOMC a confirmé l'accélération de sa normalisation monétaire. Une accélération justifiée par le caractère plus généralisé de l'inflation et les progrès rapides vers l'emploi maximum malgré quelques déceptions persistantes sur le taux de participation. J. Powell a également indiqué qu'une hausse de taux était possible avant que l'emploi maximum ne soit atteint si les pressions inflationnistes restaient préoccupantes. Enfin, le *Dot Plot*² signalait une trajectoire de hausses du taux

directeur plus agressive.

En **zone euro**, si la BCE a également pris acte en juin du raffermissement et révisé à la hausse ses prévisions de croissance et d'inflation, elle a confirmé l'orientation très accommodante et très flexible de sa politique monétaire. En décembre, la BCE a confirmé son scénario de croissance et d'inflation et présenté sa stratégie monétaire.

La prévision d'inflation de la BCE a été revue à la hausse pour 2022 (de 1,7 % à 3,2 %) ; la révision est bien plus modeste pour 2023 (de 1,5 % à 1,8 %) et sa projection 2024 (1,8%) reste inférieure à la cible de 2%. L'inflation demeurerait donc transitoire selon la BCE, essentiellement motivée par un choc d'offre ayant des effets limités sur l'inflation sous-jacente (à 1,9 % en 2022, 1,7 % en 2023). L'impact négatif sur la croissance (revue à la baisse de 4,6 % à 4,2 % en 2022) est supposé modéré et bref : l'inflation érode temporairement le pouvoir d'achat sans faire « dérailler » la croissance (revue à la hausse à 2,9 % en 2023).

En termes de stratégie, la BCE a indiqué que le retrait du soutien d'urgence s'accompagnerait d'une présence significative et flexible sur le marché souverain. Il s'agit de prévenir, d'une part, une pentification trop forte de la courbe des taux et, d'autre part, tout risque de fragmentation³. La BCE a rappelé que préalablement à une hausse de son taux directeur, trois conditions doivent être remplies : l'inflation doit atteindre l'objectif de 2 % bien avant la fin de l'horizon de projection de la BCE ; cet objectif doit être atteint de manière durable jusqu'à la fin de l'horizon de projection ; les progrès réalisés en termes d'inflation sous-jacente doivent être suffisamment avancés pour être compatibles avec la stabilisation de l'inflation au niveau de son objectif à moyen terme. Au regard des prévisions actualisées, les conditions ne sont pas encore remplies.

Les marchés obligataires ont évolué au gré de quelques grands thèmes : un premier trimestre enthousiaste porté par le *reflation trade*, un deuxième trimestre plus maussade rattrapé par la réalité de la pandémie, un second semestre placé sous le sceau d'une croissance vive mais d'une inflation nettement plus préoccupante nourrissant un scénario de

2 - Nuage de points reflétant le niveau jugé approprié du taux des *Fed Funds* par les gouverneurs. La médiane indique désormais des hausses de taux de 25 points de base chacune au rythme de trois en 2022, trois en 2023 et deux en 2024, un resserrement plus avancé et soutenu qu'en septembre quand la première hausse de taux intervenait fin 2022/début 2023. Les hausses de taux porteraient le taux cible des *Fed Funds* entre 2 % et 2,25 % à la fin de 2024.

3 - Les achats dans le cadre du programme d'urgence PPE cesseront donc fin mars 2022 ; la période de réinvestissement s'étendra jusqu'à fin 2024 en maintenant toute la flexibilité des achats entre juridictions et classes d'actifs ; les achats d'actifs au titre du programme traditionnel APP seront accrus en 2022 (de € 20 mds par mois à € 40 mds au T2, puis réduits à € 30 mds au T3 et € 20 mds au T4) et maintenus tant que nécessaire pour renforcer les effets accommodants des taux directeurs. Ils cesseront peu avant la hausse des taux directeurs.

normalisation monétaire américaine plus rapide.

Aux **États-Unis**, les taux d'intérêt⁴ à deux ans ont évolué au gré du scénario monétaire : ils sont restés bien ancrés à un niveau bas (0,17 % en moyenne) pour ne se redresser lentement qu'à partir du moment où le resserrement monétaire a été évoqué (septembre) puis plus fermement à l'occasion de l'accélération du *tapering* en fin d'année, qu'ils ont terminée à 0,70 % (soit une hausse de 60 points de base sur un an). Avec le « *reflation trade* » nourri par des perspectives de croissance et d'inflation plus soutenues, les progrès de la vaccination et des données économiques meilleures qu'anticipé, les taux longs ont nettement augmenté aux États-Unis et cette hausse s'est diffusée à la zone euro. Le taux américain à dix ans (proche de 0,90 % en début d'année) s'est redressé jusqu'à culminer fin mars vers 1,75 %. Les mauvaises nouvelles du front sanitaire sont ensuite venues tempérer l'enthousiasme et les marchés obligataires ont adopté une position plus conservatrice. Puis, à partir de septembre, le thème de l'accélération de l'inflation motivant un resserrement monétaire américain plus vif qu'anticipé a de nouveau poussé les taux d'intérêt à la hausse. Le taux américain à dix ans a fini l'année à 1,50 % (soit une hausse de 60 points de base sur un an) : il n'a pas été impacté par l'attention portée par les marchés à l'inflation et la normalisation monétaire.

En **zone euro**, en sympathie avec la première phase de redressement des taux américains, le taux allemand à 10 ans (Bund) a augmenté, passant de près de - 0,60 % en début d'année à - 0,10 % en mai. Si la *Fed* s'est montrée tolérante au durcissement des conditions financières synonyme d'amélioration des perspectives économiques, la BCE s'est empressée de signaler qu'un tel durcissement était prématuré et injustifié. Le Bund est ensuite reparti à la baisse. Alors que le taux à 2 ans allemand est resté quasiment stable (à - 0,60 % fin 2021 contre -0,70 % fin 2020), le Bund a clos l'année à - 0,30 % (soit une hausse de 40 points de base sur un an). A la faveur des déclarations de la BCE relatives aux modalités de ses achats de titres souverains, les primes de risque offertes par la France et l'Italie contre Bund se sont légèrement écartées (écartement des *spreads* de respectivement 13 et 24 points de base sur l'année) tout en restant serrées (*spreads* de respectivement 35 et 135 points de base). Alors que la perspective des élections en France ne semble pas affecter le *spread* français à ce stade, le *spread* italien est négativement impacté depuis novembre par la perspective des élections présidentielles.

Les **marchés actions**, toujours soutenus par des conditions financières accommodantes en dépit

des normalisations à venir et des perspectives de croissance favorables tout au moins dans les pays avancés, ont enregistré de belles progressions (hausse moyennes annuelles des indices S&P 500, Eurostoxx 50, CAC 40, respectivement, + 32 %, + 23 %, + 27 %). Enfin, après avoir bien résisté, l'euro s'est replié contre le dollar en raison d'une normalisation monétaire plus avancée aux États-Unis qu'en Europe : l'euro s'apprécie en moyenne de 3,6 % contre le dollar mais se déprécie en fin d'année (à 1,14 en décembre 2021, il perd près de 7 % sur un an).

PERSPECTIVES 2022

Notre scénario retient un ralentissement de la croissance, qui resterait soutenue, ainsi qu'une lente modération de l'inflation. Un tel schéma suppose que la demande se normalise et que les contraintes pesant sur l'offre se desserrent. Cette double normalisation permet que l'inflation (notamment sous-jacente) ralentisse et que les mesures exceptionnelles de soutien monétaire soient retirées sans précipitation et sans impact excessif sur les marchés obligataires.

On ne peut évidemment mésestimer le risque d'une inflation à la fois plus élevée et plus durable qu'anticipé. Si le risque d'accroissement sensible des salaires et d'installation de l'inflation sur un plateau durablement plus élevé est plus patent aux États-Unis, les craintes en zone euro émanent plutôt d'une érosion du pouvoir d'achat susceptible d'entamer la vigueur de la croissance : cela ne constitue cependant pas actuellement notre scénario central. Par ailleurs, tout au moins dans les économies avancées grâce à la couverture vaccinale, les variants éventuels du virus semblent pouvoir freiner temporairement l'activité sans provoquer de rupture ou de forte discontinuité dans les comportements. Le variant Omicron introduit ainsi un risque baissier sur le premier trimestre 2022 mais haussier sur le deuxième trimestre 2022 sans bouleverser les grandes lignes du scénario.

Aux **États-Unis**, la croissance resterait donc vigoureuse (3,8 % en 2022) avant de converger graduellement vers sa tendance de long terme (2,3 % en 2023). Elle profiterait d'une consommation solide portée par l'amélioration du marché du travail, la progression élevée des salaires – mais circonscrite aux secteurs les plus affectés par les pénuries de main-d'œuvre sans générer une boucle prix-salaires – et le réservoir non encore entamé d'épargne, filet de sécurité permettant d'amortir l'accélération vive de l'inflation. Un scénario favorable sur la consommation

4 - Tous les taux d'intérêt mentionnés se réfèrent aux emprunts d'État.

mais aussi sur l'investissement : les entreprises restent optimistes malgré les problèmes de perturbation des chaînes d'approvisionnement et de manque de main-d'œuvre persistants bien qu'en repli.

Les moteurs qui ont le plus vigoureusement contribué à l'accélération de l'inflation en 2021 continueront à tourner, tant aux États-Unis qu'ailleurs, au moins durant le premier semestre de 2022 : inflation énergétique élevée avec notamment la poursuite de la crise du gaz naturel (dont les prix sont extrêmement volatils mais se sont, en quelque sorte « stabilisés » depuis octobre), répercussions sur les prix de détail des hausses de coûts subies sur les intrants (effets de second tour avec un impact maximal intervenant environ quatre trimestres après le choc sur les prix en amont), problèmes d'approvisionnement (dont semi-conducteurs et conteneurs) et de goulets d'étranglement susceptibles de se prolonger sur la majeure partie de 2022 tout en étant moins « mordants ». Au second semestre 2022, sous réserve d'une stabilisation des prix de l'énergie, les effets de base deviendraient alors très favorables (forte baisse sur un an des prix de l'énergie puis des biens) et les perturbations sur les chaînes de valeur seraient en voie de résolution graduelle.

Aux **États-Unis**, dopée par des composantes spécifiques très dynamiques (composante logement « *Owners' Equivalent Rent* » qui n'existe pas en zone euro, voitures d'occasion notamment, salaires plus dynamiques faisant anticiper des effets de « troisième tour »), l'inflation resterait très élevée au premier trimestre avec un pic prévu vers 7,5 % en glissement annuel pour une inflation sous-jacente approchant près de 6,5 %. L'inflation totale se replierait ensuite (vers 3 % sur 12 mois fin 2022) portant la moyenne annuelle à 5,4 % contre 4,7 % en 2021.

En **zone euro**, la vigueur de la reprise n'a pas encore permis de combler l'écart de production négatif et le choc inflationniste exogène ne semble pas à même d'altérer le scénario d'une croissance décélérant tout en restant robuste : elle s'établirait à 4,3 % en 2022 puis à 2,5 % en 2023. Si elle se heurte à la faiblesse de l'offre (blocages logistiques, chaînes d'approvisionnement tendues, pénuries d'intrants et de main-d'œuvre), la demande agrégée est encore faible malgré son rebond : c'est précisément cette faiblesse qui permet d'anticiper des hausses de salaires encore contenues et une hausse de l'inflation plus persistante mais temporaire. Tout comme aux États-Unis, la remontée de l'inflation au-delà de nos anticipations constitue évidemment le principal risque : elle dégraderait la croissance via l'érosion du pouvoir d'achat, plutôt que via une éventuelle spirale prix-salaires.

L'éventualité d'une spirale prix-salaire constitue actuellement une préoccupation aux yeux des

investisseurs qui semble exagérée.

Outre les facteurs de hausse déjà évoqués, l'inflation en zone euro sera volatile mais largement influencée par des facteurs techniques (tels, par exemple, les pondérations des composantes de l'indice des prix, la fin de l'effet de la TVA en Allemagne, les révisions selon des modalités nationales des prix des contrats énergétiques, etc.). Les inflations totale et sous-jacente s'établiraient en moyenne, respectivement, à 4,1 % (2,4 % en décembre sur un an) et 2,4 % (1,9 % en décembre).

En **France**, la consommation devrait bénéficier d'un pouvoir d'achat en hausse malgré les tensions inflationnistes. Des créations d'emplois dynamiques et des taux de chômage au plus bas devraient rassurer les ménages confortés, par ailleurs, par l'accumulation pendant la crise d'un surplus d'épargne évalué à 150Mds d'euros. L'investissement bénéficiera du soutien du plan de relance présenté à l'automne 2020 et renforcé depuis par le plan France 2030. La croissance se situerait vers 3,9 % en 2022. Quant à l'inflation, élevée en début d'année, elle repasserait sous 2 % en fin d'année et atteindrait en moyenne 2,6 % en 2022.

Notre scénario retient des normalisations monétaires (encore préférées à des resserrements monétaires) très variées. Selon la vigueur de l'inflation avérée ou redoutée et la résistance anticipée de la croissance de leurs territoires respectifs, les banques centrales s'engagent à des cadences très diverses sur la voie du retrait de leur accommodation aussi exceptionnelle que généreuse.

Aux **États-Unis**, considérant l'inflation comme un risque majeur, les responsables de la Réserve fédérale ont insisté mi-janvier sur la reprise de l'activité et de l'emploi, tout en estimant que le risque de mise en place d'une boucle prix-salaires était faible. Selon la *Fed*, l'inflation devrait ralentir à partir du second semestre. La *Fed* a débuté son *tapering* et les marchés tablent désormais sur quatre hausses du taux des *Fed Funds* en 2022, dont 50 points de base dès la réunion de mars. Nous tablons sur un taux cible à 1 % fin 2022.

En **zone euro**, à une *Fed* bien avancée s'oppose une BCE pour laquelle rien ne presse et qui s'engage à rester accommodante et flexible encore longtemps comme l'indiquent les axes de sa politique monétaire annoncés en décembre.

Les normalisations monétaires ne s'accompagneraient pas de fortes tensions obligataires. L'année 2022 se diviserait en deux séquences. À un premier semestre encore placé sous le sceau d'une croissance et d'une inflation toutes deux fortes, propices à un mouvement de hausse des taux d'intérêt, succéderait le thème de la décélération favorable à leur recul.

Aux **États-Unis**, les chiffres de l'inflation n'ont jusqu'à présent pas suscité de sur-réaction sur les taux

d'intérêt. Le taux gouvernemental à dix ans pourrait ainsi se redresser avant d'amorcer un repli pour se situer à 1,35 % fin 2022. En **zone euro**, l'appréciation du risque inflationniste par la BCE et les marchés, d'une part, et la crédibilité du diagnostic de la BCE aux yeux des marchés, d'autre part, seront déterminantes. La montée de l'inflation et de sa volatilité devrait se traduire par une hausse de la prime de terme au cours du premier semestre 2022. En sympathie avec le reflux de la croissance et des tensions sur les prix, les taux s'inscriraient sur une tendance baissière au second semestre. Le taux à dix ans allemand redeviendrait nul (voire très légèrement positif) pour se replier vers - 0,25 % fin 2022. Alors que les perspectives de nouvelles mesures de relance de la BCE s'estompent, la communication de la BCE devra être aussi subtile que convaincante pour prévenir un écartement des *spreads* périphériques : ceux-ci pourraient néanmoins s'élargir légèrement et temporairement. Les primes de risque offertes par la France et l'Italie se situeraient, respectivement, à 35 et 130 points de base au-dessus du Bund fin 2022.

1.2 Environnement local et positionnement de la CR sur son marché

La Caisse Régionale de Centre France s'étend sur les deux régions administratives de Nouvelle-Aquitaine et d'Auvergne-Rhône-Alpes. Elle couvre cinq départements dont la population s'élève à 1 499 474 habitants en 2021 répartis à hauteur de 333 042 dans l'Allier (- 0,5 % / 2020), 143 790 dans le Cantal (- 0,3 % / 2020), 239 019 dans la Corrèze (- 0,2 % / 2020), 114 609 dans la Creuse (- 0,9 % / 2020) et 669 014 dans le Puy-de-Dôme (+ 0,5 % / 2020).

À l'exception du Puy-de-Dôme dont le dynamisme démographique est porté par l'aire urbaine de Clermont-Ferrand, les autres départements sont en déclin démographique dû à un déficit des naissances sur les décès, en lien avec le vieillissement de la population.

Source : INSEE, estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2021).

Le taux de chômage au sens du BIT au troisième trimestre 2021, s'affiche à 8,5 % pour l'Allier, 4,3 % pour le Cantal, 6,6 % pour la Corrèze, 7,4 % pour la Creuse et 7,0 % pour le Puy-de-Dôme contre un taux de chômage au niveau national de 7,9 %.

Le taux de chômage entre le troisième trimestre 2020 et 2021 a baissé de - 1,0 % au niveau national et de - 0,7 % à - 1,3 % selon les départements du territoire de la Caisse Régionale.

Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT.

Le nombre de création d'entreprises entre 2020 et 2021 augmente de 21,2 % dans l'Allier, de 22,1 % dans le Cantal, de 24,0 % en Corrèze, de 18,3 % en Creuse et 22,4 % dans le Puy-de-Dôme contre 17,4 % au niveau national.

À fin 2021, les logements commencés ces douze derniers mois sont en hausse notable sur les départements de l'Allier (+ 15,6 %), du Cantal (+ 12,5 %), de la Corrèze (+ 7,0 %), de la Creuse (+ 13,5 %), et du Puy-de-Dôme (29,5 %) alors que la hausse du national est plus modérée (+1 0,7 %).

Les autorisations de constructions sont en augmentation dans les départements de l'Allier (+ 44,3 %), de la Corrèze (+ 15,5 %), du Puy-de-Dôme (+ 0,5 %) et en baisse dans le Cantal (- 31,1 %), en Creuse (- 5,7 %) alors qu'au niveau national elles sont en hausse de + 12,0 %.

Source : Insee, tableaux de bord Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine.

L'agriculture

La région Auvergne-Rhône-Alpes est remarquable par ses montagnes, avec un climat riche de contrastes et des surfaces importantes en prairies et forêts. Grâce à la variété de ses terroirs, ses productions agricoles font l'objet de nombreuses démarches de valorisation : agriculture biologique, signes d'identification de la qualité et de l'origine, circuits courts...

L'agriculture est sans doute le seul secteur d'activité présent dans la quasi-totalité des communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Elle contribue à une gestion équilibrée du territoire et au maintien de paysages ouverts.

En montagne, où 55 % de la surface agricole est constituée de prairies permanentes, l'activité agricole dominante est l'élevage d'herbivores. Le lait de vache est la première production en valeur, dynamisée par les productions fromagères en AOP du Massif Central. La production de viande bovine mobilise le plus grand nombre d'exploitations, pour l'élevage de races à viande spécialisées (Charolais) et de races rustiques (Aubrac, Salers).

Dans les plaines et les vallées, les cultures (céréales, viticulture, arboriculture, maraîchage) côtoient des systèmes mixtes (polyculture-élevage) et des élevages hors-sol. Les plaines céréalières se situent en Limagne.

La Creuse est un département de polyculture élevage. Sur ces 330 000 hectares de Surface Agricole Utile, les prairies représentent plus de 80 % de la surface. La surface de céréales à paille est de 32 800 hectares. Ces céréales sont essentiellement autoconsommées par les animaux présents sur les exploitations. Le maïs

représente 11 500 hectares utilisé essentiellement en maïs ensilage.

L'agriculture corrézienne produit et contribue en même temps à l'entretien et à l'aménagement de l'espace, tout en préservant la nature. La qualité des eaux vives et des sources atteste de cette situation porteuse d'avenir. L'agriculture corrézienne avec ses 240 000 hectares se partage approximativement 50 % de la surface totale du département avec la forêt.

L'industrie

Les principales filières en Allier sont l'agro-alimentaire et l'Industrie des biens d'équipements (métallurgie, construction mécanique, produits en caoutchouc et en plastique).

Avec plus de 10 % des établissements ressortissants, l'agroalimentaire est un des secteurs les plus importants du Cantal. La filière bois représente également une part non négligeable, tout comme la production d'électricité photovoltaïque. Les différentes structures industrielles vont de la plasturgie, à la robotique, la fabrication de mobiliers ou encore de ponts métalliques.

L'activité industrielle de la Corrèze se polarise autour de 4 grands secteurs (agro-alimentaires, la mécanique, l'électronique et le travail du bois et du papier) purement industriels qui emploient plus de 10 000 salariés. Ces secteurs d'activités historiques du département s'appuient sur des richesses naturelles du terroir et un dynamisme industriel régional.

Caoutchouc, métallurgie, pharmacie, électronique, chimie, agroalimentaire, numérique... l'industrie puydômoise est très diversifiée et mixe, de plus en plus, secteurs traditionnels et innovants. Des groupes multinationaux aux start-up tournées vers l'industrie du futur, le digital ou les activités liées à la transition écologique, en passant par des PME ou TPE avec des savoir-faire uniques, c'est tout un écosystème industriel qui prospère en synergie.

1.3 Activité de la Caisse Régionale au cours de l'exercice

A fin décembre 2021, la Caisse Régionale reste le premier réseau bancaire sur le territoire avec 224 agences, 273 Points Verts et 2 261 collaborateurs en CDI.

Une activité commerciale dynamique malgré la crise COVID.

La collecte, à fin décembre 2021, progresse de 5,8 % sur un an glissant. Cette progression est tirée par la croissance des dépôts à vue (+ 11,3 %) et des livrets (+ 8,7 %). La collecte tiers est fortement impactée par l'évolution des marchés (+ 4,9 % sur les valeurs mobilières) et un encours d'assurance vie qui augmente de + 3,3 % contre + 0,7 % en 2020.

Avec plus de 3,868 milliards de crédits réalisés sur un an, 2021 est une nouvelle année exceptionnelle. Cette activité a été favorisée par un contexte de taux bas. Les réalisations de crédits habitat ont progressé de 10,7 % tandis que les crédits aux professionnels (entreprises, artisans, commerçants, professions libérales), hors transformation des PGE, ont progressé de 20,6 %.

En 2021, la Caisse Régionale a continué à développer la vente de produits d'assurance avec une progression du stock de contrats dommages de 3,0 % et des contrats de prévoyance de 4,3 %.

Par ailleurs les offres de service aux particuliers sont en progression de 1,1 % et de 3,5% pour les professionnels et les agriculteurs. Le stock de cartes bancaires a augmenté de + 2,6 %.

Enfin la Caisse Régionale a enregistré durant l'année près de 34 000 entrées en relation avec de nouveaux clients.

1.4 Les faits marquants

Crise sanitaire liée à la COVID-19

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par la crise liée au Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'État

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelles que soient leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif de Prêts Garantis par l'État.

Ces prêts appartiennent à un modèle de gestion

« Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc enregistrés au coût amorti.

Au 31 décembre 2021, le solde des encours des prêts garantis par l'État octroyés à la clientèle par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France s'élève à 396,5 millions d'euros.

Impacts de ces mesures sur le risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Le report d'échéance sur concours octroyés aux clients n'a pas systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur 12 mois (*Bucket 1*) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (*Bucket 2*), ni le passage automatique des encours vers la catégorie douteux (*Bucket 3*).

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Face à cette situation, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du *forward looking* local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

L'évolution des ECL (*Expected Credit Losses*) observée au niveau du coût du risque s'explique notamment par l'incidence de la mise à jour des scénarios macro-économiques issus du modèle Groupe.

Le Crédit Agricole Centre France a par ailleurs procédé à :

- une révision de la méthodologie de calcul de

la filière CHR

- l'application d'un stress complémentaire sur les crédits de la filière habitat ayant une durée supérieure à 25 ans
- la création de la filière PGE autre, couvrant le risque porté sur les encours des contreparties ayant bénéficiées d'une transformation d'un PGE en crédit MT avec différé d'amortissement.

GARANTIE SPÉCIFIQUE APPORTÉE PAR LES CAISSES RÉGIONALES À CRÉDIT AGRICOLE SA (SWITCH)

Crédit Agricole SA a démantelé le 1^{er} mars 2021 et le 16 novembre 2021 respectivement 15% complémentaires et la totalité de la part résiduelle de 50% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole SA.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses Régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole SA au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses Régionales.

LITIGE IMAGE CHÈQUE

LCL et Crédit Agricole SA, ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification

de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme

les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 533 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision de celui-ci a été constatée dans les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France au 31 décembre 2021.

2. Analyse des comptes consolidés

2.1 Organigramme du groupe crédit agricole

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du Groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

PUBLIC

29,3 %

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

7,3 %

ACTIONNAIRES INDIVIDUELS

5,1 %

SALARIÉS V/A L'ÉPARGNE SALARIALE

2,8 % ⁽¹⁾

AUTOCONTRÔLE

DÉTENANT

44,5 %

CAISSES RÉGIONALES

11,2m

DE SOCIÉTAIRES
détenant les parts sociétales des

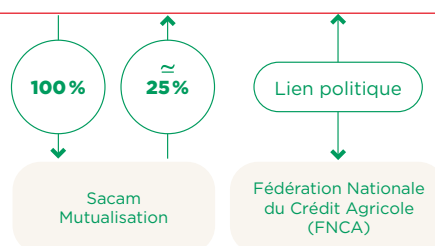
2 406

CAISSES LOCALES

39

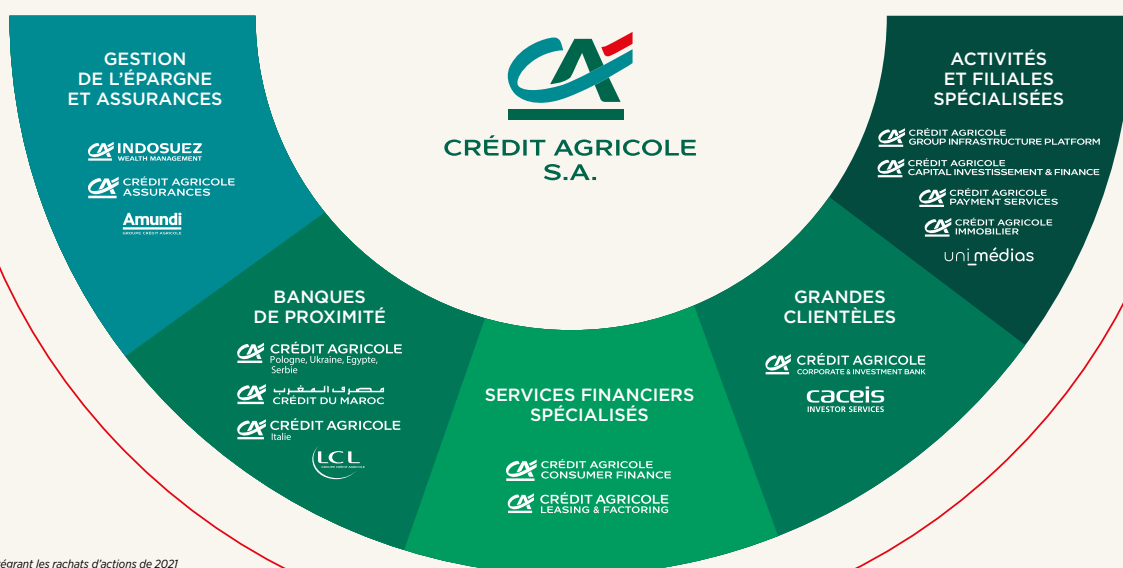
CAISSES RÉGIONALES

détenant ensemble la majorité
du capital de CRÉDIT AGRICOLE S.A.
via la SAS Rue la Boétie ⁽²⁾



DÉTENANT

55,5 %



(1) Autocontrôle intégrant les rachats d'actions de 2021 qui seront annulés en 2022. Après annulation de 87 673 241 actions, l'autocontrôle sera non significatif et la détention de SAS Rue de la Boétie remontera à environ 57 %.

(2) La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.

UN GROUPE BANCAIRE D'ESSENCE MUTUALISTE

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 11,2 millions de sociétaires qui élisent quelques 28 536 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses Régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses Régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole SA. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses Régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses Régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses Régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses Régionales.

Crédit Agricole SA en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole SA peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

2.2 Présentation du groupe de la Caisse Régionale

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France présente des comptes consolidés en appliquant les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

En accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère

conventionnelle régionale constitué de la Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Le périmètre de consolidation du groupe Crédit Centre France a évolué au cours de l'année 2021 avec l'entrée de la SNC CACF Investissements Fonciers et la fusion des Caisses locales d'Ainay le Château et Cérilly dans la nouvelle Caisse locale de Tronçais.

Le Groupe est donc constitué de :

- la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France
- 121 Caisses locales de Crédit Agricole affiliées à la Caisse Régionale,
- la SA Banque Chalus détenue à 100 %,
- la SAS CACF Développement détenue à 100 % et dont l'objet est la prise de capital dans des sociétés commerciales à rayonnement départemental, régional ou international,
- la SAS CACF Immobilier détenue à 100 % et dont l'objet est la transaction sur immeubles et fonds de commerce,
- sept SCI de gestion d'immeubles situées en région parisienne, détenues à 99.99 % qui constituent le palier de consolidation CACF Location Immobilière,
- la SNC CACF Investissements Fonciers détenue à 100 % est une société qui porte des terrains et des immeubles exploités par la Caisse Régionale
- les FCT CA Habitat 2017, 2018, 2019 et 2020, issues des opérations de titrisation des créances habitat des Caisses Régionales du groupe Crédit Agricole réalisées en Février 2017, Avril 2018, Mai 2019 et Mars 2020.

Ces sociétés sont toutes consolidées selon la méthode de l'Intégration Globale.

2.3 Contribution des entités du groupe de la Caisse Régionale

<i>(en milliers d'euros)</i>	Contribution au PNB consolidé du groupe de la Caisse Régionale	Contribution au résultat Brut d'exploitation consolidé du groupe de la Caisse Régionale	Contribution au résultat net consolidé du groupe de la Caisse Régionale
Caisse Régionale	593 635	297 838	221 700
Caisses locales	390	192	154
Banque Chalus	21 589	8 351	6 101
CACF Location Immobilière	1 810	966	869
CACF Développement	11 242	11 239	8 525
CACF Immobilier	836	250	14 805
SNC CACF Investissements fonciers	48	144	127
STT	2 171	2 171	452

La contribution au résultat consolidé est essentiellement portée par la Caisse Régionale, à hauteur de 94,0 % pour le Produit Net Bancaire, de 92,7 % pour le Résultat Brut d'Exploitation et enfin à hauteur de 87,7 % pour le Résultat Net.

2.4 Résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020	Variations	
			Montants	%w
PNB	631 721	499 930	131 791	26,36 %
Charges générales d'exploitation	- 310 570	- 306 096	- 4 474	1,46 %
Résultat brut d'exploitation	321 151	193 834	127 317	65,68 %
Coût du risque	- 6 434	- 27 269	20 835	- 76,41 %
Résultat d'Exploitation	314 717	166 565	148 152	88,95 %
Résultat avant impôt	315 920	166 644	149 276	89,58 %
Impôt sur les bénéfices	- 63 187	- 45 544	- 17 643	38,74 %
Résultat net	252 733	121 100	131 633	108,70 %
Résultat net part du groupe	252 733	121 100	131 633	108,70 %

Le Produit Net Bancaire consolidé est en hausse de 26,36 % à 631 721 k€ contre 499 930 k€ en 2020. Cette augmentation est liée à plusieurs facteurs dont notamment :

- Les gains réalisés sur le portefeuille de placement juste valeur.
- La perception du dividende de la SAS Rue La Boétie.
- La baisse du coût de la ressource grâce aux enveloppes de TLTRO.
- L'évolution favorable des commissions assurance.

Les charges générales d'exploitation sont en hausse de 4 474 k€ à 310 750 k€.

Le coût du risque à 6 434 k€, en baisse de 20 835k€, prend en compte la reprise de provision CACF Immobilier.

Concernant l'impôt sur les bénéfices, à hauteur de 63 187 k€, il comprend les retraitements d'imposition différée à hauteur de + 11 687k€ (augmentation).

2.5 Bilan consolidé et variations des capitaux propres

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variation	
			Montants	%
Caisse, banques centrales	122 732	135 210	- 12 478	- 9,23 %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 018 863	319 860	699 003	218,53 %
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	17 318	20 501	- 3 183	- 15,53 %
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	1 001 545	299 359	702 186	234,56%
Instruments dérivés de couverture	47 839	44 453	3 386	7,62 %
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 655 058	2 154 922	500 136	23,21 %
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	6 166	2 173	3 993	183,76 %
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	2 648 892	2 152 749	496 143	23,05 %
Actifs financiers au coût amorti	23 245 799	21 879 964	1 365 835	6,24 %
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	1 763 918	1 824 761	- 60 843	- 3,33 %
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	19 475 792	18 258 896	1 216 896	6,66 %
<i>Titres de dettes</i>	2 006 089	1 796 307	209 782	11,68 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	40 759	111 393	- 70 634	- 63,41 %
Actifs d'impôts courants et différés (1)	41 363	57 726	- 16 363	- 28,35 %
Comptes de régularisation et actifs divers	358 133	421 694	- 63 561	- 15,07 %
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Participation dans les entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement				
Immobilisations corporelles	28 366	28 153	213	0,76 %
Immobilisations incorporelles	181 430	148 335	33 095	22,31 %
Écarts d'acquisition	660	713	- 53	- 7,43 %
TOTAL DE L'ACTIF	27 741 002	25 302 423	2 438 579	9,64 %

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variation	
			Montants	%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	21 764	26 193	- 4 429	- 16,91 %
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	21 764	26 193	- 4 429	- 16,91 %
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>				
Instruments dérivés de couverture	135 672	219 657	-83 985	- 38,23 %
Passifs financiers au coût amorti	22 111 356	20 211 581	1 899 775	9,40 %
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	12 098 643	11 033 299	1 065 344	9,66 %
<i>Dettes envers la clientèle</i>	9 902 956	9 063 021	839 935	9,27 %
<i>Dettes représentées par un titre</i>	109 757	115 261	- 5 504	- 4,78 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	30 811	46 906	- 16 095	- 34,31 %
Passifs d'impôts courants et différés	57	7 982	- 7 925	- 99,29 %
Comptes de régularisation et passifs divers	372 568	375 621	- 3 053	- 0,81 %
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			-	
Provisions	106 302	109 752	- 3 450	- 3,14 %
Dettes subordonnées		-	-	
Total dettes	22 778 530	20 997 692	1 780 838	8,48 %
Capitaux propres	4 962 472	4 304 731	657 741	15,28 %
Capitaux propres part du Groupe	4 962 472	4 304 731	657 741	15,28 %
<i>Capital et réserves liées</i>	519 559	501 029	18 530	3,70 %
<i>Réserves consolidées</i>	3 553 191	3 459 311	93 880	2,71 %
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	636 989	223 291	413 698	185,27 %
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées</i>				
<i>Résultat de l'exercice</i>	252 733	121 100	131 633	108,70 %
Participations ne donnant pas le contrôle				
TOTAL DU PASSIF	27 741 002	25 302 423	2 438 579	9,64 %

Le total du bilan consolidé s'élève à 27 741 002 k€, en progression de 9,64 %.

A l'actif :

• Les prêts et créances sur la clientèle pour un total de 19 475 792 k€ augmentent de 6,66% grâce à une bonne activité notamment sur les crédits habitat et l'augmentation des encours de la clientèle professionnelle. Ils se composent de la façon suivante :

Prêts et créances sur la clientèle (en milliers d'euros)	Valeur Brute	Correction pour pertes	Taux de couverture	Valeur nette comptable
Créances Saines (B1)	17 311 467	35 172	0,20 %	17 276 295
Créances dégradées (B2)	2 178 622	99 901	4,59 %	2 078 721
Créances dépréciées individuellement (B3)	336 818	216 043	64,14 %	120 775
TOTAL	19 826 907	351 116		19 475 791

• Les titres de dettes augmentent de 11,68%, portant le poste à 2 006 089 k€ notamment en raison de l'acquisition de titres d'États pour conforter le ratio *Liquidity Coverage Ratio* (LCR).

• Les actifs à la juste valeur par résultat sont en augmentation du fait de la hausse des instruments de capitaux propres (portefeuille actions) pour 341 830 k€ d'une part et d'instruments de dettes ne satisfaisant pas au test SPPI d'autre part pour 659 715 k€.

• Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, en augmentation de 500 136 k€ enregistrent notamment les titres SAS Rue de La Boétie et les titres des SACAM.

• Les comptes de régularisation et autres actifs s'élèvent à 358 133 k€, en baisse de 63 561 k€ du fait de la diminution du collatéral versé à CACIB de 107 327 k€ et de l'augmentation des produits à recevoir de 33 583 k€.

Au passif :

• Les dettes envers les établissements de crédit à 12 098 643 k€ en hausse de 9,66% enregistrent une augmentation des comptes et avances de Crédit Agricole SA pour 1 510 271 K€ et une diminution des titres mis en pension de 475 406 k€.

• Les dettes envers la clientèle d'un montant de 9 902 956 k€, en hausse de 9,27% reflètent la bonne performance de l'activité de collecte.

• Les instruments dérivés de couverture à 135 672 k€ sont en diminution de 83 985 k€. Cette baisse s'explique par la diminution des swaps de taux arrivant à la fois à échéance entre 1 et 5 ans pour 13 167 k€, et à échéance supérieure à 5 ans pour 73 490 k€.

• Les capitaux propres, en augmentation de 657 741 k€ à 4 962 472 k€, enregistrent entre autres :
- le résultat 2021 pour 252 733 k€,
- moins la distribution du résultat 2020 pour 11 249 k€,
- la hausse de valorisation des titres en juste valeur par capitaux propres non recyclables (essentiellement SAS Rue la Boétie et SACAM Mutualisation) pour 413 698 k€,
- les souscriptions nettes de parts sociales pour 18 530 k€.

2.6 Activité et résultat des filiales

La SA Banque Chalus détenue à 100 % par la Caisse Régionale est une banque de dépôt dont le capital s'élève à 24,345 millions d'euros.

3. Analyse des comptes individuels

3.1 Résultat financier sur base individuelle

Le compte de résultat de la Caisse Régionale :

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variations	
			Montants	%
PNB	535 868	518 879	16 989	3,27 %
Charges générales d'exploitation	- 296 572	- 294 257	- 2 215	0,75 %
Résultat brut d'exploitation	239 396	224 622	14 774	6,58 %
Coût du risque	- 17 208	- 25 162	7 954	- 31,61 %
Résultat d'Exploitation	222 188	199 460	22 728	11,39 %
Résultat net sur actif immobilisé	302	- 5 973	6 275	- 105,06 %
Résultat avant impôt	222 490	193 487	29 003	14,99 %
Impôt sur les bénéfices	- 50 502	- 50 395	- 107	0,21 %
Résultat exceptionnel + Dotation/rep FRBG	- 30 000	- 13 000	- 17 000	130,77 %
Résultat net	141 988	130 092	11 896	9,14 %

Le Produit Net Bancaire à 535,9 millions d'euros est en hausse de 3,27 % par rapport à 2020.

L'évolution du PNB sera décrite sur la base de l'évolution économique suivante :

- la marge d'intermédiation ;
- les commissions et autres produits d'exploitation ;
- la marge sur portefeuille et activités pour compte propre résultant de la gestion des fonds propres.

LA MARGE D'INTERMÉDIATION

Elle recouvre principalement la marge réalisée sur les prêts et la collecte auprès de la clientèle, les placements des excédents et les couvertures du risque de taux. La marge d'intermédiation s'élève à 218,2 millions d'euros au 31 décembre 2021 et représente 40,7 % du total du PNB. La marge d'intermédiation est en hausse de 6,6 % par rapport à 2020 malgré la poursuite de la baisse des produits des prêts à la clientèle, avec un nouveau recul du taux moyen des prêts.

Cette hausse de la marge d'intermédiation a été réalisée grâce à :

- la baisse du coût de la ressource bénéficiant des enveloppes TLTRO
- la reprise de la provision épargne logement de 4,2 millions d'euros enregistrée en 2021 contre une dotation de 3,9 millions d'euros en 2020.

LES COMMISSIONS ET AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Cet ensemble regroupant principalement les activités d'assurances, de titres et de ventes de produits et services à la clientèle s'élève à 230 millions d'euros, est en hausse de 8,0 % par rapport à 2020.

Le résultat global de l'activité assurances (assurance emprunteur, assurance IARD, assurance caution, prévoyance pour les compartiments les plus significatifs), est en hausse de 16,1 % avec une activité commerciale IARD en hausse et une baisse de la sinistralité ADE.

L'activité de ventes de produits et services est elle aussi en progression avec une augmentation 4,1 % des cotisations aux offres packagées (Comptes à composer et Comptes services) et de 6,4 % des cotisations de cartes bancaires.

La marge sur commissions et autres produits d'exploitation représente 42,9 % du PNB.

LA MARGE SUR RESSOURCES PROPRES ET ACTIVITÉS POUR COMPTE PROPRE

Cette marge, principalement composée des revenus des portefeuilles de titres de participation, placement et investissement s'établit à 88,2 millions d'euros en baisse de 12,3 % (100,6 millions d'euros en 2020). Cette baisse s'explique notamment par l'écart de 11,6 millions d'euros entre le dividende de SAS Rue La Boétie reçu en 2021 et la distribution exceptionnelle de 2020.

Cette marge représente 16,5 % du PNB.

Le résultat brut d'exploitation

Les charges de fonctionnement hors charges de personnel sont en baisse (- 1,7 %) notamment liées à la baisse des impôts et taxes (restitution du trop versé du FRU sur les années antérieures, baisse de la contribution FGDR, de la taxe professionnelle, des taxes foncières), à une restitution de TVA sur les frais de succession et à un gain d'aide à l'emploi.

Le résultat brut d'exploitation à 239,4 millions d'euros est en hausse 14,8 millions d'euros (+ 6,6 %) et le coefficient d'exploitation s'élève à 55,3 % au 31 décembre 2021.

Le résultat net

Le coût du risque s'établit à 17,2 millions d'euros. L'encours CDL de la Caisse Régionale y compris STT a baissé de 0,6 millions d'euros pour atteindre

323,5 millions d'euros (dont 261 millions d'euros en défaut vif). Le taux de provisionnement global a également baissé de 3,65 points à 63,47 % (75,2 % sur défauts vifs). Au total, les provisions sur les encours de créances en défaut sont en baisse de 12,2 millions d'euros.

Les dotations des provisions collectives sur encours sains et dégradés, sont en hausse de 3,7 millions d'euros pour tenir compte des impacts de la crise Covid-19 sur différentes filières et notamment la filière des Cafés-Hôtels-Restaurants et la création d'une filière complémentaire sur les clients ayant un PGE avec différé d'amortissement.

Au final, après imputation de la charge fiscale de 50,5 millions d'euros, le résultat net 2021 s'établit à près de 142 millions d'euros en hausse de 9,1 % par rapport à décembre 2020.

3.2 Bilan et variations des capitaux propres sur base individuelle

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variations	
			Montants	%
Opérations interbancaires et assimilées	2 124 465	1 931 724	192 741	10,0 %
Opérations internes au Crédit Agricole	1 626 521	1 717 659	- 91 138	- 5,3 %
Opérations avec la clientèle	18 403 948	17 160 750	1 243 198	7,2 %
Opérations sur titres	1 322 675	677 307	645 368	95,3 %
Valeurs immobilisées	2 402 273	2 297 644	104 629	4,6 %
Capital souscrit non versé				
Actions propres				
Comptes de régularisation et actifs divers	445 749	495 467	- 49 718	- 10,0 %
TOTAL DE L'ACTIF	26 325 631	24 280 551	2 045 080	8,4 %

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variations	
			Montants	%
Opérations interbancaires et assimilées	444 671	916 139	- 471 468	- 51,5 %
Opérations internes au Crédit Agricole	11 935 120	10 384 402	1 550 718	14,9 %
Comptes créditeurs de la clientèle	9 170 469	8 383 899	786 570	9,4 %
Dettes représentées par un titre	21 861	24 751	- 2 890	- 11,7 %
Comptes de régularisation et passifs divers	413 181	422 982	- 9 801	- 2,3 %
Provisions et dettes subordonnées	368 918	337 856	31 062	9,2 %
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	287 892	257 892	30 000	11,6 %
Capitaux propres hors FRBG	3 683 519	3 552 630	130 889	3,7 %
TOTAL DU PASSIF	26 325 631	24 280 551	2 045 080	8,4 %

A l'actif :

- Les opérations interbancaires sont en hausse de 192 741 k€. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des titres d'investissement d'État.
- Les opérations internes au Crédit Agricole s'élèvent à 1 627 millions d'euros soit une baisse de 91 137 k€. Cette diminution est due en majorité, à la fois, à la baisse des placements monétaires et à la résiliation de la garantie switch auprès de Crédit Agricole SA pour un montant global de 261 525 k€.
- L'encours net des créances de la clientèle s'élève à 18,4 milliards d'euros soit une progression de 7,24 %. L'encours représente 69,9 % du total de l'actif.
- Le portefeuille titre s'élève à 1 323 millions d'euros, en hausse de 645 millions d'euros du fait de l'acquisition de titres d'OPC à hauteur de 544 millions d'euros.
- Les valeurs immobilisées sont en augmentation de 105 millions d'euros, en raison notamment de l'acquisition de titres de participations dans la SAS Rue La Boétie à hauteur de 61 millions d'euros.
- Les comptes de régularisations sont en diminution de 50 millions d'euros en raison de la baisse de l'appel de marge CACIB de 86 750 k€ et de la hausse des produits à recevoir de 34 197 k€.

Au passif :

- Les opérations interbancaires sont en baisse de 471 millions d'euros. Cette diminution est essentiellement liée à la baisse des mises en pensions de titres, le montant s'élevant à 149 766 k€ contre 624 526 k€ au 31/12/2020.
- Les opérations internes au Crédit Agricole s'élèvent à 11 935 millions d'euros soit une hausse de 1 550 719 k€ correspondant essentiellement aux avances effectuées par Crédit Agricole SA à hauteur de 842 millions et aux emprunts en blanc à hauteur de 668 millions.
- L'ensemble des dépôts de la clientèle représentent 9,170 milliards d'euros (en progression de +9,38% sur un an) dont l'essentiel est constitué des dépôts à vue pour 7,935 milliards d'euros.
- Les capitaux propres hors FRBG s'élèvent à 3,683 milliards d'euros soit une progression de 3,68 % avec la remontée du résultat 2020 en réserves. Ils représentent 13,99% du total du bilan.

3.3 Hors Bilan sur base individuelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variations	
			Montants	%
Engagements donnés	3 125 072	3 170 193	- 45 121	- 1,4 %
Engagement de financement	2 358 699	2 309 425	49 274	2,1 %
Engagement de garantie	762 313	857 682	- 95 369	- 11,1 %
Engagements sur titres	4 060	3 086	974	31,6 %

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variations	
			Montants	%
Engagements reçus	7 093 659	6 457 818	635 841	9,8 %
Engagement de financement	22 861	19 936	2 925	14,7 %
Engagement de garantie	7 066 738	6 434 796	631 942	9,8 %
Engagements sur titres	4 060	3 086	974	31,6 %

Les éléments les plus significatifs concernent :

- Les engagements de financement donnés pour un total de 2 358 699 k€ ont été accordés majoritairement à des clients sains pour 2 222 489 k€, à des clients dégradés pour 122 033 k€ et à des clients douteux pour 14 176 k€.
- Les engagements de garantie donnés pour un total de 762 313 k€ se composent pour 96,4% de garanties de remboursements sur des crédits distribués par d'autres établissements comme CACIB.
- Les engagements reçus pour un total de 7 093 658 k€ concernent à 85,25% les garanties reçues de CAMCA Caution dans le cadre de crédits habitat.

4. Capital social et sa rémunération

Au 31 décembre 2021, le capital social s'élève 145 931 265 € décomposé en 109 447 830 € de parts sociales et 36 483 435 € de CCA. Le capital social des parts sociales est en baisse de 450 € liée à l'évolution du nombre de caisses locales (voir 6.16 des annexes consolidées).

En 2021, le taux de rémunération des parts sociales est de 1,60% à l'identique de 2020.

4.1 Les parts sociales

(en euros)	Intérêts aux parts
2021	1 751 165,28
2020	1 751 172,48
2019	1 751 182,08

Ces intérêts sont éligibles à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du Code Général des impôts.

4.2 Les Certificats coopératifs d'associé

(en euros)	Dividende
2021	10 653 163,02
2020	9 753 238,29
2019	10 239 684,09

Ces dividendes ne sont pas éligibles à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158 du Code Général des Impôts.

5. Autres filiales et participations

5.1 Filiales non consolidées et participations

INFORMATIONS FINANCIÈRES	(en milliers d'euros)										
FILIALES ET PARTICIPATIONS	De- vise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consen- tis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (1)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					BRUTES	NETTES					
	PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÉDÉ 1 % DU CAPITAL DE L'ENTITÉ										
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (détail)					31 363	31 363					
SA Banque Chalus	eur	24 345	41 130	100,00 %	31 363	31 363			15 785	1 602	
Participations dans des établissements de crédit (détail)					1 881 055	1 881 055	33 919				
SAS Rue la Boétie	eur	2 744 903	15 406 729	4,79 %	1 064 727	1 064 727	33 919			- 3 980	41 249
Snc Sacam Mutualisation	eur	18 556 677	10 065	4,40 %	816 328	816 328			274 090	271 332	9 943
Autres parts dans les entreprises liées (détail)					142 270	126 076	2 270				
SA Sacam Centre	eur	3 162	- 1 505	65,25 %	2 097	1 084			6	- 1 776	
SCI Colonel Moll	eur	8 265	356	99,99 %	8 186	8 186			485	22	
SCI Michelet	eur	5 257	571	99,99 %	5 504	5 504	350		450	174	
SCI Vincennes	eur	3 069	2 357	99,99 %	4 963	4 963	530		535	208	
SAS CACF Développement	eur	73 500	- 1 048	100,00 %	73 259	73 259			404	- 1 006	
SAS CACF Immobilier	eur	15 000	- 29 530	100,00 %	15 000				42	- 705	
SAS Stade République	eur	6 188	266	100,00 %	6 188	6 188			439	171	161
SAS CACF Participations Régionales	eur	4 158	85	100,00 %	4 248	4 248			62	55	51
Crédit CACF innovation	eur	2 500	- 263	100,00 %	2 500	2 319			17	- 267	
VILLAGE BY CA CENTRE FRANCE	eur	1 500	- 493	100,00 %	1 500	1 500			40	- 493	
SCI FONTMAURE	eur	7 920		100,00 %	7 920	7 920					
SNC Investissements Fonciers	eur	900	8 801	100,00 %	10 905	10 905	1 390		228	- 433	
Autres titres de participations (détail)					135 025	114 079	16 365				
SAS Sacam Développement	eur	725 471	69 308	4,79 %	34 991	34 991	16 365		72 678	61 685	959
SAS Sacam International	eur	522 023	- 38 777	3,88 %	34 908	18 315			152	- 102 179	
SAS Sacam Fireca	eur	55 594	- 4 958	3,40 %	3 152	1 720				2 110	
SAS Sacam Participations	eur	62 558	19 433	3,27 %	2 369	2 369			3 581	2 334	
SAS Sacam Avenir	eur	217 698	- 232	2,98 %	11 200	8 279				- 28	
SAS SACAM IMMOBILIER	eur	173 273	14 605	4,13 %	6 048	6 048			5 350	5 309	165
SAS C2MS	eur	53 053	3 255	3,31 %	1755	1 755			187 655	3 254	
SAS CARIOU HOLDING	eur	70 000	1 241	25,71 %	18 237	18 237			3 750	2 945	
SA CAPS (EX CT CAM)	eur	511	35 468	2,31 %	1 131	1 131			81 454	107	14
SAS DELTA	eur	79 550	- 1 731	3,81 %	3 033	3 033				- 28	
SAS Gds Crus Invest,	eur	44 992	34 078	4,11 %	1482	1 482			541	15 974	
CA SERVICES IMMOBILIERS	eur			5,94 %	6 911	6 911					
Certificats d'Associés	eur				9 808	9 808					
PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFÉRIEURE A 1 % DU CAPITAL DE L'ENTITÉ											
- Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit (ensemble)	eur										
- Participations dans des établissements de crédit (ensemble)	eur										
- Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)	eur				5 405	4 508	15 767				
- Autres titres de participations (ensemble)	eur				9 242	7 981	230				235
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS					2 204 360	2 165 062	68 551				235

6. Tableau des cinq derniers exercices

	2017	2018	2019	2020	2021
1- Situation Financière (en milliers d'euros)					
Capital social	109 451	109 450	109 449	109 448	109 448
Nbre de parts sociales	7 297	7 297	7 297	7 297	7 297
Nbre de CCA	2 432	2 432	2 432	2 432	2 432
2- Résultat global des opérations (en milliers d'euros)					
Produit Net Bancaire	524 113	540 371	522 402	518 880	535 868
Résultat Brut d'exploitation avant amortissements					
Impôt sur les bénéfices	48 072	57 849	44 895	50 395	50 502
Bénéfice après impôt, amortissement et provisions	134 386	138 149	136 783	130 092	141 988
Bénéfices distribués	12 064	12 331	12 331	11 504	12 404
3- Résultat des opérations réduit à 1 titres (en euros)					
Résultat Brut d'exploitation après impôt avant amortissements					
Bénéfice après impôt, amortissement et provisions					
Intérêt net versé à chaque Part Sociale	0,27	0,27	0,24	0,24	0,24
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'investissement					
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'associé	4,15	4,26	4,21	4,01	4,38
4- Personnel					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	2 290	2 286	2 274	2 260	2 266
Montant de la masse salariale de l'exercice	88 515	90 640	91 764	89 911	93 225
Montant versé au titre des charges sociales et assimilées de l'exercice	54 198	56 069	55 148	57 051	57 442

7. Évènements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe Caisse Régionale

7.1 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement particulier n'est à signaler.

Trois axes prioritaires ont été définis pour l'année :

- accélérer sur la prévoyance et l'assurance ;
- conquérir et fidéliser par le crédit et l'équipement ;
- développer l'accompagnement de la transition énergétique.

7.2 Les perspectives 2022

En 2022, nous poursuivons nos transformations au service de l'excellence relationnelle.

Notre enjeu majeur sera de renforcer nos positions et indices de recommandation sur tous les marchés, dans la poursuite de notre logique de programmes relationnels, en nous appuyant sur les outils de connaissance client et en amplifiant notre stratégie de développement de distribution « *full multicanale* ». L'amélioration de l'expérience client, par une meilleure appropriation des nouveaux outils, nous permettra de conforter notre place de leader sur notre territoire.

En 2022, nous poursuivons notre accompagnement des start-up locales au travers du Village by CA à Clermont-Ferrand. La rénovation de notre siège social à Clermont-Ferrand, dont les travaux devraient s'achever courant 2022, se poursuit.

8. Informations diverses

8.1 Informations sur les délais de paiement

L'article L. 441-6-1 du Code de commerce impose aux sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes de publier dans leur rapport de gestion le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance suivant les modalités du décret n° 2008-1492 article D. 441-4.

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes qui n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

	Article D.441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	27					144
Montant total des factures concernées h.t	2 687 525	158 444	1 414 315	207 237	94 247	1 874 242
Pourcentage du montant total des achats h.t de l'exercice	1,23 %	0,07 %	0,65 %	0,09 %	0,04 %	0,86 %

Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice :

	Article D.441 -II : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulé de factures concernées	4 819					8 914
Montant cumulé des factures concernées h.t	145 623 203,41	46 684 230,17	20 042 959,59	1 212 537,05	4 967 702,06	72 907 428,87
Pourcentage du montant total h.t des factures reçues dans l'année	66,6 %	21,4 %	9,2 %	0,6 %	2,3 %	33,4 %

8.2 Informations relatives aux comptes inactifs

Dans le cadre de la loi ECKERT les éléments suivants sont présentés au 31.12.2021 :

- Nombre de comptes inactifs : 16 741
- Montant des comptes inactifs : 19 213 550,60 €
- Nombre de comptes remontés à la CDC : 1 103
- Montant des comptes remontés à la CDC : 5 365 010,24 €

8.3 Charges non fiscalement déductibles

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts non déductibles des résultats imposables, s'élèvent à la somme de 77 619,81 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, et celui de l'impôt supporté par la société du fait de la non-déductibilité est de 22 051,79€.

8.4 Activités en matière de recherche et développement

La Caisse Régionale n'est pas concernée.

FACTEURS DE RISQUES ET INFORMATIONS PRUDENTIELLES

1. Informations prudentielles

COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (Capital Requirements Regulation, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations prudentielles. Ces informations sont à disposition sur le site internet suivant à la rubrique « INFORMATIONS REGLEMENTEES » :

<https://www.credit-agricole.fr/ca-centrefrance/particulier/informations/relation-banque-client.html>.

> Situation au 31 décembre 2021

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier.

Fonds propres prudentiels phasés simplifiés (en millions d'euros) et ratios de solvabilité (en pourcentage)	31.12.2021	31.12.2020
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	2 827	2 589
dont Instruments de capital et réserves	4 950	4 293
dont Filtres prudentiels et autres ajustements réglementaires	(2 123)	(1 705)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1		
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (TIER 1)	2 827	2 589
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2	25	25
FONDS PROPRES TOTAUX	2 852	2 613
TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS (RWA)	9 253	8 937
RATIO CET1	30,55 %	29,29 %
RATIO TIER 1	30,55 %	29,29 %
RATIO TOTAL CAPITAL	30,83 %	29,57 %
TOTAL DE L'EXPOSITION EN LEVIER	24 823	22 762
RATIO DE LEVIER	11,39 %	11,37 %

Au 31 décembre 2021, les ratios de solvabilité du Crédit Agricole Centre France sont au-dessus des exigences minimales réglementaires.

2. Facteurs de risques

Suite aux évolutions récentes liées à la crise russo-ukrainienne depuis l'arrêté des comptes le 31/12/2021, la partie 2 relative aux facteurs de risque liés à l'environnement dans lequel évolue la Caisse Régionale a fait l'objet d'une modification inhérente aux possibles effets de cette crise sur la situation de la Caisse Régionale. Au-delà de ce point, il n'y a eu aucun changement dans la situation financière de la Caisse Régionale entre la date d'arrêté et la mise à disposition des documents financiers.

Cette partie présente les principaux risques auxquels la Caisse Régionale Centre France est exposée.

2.1 Facteurs de risque liés à la Caisse Régionale et à son activité

Les risques propres à l'activité de la Caisse Régionale Centre France sont présentés dans la présente section sous les catégories suivantes :

- 2.2 Risques de crédit et de contrepartie,
- 2.3 Risques financiers,
- 2.4 Risques opérationnels et risques connexes,
- 2.5 Risques liés à l'environnement dans lequel la Caisse Régionale Centre France évolue,
- 2.6 Risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse Régionale Centre France,
- 2.7 Risques liés à la structure du groupe Crédit Agricole.

Au sein de chacune de ces six catégories, les risques que la Caisse Régionale considère actuellement comme étant les plus importants, sur la base d'une évaluation de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel, sont présentés en premier. Toutefois, même un risque actuellement considéré comme moins important, pourrait avoir un impact significatif sur la Caisse Régionale Centre France s'il se concrétisait à l'avenir.

Ces facteurs de risque sont détaillés ci-dessous.

2.2 Risques de crédit et de contrepartie

2.2.1 LE CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE EST EXPOSÉ AU RISQUE DE CRÉDIT DE SES CONTREPARTIES

Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels la Caisse Régionale est exposée. Le risque de crédit affecte

les comptes consolidés de la Caisse Régionale lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ses obligations figurant dans les livres de la banque est positive. Cette contrepartie peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter par rapport aux taux récents historiquement bas, la Caisse Régionale pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

Bien que la Caisse Régionale cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit et d'accords de compensation, il ne peut être certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, la Caisse Régionale est exposée au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (telle qu'une contrepartie au titre d'un instrument dérivé) ou au risque de perte de valeur du collatéral. Par ailleurs, seule une partie du risque de crédit supporté par la Caisse Régionale est couverte par ces techniques. En conséquence, la Caisse Régionale est exposée de manière significative au risque de défaut de ses contreparties.

Au 31 décembre 2021, l'exposition maximale au risque de crédit s'élevait à 24 710 452 milliers d'euros répartis à hauteur de 16 764 milliers d'euros sur la clientèle de détail (67,8%) et 4 627 milliers sur la clientèle des Grandes entreprises (18,7%). Par ailleurs, les montants des actifs pondérés par les risques (RWAs) relatifs aux risques de crédit auxquels est exposée la Caisse Régionale étaient de 5 385 118 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

À cette date d'arrêté, le solde des prêts et titres de créances en défaut et ayant fait l'objet d'une réduction de valeur (dépréciés) s'élevait à 361 406 milliers d'euros.

2.2.2 TOUTE AUGMENTATION SUBSTANTIELLE DES PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS OU TOUTE ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE DU RISQUE DE PERTES ESTIMÉES PAR LE CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE LIÉES À SON PORTEFEUILLE DE PRÊTS ET DE CRÉANCES POURRAIT PESER SUR SES RÉSULTATS ET SA SITUATION FINANCIÈRE

Dans le cadre de ses activités de prêt, le Crédit Agricole Centre France comptabilise périodiquement, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes

réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles-mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque".

Le niveau global des provisions de la Caisse Régionale est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, des arrêts des prêts, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts, ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios collectivement applicables à tous les actifs concernés.

Bien que la Caisse Régionale s'efforce de constituer des provisions adaptées, elle pourrait être amenée à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons (telles que des évolutions macro-économiques et sectorielles), comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays ou industries notamment dans le contexte actuel de crise.

L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de perte, tel qu'estimé, inhérent à son portefeuille de prêts non douteux, ou la réalisation de pertes sur prêts supérieure aux montants provisionnés, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière de la Caisse Régionale.

Au 31 décembre 2021, le montant brut des prêts et créances du Crédit Agricole Centre France s'élevait à 19 964 304 milliers d'euros. Au titre du risque de crédit, les montants de provisions, dépréciations cumulées, et des ajustements s'y rapportant s'élevaient à 351 116 milliers euros.

2.2.3 UNE DÉTÉRIORATION DE LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE SUR LES RÉSULTATS DU CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE

La qualité du crédit des emprunteurs corporates pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, des risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques. Les risques pourraient être amplifiés par des pratiques récentes ayant consisté pour les prêteurs à réduire leur niveau de protection en termes de covenants bancaires inclus dans leur documentation de prêt, ce qui pourrait réduire leurs possibilités d'intervention précoce pour protéger les actifs sous-jacents et limiter le risque de non-paiement. Si une tendance de détérioration de la qualité du crédit devait apparaître, la Caisse Régionale pourrait être

contrainte d'enregistrer des charges de dépréciation d'actifs ou déprécier la valeur de son portefeuille de créances, ce qui pourrait se répercuter de manière significative sur la rentabilité et la situation financière de la Caisse Régionale.

Au 31 décembre 2021, l'exposition sur les secteurs hors administrations publiques, banques, assurances et personnes privées s'élève à 4 637 286 milliers d'euros (dont 94 210 milliers d'euros en défaut).

2.2.4 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE POURRAIT ÊTRE IMPACTÉE DE MANIÈRE DÉFAVORABLE PAR DES ÉVÉNEMENTS AFFECTANT LES SECTEURS AUXQUELS IL EST FORTEMENT EXPOSÉ

A fin décembre 2021, les expositions de la Caisse Régionale sur le secteur des « personnes privées » s'élèvent à 16 763 867 milliers d'euros soit 67,8 % des expositions au risque de crédit.

2.2.5 LA SOLIDITÉ ET LE COMPORTEMENT DES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET ACTEURS DU MARCHÉ POURRAIENT AVOIR UN IMPACT DÉFAVORABLE SUR LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE

La capacité de la Caisse Régionale à effectuer des opérations de financement ou d'investissement et à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée défavorablement par la solidité des autres institutions financières ou acteurs du marché. Les établissements financiers sont interconnectés en raison de leurs activités de *trading*, de compensation, de contrepartie, de financement ou autres. Par conséquent, les défaillances d'un ou de plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers, ou la perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir entraîner des pertes ou défaillances supplémentaires. La Caisse Régionale est exposée à de nombreuses contreparties financières, y compris des courtiers, des banques commerciales, des banques d'investissement, des fonds communs de placement et de couverture ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels elle conclut de manière habituelle des transactions. Nombre de ces opérations exposent la Caisse Régionale à un risque de crédit en cas de défaillance ou de difficultés financières. En outre, le risque de crédit de la Caisse Régionale serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par la Caisse Régionale ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne leur permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition de la Caisse Régionale au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Au 31 décembre 2021, le montant total des expositions brutes sur des contreparties Établissements de crédit et assimilés était de 164 498 milliers d'euros.

2.2.6 LE CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE EST FAIBLEMENT EXPOSÉ AU RISQUE PAYS ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE CONCENTRÉ DANS LES PAYS OÙ IL EXERCE SES ACTIVITÉS

Le territoire national compose très majoritairement le pays de financement des crédits distribués par la Caisse Régionale même si elle accompagne ses clients dans le financement de leurs activités à l'étranger.

2.3 Risques financiers

2.3.1 LA PROLONGATION OU LA FIN DE L'ENVIRONNEMENT ACTUEL DE TAUX D'INTÉRÊT BAS POURRAIT IMPACTER LA RENTABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE

Ces dernières années, les marchés mondiaux ont été caractérisés par des taux d'intérêt bas. Si cet environnement de taux bas devait perdurer, la rentabilité de la Caisse Régionale Centre France pourrait continuer à être affectée de manière significative. Durant des périodes de taux d'intérêt bas, les différentiels des taux d'intérêt tendent à se resserrer, et la Caisse Régionale Centre France pourrait alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment son coût de financement pour compenser la baisse de revenus liée à l'octroi de prêts à des taux de marché plus bas. Les efforts déployés pour réduire le coût des dépôts pourraient être contrecarrés par la prédominance, notamment en France, des produits d'épargne réglementés (tels que le plan d'épargne logement (PEL) ou le livret A) rémunérés par des taux d'intérêt fixés au-dessus des taux de marché actuels.

Sur l'année 2021, la part des activités d'assurance dans le produit net bancaire de Caisse Régionale Centre France représentait 22 %. Des taux bas pourraient également affecter les commissions facturées sur les produits de gestion d'actifs sur le marché monétaire et d'autres produits à revenu fixe.

Sur l'année 2021, les commissions tirées des produits de gestion d'actifs dans le produit net bancaire de la Caisse Régionale s'élevait à 1,7 %. En outre, en raison de la baisse des taux, il a pu se matérialiser une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les

clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt.

Au 31 décembre 2021, les encours de crédit à l'habitat, en France, de la Caisse Régionale s'établissent à 10 872 millions d'euros.

La survenance d'une nouvelle vague de remboursements anticipés ne peut être exclue. Ceci, conjugué avec l'octroi de nouveaux prêts aux faibles taux d'intérêt en vigueur sur le marché, pourrait entraîner une diminution globale du taux d'intérêt moyen des portefeuilles de prêts. Une réduction des *spreads* de crédit et une diminution des revenus résultant de la baisse des taux d'intérêt des portefeuilles de créances pourraient affecter de manière significative la rentabilité des activités de banque de détail et la situation financière globale de Caisse Régionale.

Un environnement persistant de taux d'intérêt bas pourrait également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire significativement les revenus générés par le Caisse Régionale dans le cadre des activités de financement et affecter défavorablement leur rentabilité et leur situation financière. Un tel aplanissement de la courbe des taux pourrait également inciter les institutions financières à s'engager dans des activités plus risquées en vue d'obtenir le niveau de taux escompté, ce qui pourrait être de nature à accroître le risque et la volatilité du marché de manière globale. En conséquence, les opérations de la Caisse Régionale pourraient être perturbées de manière significative, et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient de ce fait subir un impact défavorable significatif.

2.3.2 TOUTE ÉVOLUTION DÉFAVORABLE DE LA COURBE DES TAUX PÈSE OU EST SUSCEPTIBLE DE PESER SUR LES REVENUS CONSOLIDÉS OU LA RENTABILITÉ DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE

La Caisse Régionale par son activité de banque de détail est exposée aux variations de taux d'intérêts. Le montant de marge nette d'intérêts encaissés par le Crédit Agricole Centre France sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus consolidés et sa rentabilité pour cette période. Sur l'année 2021, les revenus de la Caisse Régionale sont constitués à 46,6 % par la marge nette d'intérêts. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels la Caisse Régionale n'a pas d'emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer la marge nette d'intérêt des activités de prêts de la Caisse Régionale ainsi que sa valeur économique.

A fin décembre 2021, en cas de baisse des taux d'intérêt dans les principales zones où la Caisse Régionale Centre France est exposée⁵, la valeur économique de la Caisse Régionale Centre France serait positivement affectée à hauteur de + 89 millions d'euros ; à l'inverse, à fin décembre 2021, elle serait négativement affectée à hauteur de - 506 millions d'euros sur sa valeur économique en cas de hausse des taux d'intérêt dans les principales zones où la Caisse Régionale Centre France est exposée. Ces impacts sont calculés sur la base d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années, c'est-à-dire sans tenir compte de la production future, et n'intègrent donc pas l'impact dynamique éventuel d'une variation des positions au bilan ; le bilan retenu exclut les fonds propres et les participations conformément aux dispositions réglementaires relatives au risque de taux (*Supervisory Outlier Test* ou test des valeurs extrêmes).

En prenant en considération un renouvellement des opérations arrivant à maturité à l'identique en de volume et aux conditions de marché en vigueur en termes de marge sur un horizon de 12 mois : à fin décembre 2021, en cas de baisse des taux d'intérêt dans les principales zones où la Caisse Régionale Centre France est exposée⁵, la marge nette d'intérêts de la Caisse Régionale Centre France baisserait de - 1 million d'euros ; à l'inverse, à fin décembre 2021, en cas de hausse des taux d'intérêt dans les principales zones où la Caisse Régionale est exposée⁶, la marge nette d'intérêts de la Caisse Régionale Centre France serait en hausse de 7 millions d'euros.

Les résultats de la Caisse Régionale Centre France pourraient être également affectés par une variation des taux aussi bien à la hausse qu'à la baisse en cas d'inefficacité comptable des couvertures. De façon plus générale, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait conduire à des corrections importantes sur certains marchés ou catégories d'actifs, et à une hausse de la volatilité sur les marchés.

2.3.3 DES AJUSTEMENTS APPORTÉS À LA VALEUR COMPTABLE DES PORTEFEUILLES DE TITRES ET D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE, AINSI QUE DE LA DETTE DE LA CAISSE RÉGIONALE, POURRAIENT IMPACTER SON RÉSULTAT NET ET SES CAPITAUX PROPRES

La valeur comptable des portefeuilles de titres, d'instruments dérivés et de certains autres actifs de la Caisse Régionale, ainsi que de sa dette propre inscrite dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement de ses états financiers. Les ajustements de valeur effectués reflètent notamment

le risque de crédit inhérent à la dette propre de la Caisse Régionale, ainsi que des variations de valeur liées aux marchés taux et action. La plupart de ces ajustements sont effectués sur la base de la variation de la juste valeur des actifs et des passifs de la Caisse Régionale au cours d'un exercice comptable, cette variation étant enregistrée au niveau du compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la juste valeur d'autres actifs, ont un impact sur le résultat net consolidé de la Caisse Régionale. Tout ajustement à la juste valeur affecte les capitaux propres et, par conséquent, le ratio d'adéquation des fonds propres de la Caisse Régionale. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour des périodes ultérieures.

Au 31 décembre 2021, l'encours brut des titres de créances détenus par le Crédit Agricole Centre France s'élevait à 2 006 615 milliers d'euros. Les dépréciations et provisions cumulées et ajustements négatifs de la juste valeur dus au risque de crédit étaient de 526 milliers d'euros.

2.3.4 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE PEUT SUBIR DES PERTES LIÉES À LA DÉTENTION DE TITRES DE CAPITAL

La valeur des titres de capital détenus par la Caisse Régionale pourrait décliner, occasionnant ainsi des pertes pour la Caisse Régionale. La Caisse Régionale supporte le risque d'une baisse de valeur des titres de capital qu'il détient dans l'exercice de ses activités de tenue de marché et de *trading*, principalement dans le cadre de la détention d'actions cotées, dans l'exercice d'activités de *private equity* et dans le cadre de prises de participations stratégiques dans le capital de sociétés en vue d'exercer le contrôle et d'influencer la stratégie de la Caisse Régionale.

Dans l'hypothèse de participations stratégiques, le degré de contrôle la Caisse Régionale peut être limité et tout désaccord avec d'autres actionnaires ou avec la Direction de la Caisse Régionale pourrait avoir un impact défavorable sur la capacité de la Caisse Régionale à influencer les politiques de cette entité. Si la valeur des titres de capital détenus par la Caisse Régionale venait à diminuer de manière significative, la Caisse Régionale pourrait être contrainte de réévaluer ces titres à leur juste valeur ou de comptabiliser des charges de dépréciation dans ses états financiers consolidés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur ses résultats et sa situation financière.

(5) Les chocs de taux d'intérêt retenus correspondent aux scénarios réglementaires, à savoir +/- 200 bps en zone euro et aux États-Unis et +/- 100 bps en Suisse

(6) Les chocs de taux d'intérêt retenus sont +/- 50 bps

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale Centre France détenait près de 3 674 millions d'euros d'instruments de capitaux propres dont 1 002 millions d'euros étaient comptabilisés à la juste valeur par résultat et 17 millions d'euros détenus à des fins de transaction d'une part, 2 655 millions d'instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres d'autre part.

2.3.5 LES COMMISSIONS TIRÉES PAR LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE DES PRODUITS D'ASSURANCE, DE GESTION D'ACTIFS, DE COURTAGE ET AUTRES POURRAIENT ÊTRE IMPACTÉS PAR UNE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE MARCHÉ

Par le passé, les replis des marchés ont entraîné une diminution de la valeur des portefeuilles de clients ayant souscrit des produits de gestion d'actifs, d'assurance et de fortune et augmenté le montant des retraits, réduisant ainsi les commissions tirées par la Caisse Régionale de ces activités. Sur l'année 2021, 22 % et 1,7 % des revenus de la Caisse Régionale ont été générés respectivement par les commissions liées aux activités de gestion d'actifs et de fortune et celles d'assurance. De nouveaux ralentissements pourraient avoir dans le futur des effets similaires sur les résultats et la situation financière de la Caisse Régionale.

En outre, la conjoncture économique et les conditions financières influent sur le nombre et la taille des opérations dans lesquelles la Caisse Régionale intervient comme garant, conseil financier ou au titre d'autres services de financement et d'investissement. Les revenus de la Caisse Régionale qui comprennent les commissions rémunérant ces services, sont directement liés au nombre et à la taille des opérations dans le cadre desquelles la Caisse Régionale intervient, et peuvent donc être significativement affectés par un ralentissement du marché. En outre, les commissions de gestion facturées à leurs clients pour la gestion de leurs portefeuilles étant généralement calculées sur la valeur ou la performance de ces portefeuilles, tout ralentissement du marché qui aurait pour conséquence de réduire la valeur des portefeuilles des clients de la Caisse Régionale réduirait les revenus qui rémunèrent la fourniture de ces services.

Même en l'absence de repli du marché, toute sous-performance des organismes de placement collectif de Crédit Agricole SA ou de ses produits d'assurance-vie pourrait entraîner une accélération des rachats et une diminution des souscriptions, ce qui aurait pour conséquence une contraction des commissions que la Caisse Régionale perçoit sur les activités de gestion d'actifs et d'assurance.

2.3.6 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE DOIT ASSURER UNE GESTION ACTIF-PASSIF ADÉQUATE AFIN DE MAÎTRISER LE RISQUE DE PERTE. DES REPLIS PROLONGÉS DU MARCHÉ POURRAIENT RÉDUIRE LA LIQUIDITÉ, RENDANT PLUS DIFFICILE LA CESSIION D'ACTIFS ET POUVANT ENGENDRER DES PERTES SIGNIFICATIVES

La Caisse Régionale Centre France est exposée au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement d'un certain nombre d'actifs de la Caisse Régionale est incertain, et si la Caisse Régionale perçoit des revenus inférieurs aux prévisions à un moment donné, elle pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire provenant du marché pour faire face à ses obligations. Bien que la Caisse Régionale s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, il ne peut être garanti que ces limites seront pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

L'objectif de la Caisse Régionale Centre France en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale Centre France affichait un ratio LCR (*Liquidity Coverage Ratio* – ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 205,9 %⁷ supérieur au plancher réglementaire de 100 %.

2.3.7 L'ÉVOLUTION DES PRIX, LA VOLATILITÉ AINSI QUE DE NOMBREUX PARAMÈTRES EXPOSENT LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE À DES RISQUES DE MARCHÉ

Les activités de la Caisse Régionale Centre France sont impactées de manière significative par les conditions des marchés financiers qui sont, à leur tour, affectées par la conjoncture économique, actuelle et à venir, en France, en Europe et dans les autres régions du monde au sein desquelles la Caisse Régionale Centre France opère. Une évolution défavorable des conditions du marché, de la conjoncture économique ou du contexte géopolitique pourrait à l'avenir mettre les établissements financiers à l'épreuve en complexifiant l'environnement au sein duquel ils opèrent. La Caisse Régionale Centre France est

(7) LCR de fin de période

ainsi fortement exposée aux risques suivants : les fluctuations des taux d'intérêt, des cours des titres, des taux de change, de la prime applicable à ses émissions obligataires ainsi que des prix du pétrole, des métaux précieux et autres matières premières.

Elle réalise également des *stress tests* afin de quantifier son exposition potentielle dans des scénarios extrêmes, tels que décrits et quantifiés aux paragraphes 3.2 de la gestion de risques. Toutefois, ces techniques reposent sur des méthodologies statistiques basées sur des observations historiques qui peuvent s'avérer peu représentatives des conditions de marché futures. En conséquence, l'exposition de la Caisse Régionale aux risques de marché dans des scénarios extrêmes pourrait être plus importante que les expositions anticipées par ces techniques de quantification.

La Caisse Régionale Centre France n'est pas exposée au risque de marché.

2.3.8 LES ÉVÉNEMENTS FUTURS POURRAIENT S'ÉCARTER DES HYPOTHÈSES ET ESTIMATIONS RETENUES PAR L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS, CE QUI POURRAIT ENGENDRER DES PERTES IMPRÉVUES

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à la date du 31 décembre 2021, la Caisse Régionale est tenue de prendre en compte certaines estimations dans la préparation de ses états financiers, y compris notamment des estimations comptables pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts, les provisions pour litiges futurs et la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les estimations ainsi déterminées par la Caisse Régionale s'avéraient

substantiellement inexactes, ou si les méthodes permettant de déterminer ces estimations étaient modifiées dans les normes ou interprétations IFRS, la Caisse Régionale Centre France pourrait enregistrer des pertes imprévues.

2.3.9 LES STRATÉGIES DE COUVERTURE MISES EN PLACE PAR LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE POURRAIENT NE PAS ÉCARTER TOUT RISQUE DE PERTES

Si l'un quelconque des instruments ou stratégies de couverture utilisés par la Caisse Régionale Centre France pour couvrir différents types de risques auxquels elle est exposée dans la conduite de ses activités s'avérait inopérant, la Caisse Régionale Centre France pourrait subir des pertes. Nombre de ses stratégies sont fondées sur l'observation du comportement passé du marché et l'analyse des corrélations historiques. Par exemple, si la Caisse Régionale détient une position longue sur un actif, elle pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Toutefois, la couverture mise en place par la Caisse Régionale Centre France pourrait n'être que partielle ou les stratégies pourraient ne pas permettre une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché ou ne pas couvrir tous les types de risques futurs. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité des stratégies de couverture de la Caisse Régionale. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant des couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par la Caisse Régionale Centre France.

Au 31 décembre 2021, les swaps de macro-couverture ont les caractéristiques suivantes :

(en millions d'euros)	Portefeuille	Élément couvert	Notionnel	Juste valeur
Swaps emprunteurs taux fixe	Macro-couverture	Crédits clientèle à taux fixe	3 790	- 40,6
Swaps prêteurs inflation	Macro-couverture	Inflation	170	+ 7,28
Swaps prêteurs taux fixe	Macro-couverture	DAV créditeurs	180	+ 17,18

2.4 Risques opérationnels et risques connexes

Le risque opérationnel de la Caisse Régionale Centre France inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des prestations externalisées.

Sur la période allant de 2019 à 2021, les incidents de risque opérationnel pour la Caisse Régionale Centre France se répartissent tel que suit :

- la catégorie « Exécution, livraison et gestion processus » représente 23 % des pertes opérationnelles,
- la catégorie « Clients, produits et pratiques commerciales » représente 18 % des pertes opérationnelles,
- la catégorie « Fraude externe » représente 34 % des pertes opérationnelles.
- les autres incidents de risque opérationnel se répartissent entre la pratique en matière d'emploi et sécurité (22 %), les dommages occasionnés aux actifs physiques et le dysfonctionnement de l'activité et des systèmes (2,5 %).

Par ailleurs, le montant des actifs pondérés par les risques (RWAs) relatifs au risque opérationnel auquel est exposé la Caisse Régionale Centre France s'élevait à 353 millions d'euros au 31 décembre 2021.

2.4.1 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE EST EXPOSÉE AUX RISQUES DE FRAUDE EXTERNE ET INTERNE

La fraude se définit comme un acte intentionnel effectué dans l'objectif d'obtenir un avantage matériel ou immatériel au détriment d'une personne ou d'une organisation perpétré en contrevenant aux lois, règlements ou règles internes ou en portant atteinte aux droits d'autrui ou encore en dissimulant tout ou partie d'une opération ou d'un ensemble d'opérations ou de leurs caractéristiques.

À fin décembre 2021, le montant de la fraude avérée pour le périmètre de la Caisse Régionale Centre France s'élève à 12 millions d'euros, stable par rapport à l'année 2020. Le nombre d'alertes du réseau s'élève à 1 909 alertes (- 5% par rapport à 2020).

Hors dossiers exceptionnels, la répartition des risques de fraudes est la suivante :

- Fraude chèques : 26 %
- Fraude cartes : 36 %
- Fraude aux virements : 10 %
- Cybercriminalité : 2 %
- Fraude documentaire : 4 %
- Autres fraudes : 22 %

Dans un contexte d'augmentation des tentatives de fraude externe et de complexification de leurs modes opératoires (via notamment la cybercriminalité), les principaux enjeux résident désormais dans la proactivité des acteurs bancaires. La prévention de la fraude vise ainsi à préserver les intérêts de la Banque et à protéger les clients. Les conséquences de ces risques de fraude pourraient s'avérer significatives.

2.4.2 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE EST EXPOSÉE AUX RISQUES LIÉS À LA SÉCURITÉ ET À LA FIABILITÉ DE SES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE CEUX DES TIERS

La technologie est au cœur de l'activité des banques en France, et la Caisse Régionale Centre France continue à déployer son modèle multicanal dans le cadre d'une relation durable avec ses clients. Dans ce contexte, la Caisse Régionale est confrontée au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. Le cyber risque est devenu une priorité en matière de risques opérationnels. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire. La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme la plupart des banques, la Caisse Régionale Centre France dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité dans ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, les systèmes d'information de la Caisse Régionale devenaient défaillants, même sur une courte période, la Caisse Régionale se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de la Caisse Régionale, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. La Caisse Régionale Centre France ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront

pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

La Caisse Régionale Centre France est aussi exposée au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels la Caisse Régionale a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. La Caisse Régionale Centre France est également exposée au risque de défaillance des fournisseurs de service informatique externes, telles que les entreprises offrant des espaces de stockage de données « cloud ». En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, la Caisse Régionale pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de la Caisse Régionale, et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cyber-crime ou d'un acte de cyber-terrorisme. La Caisse Régionale Centre France ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate. Sur la période allant de 2019 à 2021, les pertes opérationnelles au titre du risque de dysfonctionnement de l'activité et des systèmes ont représenté 0,16 % des pertes opérationnelles.

2.4.3 LES POLITIQUES, PROCÉDURES ET MÉTHODES DE GESTION DES RISQUES MISES EN ŒUVRE PAR LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE POURRAIENT L'EXPOSER À DES RISQUES NON IDENTIFIÉS OU NON ANTICIPÉS, SUSCEPTIBLES D'ENGENDRER DES PERTES SIGNIFICATIVES

Les techniques et stratégies de gestion des risques utilisées par la Caisse Régionale Centre France pourraient ne pas garantir une diminution effective de son exposition au risque dans tous les environnements de marché ou de son exposition à tout type de risques, y compris aux risques qu'il ne saurait pas identifier ou anticiper. Par ailleurs, les procédures et politiques de gestion des risques utilisées par la Caisse Régionale ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective de son exposition dans toutes les configurations de marché. Ces procédures pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que la Caisse Régionale n'a pas préalablement identifiés ou

anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que la Caisse Régionale utilise dans le cadre de la gestion des risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour évaluer son exposition, la Caisse Régionale applique des outils statistiques et autres à ces observations. Ces outils et indicateurs pourraient toutefois ne pas prédire efficacement l'exposition au risque de la Caisse Régionale. Cette exposition pourrait, par exemple, naître de facteurs qu'elle n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou de mouvements de marché sans précédent. Ceci diminuerait sa capacité à gérer ses risques et pourrait impacter son résultat. Les pertes subies par la Caisse Régionale Centre France pourraient alors s'avérer être nettement supérieures aux pertes anticipées sur la base des mesures historiques.

Par ailleurs, certains des processus que la Caisse Régionale Centre France utilise pour évaluer son exposition au risque sont le résultat d'analyses et de facteurs complexes qui pourraient se révéler incertains. Les modèles tant qualitatifs que quantitatifs utilisés par la Caisse Régionale pourraient ne pas s'avérer exhaustifs et pourraient exposer la Caisse Régionale à des pertes significatives ou imprévues. En outre, bien qu'aucun fait significatif n'ait à ce jour été identifié à ce titre, les systèmes de gestion du risque sont également soumis à un risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

2.4.4 TOUT PRÉJUDICE PORTÉ À LA RÉPUTATION DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE POURRAIT AVOIR UN IMPACT DÉFAVORABLE SUR SON ACTIVITÉ

Les activités de la Caisse Régionale dépendent en grande partie du maintien d'une réputation solide en matière de conformité et d'éthique. Toute procédure judiciaire ou mauvaise publicité visant la Caisse Régionale sur des sujets tels que la conformité ou d'autres questions similaires pourrait porter préjudice à sa réputation, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. Ces questions englobent une gestion inadéquate de conflits d'intérêts potentiels ou d'exigences légales et réglementaires ou des problématiques en matière de concurrence, de déontologie, de blanchiment, de sécurité de l'information et de pratiques commerciales. La Caisse Régionale est exposée à tout manquement d'un salarié, ainsi qu'à toute fraude ou malversation commise par des intermédiaires financiers, ce qui pourrait également nuire à sa réputation. Tout préjudice porté à la réputation de la Caisse Régionale pourrait entraîner une baisse d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problématiques pourrait également engendrer un risque juridique

supplémentaire, ce qui pourrait accroître le nombre de litiges et exposer la Caisse Régionale à des amendes ou des sanctions réglementaires.

2.4.5 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE EST EXPOSÉE AU RISQUE DE PAYER DES DOMMAGES-INTÉRÊTS OU DES AMENDES ÉLEVÉS RÉSULTANT DE PROCÉDURES JUDICIAIRES, ARBITRALES OU ADMINISTRATIVES QUI POURRAIENT ÊTRE ENGAGÉES À SON ENCONTRE

La Caisse Régionale pourrait à l'avenir, faire l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives. Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour la Caisse Régionale, ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités élevés. Bien que, dans de nombreux cas, la Caisse Régionale dispose de moyens de défense importants, la Caisse Régionale pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts importants et mobiliser des ressources importantes pour la défense de ses intérêts.

La Caisse Régionale a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire afin de permettre d'exercer ses activités. Les provisions pour litiges clientèle représentent 2,364 millions euros au 31 décembre 2021, versus 2,358 millions d'euros au 31 décembre 2020.

2.5 Risques liés à l'environnement dans lequel la Caisse Régionale Centre France évolue

2.5.1 LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE PEUVENT ÊTRE AFFECTÉS PAR LES PERTURBATIONS DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE ET DES MARCHÉS FINANCIERS RÉSULTANT DU CONFLIT ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les mesures de sanctions économiques contre la Russie adoptées en réponse par un certain nombre de pays peuvent avoir des répercussions économiques et financières importantes, dont une hausse des prix des matières premières. Celles-ci pourraient avoir des effets négatifs sur la Caisse Régionale Centre France et ses clients. Ces conditions peuvent évoluer au fur et à mesure de l'évolution du conflit.

2.5.2 LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19) EN COURS POURRAIT AFFECTER DÉFAVORABLEMENT L'ACTIVITÉ, LES OPÉRATIONS ET LES PERFORMANCES FINANCIÈRES DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE

Les incertitudes perdurent sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, du fait d'une certaine difficulté à continuer à faire augmenter le niveau de vaccination et de rappel de la vaccination de la population, ainsi que du fait du développement de variants plus contagieux. De nouvelles mesures restrictives ont été mises en place dans certains pays européens (« jauges », couvre-feux, fermeture des frontières, reconfinements, etc.), qui pourraient freiner l'activité économique et peser sur la confiance des agents économiques, et il ne peut être exclu que d'autres mesures soient mises en œuvre par la suite, même dans des pays où le taux de vaccination est élevé. Par ailleurs, des incertitudes fortes subsistent quant aux dommages effectifs causés par la crise sur l'appareil productif (défaillances d'entreprises, goulots d'étranglement sur les chaînes d'approvisionnement mondiales) et le marché du travail (chômage), aujourd'hui limités par les mesures de soutien budgétaires et monétaires à l'économie. Le pilotage et le ciblage de la sortie de ces mesures par les États (notamment États français et italien) et les banques centrales (notamment Banque centrale européenne) sont des étapes clés.

De plus, les évolutions très inégales de l'épidémie et de la vaccination à travers le monde, en particulier dans certains pays émergents qui peinent à contrôler le virus, conduisent au maintien de mesures gouvernementales restrictives et continuent à perturber le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement ainsi que la mobilité internationale. Cela pourrait fragiliser certains pays et peser plus particulièrement sur certains secteurs (tourisme, transport aérien), freinant ainsi l'activité économique mondiale.

Dans ce contexte la Commission européenne a revu à la hausse en juillet 2021 ses prévisions de croissance pour l'année 2021 à 4,8 % pour la zone euro et 6% pour la France (contre 4,3 % et 5,7 % prévus en mai 2021), mais n'a pas revu ses prévisions de la croissance mondiale hors Union Européenne. Elle souligne que les incertitudes et les risques restent élevées, notamment en raison des inquiétudes autour des variants du virus.

En dépit de l'effet des mesures de soutien mises en œuvre dans de nombreux pays, les effets de la pandémie sur l'économie et les marchés financiers à

l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des métiers et la situation financière de la Caisse Régionale Centre France. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir :

1. une baisse des revenus notamment
 - a. imputable à un ralentissement de la production dans certaines activités,
 - b. liée à une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs dans un contexte d'aversion au risque et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, et
 - c. liée à une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance,
2. une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation des perspectives macroéconomiques et de la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, notamment dans la perspective de la levée de mesures de soutien dans certains pays,
3. un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles de certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles de Crédit Agricole SA,
4. des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets* ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital de la Caisse Régionale Centre France (et notamment son ratio de solvabilité) et
5. une dégradation de la liquidité du groupe Crédit Agricole (affectant son ratio de liquidité à court terme (LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients corporate sur les lignes de crédit.

Ainsi, le coût du risque pourrait continuer à être affecté en 2022 par l'évolution de la situation sanitaire et macroéconomique mondiale, ainsi que par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises (entreprises fragiles, fraudes révélées par la crise) et des consommateurs, par la dégradation des notations des contreparties dont les encours passent des "Stage 1" à "Stage 2", et par la sensibilité de certains secteurs, notamment :

- liés au maintien de restrictions à la circulation ou aux rassemblements des personnes, pour ce qui concerne le transport aérien, la croisière, la restauration, le tourisme international, l'événementiel ;
- touchés par les ralentissements voire par les ruptures des chaînes d'approvisionnement mondiales (automobile) ;
- dont le niveau de demande demeurerait durablement en dessous de la normale ;

- qui demeurent fragilisés par des changements structurels des habitudes de consommateurs induites par la crise sanitaire, par exemple dans les secteurs de la distribution de biens non alimentaires. En outre, le secteur de l'immobilier commercial est un secteur à surveiller, la crise sanitaire ayant accéléré les menaces préexistantes dans certains segments, tels que les centres commerciaux mis à mal par les achats en ligne et le segment des bureaux confronté à des changements structurels si les tendances de télétravail se confirment.

2.5.3 DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DÉFAVORABLES ONT EU PAR LE PASSÉ, ET POURRAIENT AVOIR À L'AVENIR, UN IMPACT SUR LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE ET LES MARCHÉS SUR LESQUELS ELLE OPÈRE

Dans l'exercice de ses activités la Caisse Régionale Centre France est spécifiquement exposé de manière significative à l'évolution des marchés financiers et à l'évolution de la conjoncture économique en France, en Europe et dans le reste du monde. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, l'essentiel du produit net bancaire de la Caisse Régionale Centre France a été réalisé en France. Une détérioration des conditions économiques sur les principaux marchés sur lesquels la Caisse Régionale Centre France intervient pourrait notamment avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- un contexte économique défavorable affecterait les activités et les opérations des clients de la Caisse Régionale Centre France, ce qui pourrait réduire les revenus et accroître le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients ;
- une baisse des cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter une part importante des activités de la Caisse Régionale Centre France ;
- les politiques macroéconomiques adoptées en réponse aux conditions économiques, réelles ou anticipées, pourraient avoir des effets imprévus, et potentiellement des conséquences sur les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt et les taux de change, lesquels pourraient à leur tour impacter les activités de la Caisse Régionale Centre France les plus exposées au risque de marché ;
- la perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, pourrait favoriser la constitution de bulles spéculatives, ce qui pourrait, en conséquence, exacerber

l'impact des corrections qui pourraient être opérées lorsque la conjoncture se détériorera ;

- une perturbation économique significative (à l'image de la crise financière de 2008 ou de la crise de la dette souveraine en Europe en 2011) pourrait avoir un impact significatif sur toutes les activités de la Caisse Régionale Centre France, en particulier si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité sur les marchés, qui rendrait difficile la cession de certaines catégories d'actifs à leur valeur de marché estimée, voire empêcherait toute cession.

À ce titre, dans un contexte de croissance globale en baisse en 2021 et de politiques monétaires très accommodantes, une détérioration supplémentaire des conditions économiques accroîtrait les difficultés et les défaillances d'entreprises et le taux de chômage pourraient repartir à la hausse, augmentant la probabilité de défaut des clients. L'accroissement de l'incertitude pourrait avoir un impact négatif fort sur la valorisation des actifs risqués, sur les devises des pays en difficulté et sur le prix des matières premières.

- Le contexte politique et géopolitique, plus conflictuel et tendu, induit une incertitude plus forte et augmente le niveau global de risque. Cela qui peut conduire, en cas de hausse de tensions ou de matérialisation de risques latents, à des mouvements de marché importants et peser sur les économies : *Brexit*, crises sociales ou politiques à travers le monde,
- En France peut également s'opérer une baisse de confiance sensible dans le cas d'une dégradation plus marquée du contexte social qui conduirait les ménages à moins consommer et à épargner par précaution, et les entreprises à retarder leurs investissements, ce qui serait dommageable à la croissance et à la qualité d'une dette privée qui a davantage progressé que dans le reste de l'Europe.
- Le niveau très bas des taux conduit les investisseurs, à la recherche de rendement, à s'orienter vers des actifs plus risqués et peut entraîner la formation de bulles d'actifs financiers et sur certains marchés immobiliers. Il conduit également les agents économiques privés et les États à s'endetter et les niveaux de dette sont parfois très élevés. Cela renforce les risques en cas de retournement de marché.

Il est difficile d'anticiper le repli de la conjoncture économique ou des marchés financiers, et de déterminer quels marchés seront les plus touchés. Si la

conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou les marchés financiers dans leur globalité, venaient à se détériorer ou devenaient plus volatils de manière significative, les opérations de la Caisse Régionale Centre France pourraient être perturbées et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient en conséquence subir un impact défavorable significatif.

2.5.4 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE INTERVIENT DANS UN ENVIRONNEMENT TRÈS RÉGLEMENTÉ ET LES ÉVOLUTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES EN COURS POURRAIENT IMPACTER DE MANIÈRE IMPORTANTE SA RENTABILITÉ AINSI QUE SA SITUATION FINANCIÈRE

La Caisse Régionale Centre France est soumise à une réglementation importante et à de nombreux régimes de surveillance dans les juridictions où la Caisse Régionale Centre France exerce ses activités.

Cette réglementation couvre notamment, à titre d'illustration :

- les exigences réglementaires et prudentielles applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification des risques, de gouvernance, de restriction en terme de prises de participations et de rémunérations telles que définies notamment par (i) le Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (tel que modifié, notamment, par le Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 et par le Règlement (UE) 2020/873 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2020) et (ii) la Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée, notamment, par la Directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019) telle que transposée en droit interne ; aux termes de ces réglementations, les établissements de crédit tels que la Caisse Régionale Centre France doivent notamment se conformer à des exigences de ratio de fonds propres minimum, de diversification des risques et de liquidité, de politique monétaire, de reporting/

déclarations, ainsi qu'à des restrictions sur les investissements en participations. Ainsi au 31 décembre 2021, le ratio CET1 de la Caisse Régionale Centre France atteint 30,55 % et le ratio global 30,83 % ;

- les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire telles que définies notamment par (i) la Directive 2014/59 UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée notamment par la Directive (UE) 2019/879 du Parlement et du Conseil du 20 mai 2019 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement), telle que transposée en droit interne et (ii) le Règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit et certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique (tel que modifié, notamment, par le Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019) ; dans ce cadre, Crédit Agricole SA est placé sous la surveillance de la BCE à laquelle, notamment, un plan de redressement du groupe Crédit Agricole est soumis chaque année conformément à la réglementation applicable. En outre, la contribution de la Caisse Régionale au financement annuel du Fonds de résolution bancaire unique peut être significative.
- les réglementations applicables aux instruments financiers (en ce compris les actions et autres titres émis par la Caisse Régionale Centre France), ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché (Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché) qui accroît notamment les obligations du groupe Crédit Agricole en matière de transparence et de reporting ;
- les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités de régulation ;
- les réglementations encadrant certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires (Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les

produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux) ;

- les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- la législation fiscale et comptable dans les juridictions où le groupe Crédit Agricole exerce ses activités ;
- les règles et procédures relatives au contrôle interne, à la lutte anti-blanchiment et au financement du terrorisme, à la gestion des risques et à la conformité.

Ces mesures ont également accru les coûts de mise en conformité et il est probable qu'elles continueront de le faire. En outre, certaines de ces mesures pourraient accroître de manière importante les coûts de financement de la Caisse Régionale Centre France, notamment en obligeant la Caisse Régionale Centre France à augmenter la part de son financement constituée de capital et de dettes subordonnées, dont les coûts sont plus élevés que ceux des titres de créance senior.

Le non-respect de ces réglementations pourrait avoir des conséquences importantes pour la Caisse Régionale Centre France : un niveau élevé d'intervention des autorités réglementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales politiques, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes réglementaires pourraient limiter de manière importante la capacité de la Caisse Régionale Centre France à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités.

De surcroît, des mesures législatives et réglementaires sont entrées en vigueur ces dernières années ou pourraient être adoptées ou modifiées en vue d'introduire ou de renforcer un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier global. Même si ces nouvelles mesures visent à prévenir la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, elles ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de continuer à modifier, l'environnement dans lequel la Caisse Régionale Centre France et d'autres institutions financières opèrent. À ce titre, ces mesures qui ont été ou qui pourraient être adoptées à l'avenir incluent un renforcement des exigences de fonds propres et de liquidité, des taxes sur les transactions financières, des plafonds ou taxes sur les rémunérations des salariés dépassant certains niveaux déterminés, des limites imposées aux banques commerciales concernant les types d'activités qu'elles sont autorisées à exercer (interdiction ou limitation

des activités de trading pour compte propre, des investissements et participations dans des fonds de capital-investissement et des *hedge funds*), l'obligation de circonscrire certaines activités, des restrictions sur les types d'entités autorisées à réaliser des opérations de swap, certains types d'activités ou de produits financiers tels que les produits dérivés, la mise en place d'une procédure de dépréciation ou de conversion obligatoire de certains instruments de dette en titres de capital en cas de procédure de résolution, et plus généralement des dispositifs renforcés de redressement et de résolution, de nouvelles méthodologies de pondération des risques (notamment dans les activités d'assurance), des tests de résistance périodiques et le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision et de nouvelles règles de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

- Certaines des nouvelles mesures adoptées après la crise financière devraient ainsi être modifiées, affectant la prévisibilité des régimes réglementaires auxquels la Caisse Régionale Centre France est soumise et nécessitant une mise en œuvre rapide susceptible de mobiliser d'importantes ressources au sein la Caisse Régionale Centre France. En outre, l'adoption de ces nouvelles mesures pourrait accroître les contraintes pesant sur la Caisse Régionale Centre France et nécessiter un renforcement des actions menées par la Caisse Régionale Centre France présentées ci-dessus en réponse au contexte réglementaire existant.
- Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et réglementaires favorisant l'adoption de mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques.

Parallèlement, dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, un certain nombre d'ajustements et de nouveautés réglementaires (ainsi que des reports quant à la date d'application de certaines règles notamment liées aux exigences prudentielles) ont été mises en place par les autorités nationales et européennes. Le caractère pérenne ou temporaire de ces ajustements et nouveautés, ainsi que l'évolution de la réglementation prise en lien avec ladite situation sanitaire, sont encore pour partie incertains, de sorte qu'il demeure difficile de déterminer ou de mesurer avec certitude leurs impacts réels sur la Caisse Régionale Centre France à ce stade.

2.6 Risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse Régionale Centre France

2.6.1 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE POURRAIT NE PAS ÊTRE EN MESURE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QU'ELLE S'EST FIXÉE

La Caisse Régionale s'est fixée des objectifs commerciaux et financiers. Ces objectifs financiers ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et à l'activité des métiers du groupe Crédit Agricole.

Ces objectifs financiers ne constituent ni des projections ni des prévisions de résultats. Les résultats actuels de Crédit Agricole Centre France sont susceptibles de s'écarter (et pourraient s'écarter sensiblement), à plusieurs titres, de ces objectifs, notamment en raison de la réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.

2.6.2 LE COMMISSIONNEMENT EN ASSURANCE DOMMAGES POURRAIT ÊTRE AFFECTÉ PAR UNE DÉGRADATION ÉLEVÉE DE LA SINISTRALITÉ

Une dégradation élevée de la sinistralité en assurance dommages pourrait avoir pour conséquence une réduction des commissions que la Caisse Régionale Centre France perçoit sur cette activité.

2.6.3 DES ÉVÉNEMENTS DÉFAVORABLES POURRAIENT AFFECTER SIMULTANÉMENT PLUSIEURS ACTIVITÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE

Bien que les principales activités de la Caisse Régionale Centre France soient chacune soumises à des risques propres et à des cycles de marché différents, il est possible que des événements défavorables affectent simultanément plusieurs activités de la Caisse Régionale Centre France. Par exemple, une baisse des taux d'intérêts pourrait impacter simultanément la marge d'intérêt sur les prêts, le rendement et donc la commission réalisée sur les produits de gestion d'actif et d'assurance. Dans une telle situation, la Caisse Régionale Centre France pourrait ne pas tirer avantage de la diversification de ses activités dans les conditions escomptées.

Par exemple, des conditions macroéconomiques défavorables pourraient impacter la Caisse Régionale Centre France à plusieurs titres, en augmentant le risque de défaut dans le cadre de ses activités de prêt, en réduisant la valeur de ses portefeuilles de titres et les revenus dans ses activités générant des commissions. Lorsqu'un événement affecte défavorablement plusieurs activités, son impact sur les résultats et la situation financière de la Caisse Régionale Centre France est d'autant plus important.

2.6.4 LA CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE EST EXPOSÉE AUX RISQUES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

La Caisse Régionale Centre France est directement exposée aux risques climatiques à travers ses outils d'exploitation, pour des impacts qui ne pourraient être que marginaux à l'échelle de la Caisse. Ses contreparties peuvent en revanche être directement affectées par des facteurs environnementaux, dont les impacts négatifs peuvent être significatifs, et, de fait, indirectement, affecter la Caisse Régionale Centre France. Cela conduit à considérer les risques environnementaux comme des facteurs de risques influençant les autres risques existants, notamment de crédit. À titre d'exemple, lorsque la Caisse Régionale Centre France prête à des entreprises dont les activités émettent des gaz à effet de serre, elle se retrouve exposée au risque qu'une réglementation, ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur la qualité de crédit de ce dernier (réduction soudaine du chiffre d'affaire...).

De telles conséquences peuvent aussi naître des changements technologiques accélérant la transition vers une économie plus sobre en carbone, ou de changements de comportements des clients finaux (hausse des ratios de levier pour financer la transition). De la même manière, ces impacts défavorables peuvent être liés à des événements de risque physique – de type catastrophe naturelle, mais aussi changement sur le long terme des modèles climatiques (hausse des fréquences et des incidences d'événements de type sécheresse, inondation, élévation du niveau de la mer...) – impactant négativement les contreparties de la Caisse Régionale Centre France dans l'exercice de leurs activités. Enfin, les impacts négatifs des contreparties sur d'autres facteurs environnementaux notamment de réduction/perte de biodiversité, ou usage des ressources peuvent dégrader la qualité de la contrepartie ou entraîner des risques de réputation.

Avec l'accélération des contraintes de transition pour lutter contre les changements climatiques, l'intensification des phénomènes climatiques aigus

et l'enjeu de préservation des ressources, la Caisse Régionale Centre France devra adapter ses activités et la sélection de ses contreparties de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et éviter de subir des pertes.

À travers le Plan moyen terme et sa stratégie climat, le groupe Crédit Agricole s'est engagé à sortir totalement du charbon thermique en 2030, pour les pays de l'Union européenne et de l'OCDE, et en 2040 pour le reste du monde. Des engagements complémentaires ont été pris sur le pétrole et le gaz de schiste. Enfin, le groupe Crédit Agricole a récemment rejoint l'initiative Net Zero Banking Alliance, pour confirmer son implication dans l'accompagnement de l'économie vers un objectif de neutralité carbone en 2050, avec des jalons contraignants intermédiaires.

2.7 Risques liés à la structure du groupe Crédit Agricole

2.7.1 SI L'UN DES MEMBRES DU RÉSEAU RENCONTRAIT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES, CRÉDIT AGRICOLE SA SERAIT TENUE DE MOBILISER LES RESSOURCES DU RÉSEAU (Y COMPRIS SES PROPRES RESSOURCES) AU SOUTIEN DE L'ENTITÉ CONCERNÉE

Crédit Agricole SA est l'organe central du Réseau Crédit Agricole composé de Crédit Agricole SA, des Caisses Régionales et des Caisses locales, en application de l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier, ainsi que de Crédit Agricole CIB et BforBank en tant que membres affiliés (le « **Réseau** »).

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des établissements membres du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau bénéficie de cette solidarité financière interne et y contribue. Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité financière interne. En particulier, ceux-ci ont institué un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole SA d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des membres du Réseau qui viendraient à connaître des difficultés.

Bien que Crédit Agricole SA n'ait pas connaissance de circonstances susceptibles d'exiger à ce jour de recourir au FRBLS pour venir au soutien d'un membre

du Réseau, rien ne garantit qu'il ne sera pas nécessaire d'y faire appel à l'avenir. Dans une telle hypothèse, si les ressources du FRBLS devaient être insuffisantes, Crédit Agricole SA, en raison de ses missions d'organe central, aura l'obligation de combler le déficit en mobilisant ses propres ressources et le cas échéant celles des autres membres du Réseau.

En raison de cette obligation, si un membre du Réseau venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'événement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter la situation financière de Crédit Agricole SA et celle des autres membres du Réseau ainsi appelés en soutien au titre du mécanisme de solidarité financière.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (*extended SPE*) qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole SA et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole SA (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La Loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57-I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2⁸. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette⁹, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de

(8) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.

(9) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution. Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole SA considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble.

2.7.2 L'AVANTAGE PRATIQUE DE LA GARANTIE DE 1988 ÉMISE PAR LES CAISSES RÉGIONALES PEUT ÊTRE LIMITÉ PAR LA MISE EN ŒUVRE DU RÉGIME DE RÉOLUTION QUI S'APPLIQUERAIT AVANT LA LIQUIDATION

Le régime de résolution prévu par la DRRB pourrait limiter l'effet pratique de la garantie des obligations de Crédit Agricole SA consentie par l'ensemble des Caisses Régionales, solidairement entre elles, à hauteur de leur capital, réserves et report à nouveau (la « **Garantie de 1988** »).

Ce régime de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau, ce mécanisme devant s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

Cependant, l'application au groupe Crédit Agricole des procédures de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la Garantie de 1988, étant précisé que ladite Garantie de 1988 ne peut être appelée que si les actifs de Crédit Agricole SA s'avéraient être insuffisants pour couvrir ses obligations à l'issue de sa liquidation ou dissolution. Du fait de cette limitation, les porteurs de titres obligataires et les créanciers de Crédit Agricole SA pourraient ne pas pouvoir bénéficier de la protection qu'offrirait cette Garantie de 1988.

3. Gestion des risques

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque du Groupe, la nature des principaux risques auxquels le Groupe est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les principaux types de risques suivants :

- Les risques de crédit ;
- Les risques de marché ;
- Les risques structurels de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global, risque de change et risque de liquidité, y compris les risques du secteur de l'assurance.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- Les risques opérationnels ;
- Les risques juridiques ;
- Les risques de non-conformité.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein de la Caisse Régionale se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus à l'échelle du Groupe.

3.1 Appétence au risque, gouvernance et organisation de la gestion des risques

BRÈVE DÉCLARATION SUR LES RISQUES

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1) (f) du règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration du Crédit Agricole Centre France exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2021, celle-ci a été discutée et validée le 18 décembre 2020 après examen et recommandation du Comité de contrôle interne et du Comité des risques. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance. Les orientations stratégiques de la politique générale, de la déclaration d'appétence, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

L'appétence au risque (*Risk Appetite*) de la Caisse Régionale est le type et le niveau agrégé de risque qu'elle est prête à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétence au risque s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable articulée entre une politique d'octroi prudent, la politique de responsabilité sociétale d'entreprise et le système de délégations ;
- l'objectif de maintenir une exposition réduite au risque de marché ;
- l'encadrement strict de l'exposition au risque opérationnel ;
- la limitation du risque de non-conformité au risque subi, lequel est strictement encadré ;
- la maîtrise de l'accroissement des emplois pondérés ;
- la maîtrise des risques liés à la gestion actif-passif.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement de la Caisse Régionale et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions finances, risques et conformité.

La déclaration d'appétence au risque vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils

d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétence pour le risque ;

- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétence au risque s'exprime au moyen :

- **d'indicateurs clés**
- **de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché de taux, opérationnels ;
- **d'axes qualitatifs**, inhérents à la stratégie et aux activités de la Caisse Régionale Centre France, essentiellement pour des risques qui ne sont pas quantifiés à ce stade. Les critères qualitatifs s'appuient notamment sur la politique de Responsabilité Sociétale d'entreprise qui traduit la préoccupation de la Caisse Régionale Centre France de contribuer à un développement durable et de maîtriser l'ensemble des risques y compris extra financiers.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **l'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la direction générale qui statue sur des actions correctrices ;
- **la tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information immédiate au Président du Comité des risques, puis le cas échéant, au Conseil d'administration ;
- **la capacité** reflète le niveau maximal de risques que la Caisse Régionale Centre France pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le dispositif d'appétence au risque du Groupe s'appuie sur le processus d'identification des risques qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories selon une nomenclature homogène.

PROFIL DE RISQUE GLOBAL

L'activité de la Caisse Régionale est centrée sur l'activité de Banque universelle de proximité avec un stock de défauts faibles et un taux de provisionnement adapté.

Le profil de risque est suivi et présenté à minima trimestriellement en Comité des risques et semestriellement en Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Les principaux éléments du profil de risque sont détaillés respectivement dans les sections « Gestion des risques » du présent document :

- Risque de crédit
- Risque de marché
- Risques financiers (taux, change, liquidité et financement)
- Risque opérationnels

Un échantillon des indicateurs clefs de la déclaration d'appétence au risque est repris dans le tableau ci-dessous :

	Ratio CET 1 (Phasé)	Ratio LCR (niveau de fin d'année)	Coût du risque (en milliers d'euros)	Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	Taux de créances dépréciées sur encours
31 décembre 2021	30,55 %	205,9 %	6 434	252 733	1,69 %
31 décembre 2020	29,29 %	166,5 %	27 269	121 100	1,81 %
31 décembre 2019	26,92 %	119,1 %	22 245	150 955	1,83 %

Durant l'année 2021, aucun indicateur n'a donné lieu à alerte au Conseil d'administration.

ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, la ligne métier risques, indépendante des métiers et rapportant directement à la direction générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des métiers qui assurent le développement de leur activité, la Direction risques et fonctionnement général (DRFG) a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposée la Caisse Régionale sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles

avec les objectifs de croissance et de rentabilité de la Caisse Régionale.

Le responsable des risques et contrôles permanents (RCPR) de la Caisse Régionale est rattaché hiérarchiquement à la direction générale de l'entité et fonctionnellement au RCPR Groupe.

La DRFG tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans la Caisse Régionale, et les alertes de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Elle les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Elle leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

PRINCIPAUX COMITÉS TRAITANT DES RISQUES

Instances	Missions - Responsabilités
Conseil d'administration	<p>Au cours de l'exercice 2021, le dispositif de contrôle interne a fait l'objet de deux présentations, les 26 février 2021 et 17 septembre 2021.</p> <p>Le rapport de contrôle interne 2021 a été présenté le 17 septembre 2021 et l'information semestrielle sur le contrôle interne le 2 octobre 2020. Les extraits des procès-verbaux certifiés sont en annexe C. Les politiques sectorielles et stratégies ont été présentées en Conseil d'administration. Par ailleurs, le présent rapport sera présenté lors d'un Conseil d'administration du premier semestre 2022.</p>
Comité des risques Conseil d'administration	<p>La mission est de conseiller l'organe de surveillance en matière de stratégie et d'appétence aux risques, et de l'accompagner dans la mise en œuvre de la politique de gestion et de réduction des risques qu'il fixe. Il s'est réuni les 24 février, 15 juin, 10 septembre et 14 décembre 2021.</p>
Comité de contrôle interne	<p>Les membres permanents du Comité de contrôle interne sont : le Directeur Général, les Directeurs Généraux adjoints, le Directeur pour le contrôle permanent (également responsable de la fonction de gestion des risques), le responsable de l'audit, le responsable du contrôle de la conformité (et le responsable de la conformité des services d'investissement et le responsable de la prévention de la fraude) et le responsable du contrôle central des risques (également manager des risques opérationnels), le DPO, le MRSI et le CISO.</p> <p>Le Comité s'est réuni quatre fois en 2021 (22 février 2021, 7 juin 2021, 9 septembre 2021 et 13 décembre 2021).</p> <p>Tous les risques et leur suivi/contrôle sont présentés ; les principaux points abordés ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi de la réalisation du plan d'audit et la mise en œuvre par les unités et les Directions concernées des recommandations proposées par l'audit, - la réalisation du plan de contrôle permanent et les résultats, ainsi que le suivi des plans d'actions, - le diagnostic des actions à mener pour améliorer la maîtrise des risques, sur la base du reporting et des propositions du responsable du contrôle permanent, - les principaux éléments de non-conformité, les sujets traités par les activités conformité et sécurité financière, - les principaux résultats du contrôle comptable et financier. - Les risques crédits, opérationnels et informatiques sont également suivis dans le cadre du Comité de contrôle interne.
Comité des risques crédit	<p>Les membres sont : le Directeur Général, les Directeurs Généraux adjoints, le Directeur développement et processus banques de financement, le Directeur développement banques des entreprises et collectivités publiques, le Directeur développement et processus flux et services, le Directeur risques et fonctionnement général, le responsable de l'unité engagements, le responsable de l'unité entreprises, le responsable du marché collectivités publiques, le responsable de l'unité contrôle central des risques, le responsable de l'unité recouvrement/contentieux, le chargé d'affaires spéciales. Périodicité trimestrielle.</p>
Comité CAP 2 % Remplacé par Comité de suivi des risques réseaux	<p>Les membres sont : le responsable de l'unité contrôle central des risques, le responsable de l'unité engagements, le responsable de l'unité recouvrement contentieux, un responsable de la Direction banque de proximité et le responsable de l'agence concernée. La présidence est assurée par un membre du Comité de direction. Périodicité mensuelle. La mission du Comité est de décider des actions immédiates, utiles et nécessaires à la bonne gestion des risques concernant les dossiers présentés.</p>
Comité nouvelle activité - nouveaux produits (NAP)	<p>Les membres sont les représentants des fonctions suivantes : fonction à l'origine de la conception du produit, fonction risques et contrôle permanent, fonction juridique, fonction conformité. Les fonctions dont l'avis est nécessaire en raison de la nature du produit ou de l'activité : fonction maîtrisant le risque opérationnel, fonction finances ou fonction sécurité des systèmes d'information.</p> <p>La présidence est assurée par le Directeur Général adjoint. Périodicité mensuelle. La mission est d'approuver le développement des NAP, analyser tous les risques inhérents, vérifier que les procédures de traitement ont été validées par les unités opérationnelles, s'assurer de l'exhaustivité des produits et activités examinés.</p>
Comité de management de la conformité	<p>L'ordre du jour est défini par le responsable de la conformité en fonction des résultats de certains contrôles ou de l'actualité des sujets de conformité, dans le principe d'une amélioration continue. Il est présidé par un Directeur Général adjoint et les membres permanents sont le Directeur pour le contrôle permanent, le Directeur développement individuel et collectif, le Directeur développement banque de proximité, le Directeur flux et services ou leurs représentants, le responsable contrôle périodiques.</p> <p>Secrétariat assuré par le responsable conformité.</p>
Comité de fonctionnement	<p>Le comité est piloté par la Direction du développement Individuel et collectif. Les membres du comité sont les Directeurs Généraux adjoints, quatre directeurs comme membres permanents, un responsable d'unité et un Directeur d'agence principale et les responsables d'unité présentant un dossier. Tout membre du Comité de direction est invité et peut y participer.</p> <p>Périodicité mensuelle. Le comité a pour mission de définir et/ou valider les organisations des activités et des processus, fixer les orientations qualité interne, assurer le suivi et la coordination des grands projets et définir et suivre la mise en œuvre de la politique nouvelles technologies.</p>

Instances	Missions - Responsabilités
Comité financier	<p>Les membres sont : la direction générale, le Directeur pour le contrôle permanent (également responsable de la fonction de gestion des risques), le Directeur financier et pilotage, le responsable unité gestion financière. Périodicité : mensuelle.</p> <p>Les principaux points abordés ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la situation des limites et des ratios (liquidité, RTIG, limite d'endettement court terme, allocation portefeuille de placement, respect de l'équilibre du compartiment des fonds propres...), - présentation de la situation de la Caisse Régionale en termes de risques (de liquidité, de taux nominal, risque sur l'inflation) avec suivi des décisions et les propositions d'évolution, - un plan d'urgence pour la constitution du LCR, - présentation de la situation des portefeuilles d'investissement et de placement, - présentation de l'écoulement des portefeuilles d'instrument de marché (avances globales, prêts et emprunts en blanc, swaps...), - synthèse des résultats de la gestion financière avec le budget et son niveau d'atteinte...
Comité d'audit du conseil d'administration	<p>Le Comité a pour objet l'examen des comptes et du processus d'élaboration de l'information financière, le suivi de l'efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques, et le suivi des missions du contrôle périodique.</p> <p>Les membres sont six administrateurs de la Caisse Régionale désignés par le Conseil d'administration.</p>
Comité de suivi des engagements du conseil d'administration	<p>Suivi des risques de crédit par des représentants du Conseil d'administration de la Caisse Régionale. Membres : six administrateurs de la Caisse Régionale désignés par le Conseil d'administration, le Directeur développement et processus financement, le Directeur risques et fonctionnement général, le responsable de l'unité engagements et le responsable de l'unité contrôle central des risques.</p>
Comité des nominations du conseil d'administration	<p>À l'égard des dirigeants effectifs de la Caisse Régionale, le Comité des nominations a un rôle d'examen de la politique du Conseil en matière de sélection et de nomination de ces personnes et recommandations sur cette politique. Vis-à-vis du Conseil d'administration et des membres du Conseil, il a un rôle d'évaluation, tant sur le plan collectif s'agissant d'un organe collégial (structure, taille, composition, compétence, efficacité) que sur le plan individuel (connaissance, expérience, disponibilité... de chaque administrateur), avec un rôle d'identification et de recommandation. Membres : six administrateurs de la Caisse Régionale désignés par le Conseil d'administration.</p>
Comité des engagements	<p>Décisions de crédits sur les plus importants engagements de la Caisse Régionale. Membres : le Directeur développement et processus financement, le responsable de l'unité engagements et dix administrateurs de la Caisse Régionale.</p>
Comité de Direction	<p>Dans le cadre des stratégies et politiques validées par le Conseil d'administration, sous l'autorité du Directeur général, le Comité de direction assure l'exécution de la stratégie et le pilotage transverse de la Caisse Régionale et de ses filiales. Directeur Général, les Directeurs Généraux adjoints et l'ensemble des Directeurs.</p>
Pré-comité des engagements	<p>Prépare le comité des engagements. Le Directeur Général adjoint, le Directeur développement et processus financement, le Directeur développement banque des entreprises et collectivités publiques, le Directeur risques et fonctionnement général, le Responsable de l'unité engagements, le Responsable de l'unité contrôle central des risques.</p>
Comité DPIA	<p>Avoir une vision consolidée sur la mise en œuvre de la protection des données et de ses impacts. Directeur Général adjoint, le Directeur risques et fonctionnement général, le responsable de l'unité conformité et sécurité financière et le Délégué à la protection des données (DPO).</p>
Comité de gestion des alertes corruptions	<p>Fonctionnant en mode « cellule de crise », vient en appui du référent pour apporter une expertise transverse pour l'évaluation de la recevabilité et le traitement des signalements effectués par les lanceurs d'alerte et permettre une prise de décision collégiale sur les suites à leur donner. Il est composé du référent, des responsables Conformité, Ressources humaines, Juridique, Risques, Audit interne, Secrétariat général.</p>
Comité d'évaluation des processus	<p>Superviser, piloter et coordonner les actions d'amélioration continue dans le cadre de la démarche processus. Valider les orientations et/ou actions d'amélioration continue proposées dans le cadre de la revue de chaque processus.</p>

La gestion des risques repose également sur un certain nombre d'outils qui permettent à la DRFG et aux organes dirigeants d'appréhender les risques encourus dans leur globalité :

- Un système d'information et de consolidation globale des risques robuste et s'inscrivant dans la trajectoire définie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire pour les établissements de nature systémique globale (BCBS 239) ;
- Une utilisation généralisée des méthodologies de *stress test* sur le risque de crédit, les risques financiers ou le risque opérationnel ;
- Des normes et des procédures de contrôle formalisées et à jour, qui définissent les dispositifs d'octroi, sur la base d'une analyse de la rentabilité et des risques, de contrôle des concentrations géographiques, individuelles ou sectorielles, ainsi que de limites en risques de taux, de change et de liquidité.

CULTURE RISQUE

Les actions de communication engagées depuis 2015, ont permis de diffuser la culture risque de manière transverse au moyen de canaux diversifiés et efficaces. Elles ont pour objectif de développer la connaissance et l'adhésion de tous les collaborateurs, afin de faire du risque un atout au quotidien.

SUIVI DES RISQUES SUR BASE CONSOLIDÉE

Le Comité des Risques du Conseil d'Administration et le Comité des risques Groupe examinent trimestriellement le tableau de bord des risques réalisé par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe. Ce document offre une revue détaillée de la situation des risques du Groupe sur l'ensemble de ses métiers et sur base consolidée.

Le dispositif d'alerte sur base consolidée du Groupe est animé par le Comité de surveillance des risques examinant l'ensemble des alertes de risque centralisées par la Direction des risques Groupe.

3.2 Dispositif de *stress tests*

Les *stress tests*, simulations de crises ou tests de résistance font partie intégrante du dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole. Les *stress tests* contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital et répondent à des exigences réglementaires. A ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de *stress tests* apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité, d'une entité ou du Groupe utilisée dans le cadre de l'ICAAP et de l'Appétence au Risque.

Le dispositif de *stress tests* couvre le risque de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le dispositif de *stress tests* pour la gestion des risques du groupe Crédit Agricole regroupe des exercices de natures diverses.

DIFFÉRENTS TYPES DE STRESS TESTS

Gestion prévisionnelle du risque par les *stress tests* :

des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en Central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la direction générale lors du Comité de contrôle Interne. A ce titre, des *stress tests* encadrant le risque

de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

Pour le risque de crédit, des *stress tests* ont été réalisés afin de mesurer le risque lié à l'évolution économique sur les risques majeurs du Groupe. Ces exercices viennent appuyer les décisions prises en Comité des Risques Groupe en matière de limites globales d'exposition.

Stress tests budgétaires ou stress tests ICAAP :

un exercice annuel est mené par le groupe Crédit Agricole dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce *stress test* sont intégrés dans l'ICAAP. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire du Groupe à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques. L'objectif de ce *stress test* dans le processus budgétaire et ICAAP est de mesurer les effets et la sensibilité de leurs résultats des scénarios économiques (central – baseline et stressé – adverse) sur les activités, les entités, et le Groupe dans son ensemble. Il repose obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite.

L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions...), les emplois pondérés et les fonds propres et de le confronter aux niveaux de tolérance et de capacité du Groupe.

Stress tests réglementaires : cette typologie de *stress tests* regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'EBA ou émanant d'un autre superviseur.

GOVERNANCE

Reprenant les orientations de l'EBA (*European Banking Authority*), le programme de *stress tests* au niveau du Groupe et des principales entités explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les *stress tests* couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, liquidité et les risques liés aux taux et changes.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétence au risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction Economique (ECO) et font l'objet d'une présentation au Conseil d'administration. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change...) pour l'ensemble des pays pour lesquels le Groupe est en risque.

3.3 Procédures de contrôle interne et gestion des risques

L'organisation du contrôle interne de la Caisse Régionale Centre France témoigne d'une architecture en phase avec les exigences légales et réglementaires, ainsi qu'avec les recommandations du Comité de Bâle.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne sont définis, au sein de la Caisse Régionale Centre France, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens du respect des lois, règlements et normes internes), la sécurité et l'efficacité des opérations, conformément aux références présentées au point 1 ci-après.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent par les objectifs qui leur sont assignés :

- application des instructions et orientations fixées par la direction générale ;
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe, ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment de défaillances techniques ou humaines.

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe, le dispositif de contrôle interne s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, ainsi qu'à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée. Ce principe permet de décliner le dispositif de contrôle interne selon une logique pyramidale et sur l'ensemble des entités. Le dispositif mis en œuvre, qui s'inscrit dans le cadre de normes et principes rappelés ci-dessous, est ainsi déployé d'une façon adaptée aux différents métiers et aux différents risques, à chacun des niveaux de la Caisse Régionale Centre France afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

Les moyens, outils et reporting mis en œuvre dans cet environnement normatif permettent une information régulière, notamment au Conseil d'administration, au Comité des risques, à la direction générale et au management, sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et sur leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctives, etc...).

3.3.1 RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE INTERNE

Les références en matière de contrôle interne procèdent des dispositions du Code monétaire et financier⁽¹⁰⁾, de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), du Règlement général de l'AMF et des recommandations relatives au contrôle interne, à la maîtrise des risques et à la solvabilité émises par le Comité de Bâle.

Ces normes, nationales et internationales, sont complétées de normes internes propres au Crédit Agricole :

- *corpus* des communications à caractère permanent, réglementaire (réglementation externe et règles internes au Groupe) et d'application obligatoire, relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents, applicables à l'ensemble du groupe Crédit Agricole ;
- Charte de déontologie du groupe Crédit Agricole ;
- recommandations du Comité plénier de contrôle interne des Caisses Régionales ;
- corps de "notes de procédure", applicables à Crédit Agricole SA, portant sur l'organisation, le fonctionnement ou les risques. Dans ce cadre, Crédit Agricole SA avait dès 2004 adopté un ensemble de notes de procédures visant au contrôle de la conformité aux lois et règlements. Ce dispositif procédural a été depuis lors adapté aux évolutions réglementaires et déployé dans les entités du Groupe, notamment en matière de sécurité financière (prévention du blanchiment de capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, gel des avoirs, respect des embargos...) ou de détection des dysfonctionnements dans l'application des

(10) Article L. 511-41.

lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques, par exemple. Ces notes de procédure font l'objet d'une actualisation régulière, autant que de besoin, en fonction notamment des évolutions de la réglementation et du périmètre de surveillance sur base consolidée.

3.3.2 PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

Afin que les dispositifs de contrôle interne soient efficaces et cohérents entre les différents niveaux d'organisation, la Caisse Régionale Centre France s'est dotée d'un corps de règles et de recommandations communes, basées sur la mise en œuvre et le respect de principes fondamentaux.

Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne recouvrent des obligations en matière :

- d'information de l'organe de surveillance (stratégies risques, limites fixées aux prises de risques, activité et résultats du contrôle interne, incidents significatifs) ;
- d'implication directe de l'organe de direction dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- de couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de l'ensemble des acteurs ;
- de définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle, de délégations formalisées et à jour ;
- de normes et procédures formalisées et à jour.

Ces principes sont complétés par :

- des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques : de crédit, de marché, de liquidité, financiers, opérationnels (traitements opérationnels, qualité de l'information financière et comptable, processus informatiques), risques de non-conformité et risques juridiques ;
- un système de contrôle, s'inscrivant dans un processus dynamique et correctif, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, et des contrôles périodiques (réalisés par les unités d'Inspection générale ou d'audit) ;
- l'adaptation des politiques de rémunérations du Groupe (suite aux délibérations du Conseil d'administration des 9 décembre 2009 et 23 février 2011) et des procédures de contrôle

interne – en application de la réglementation nationale, européenne ou internationale en vigueur et notamment les réglementations liées à la *Capital Requirements Directive* 4 (CRD 4), à l'AIFM, à UCITS V et à solvabilité 2, aux dispositions relatives à la Volcker Rule, à la loi de séparation bancaire et à la directive MIF ainsi que les recommandations professionnelles bancaires relatives d'une part, à l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, et d'autre part, à la rémunération des membres des organes exécutifs et de celle des preneurs de risques.

Pilotage du dispositif

Depuis l'entrée en vigueur des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne relatives à l'organisation des fonctions de contrôle, éléments repris dans l'arrêté du 3 novembre 2014 abrogeant ce règlement, l'obligation est faite à chaque responsable d'entité ou de métier, chaque manager, chaque collaborateur et instance, d'être à même de rendre compte et de justifier à tout moment de la correcte maîtrise de ses activités et des risques induits, conformément aux normes d'exercice des métiers bancaires et financiers, afin de sécuriser de façon pérenne chaque activité et chaque projet de développement et d'adapter les dispositifs de contrôle à mettre en œuvre à l'intensité des risques encourus.

Cette exigence repose sur des principes d'organisation et une architecture de responsabilités, de procédures de fonctionnement et de décision, de contrôles et de reportings à mettre en œuvre de façon formalisée et efficace à chacun des niveaux de la Caisse Régionale Centre France.

Comité de contrôle interne

Le comité de contrôle interne, instance faîtière de pilotage des dispositifs, s'est réuni régulièrement sous la présidence du Directeur Général. Ce comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en œuvre au sein de la Caisse Régionale. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée. Le comité de contrôle interne est distinct du comité des risques, démembré du Conseil d'administration, et il est notamment chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle : Audit Inspection, Risques, Conformité.

Trois lignes métiers intervenant sur l'ensemble du Groupe

Le directeur en charge du contrôle permanent, le responsable de l'audit interne et le responsable de la conformité disposent d'un droit d'accès au comité des risques ainsi qu'au Conseil d'administration.

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le Directeur risques et fonctionnement général a été désigné comme responsable de la gestion des risques.

Les fonctions de contrôle sont chargées d'accompagner les métiers et les unités opérationnelles pour assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Elles effectuent à ce titre :

- le pilotage et le contrôle des risques de crédit, de marché, de liquidité, financiers et opérationnels, par la DRFG, également en charge du contrôle de dernier niveau de l'information comptable et financière et du suivi du déploiement par le responsable de la sécurité informatique de la sécurité des systèmes d'information et des plans de continuité d'activités ;
- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité qui assure notamment la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs ;
- le contrôle indépendant et périodique du bon fonctionnement de l'ensemble des entités par l'audit interne.

En complément de l'intervention des différentes fonctions de contrôle, les directions et les lignes métiers concourent à la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne sur base consolidée, que ce soit au sein de comités spécialisés ou via des actions de normalisation des procédures et de centralisation de données.

Organisée en ligne métier, la Direction des affaires juridiques a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux entités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

En ce qui concerne les Caisses Régionales de Crédit Agricole

Pour les Caisses Régionales, l'application de l'ensemble des règles du Groupe est facilitée par la diffusion de recommandations nationales sur le contrôle interne par le Comité plénier de contrôle interne des Caisses Régionales et par l'activité des fonctions de contrôles centrales de Crédit Agricole SA. Le Comité plénier, chargé de renforcer le pilotage des dispositifs de contrôle interne des Caisses Régionales, est composé de Directeurs Généraux, de cadres de direction et de responsables des fonctions de contrôle des Caisses Régionales, ainsi que de représentants de Crédit Agricole SA. Son action est prolongée au moyen de rencontres régionales régulières et de réunions de travail et d'information entre responsables des fonctions de contrôle de Crédit Agricole SA et leurs homologues des Caisses Régionales.

Le rôle d'organe central dévolu à Crédit Agricole SA amène celui-ci à être très actif et vigilant en matière de contrôle interne. En particulier, un suivi spécifique des risques et des contrôles des Caisses Régionales est exercé à Crédit Agricole SA par l'unité Pilotage & Animation des métiers Risques France de la Direction des risques Groupe et par la Direction de la conformité Groupe.

Rôle du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a connaissance de l'organisation générale de l'entreprise et approuve son dispositif de contrôle interne. Il approuve l'organisation générale ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne et définit l'appétence au risque, dans le cadre d'une déclaration annuelle. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du rapport annuel et de la présentation semestrielle sur le contrôle interne qui lui sont communiqués, conformément à la réglementation bancaire et aux normes définies par Crédit Agricole SA.

Le Conseil est informé, au travers du Comité des risques, des principaux risques encourus par l'entreprise et des incidents significatifs révélés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Président du Comité des risques rend compte au Conseil des travaux du Comité. À la date de l'Assemblée générale, le Rapport annuel aura été présenté au Comité des risques, transmis à bonne date à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et aux Commissaires aux comptes. Il aura également fait l'objet d'une présentation au Conseil d'administration.

Rôle du Directeur Général en matière de contrôle interne

Le Directeur Général définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficiente par des personnes habilitées et compétentes. Il est directement et personnellement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. En particulier, il fixe les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par le Conseil d'administration, dans le cadre de la déclaration d'appétence au risque.

Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Il veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement reportées.

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé des dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permettrait d'identifier et des mesures correctives proposées.

3.3.3 DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE SPÉCIFIQUES ET DISPOSITIFS DE MAÎTRISE ET SURVEILLANCE DES RISQUES DE CRÉDIT AGRICOLE SA

Crédit Agricole SA met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, opérationnels, risques financiers, etc.) adaptés à ses activités et à son organisation, faisant partie intégrante du dispositif de contrôle interne, dont il est périodiquement rendu compte à l'organe de direction, à l'organe de surveillance, au Comité des risques, notamment via les rapports sur le contrôle interne et la mesure et la surveillance des risques.

Les éléments détaillés relatifs à la gestion des risques sont présentés dans le chapitre « Gestion des risques » et dans l'annexe aux comptes consolidés qui leur est consacrée (note 3).

Fonction Risques et contrôles permanents

La ligne métier Risques a été créée en 2006 en application des modifications du règlement 97-02 (abrogé et remplacé par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur

de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution).

La ligne métier Risques a en charge à la fois la gestion globale et le dispositif de contrôle permanent des risques du Groupe : risques de crédit, financiers et opérationnels, notamment ceux liés à la qualité de l'information financière et comptable, à la sécurité physique et des systèmes d'information, à la continuité d'activité et à l'encadrement des prestations de services essentielles externalisées.

La gestion des risques s'appuie sur un dispositif Groupe selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques, et de limites de risques formalisées dans les stratégies risques pour chaque entité et activité sensible. Ces limites sont revues au moins une fois par an ou en cas d'évolution d'une activité ou des risques et sont validées par le Comité des risques Groupe. Elles sont accompagnées de limites Groupe transverses, notamment sur les grandes contreparties. La cartographie des risques potentiels, la mesure et le suivi des risques avérés font l'objet d'adaptations régulières au regard de l'activité. Les plans de contrôle sont adaptés au regard des évolutions de l'activité et des risques, auxquels ils sont proportionnés.

La ligne métier est placée sous la responsabilité du Directeur des risques Groupe de Crédit Agricole SA, indépendant de toute fonction opérationnelle et rattaché au Directeur Général de Crédit Agricole SA. Elle réunit les fonctions transverses de Crédit Agricole SA (Direction des risques Groupe) et les fonctions Risques et contrôles permanents décentralisées, au plus proche des métiers, au niveau de chaque entité du Groupe, en France ou à l'international. Les effectifs de la ligne métier Risques s'élèvent à près de 2 900 personnes à fin 2019 (en équivalents temps plein) sur le périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le fonctionnement de la ligne métier s'appuie sur des instances de gouvernance structurées, parmi lesquelles les Comités de contrôle interne, le Comité des risques Groupe dans le cadre duquel l'exécutif valide les stratégies du Groupe et est informé du niveau de ses risques, le Comité de suivi des risques des Caisses Régionales, le Comité de sécurité Groupe, le Comité des normes et méthodologies, le Comité de pilotage des recommandations de Bâle, les Comités de suivi métier regroupant selon des périodicités prédéfinies la Direction des risques Groupe et les filiales, et divers comités en charge notamment des systèmes de notation et des systèmes d'information. Le Comité de surveillance des risques Groupe, présidé par le Directeur Général de Crédit Agricole SA, se réunit de façon bimensuelle et a pour rôle de surveiller l'apparition de risques afin de dégager les orientations adaptées.

Fonctions Risques et contrôles permanents centrales de Crédit Agricole SA

Au sein de Crédit Agricole SA, la Direction des risques Groupe assure le pilotage et la gestion globale des risques et des dispositifs de contrôle permanent du Groupe.

Gestion globale des risques Groupe

La mesure consolidée et le pilotage de l'ensemble des risques du Groupe sont assurés de façon centralisée par la Direction des risques Groupe, avec des unités spécialisées par nature de risque qui définissent et mettent en œuvre les dispositifs de consolidation et de *risk management* (normes, méthodologies, système d'information).

Le dispositif de la Direction des risques Groupe comprend également une fonction de « pilotage risques métier » en charge de la relation globale et individualisée avec chacune des filiales de Crédit Agricole SA. La supervision des risques des Caisses Régionales est assurée par un département spécifique de la Direction des risques Groupe.

Le suivi des risques Groupe par les unités de pilotage risque métiers s'effectue notamment dans le cadre du Comité des risques Groupe et du comité de suivi des risques des Caisses Régionales.

Il s'effectue également au travers d'une procédure d'alerte déclinée sur l'ensemble des entités et qui permet une présentation des risques les plus significatifs à un Comité de direction générale sur un rythme bimensuel (Comité de surveillance des risques Groupe).

Crédit Agricole SA mesure ses risques de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

Ces mesures sont complétées par des mesures périodiques de déformation de profil de risque sous scénarios de stress et d'une évaluation régulière basée sur différents types de scénarios.

Outre les exercices réglementaires, du point de vue de la gestion interne, des stress sont réalisés annuellement par l'ensemble des entités. Ces travaux sont réalisés notamment dans le cadre du processus budgétaire annuel afin de renforcer la pratique de la mesure de sensibilité des risques et du compte de résultat du Groupe et de ses différentes composantes

à une dégradation significative de la conjoncture économique. Ces stress globaux sont complétés par des analyses de sensibilité sur les principaux portefeuilles.

La surveillance des risques par Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses Régionales sur base individuelle ou collective passe par un dispositif de suivi des dépassements de limites et de leur régularisation, du fonctionnement des comptes, de la correcte classification des créances au regard de la réglementation en vigueur (créances dépréciées notamment), de l'adéquation du niveau de provisionnement aux niveaux de risques sous le contrôle des Comités risques ainsi que par la revue périodique des principaux risques et portefeuilles, portant en particulier sur les affaires sensibles.

Dans un contexte de risque contrasté et incertain, Crédit Agricole SA mène une politique de revue active des politiques et stratégies de risques appliquées par les filiales. Par ailleurs, les principaux portefeuilles transverses du Groupe (habitat, énergie, professionnels et agriculteurs, crédits à la consommation, capital investissement, etc.) ont fait l'objet d'analyses présentées en Comité des risques du Groupe (CRG). Le périmètre des risques couverts dans les stratégies risque examinées en CRG intègre également le risque de modèle, le risque opérationnel et le risque conglomérat.

Des procédures d'alerte et d'escalade sont en place en cas d'anomalie prolongée, en fonction de leur matérialité.

Contrôles permanents des risques opérationnels

La Direction des risques Groupe assure la coordination du dispositif du Contrôle Permanent (définition d'indicateurs de contrôles clés par type de risques, déploiement d'une plateforme logicielle unique intégrant l'évaluation des risques opérationnels et le résultat des contrôles permanents, organisation d'un reporting des résultats de contrôles auprès des différents niveaux de consolidation concernés au sein du Groupe).

Fonctions Risques et contrôles permanents déconcentrées, au niveau de chacun des métiers du Groupe

Au sein de Crédit Agricole SA

Le déploiement de la ligne métier s'opère sous forme de ligne métier hiérarchique par la nomination d'un responsable Risques et contrôles permanents (RCPR) pour chaque filiale ou pôle métier. Le RCPR métier est rattaché hiérarchiquement au Directeur des risques Groupe et fonctionnellement à l'organe de direction

du pôle métier concerné. Ce positionnement assure l'indépendance des Directions risques et contrôles permanents locales.

Chaque filiale ou métier, sous la responsabilité de son RCPR, se dote des moyens nécessaires pour assurer la gestion de ses risques et la conformité de son dispositif de contrôle permanent, afin de mettre en œuvre une fonction de plein exercice (vision exhaustive et consolidée des risques, de nature à garantir la pérennité de l'entité sur l'ensemble de son périmètre de surveillance sur base consolidée).

Les relations entre chaque filiale ou métier et la Direction des risques Groupe sont organisées autour des principaux éléments suivants :

- mise en œuvre par chaque filiale ou métier des normes et procédures transverses du Groupe, élaborées par la Direction des risques Groupe ;
- détermination pour chaque filiale ou métier d'une stratégie risques, validée par le Comité des risques Groupe sur avis de la Direction des risques Groupe, précisant notamment les limites globales d'engagement de l'entité ;
- principe de délégation de pouvoirs du RCPR Groupe aux RCPR métier qui lui sont hiérarchiquement rattachés dans l'exercice de leurs missions, sous condition de transparence et d'alerte de ces derniers vis-à-vis de la Direction des risques Groupe ;
- comité de suivi métier réunissant périodiquement la Direction des risques Groupe et l'entité sur la qualité du dispositif des risques et des contrôles permanents et le niveau des risques, y compris sur la Banque de financement et d'investissement (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank).

Sur le périmètre des Caisses Régionales

La réglementation bancaire relative aux risques s'applique à chacune des Caisses Régionales à titre individuel. Chacune d'elles est responsable de son dispositif de risques et contrôles permanents et dispose d'un responsable des Risques et contrôles permanents, rattaché à son Directeur Général, en charge du pilotage des risques et des contrôles permanents. Celui-ci peut également avoir sous sa responsabilité le responsable de la Conformité. Si ce n'est pas le cas, le responsable de la Conformité est directement rattaché au Directeur Général.

En outre, en qualité d'organe central, Crédit Agricole SA, via la Direction des risques Groupe, consolide les risques portés par les Caisses Régionales et assure l'animation de la ligne métier Risques dans les Caisses Régionales, notamment en leur diffusant les normes nécessaires, en particulier pour la mise en place d'un dispositif de contrôle permanent de niveau Groupe.

Par ailleurs, les risques de crédit importants pris par

les Caisses Régionales sont présentés pour prise en garantie partielle à Foncaris, établissement de crédit, filiale à 100 % de Crédit Agricole SA. L'obligation faite aux Caisses Régionales de demander une contre-garantie à Foncaris sur leurs principales opérations (supérieures à un seuil défini entre les Caisses Régionales et Foncaris) offre ainsi à l'organe central un outil efficace lui permettant d'apprécier le risque associé avant son acceptation.

Dispositif de contrôle interne en matière de plans de continuité d'activité et de sécurité des systèmes d'information

Le dispositif de contrôle interne mis en place permet d'assurer auprès des instances de gouvernance de la sécurité du Groupe un reporting périodique sur la situation des principales entités en matière de suivi des risques relatifs aux plans de continuité d'activité et à la sécurité des systèmes d'information.

Plans de continuité d'activité

En ce qui concerne les plans de secours informatique, les productions informatiques de la majorité des filiales de Crédit Agricole SA ainsi que celles des 39 Caisses Régionales hébergées sur le bi-site sécurisé Greenfield bénéficient structurellement de solutions de secours d'un site sur l'autre.

Ces solutions sont testées, pour Crédit Agricole SA et ses filiales, de manière récurrente. Les Caisses Régionales suivent le même processus en termes de tests.

Les filiales de Crédit Agricole SA dont l'informatique n'est pas gérée sur Greenfield ont des solutions de secours informatique testées régulièrement avec une assurance raisonnable de redémarrage en cas de sinistre.

En ce qui concerne les plans de repli des utilisateurs, le Groupe dispose de la solution Eversafe qui offre une sécurisation élevée en cas d'indisponibilité d'immeuble, de campus, voire de quartier en région parisienne. Cette solution est opérationnelle et éprouvée, avec deux sites dédiés au Groupe. Le Groupe est ainsi doté d'espaces de travail disponibles en cas de sinistre majeur en région parisienne.

Par ailleurs, et conformément à la politique Groupe, la majorité des entités est en capacité à faire face à une attaque virale massive des postes de travail en privilégiant l'utilisation des sites de secours utilisateurs.

Sécurité des systèmes d'Information

Le groupe Crédit Agricole a poursuivi le renforcement de sa capacité de résilience face à l'ampleur des risques

informatiques et en particulier des cyber-menaces et ce, en termes d'organisation et de projets.

Une gouvernance sécurité Groupe est en place avec un Comité sécurité Groupe (CSG), faitier décisionnaire et exécutoire, qui définit la stratégie sécurité Groupe par domaine en y intégrant les orientations des politiques sécurité, détermine les projets sécurité Groupe, supervise l'exécution de la stratégie sur la base d'indicateurs de pilotage des projets Groupe et d'application des politiques et enfin, apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines relevant de sa compétence : plan de continuité des activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des systèmes d'information.

Les fonctions Pilote des risques systèmes d'information (PRSI) et Chief Information Security Officer (CISO) sont désormais déployées dans la plupart des entités du Groupe : le PRSI, rattaché au RCPR (Responsable Contrôle Permanent et Risques), consolide les informations lui permettant d'exercer un second regard.

3.4 Risques de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

Définition du défaut

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, a évolué en 2020 en conformité avec les exigences prudentielles relatives au nouveau défaut dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement de plus de 90 jours et supérieur aux seuils de matérialité réglementaires sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale Centre France estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit

sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Prêts restructurés

Les restructurations au sens de l'EBA (*forbearance*) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'EBA a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructuré » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, la Caisse Régionale Centre France a mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces solutions ont été maintenues et adaptées autant que nécessaire au contexte de crise sanitaire, dans le respect des textes EBA. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

3.4.1 OBJECTIFS ET POLITIQUE

La prise de risque de crédit par la Caisse Régionale Centre France doit s'inscrire dans le cadre de l'appétence au risque et des stratégies risques validées par le Conseil d'administration et approuvées par le Comité des risques présidé par le Directeur Général. Les politiques risques sont adaptées à chaque métier et à leur plan de développement. Elles décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision. Ces stratégies risques sont déclinées autant que de besoin par métier, entité, secteur d'activité ou pays. Le respect

de ces stratégies risques relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par les responsables des Risques et contrôles permanents.

De même, la syndication de crédits auprès de banques externes ou auprès d'autres entités du Groupe ainsi que la recherche de couverture des risques (assurance-crédit, dérivés), constituent d'autres solutions pour atténuer les concentrations éventuelles.

La Caisse Régionale s'efforce de diversifier ses risques afin de limiter son exposition au risque de crédit et de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur industriel ou un pays. Dans cet objectif, elle surveille régulièrement le montant total de ses engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations, par secteur économique et par pays, en tenant compte des méthodologies de calcul interne selon la nature des engagements (cf. notamment paragraphe « Mesure du risque de crédit »).

Afin de réduire le risque associé à la dégradation de la qualité de son exposition au risque de crédit et de contrepartie, le Groupe peut avoir recours à une stratégie de couverture consistant notamment en l'achat d'instruments dérivés de crédit.

Lorsque le risque est avéré, une politique de dépréciation individuelle ou sur base de portefeuille est mise en œuvre.

3.4.2 GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier ou de l'entité concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, sur la base d'un avis risque indépendant du représentant de la ligne métier Risques et contrôles permanents concerné, dans le cadre du système de délégation en vigueur.

Par ailleurs, le principe d'une limite de risque sur base individuelle est appliqué.

Méthodologies et systèmes de mesure des risques

Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et méthodologies (CNM) présidé par le Directeur des risques et des contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du groupe Crédit Agricole.

Le CNM examine notamment :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- la segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidations des risques ;
- la performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de *backtesting* ;
- l'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, chaque entité a la responsabilité de définir, mettre en œuvre et justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole SA.

Les Caisses Régionales de Crédit Agricole disposent de modèles communs d'évaluation du risque gérés au niveau de Crédit Agricole SA. Des procédures de contrôles a posteriori des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (Particuliers, Agriculteurs,

Professionnels et TPE) soit de niveau produit. La probabilité de défaut à un an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre de la grande clientèle, une échelle de notation unique sur quinze positions, qui a été établie sur la base d'une segmentation du risque "au travers du cycle", permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

Au sein de la Caisse Régionale, la grande clientèle regroupe principalement les États souverains et Banques centrales, les entreprises, les collectivités publiques, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant la grande clientèle, les entités du groupe Crédit Agricole disposent de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du Front Office. Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein du groupe Crédit Agricole, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Qu'il s'agisse de la grande clientèle ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses Régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;
- l'uniformité de mise en œuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- la correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- la fiabilité des données support de la notation interne.

Le Comité normes et méthodologies entre autres, s'assure du respect de ces principes en particulier lors de la validation des méthodologies de notation et de leurs *backtestings* annuels.

Par ailleurs, la Caisse Régionale continue de porter ses efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur :

- la gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque au sein des entités et d'améliorer la gestion transverse des informations sur ces tiers et groupes de risque, indispensable au respect de l'unicité de la notation et à l'affectation homogène des concours aux portefeuilles bâlois ;

- le processus d'arrêté, qui vise à garantir la qualité du processus de production du ratio de solvabilité.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre de la grande clientèle, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

Enfin, sur les métiers de banque de financement et d'investissement, des mesures de pertes attendues, de capital économique et de rentabilité ajustée du risque sont utilisées lors des processus décisionnels d'octroi des crédits, de définition des stratégies risques et de limites.

Mesure du risque de crédit

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses Régionales utilisent différents types d'approches pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (*swaps* ou produits structurés par exemple).

Crédit Agricole CIB utilise une méthodologie interne pour estimer le risque inhérent à ces instruments, selon une approche nette de portefeuille au niveau de chaque client :

- le risque courant correspond à la somme qui serait due par la contrepartie en cas de défaut instantané ;
- le risque potentiel futur correspond à l'estimation de la valeur maximale de l'exposition de Crédit Agricole CIB dans un intervalle de confiance donné.

La méthodologie utilisée s'appuie sur des simulations de type « Monte-Carlo », permettant d'évaluer le risque lié à la variation de la valeur de marché d'un portefeuille d'instruments dérivés sur sa durée de vie résiduelle, sur la base d'une modélisation statistique de l'évolution jointe des paramètres de marchés sous-jacents.

Ce modèle prend en compte les différents facteurs de réduction de risque tels que la compensation et la collatéralisation prévues dans la documentation négociée avec les contreparties préalablement à la mise en place des transactions. Il intègre aussi les échanges de collatéraux sur marge initiale pour les dérivés non clearés selon les seuils en vigueur.

Les situations de risque spécifique de corrélation défavorable (risque que l'exposition sur un dérivé soit corrélée positivement à la probabilité de défaut de la contrepartie suite à l'existence d'un lien juridique entre cette contrepartie et le sous-jacent du dérivé) font l'objet d'un dispositif de suivi périodique pour leur identification et sont intégrées dans le calcul des expositions conformément aux préconisations réglementaires. Les situations de risque général de corrélation défavorable (risque que les conditions de marché affectent de façon corrélée la qualité de crédit d'une contrepartie et l'exposition sur les opérations de dérivés avec cette contrepartie) sont suivies au travers d'exercices de stress ad hoc.

Le modèle interne est utilisé pour la gestion des limites internes accordées pour les opérations avec chaque contrepartie, et également pour le calcul du capital économique au titre du pilier 2 de Bâle 3, via la détermination profil de risque moyen (« *Expected Positive Exposure* ») dans une approche globale de portefeuille.

Dans le cadre réglementaire, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a donné à Crédit Agricole CIB l'autorisation d'utilisation de la Méthode du Modèle Interne à partir du 31 mars 2014 pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de contrepartie. Cette méthode utilise le modèle décrit ci-dessus pour déterminer l'indicateur EEPE (*Effective Expected Positive Exposure*) et concerne l'ensemble des produits dérivés. Cette méthode est aussi utilisée pour le calcul de la valeur exposée au risque de crédit dans le cadre de l'exigence en fonds propres relative au risque d'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA).

Pour le calcul des exigences réglementaires en fonds propres au titre du risque de contrepartie sur les opérations de repos et les opérations de dérivés de ses filiales, Crédit Agricole CIB utilise l'approche standard.

Le groupe Crédit Agricole intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Value Adjustment* ou CVA) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes consolidées 1.2 sur les principes et méthodes comptables et 11.2 sur les informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de

prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend, par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés par le Groupe, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont enregistrées au sein des systèmes d'information internes à chaque filiale ou métier.

Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel

Des revues périodiques de portefeuille par entité ou métier étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des politiques risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

La Caisse Régionale a organisé un processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel adapté à son profil de risques. Ce processus est défini dans sa politique crédit.

Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec la direction des risques et contrôle permanents. Elles font l'objet d'un suivi formel lors du Comité des risques.

Processus de suivi des risques de crédit

Le profil de risque de crédit de la Caisse Régionale est suivi et présenté en Comité de contrôle interne et Conseil d'administration.

Processus de surveillance et de gestion du risque pays

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou

sociales d'un pays affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques « élémentaires » (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique, et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du groupe Crédit Agricole est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

La Caisse Régionale estime ne pas être exposée au risque pays.

Stress tests de crédit

Le dispositif *stress test* pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles satellites qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité Normes et Méthodologies au même titre que les modèles Bâlois. En complément, chaque année, le dispositif quantitatif de *stress test* est *backtesté*. En outre, depuis le 1^{er} janvier 2018, ces modèles contribuent au calcul des ECL selon la norme IFRS9.

En cohérence avec la méthodologie EBA, les *stress tests* pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres Bâlois (PD, LGD, EAD) et visent à estimer l'évolution du coût du risque incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et également l'impact en emploi pondéré.

Dans l'optique du suivi et du pilotage du risque de crédit, la Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, un ensemble de stress.

Un *stress test* crédit global est réalisé a minima annuellement dans le cadre budgétaire. Les travaux, coordonnés par la DRG, concernent l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole et l'ensemble des portefeuilles bâlois, qu'ils soient traités réglementairement en méthode IRB ou en méthode Standard. L'horizon d'analyse est fixé à 3 ans. Le processus de stress est intégré dans la gouvernance de l'entreprise et vise à renforcer le dialogue entre les filières risque et finance sur la sensibilité du coût du risque et des exigences en fonds propres à une

dégradation de la situation économique. Outre leur utilisation dans les discussions budgétaires et le pilotage des fonds propres, les résultats des *stress tests* crédit globaux sont utilisés dans le cadre du calcul du capital économique (Pilier 2). Ils sont examinés par le Comité de contrôle interne et sont également communiqués au Conseil d'administration.

Mécanismes de réduction du risque de crédit

Garanties reçues et sûretés

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRR/CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité).

Ce cadre commun, défini par des normes de niveau Groupe, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

La déclinaison opérationnelle de la gestion, du suivi des valorisations et de la mise en action est du ressort des différentes entités.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.1 et en note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

Utilisation de contrats de compensation

Lorsqu'un contrat "cadre" a été signé avec une contrepartie et que cette dernière fait défaut ou entre dans une procédure de faillite, Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses Régionales appliquent le *close out netting* leur permettant de résilier de façon anticipée les contrats en cours et de calculer un solde net des dettes et des obligations vis-à-vis de cette contrepartie. Ils recourent également aux techniques

de collatéralisation permettant le transfert de titres, ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes, qui pourrait être compensé, en cas de défaut d'une des parties, afin de calculer le solde net des dettes et des obligations réciproques résultant du contrat-cadre qui a été signé avec la contrepartie.

3.4.3 EXPOSITIONS

Exposition maximale

Le montant de l'exposition maximale au risque de crédit de Crédit Agricole SA, de ses filiales et des Caisses Régionales correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux. Elle est présente dans la note 3.1 des états financiers.

Au 31 décembre 2021, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie du groupe Crédit Agricole s'élève à 25 337 404 milliers d'euros (23 170 500 milliers d'euros au 31 décembre 2020), en hausse de 6,65% par rapport à l'année 2020.

Concentration

L'analyse du risque de crédit sur les engagements commerciaux hors opérations internes au groupe Crédit Agricole et hors collatéral versé par la Caisse Régionale Centre France dans le cadre des opérations de pension (prêts et créances sur les établissements de crédit, prêts et créances sur la clientèle, engagements de financements et de garanties données) est présentée ci-dessous.

Diversification du portefeuille par zone géographique

Non concerné.

Diversification du portefeuille par filière d'activité économique

Sur le portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires hors Groupe), le périmètre ventilé par filière d'activité économique s'élève à 10 077 713 milliers d'euros au 31 décembre 2021, contre 9 171 690 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Ces ventilations reflètent la filière économique de risque des engagements commerciaux sur la clientèle.

Répartition des engagements commerciaux (EAD) par filière d'activité économique

SECTEUR D'ACTIVITÉ	2021	2020
AÉRONAUTIQUE / AÉROSPATIAL	0,0 %	0,0 %
AGROALIMENTAIRE	13,2 %	12,4 %
ASSURANCE	0,0 %	0,0 %
AUTOMOBILE	1,2 %	1,3 %
AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES (NON BANCAIRES)	0,2 %	0,1 %
AUTRES INDUSTRIES	0,2 %	0,2 %
AUTRES TRANSPORTS	0,4 %	0,4 %
BANQUES	0,0 %	0,0 %
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,3 %	0,3 %
BTP	1,7 %	1,7 %
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	2,7 %	2,9 %
DIVERS	2,3 %	2,3 %
ENERGIE	1,8 %	1,7 %
IMMOBILIER	8,8 %	8,2 %
INDUSTRIE LOURDE	0,7 %	0,8 %
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,1 %	0,1 %
MARITIME	0,0 %	0,0 %
MEDIA / EDITION	0,1 %	0,1 %
CLIENTÈLE BANQUE DE DÉTAIL	54,7 %	55,1 %
NON RENSEIGNE	0,0 %	0,0 %
SANTÉ / PHARMACIE	3,3 %	3,6 %
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITÉS	5,8 %	6,4 %
TÉLÉCOM	0,0 %	0,0 %
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	1,8 %	1,8 %
UTILITIES	0,4 %	0,5 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %

Le portefeuille d'engagements commerciaux ventilé par filière d'activité économique est bien diversifié et sa structure reste globalement stable sur l'année 2021. Comme en 2020, seules deux filières représentent plus de 10 % de l'activité : la filière « Clientèle de banque de détail » qui occupe la première place à 54,7 % contre 55,1 % en 2020, et la filière « Agroalimentaire » à la deuxième place à 13,2 % contre 12,4 % en 2020.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

Les concentrations par agent économique des prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentées en note 3.1 des états financiers.

Les encours bruts de prêts et créances (21 619 278 milliers d'euros au 31 décembre 2021 incluant les créances rattachées, contre 20 162 629 milliers d'euros au 31 décembre 2020) augmentent de 7,2 % en 2021. Ils se répartissent essentiellement entre la clientèle Grandes entreprises et la clientèle de détail (respectivement 15,1 % et 70,0 %).

Exposition au risque pays

Non concerné

Qualité des encours

Analyse des prêts et créances par catégories

La répartition des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle se présente de la manière suivante :

Prêts et créances (en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Encours sains (Bucket 1 et 2)	19 627 486	18 369 861
<i>Bucket 1</i>	17 448 864	17 067 275
<i>Bucket 2</i>	2 178 622	1 302 586
Encours dépréciés (Bucket 3)	336 818	355 74
TOTAL	19 964 304	18 725 608

Le portefeuille de prêts et créances au 31 décembre 2021 est composé à 98,3 % d'encours sains contre 98,1 % à fin 2020.

Analyse des encours par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille clientèle (clientèle de proximité, entreprises, institutions financières, banques, administrations et collectivités publiques).

L'évolution du portefeuille de la grande clientèle, en encours et par niveau de note interne est présentée ci-dessous :

Évolution du portefeuille par niveau de note – Grande clientèle – 31 décembre 2021

Grade	Entreprise	LBO	CollPub	PIM	Inst. Financière	Autres	Total	
A+ à C-	1 713	3	1 791	91	44	2 040	5 683	76 %
D+ à D-	1 236	2	5	120	5	15	1 384	18 %
E+ à E-	263	9	0	16	95	0	384	5 %
Défaut	74	0	0	0	0	0	74	1 %
Non noté	1	0	0	0	0	0	1	0 %
Total	3 287	14	1 797	228	144	2 056	7 525	
	44 %	0 %	24 %	3 %	2 %	27 %		

Cette ventilation reflète un portefeuille crédits de bonne qualité. Au 31 décembre 2021, 76 % des encours sont portés sur des emprunteurs notés *Investment grade* (note supérieure à D+) et 5 % sont sensibles (notes E).

Dépréciation et couverture du risque

Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de corrections de valeur pour pertes de crédit :

- des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées ;
- des dépréciations pour perte de crédit, en application de la norme IFRS 9, consécutives à une dégradation significative de la qualité de crédit pour une transaction ou un portefeuille. Ainsi, ces dépréciations visent à couvrir la dégradation du profil de risque des engagements sur certains pays, certains secteurs d'activité économique ou certaines contreparties non en défaut mais du fait de leur notation dégradée. Des dépréciations sur base de portefeuille sont également réalisées en Banque de proximité. Ces dépréciations sont calculées essentiellement sur des bases statistiques fondées sur le montant de pertes attendues jusqu'à la maturité des transactions, utilisant les critères bâlois d'estimation des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (*Loss Given Default* – LGD).

Encours des prêts et créances dépréciés

Au 31 décembre 2021, l'ensemble des engagements objets de dépréciations individuelles s'élève à 361 406 milliers d'euros contre 377 908 milliers au 31 décembre 2020. Ils sont constitués des engagements sur lesquels la Caisse Régionale anticipe un non-recouvrement.

Les encours dépréciés individuellement représentent 1,69 % des encours bruts comptables de la Caisse Régionale contre 1,90 % au 31 décembre 2020.

Les encours restructurés sont repris dans la note 3.1.3 de l'annexe des comptes consolidés.

Coût du risque

Le coût du risque du groupe Crédit Agricole Centre France s'élève à 6,4M€ (cf Annexe 4.8 des États financiers).

Risque de contrepartie sur instruments dérivés

Le risque de contrepartie sur instruments dérivés est établi à partir de la valeur de marché et du risque de crédit potentiel, calculé et pondéré selon les normes prudentielles.

3.4.4 APPLICATION DE LA NORME IFRS9

Évaluation du risque de crédit

Dans le contexte de crise sanitaire et économique liée à la COVID-19, le Groupe continue de revoir régulièrement ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Pour rappel, la première prise en compte des effets de la crise sanitaire et de ses effets macro-économiques a été intégrée à partir du deuxième trimestre 2020.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus pour l'arrêté du 31/12/2021

Le Groupe a utilisé quatre scénarios, pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production au 31 décembre 2021, avec des projections qui se présentent comme suit à l'horizon 2023. Ces quatre scénarios ont été élaborés en octobre 2021, sur la base des informations et des données disponibles à cette date.

Le premier scénario, qui est le scénario central, comprend un profil de croissance continuant à dépendre fortement des hypothèses sanitaires en 2021 mais intègre un rebond de la croissance portée par la consommation. Une inflation importante mais temporaire à priori est relevée sur les USA, avec une accélération transitoire mais sans dérapage en zone Euro.

• **Le profil de croissance** continue à dépendre fortement des hypothèses sanitaires en 2021 avec les hypothèses suivantes pour la Zone Euro et la France :

Même en cas de nouvelles vagues de contamination, la levée des mesures sanitaires restrictives au printemps dernier ne serait pas remise en cause, du fait de la montée en puissance des campagnes de vaccination. Un important rebond de la croissance porté par la consommation aurait donc lieu au second semestre 2021 et la reprise se poursuivrait en 2022 :

- Croissance du PIB en Zone Euro prévue à 5,4 % en 2021 et 4,4 % en 2022 après - 6,5 % en 2020
- Croissance du PIB en France : en moyenne annuelle en 2021, la croissance atteindrait 6,4 % et le PIB retrouverait son niveau d'avant-crise en fin d'année. Il s'accroîtrait de 3,9 % en 2022. Certains secteurs pourraient rester cependant fragilisés (aéronautique, automobile, tourisme...) avec une demande mitigée et une offre affectée par les pénuries

de certains biens intermédiaires. De plus, les défaillances d'entreprises et le taux de chômage, très bas en 2020, connaîtraient une légère remontée, sans pour autant que la vague de défaillances crainte en début de crise n'ait lieu. En 2023, la croissance resterait supérieure à son potentiel avec notamment un bon effet d'acquis hérité de 2022. Elle s'établirait ainsi à 2 % et ralentirait autour de 1,5 % en 2024 pour retrouver son rythme potentiel (évalué à 1,35 % par le Ministère de l'Économie).

Hypothèses pour les États-Unis : une inflation dans les scénarios d'octobre-21 estimée à + 4.4 % en 2021 et + 3.5 % en 2022.

L'inflation a été stimulée par une forte demande en phase de reprise de post pandémie, avec des tensions spécifiques dans le shipping, une certaine désorganisation des chaînes de production avec des difficultés d'approvisionnement (allongement des délais de livraison, pénuries sur bois-acier- puces électroniques) et une envolée du prix des matières premières & biens intermédiaires.

Toutefois, ce choc devrait rester temporaire en raison de :

- Craintes légitimes mais exagérées d'installation sur une inflation durablement plus forte et des impulsions encore haussières au second semestre, mais une disparition des effets de base. 5,5 % en glissement annuel fin 2021 puis assagissement à partir de mi-2022. Inflation sous-jacente et totale à 2,7 % fin 2022.
- Chômage aux États-Unis en baisse mais encore nettement supérieur (5,9 % au T2 2021) au niveau d'avant crise (3,5 %) ; le taux de participation a baissé assez nettement ; la situation encore loin du plein emploi induisant au final des risques limités de forte hausse des salaires ;
- Facteurs désinflationnistes persistants : globalisation ; progrès technologiques ; forte concurrence mondiale et nécessité de rester compétitif ;
- Les effets du plan de relance aux États-Unis doivent être nuancés : aides aux ménages en partie épargnées, en partie consacrées au désendettement. Et le surplus de consommation est temporaire, lié en partie à l'effet sortie de crise/arrêt des restrictions.

Hypothèses pour la zone euro : une inflation 2021 au-dessus de la cible de 2 % au cours du second semestre 2021 et du 1^{er} trimestre 2022 – avec un niveau de 3 % en août 2021 et un sommet vers novembre où l'inflation totale serait proche de 4 % pour une inflation sous-

jacente proche de 2,4 % – puis un fléchissement sensible et un retour confortablement sous la cible fin 2022 (autour de 1,5 %). Pas de risques de dérapage marqué.

• **Les prévisions financières** seraient les suivantes dans ce scénario central :

Aux États-Unis : resserrement monétaire de la *Fed* (banque centrale américaine) prudent et très lent accompagnant une récupération progressive du marché du travail. Volonté d'un *tapering* progressif de la *FED* avec une modération des taux longs, dans un contexte d'abondance de liquidité et une forte demande de titres souverains. Les taux UST 10 ans s'établiraient autour de 1,50 % fin 2021 puis vers 1,25 % fin 2022.

En Zone Euro : une politique de la BCE (Banque central Européenne) restant très accommodante :

- **Les taux directeurs resteraient inchangés sur la période 2021-2024**, induisant un nécessaire accompagnement des plans de relance budgétaire, l'absorption des émissions nettes de titres, le maintien de conditions financières favorables, le « cap » sur les primes de risque. En conséquence, **les niveaux d'achats de la BCE seraient prolongés au-delà de mars 2022 : élevés jusqu'à fin 2022 et prolongés (mais réduits) en 2023.**
- Programme PEPP (*Pandemic emergency purchase programme*) de 1850 milliards d'euros qui s'étend jusqu'à mars 2022. Le PEPP serait prolongé jusqu'en décembre 2022 avec nouvelle enveloppe d'environ 180 milliards d'euros. L'APP (*Asset Purchase Programme*) serait maintenu en 2022-2023 (au moins) avec un montant mensuel de 30 milliards d'euros. En 2026, : première hausse des taux BCE
- **Taux longs** : ils restent très bas, compte tenu de l'activisme de la BCE ; de la modération relative des pressions inflationnistes ; des interrogations sur l'output gap et sa fermeture rapide ; de l'absence de tensions obligataires fortes aux US. En conséquence, le Bund se maintiendrait à un niveau faible.
- Tensions temporaires sur le **spread OAT/Bund** (T4 2021/T1 2022 en anticipation des élections présidentielles) ; en 2022, le *spread* France se replie à l'issue (supposée rassurante) des élections grâce à l'engouement des investisseurs ayant délaissé les titres français ; au-delà, retour vers un *spread* « normal » (30 pb).

Le deuxième scénario, « adverse modéré » se distingue du scénario central par une remontée de l'inflation plus durable et plus marquée. Il intègre en zone euro et en France un freinage significatif de la consommation et de l'investissement à partir de mi-2022 et une remontée du chômage associé aux faillites plus marquées. La projection sur les taux longs pourrait amener des replis sur les marchés boursiers et une correction sur l'immobilier résidentiel et commercial

Le deuxième scénario se distingue du scénario 1 sur les points suivants :

- Choc d'inflation :

La remontée de l'inflation s'avère plus durable et plus marquée que dans le scénario central.

La demande est très forte, notamment de la part des États-Unis et de la Chine (demande aux États-Unis dopée par le stimulus fiscal massif) et l'offre est perturbée par la pandémie. La désorganisation des chaînes de production, les difficultés d'approvisionnement, les pénuries sur certains biens intermédiaires s'avèrent encore plus marquées que dans le scénario central. La remontée du prix du pétrole, des autres matières premières et de certains biens intermédiaires est donc plus forte et plus durable.

De plus, se met en place une forme de boucle prix-salaires, avec la remontée des salaires liée notamment à la forte hausse des prix et aux difficultés de recrutement. L'effet est marqué aux États-Unis et à un moindre degré en Zone Euro.

- Taux et marchés :

Fed : resserrement de la politique monétaire, face à une croissance forte (au moins en début de période) et une inflation plus élevée et plus durable. Le *tapering* est plus marqué et plus rapide que prévu en 2022 et on note le relèvement des taux *Fed Funds* dès 2022. Taux UST 10 ans : resserrement de la politique monétaire et inquiétudes des investisseurs sur le risque d'une inflation qui s'installe. Par conséquent, remontée assez nette des taux longs aux États-Unis malgré l'abondance de liquidités dans le système financier.

BCE : face à la hausse de l'inflation, le programme d'achats d'actifs de la BCE est revu un peu en baisse. Bund et swap 10 ans en hausse en 2022 du fait de la remontée des taux longs américains et de la réduction des achats d'actifs BCE.

Élargissement des *spreads* France et Italie

- Indicateurs macro de la Zone Euro / France :

Croissance fin 2021 début 2022 mais freinage significatif de la consommation et de l'investissement à partir de mi-2022. La forte hausse de l'inflation ne se répercute que partiellement sur les salaires et entraîne une baisse du pouvoir d'achat. Les profits des entreprises sont affectés par la hausse significative des coûts intermédiaires et celle des charges salariales.

La remontée du chômage et des faillites est plus marquée qu'en central.

La hausse des taux longs entraîne un repli des marchés boursiers et une correction sur l'immobilier résidentiel et commercial.

Le troisième scénario est légèrement plus favorable que le premier scénario et suppose que les tensions apparues sur les prix des matières premières et des biens intermédiaires en 2021 se résorbent assez nettement à partir de 2022.

La demande mondiale reste forte, mais la situation sanitaire s'améliore dans les pays émergents, ce qui limite les perturbations sur l'offre. On suppose que la gestion des chaînes de production est mieux maîtrisée, que les difficultés d'approvisionnement se réduisent. On suppose également que les hausses de salaires restent assez mesurées.

Par ailleurs, les ménages dépensent à partir de 2022 une partie significative du surplus d'épargne accumulé pendant la crise.

La croissance en Zone Euro est plus soutenue qu'en central. Les taux longs en Zone Europe sont très bas, proches de leur niveau en central.

Le quatrième scénario, le moins probable et le plus négatif, est celui utilisé dans le cadre du stress budgétaire (juillet 2021), caractérisé par un choc de « surchauffe », une forte inflation et une remontée des taux longs aux États-Unis, additionné à de multiples crises dans différents pays. En France, un très net ralentissement économique est projeté en 2022 et 2023, associé à une forte correction de l'immobilier résidentiel.

La croissance américaine est très soutenue en 2021 et début 2022 : redémarrage post pandémie et très forte stimulation budgétaire (plans de relance massifs votés intégralement, baisse rapide du chômage et reprise de la consommation).

On observe un choc d'inflation aux États-Unis, l'envolée du prix des matières premières et des biens intermédiaires (une nouvelle hausse du prix du pétrole en 2022 - demande soutenue et tensions géopolitiques au Moyen-Orient) ; une forte demande en phase de reprise post pandémie, notamment de la part des États-Unis et de la Chine ; une désorganisation des chaînes de production entraînant des difficultés d'approvisionnement. Des difficultés de recrutement et des tensions sur les salaires sont observées dans certains secteurs aux États-Unis.

Inquiétudes des marchés obligataires face aux chiffres élevés d'inflation, plus marqués que dans le scénario central (crainte d'un processus d'inflation auto-entretenu via la hausse des coûts intermédiaires et des salaires) et à l'ampleur du déficit public des États-Unis.

La Fed tarde à réagir et remonte « trop tard » ses taux Fed Funds début 2022. **Durcissement de la politique monétaire américaine + dérive budgétaire + craintes d'une inflation qui s'installe entraînant de fortes inquiétudes des investisseurs et une nette remontée des taux longs américains.**

Plusieurs crises se superposent sur ce choc initial :

- **Krach boursier** : les marchés boursiers, en forte hausse en 2021, et assez nettement surévalués, se corrigent fortement face au resserrement de la Fed et la nette remontée des taux longs aux États-Unis.

- **Pays émergents** : dans certains pays émergents, nets retards dans le processus de vaccination, crise sanitaire persistante ; chocs dans certains secteurs (tourisme en Asie) ; croissance faible, notamment en Asie (hors Chine), qui ne connaîtrait pas un rebond post pandémie marqué, à la différence des États-Unis et de l'Union Européenne.

- **Crise spécifique France** : tensions sur les taux OAT fin 2021 et début 2022 liées à la campagne présidentielle et à des sondages très serrés rendant possible la victoire du Rassemblement National. On fait l'hypothèse d'une victoire de M. Macron « sur le fil » en mai 2022 avec une majorité parlementaire très fragile. Nouvelles réformes de type libéral (nouvelle réforme des retraites, baisses d'impôts et de charges pour les entreprises, priorité à la transition énergétique et numérique avec hausses de taxes...). Montée du chômage et des faillites en 2022 liés à l'arrêt du « quoiqu'il en coûte ». Très net ressenti des électeurs du RN (qui ne « digèrent » pas leur défaite) et des partis de gauche, conflits sociaux très marqués du type crise des gilets jaunes, blocage du pays. Pas de nouveau plan d'urgence face à cette crise sociale. Spread OAT/Bund très élevé. Dégradation du rating souverain.

- **Crise spécifique Italie** : hypothèse d'une fin de la législature à la mi 2022 et d'une victoire d'une coalition Ligue/Fratelli d'Italia avec majorité aux deux chambres ; bras de fer avec la Commission Européenne, blocages des versements au titre du Plan de Relance entraînant des inquiétudes des marchés sur la politique économique ; Forte hausse du spread BTP/Bund ; Dégradation du rating souverain.

A rappeler, les mesures de soutien ont été prises en compte dans les projections IFRS 9 : le processus de projection des paramètres centraux de risque a été révisé dès 2020 afin de mieux refléter l'impact des dispositifs gouvernementaux dans les projections IFRS 9. Cette révision a eu pour conséquence d'atténuer la soudaineté de l'intensité de la crise, ainsi que la force de la relance et de la diffuser sur une période plus longue (trois ans).

Les variables portant sur le niveau des taux d'intérêt

et plus généralement toutes les variables liées aux marchés de capitaux, n'ont pas été modifiées car leurs prévisions intègrent déjà structurellement les effets des politiques de soutien.

À fin décembre 2021, les dotations nettes de reprises de provisions *Stage 1 / Stage 2* de la Caisse Régionale sont en hausse de 40,9 %. La Caisse Régionale a enregistré des reprises pour un montant de 13 millions d'€ concernant le risque avéré Bucket 3 contre des dotations pour 17 millions d'euros en 2020.

Évolution des ECL

L'évolution de la structure des encours et des ECL au cours de la période est détaillée dans la partie 3.1 des états financiers au 31 décembre 2021.

Les commentaires ci-dessous portent sur le périmètre des actifs financiers au coût amorti (prêts et créance sur la clientèle).

Structure des encours

Le total des encours à la clientèle sains est en progression sur 2021 (+ 1 228 millions d'€ soit + 7%). Cette augmentation s'explique par l'incidence des réalisations de PGE ainsi que par les réalisations (hors PGE) toujours soutenues notamment sur le marché de l'habitat.

Globalement la répartition des encours entre Bucket 1 et Bucket 2 est stable.

Les expositions en Bucket 3 sont en diminution en valeur absolue de 18,9 millions d'euros.

Évolution des ECL

Les ECL sur Bucket 1 et 2, sont relativement stables sur l'exercice 2021, sous l'effet conjugué de l'évolution mécanique de l'assiette de calcul de la provision ainsi que de la prise en compte des mises à jours des macro scénarios économiques en central et des travaux de *Forward looking* local.

La couverture du Bucket 3 est de 64,14 % au 31 décembre 2021 contre 68,05 % au 31 décembre 2020.

3.5 Risques de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au

risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;

- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les *spreads* de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des *spreads* de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

3.5.1 OBJECTIFS ET POLITIQUE

La maîtrise des risques de marché de la Caisse Régionale Centre France repose sur un dispositif structuré, comprenant une organisation indépendante des hiérarchies opérationnelles, des méthodologies d'identification et de mesure des risques, des procédures de surveillance et de consolidation. En termes de périmètre, ce dispositif couvre l'ensemble des risques de marché.

Dans un contexte de marché marqué par la crise sanitaire, la récession planétaire d'une ampleur inédite, les élections américaines, le Brexit, la forte volatilité des marchés financiers et le soutien massif des états et des banques centrales pour contrer les effets de la crise économique, la Caisse Régionale Centre France a poursuivi une politique de gestion prudente des risques de marché en cohérence avec son cadre d'appétence aux risques.

3.5.2 GESTION DU RISQUE

Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.

Elle tient informés les organes exécutifs (direction générale de Crédit Agricole SA) et délibérants (Conseil d'administration, Comité des risques du conseil) de l'état des risques de marché ;

- au niveau de la Caisse Régionale, le Comité financier pilote et contrôle le risque de marché issu des activités. Le Directeur des Risques et Contrôles Permanents participe à ce comité.

3.5.3 MÉTHODE DE MESURE ET D'ENCADREMENT DES RISQUES DE MARCHÉ

Indicateurs

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment sur les scénarios de stress.

Les stress scénarios

Les *stress scénarios* conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de différentes approches complémentaires :

- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ; les stress scénarios historiques ainsi retenus sont ceux des crises de 1987 (scénario de krach boursier), de 1994 (scénario de crise obligataire), de 1998 (scénario de crise du marché du crédit, baisse des marchés d'actions, forte progression des taux d'intérêt et baisse des devises émergentes) et de 2008 (deux stress mesurant l'impact des mouvements de marché suite à la faillite de Lehman Brothers) ;
- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ; les scénarios hypothétiques sont ceux d'une **reprise économique** (progression des marchés d'actions et de matières premières, aplatissement des courbes de taux et appréciation de l'USD, resserrement des *spreads* de crédit), d'un **resserrement de la liquidité** (aplatissement des courbes de taux, élargissement des *spreads* de crédit, baisse des marchés d'actions) et de tensions internationales (scénario représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis : augmentation de la volatilité et baisse des cours sur les marchés actions, baisse du cours des futures et hausse de la

volatilité sur le marché des matières premières, aplatissement des courbes de taux, baisse du dollar US par rapport aux autres devises, élargissement des *spreads* de crédit).

Suite à la lettre jaune 2017-142, le nouveau dispositif d'encadrement des portefeuilles titres préconisé par Crédit Agricole SA est appliqué à l'ensemble des portefeuilles.

- Le « *stress Groupe* » est appliqué au portefeuille JVR et au portefeuille CAM : ce stress hypothétique est élaboré à partir d'une dégradation marquée sur le souverain France qui se propage sur les autres titres souverains, corporate et bancaires ;
- Le « *stress adverse un an* » est appliqué uniquement au portefeuille JVR : il reprend pour chaque facteur de risque (*spread* de crédit, taux d'intérêt et inflation) la plus grande variation sur un an observée sur un historique long ;

Pour la Caisse Régionale, les résultats de la mesure réalisée à partir de l'outil du Groupe sont présentés au Comité financier et au Conseil d'administration.

Le calcul de ces stress est réalisé selon une périodicité mensuelle.

Le stress Groupe

Pour le 31 décembre 2021, les stress sont les suivants :

- Actions : - 35 % ;
- Taux souverain : en fonction du pays (France : + 1,540 % ; Belgique : + 0,50 % ; Allemagne, Autriche et Pays Bas : + 0,00 %) ;
- Taux high yield : en fonction du rating moyen : de + 0,90 % à + 10,50 %.

Pour l'année 2021, le dispositif de limite (en consolidé) de la Caisse Régionale validé par le Conseil d'administration était le suivant :

Le *stress Groupe* pour le portefeuille JVR :

- Du 01 janvier 2021 au 30 avril 2021 :
 - limite globale : 120 millions d'euros (capacité) ;
 - seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité financier) : 110 millions d'euros,
 - seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 115 millions d'euros (Tolérance).
- Du 1^{er} mai 2021 au 31 juillet 2021 :
 - limite globale : 150 millions d'euros (capacité) ;
 - seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité financier) : 140 millions d'euros,
 - seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 145 millions d'euros (Tolérance).
- Du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 :
 - limite globale : 175 millions d'euros (capacité) ;
 - seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité

- financier) : 165 millions d'euros,
- seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 170 millions d'euros (Tolérance).

Le *stress Groupe* pour le portefeuille CAM :

- limite globale : 400 millions d'euros ;
- seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité financier) : 350 millions d'euros,
- seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 370 millions d'euros.

Le stress adverse

Pour le 31 décembre 2021, les stress sont les suivants :

- Actions : - 50 % ;
- Taux souverain : en fonction de la durée restant à courir (DRAC) de + 2,80 % à + 3,70 % ;
- Taux high yield : en fonction du rating moyen : de + 0,90 % à + 10,50 % et du choc de taux : - de + 1,60 % à + 2,50 %.

Pour l'année 2021, le dispositif de limite (en consolidé) de la Caisse Régionale validé par le Conseil d'administration était le suivant :

- Du 01 janvier 2021 au 30 avril 2021 :
 - Limite globale : 180 millions d'euros ;
 - Seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité financier) : 175 millions d'euros ;
 - Seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 177 millions d'euros.
- Du 1^{er} mai 2021 au 31 juillet 2021 :
 - Limite globale : 210 millions d'euros ;
 - Seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité financier) : 200 millions d'euros ;
 - Seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 205 millions d'euros.
- Du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 :
 - Limite globale : 260 millions d'euros ;
 - Seuil d'alerte de l'organe exécutif (Comité financier) : 250 millions d'euros ;
 - Seuil d'alerte de l'organe délibérant (Conseil d'administration) : 255 millions d'euros.
- Au 31 décembre 2021, le profil de risque de la Caisse Régionale est le suivant (sur base consolidée) :
 - Pour le portefeuille JVR :
 - « *stress Groupe* » : 147,75 millions d'euros.
 - « *stress adverse un an* » : 206,86 millions d'euros.
 - Pour le portefeuille CAM :
 - « *stress Groupe* » : 156,57 millions d'euros.

Les indicateurs complémentaires

La Caisse Régionale ne dispose pas d'indicateur complémentaire.

Indicateurs relatifs à la directive CRD 4

Le Crédit Agricole n'a plus d'activités soumises à exigence en fonds propres au titre du *Comprehensive Risk Measure* depuis fin 2016.

Credit Value Adjustment (CVA)

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* - CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur des instruments financiers à l'actif du bilan.

Utilisation des dérivés de crédit

Les CDS sont utilisés à des fins de couverture dans les cas suivants :

- gestion des expositions crédit issues du portefeuille de prêts ou du portefeuille de dérivés (CVA) ;
- couverture des expositions du portefeuille d'obligations ;
- couverture des expositions des portefeuilles de dérivés hybrides (par exemple, pour couvrir l'émission des Credit Linked Notes vendues à des clients investisseurs).

La Caisse Régionale Centre France n'utilise pas de dérivés de crédit.

3.5.4 RISQUE ACTION

Portefeuilles de trading et banking book

Le risque action est présent dans les différents types d'activité.

Le risque action trouve son origine dans les activités de trading sur actions, dans le portefeuille de placement investi en actions.

La Caisse Régionale ne réalise pas d'opération de trading ou d'arbitrage sur actions, son exposition à ce type de risque est limitée à la détention d'OPC publics sur actions ou à des actions détenues en direct avec un objectif de placement à moyen long terme.

Risque sur actions provenant d'autres activités

Des entités du groupe Crédit Agricole SA détiennent des portefeuilles investis en partie en actions et produits structurés dont la valeur de marché dépend de l'évolution du prix des sous-jacents actions et indices actions.

La note 6.4 des états financiers présente, notamment, les encours et les gains et pertes latents sur actions comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.

3.6 Gestion du bilan

3.6.1 GESTION DU BILAN - RISQUES FINANCIERS STRUCTURELS

La Direction de la gestion financière de Crédit Agricole SA définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein du groupe Crédit Agricole SA. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole SA est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance des Caisses Régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole SA. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Consumer Finance) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole SA de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. Les diverses entités du Groupe sont néanmoins responsables de la gestion du risque subsistant à leur niveau, dans le cadre des limites qui leur ont été dévolues.

Les limites sont arrêtées par le Directeur Général de Crédit Agricole SA au sein du Comité des risques Groupe, approuvées par le Conseil d'administration

de Crédit Agricole SA et portent sur le périmètre du groupe Crédit Agricole SA :

- les filiales prenant des risques actif-passif observent les limites fixées par le Comité des risques Groupe de Crédit Agricole SA ;
- les méthodes de mesure, d'analyse et de gestion actif-passif du Groupe sont définies par Crédit Agricole SA. En ce qui concerne en particulier les bilans de la Banque de proximité, un système cohérent de conventions et de modèles d'écoulement est adopté pour les Caisses Régionales, LCL et les filiales étrangères ;
- Crédit Agricole SA consolide les mesures des risques actif-passif des filiales. Les résultats de ces mesures sont suivis par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole SA ;
- la Direction de la gestion financière et la Direction des risques et contrôles permanents de Crédit Agricole SA participent aux Comités actif-passif des principales filiales.

Au sein des Caisses Régionales, les Conseils d'administration fixent les limites concernant le risque de taux d'intérêt global et le portefeuille de trading et déterminent les seuils d'alertes pour la gestion de leurs portefeuilles de placement (titres disponibles à la vente). Ces limites font l'objet d'un suivi par Crédit Agricole SA.

3.6.2 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

Objectifs

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures des entités du Groupe contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêt.

Les variations de taux d'intérêt impactent en effet la marge nette d'intérêt en raison des décalages de durée et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise, par des opérations de bilan ou de hors bilan, à limiter la volatilité de cette marge.

Le périmètre du suivi du risque de taux d'intérêt global est constitué des entités dont l'activité est génératrice de risque de taux :

- Caisses Régionales ;
- Groupe LCL ;
- Crédit Agricole SA ;
- Banques de proximité à l'international notamment Groupe Ca Italia ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ;
- Groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring
- CACEIS ;
- Amundi.

Le risque de taux porté par l'activité Assurance fait l'objet d'un suivi à travers des indicateurs propres à ce métier. Une mesure de l'impact d'un choc de taux instantané sur le niveau des fonds propres solvabilité 2 est réalisée sur le périmètre de Crédit Agricole Assurances. Cet indicateur est encadré par un seuil d'alerte.

Gouvernance

Gestion du risque de taux des entités

Chaque entité gère son exposition sous le contrôle de son Comité actif-passif, dans le respect de ses limites et des normes Groupe. Les limites des filiales de Crédit Agricole SA font l'objet d'une revue annuelle avec une validation par le Comité des risques Groupe.

La Direction du pilotage financier et la Direction des risques Groupe participent aux Comités actif-passif des principales filiales, et assurent l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ses entités.

Les situations individuelles des Caisses Régionales au regard de leur risque de taux d'intérêt global font l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses Régionales.

Gestion du risque de taux du Groupe

L'exposition au risque de taux d'intérêt global du Groupe est suivie par le Comité actif-passif de Crédit Agricole SA.

Celui-ci est présidé par le Directeur Général de Crédit Agricole SA et comprend plusieurs membres du Comité exécutif ainsi que des représentants de la Direction des risques et contrôles permanents :

- il examine les positions individuelles de Crédit Agricole SA et de ses principales filiales ainsi que les positions consolidées de chaque arrêté trimestriel ;
- il examine le respect des limites applicables au groupe Crédit Agricole SA et aux entités autorisées à porter un risque de taux d'intérêt global ;
- il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole SA proposées par le Département ALM.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole SA encadrent l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt global.

Dispositif de mesure et d'encadrement

Mesure

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* ou impasses de taux.

Cette méthodologie consiste à échéancer dans le futur (selon une vision dite en extinction) les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options implicites ou comportementales vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).

La définition de ces modèles repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle, complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

La cohérence des modèles entre les différentes entités du Groupe est assurée par le respect des principes de modélisation validés par le Comité des normes et méthodologies. Leur validation est de la responsabilité du Comité actif-passif de l'entité et leur pertinence est contrôlée annuellement.

Les impasses sont consolidées trimestriellement au niveau du Groupe. Si leur gestion l'exige, certaines entités, notamment les plus importantes, produisent une impasse plus fréquemment.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. La rémunération des autres livrets de la Banque de proximité du Groupe est également corrélée à la même moyenne semestrielle de l'inflation. Le Groupe est donc amené à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

Les risques sur options sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques est couverte par des achats d'options.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives (USD, GBP, CHF notamment).

Une approche en revenu complète cette vision bilancielle avec des simulations de marge nette d'intérêt projetées sur 3 années. La méthodologie correspond à celle des *stress tests* EBA, à savoir une vision à bilan constant avec un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à maturité.

Ces simulations sont effectuées selon 4 scénarios :

- réalisation des taux à terme (scénario central) ;

- chocs de plus ou moins 200 pb sur les taux d'intérêt ;
- et choc de + 100 pb sur l'inflation.

Elles sont calculées sur les périmètres des principales entités du Groupe et sur base consolidée.

Ces indicateurs ne font pas l'objet d'un encadrement mais contribuent à la mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux.

Dispositif de limites

Les limites mises en place au niveau du Groupe, et au niveau des différentes entités, permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les trente prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur chacune des dix prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale du Groupe dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge nette d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités.

Outre les validations du Comité des risques du Groupe, ces limites sont approuvées par l'organe délibérant de chaque entité.

Chaque entité (dont Crédit Agricole SA) assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

Évaluation du besoin en capital interne

Le besoin en capital interne au titre du risque de taux est mesuré selon une approche duale, en valeur économique et en revenu.

L'impact en valeur économique est réalisé en tenant compte :

- du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- du risque de taux optionnel (effet gamma des caps, principalement) ;
- du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- des limites sur l'exposition en risque de taux.

Cette mesure est réalisée en s'appuyant sur un jeu de scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode cohérente avec celle utilisée pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2.

L'impact en revenu est calculé à partir des simulations de marge nette d'intérêt.

Exposition

Les impasses de taux du Groupe sont ventilées par nature de risque (taux nominal/taux réel) dans les différentes devises. Elles mesurent l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, un chiffre positif (négatif) représente un risque à la baisse (hausse) des taux sur l'année considérée. Il indique une sensibilité économique à la variation des taux d'intérêt.

Les résultats de ces mesures au 31 décembre 2021 sur le périmètre de la Caisse Régionale sont les suivants :

Impasses en euros

Données exprimées en millions d'euros - Convention de lecture PALMA : Actifs (+) / Passifs (-)

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
GAP Synthétique Consolidé 12/2021	248	957	545	749	794	878	614	762	649	573
Limite Actif	1 335	1 335	1 068	1 068	1 068	1 068	1 068	1 068	1 068	1 068
Limite Passif	-1 335	-1 335	-1 068	-1 068	-1 068	-1 068	-1 068	-1 068	-1 068	-1 068

	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	16 ans	17 ans	18 ans	19 ans	20 ans
GAP Synthétique Consolidé 12/2021	672	533	514	515	584	623	713	783	614	447

	21 ans	22 ans	23 ans	24 ans	25 ans	26 ans	27 ans	28 ans	29 ans	30 ans
GAP Synthétique Consolidé 12/2021	353	252	169	104	59	35	21	14	10	8

Les limites sont définies sur base consolidée (Crédit Agricole Centre France + Banque Chalus) et synthétique (gap de taux nominal + gap inflation).

Elles sont calibrées conformément aux recommandations de Crédit Agricole SA :

- impact d'un choc de taux bâlois (+/- 2,00 %) combiné à une hausse de l'inflation de 1,00 %, sur la Valeur Actuelle Nette des positions de taux, doit pouvoir être absorbé par 13 % des fonds propres réglementaires (Tiers 1 + Tiers 2, après déduction des participations) ;
- impact d'un choc de taux bâlois doit être limité à 5 % du PNB budgété en 2022 sur les deux premières années et à 4 % sur les huit années suivantes.

L'application de ces critères aux données du Crédit Agricole Centre France conduit à encadrer les gaps consolidés de la manière suivante :

- impact du choc de taux de +/- 2,00 % et d'un choc de + 1,00 % sur l'inflation limité à 337,69 millions d'euros ;
- limite symétrique à l'actif et au passif : 1 335 millions d'euros sur les deux premières années, 1 068 millions d'euros de la troisième à la dixième année.

Ce dispositif de mesure et les limites correspondantes pour l'exercice ont été présentés au Comité financier et validés par le Conseil d'administration.

L'impact sur la valeur actuelle des trente prochaines années en cas de baisse de 200 points de base de la courbe des taux euro est de + 276,24 millions d'euros. L'impact sur la valeur actuelle des trente prochaines années en cas de hausse de 200 points de base de la courbe des taux euro est de - 214,29 millions d'euros.

L'impact sur la valeur actuelle des trente prochaines années en cas de hausse de 100 points de base de la courbe inflation est de - 33,04 millions d'euros.

L'impact sur la valeur actuelle des trente prochaines années dans le scénario le plus défavorable (hausse 200 points de base de la courbe des taux nominaux et hausse de 100 points de base de la courbe inflation) est de - 247,33 millions d'euros (limite à - 337,69 millions d'euros).

Impasses autres devises

La Caisse Régionale n'a pas d'exposition sur autres devises.

Stress ICAAP

Le besoin de capital interne au titre de l'ICAAP quantitatif RTIG, correspond au maximum entre la baisse de la valeur économique de la banque dans un environnement stressé et la baisse de la marge d'intermédiation à un an provoquée par un choc de taux.

Le besoin de capital interne au titre du *stress Outlier*, correspond à la baisse de la valeur économique de la banque provoquée par un choc de taux appliqué à

des *gaps* modifiés :

- Fonds propres et immobilisations écoulés à un jour,
- Passifs non échéancés (DAV, livrets) modélisés sur une durée de vie ne pouvant excéder 5 ans.

Le besoin de capital interne au titre de l'ICAAP quantitatif RTIG.

La mesure au 30 septembre 2021 est de - 311 M€ après prise en compte du coussin de 95 M€.

Supervisory Outlier Test

Le *Supervisory Outlier Test* (SOT) mesure la sensibilité de la valeur économique des fonds propres (*Economic Value of Equity* – EVE) à des chocs de taux d'intérêt standards. Il s'agit d'un indicateur externe avec une méthodologie de calcul imposée par les Superviseurs et commune à tous les établissements bancaires.

Deux SOT sont réalisés chaque trimestre :

- SOT 15 : EVE rapportée à un seuil de 15% du Tier 1. Il s'agit d'un seuil d'alerte appelé « *early warning signal* »),
- SOT 20 : EVE rapportée à un seuil de 20% des fonds propres totaux. Reste à ce stade le *stress Outlier* officiel.

Pour 2022, la limite réglementaire du SOT 20 correspond à 20% des Fonds propres, soit 570 M€ au 31 décembre 2021.

La mesure au 31 décembre 2021 est un impact maximum par stress de 506 M€, soit 17,72 % des Fonds propres.

3.6.3 RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

Objectifs et politique

L'objectif du Groupe en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Pour ce faire, le Groupe s'appuie sur un système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité qui a pour objectifs :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;
- l'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

Ce système comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte, calculés et suivis sur l'ensemble des entités du Groupe, et qui font l'objet d'une consolidation afin de permettre un suivi du risque de liquidité sur le périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité. Le LCR, le NSFR, ainsi que les éléments du suivi de la liquidité supplémentaires (ALMM) calculés sur base sociale ou sous-consolidée pour les entités assujetties du Groupe, et sur base consolidée pour le Groupe, font ainsi l'objet d'un reporting mensuel (LCR/ALMM) ou trimestriel (NSFR) transmis à la BCE.

Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole est structuré autour d'indicateurs définis dans une norme et regroupés en quatre ensembles :

- les indicateurs de court terme, constitués notamment des simulations de scénarios de crise et dont l'objet est d'encadrer l'échéancement et le volume des refinancements court terme en fonction des réserves de liquidité, des flux de trésorerie engendrés par l'activité commerciale et de l'amortissement de la dette long terme ;
- les indicateurs de long terme, qui permettent de mesurer et d'encadrer l'échéancement de la dette long terme : les concentrations d'échéances sont soumises au respect de limites afin d'anticiper les besoins de refinancement du Groupe et de prévenir le risque de non-renouvellement du refinancement de marché ;
- les indicateurs de diversification, qui permettent de suivre et piloter la concentration des sources de refinancement sur les marchés (par canal de refinancement, type de dette, devise, zone géographique, investisseurs) ;
- les indicateurs de coût, qui mesurent l'évolution des spreads d'émission du Groupe sur le court et le long terme et son impact sur le coût de la liquidité.

Il revient au Comité normes et méthodologies, après examen de l'avis de la Direction risques et contrôles permanents Groupe, de valider la définition et les modifications de ces indicateurs tels que proposés par la Direction financière Groupe de Crédit Agricole SA. Le Conseil d'administration de Crédit Agricole SA approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité du Groupe et fixe les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité du Groupe. Le Comité des risques Groupe, qui propose au Conseil d'administration le niveau de ces limites, en fixe la déclinaison sur les entités constituant le Groupe.

Ainsi, chacune des filiales de Crédit Agricole SA et chacune des Caisses Régionales se voit notifier des limites sur les indicateurs encadrés au niveau Groupe. En complément de cette déclinaison du système Groupe, les comités actif-passif (ou leurs équivalents) de ces entités définissent un jeu de limites spécifique portant sur les risques propres à leurs activités. Ils peuvent également décider localement d'un encadrement plus restrictif que la notification Groupe.

Gestion de la liquidité

Crédit Agricole SA assure le pilotage de la gestion du risque de liquidité. À ce titre, la Direction financière est en charge pour le refinancement à court terme de :

- la fixation des *spreads* de levées de ressources à court terme des différents programmes (principalement les Certificats de dépôts négociables - CDN) ;
- la centralisation des actifs éligibles aux refinancements par les Banques centrales des entités du Groupe et la définition de leurs conditions d'utilisation dans le cadre des appels d'offres ;
- la surveillance et la projection des positions de trésorerie.

Pour le refinancement à long terme :

- du recensement des besoins de ressources longues ;
- de la planification des programmes de refinancement en fonction de ces besoins ;
- de l'exécution et du suivi des programmes au cours de l'année ;
- de la réallocation des ressources levées aux entités du Groupe ;
- de la fixation des prix de la liquidité dans les flux intragroupe.

Les programmes de refinancement à long terme comprennent divers instruments (cf. infra). L'instance opérationnelle du Groupe sur le suivi de la liquidité

est le Comité de trésorerie et de liquidité qui examine tous les sujets relatifs aux questions de liquidité, depuis la liquidité intraday jusqu'à la liquidité moyen long terme. Il prépare les orientations proposées au Comité actif-passif et liquidité fonds propres du Groupe.

L'instance décisionnaire sur les points importants (pilotage du programme de refinancement, lancement de nouveaux programmes, validation des budgets de refinancement, pilotage de l'équilibre collecte/crédit...) est le Comité actif-passif et liquidité fonds propres, présidé par le Directeur Général de Crédit Agricole SA, à qui il est également rendu compte de la situation en liquidité du Groupe.

En cas de tensions avérées sur les marchés du refinancement, un Comité de suivi rapproché est instauré entre la direction générale, la Direction risques et contrôles permanents Groupe et la Direction des finances Groupe, aux fins de suivre au plus près la situation en liquidité du Groupe.

Données quantitatives

Ratios réglementaires

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les reportings du *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) définis par l'EBA (*European Banking Authority*). Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% depuis le 1^{er} janvier 2018.

Au 31 décembre 2021, le LCR pour la Caisse Régionale s'établit à 205,86 % pour un seuil réglementaire fixé à 100 %.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole SA est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Par ailleurs, depuis le 28 juin 2021, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les reportings du *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) définis par l'EBA (*European Banking Authority*). Le NSFR a pour

objectif de garantir que l'établissement dispose de suffisamment de ressources dites « stables » (i.e. de maturité initiale supérieure à 1 an) pour financer ses actifs à moyen/long-terme.

Au 31 décembre 2021, le NSFR pour la Caisse Régionale s'établit à 112,67 % pour un seuil réglementaire fixé à 100 %.

Les autres indicateurs de liquidité

La limite d'endettement à court terme s'établit à 906 millions d'euros et l'endettement à court terme s'élève à 0 à fin décembre 2021.

Les durées de résistance à des stress court terme pour la Caisse Régionale sont les suivantes :

- supérieure à douze mois pour le stress systémique pour une limite de douze mois ;
- supérieure à douze mois pour le stress idiosyncratique pour une limite fixée à trois mois ;
- supérieure à douze mois pour le stress global pour une limite fixée à un mois.

Au 31 décembre 2021, la position de ressources stables s'établit à 3 836 millions d'euros pour une limite plancher à 0.

Par ailleurs, la Caisse Régionale suit et respecte la limite MLT suivante : les échéances semestrielles de ressource de marché restent inférieures à la limite établie à 1,8 % de l'encours des crédits à la clientèle.

Ces éléments font l'objet d'une présentation au Comité financier et ont été validés en Conseil d'administration.

3.6.4 POLITIQUE DE COUVERTURE

Au sein du Crédit Agricole SA, l'utilisation d'instruments dérivés répond à trois objectifs principaux :

- apporter une réponse aux besoins des clients du Groupe ;
- gérer les risques financiers du Groupe ;
- prendre des positions pour compte propre (dans le cadre d'activités spécifiques de trading).

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39⁽¹⁾), ils sont classés en instruments de dérivés détenus à des fins

de transaction et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté. Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39. Ils sont également classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction.

Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation de tests appropriés (prospectifs et rétrospectifs).

Chaque entité du Groupe gère ses risques financiers dans le cadre des limites qui lui ont été octroyées par le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur Général de Crédit Agricole SA

Les états de la note 3.4 des états financiers consolidés du Groupe présentent les valeurs de marché et montants notionnels des instruments dérivés de couverture.

3.7 Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations externalisées, dont les PSEE (prestations de service essentielles externalisées).

3.7.1 ORGANISATION ET DISPOSITIF DE SURVEILLANCE

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans la Caisse Régionale Centre France, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels

- supervision du dispositif par la ww (via le volet risques opérationnels du Comité de contrôle

(1) Conformément à la décision du Crédit Agricole SA, Crédit Agricole SA n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macrocouverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

interne) ;

- mission des responsables Risques et des managers Risques opérationnels en matière de pilotage en local du dispositif de maîtrise des risques opérationnels ;
- responsabilité des entités dans la maîtrise de leurs risques ;
- corpus de normes et procédures ;
- déclinaison de la démarche groupe Crédit Agricole d'appétence au risque mise en place en 2015 intégrant le risque opérationnel.

Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies

Les cartographies sont réalisées par les entités annuellement et exploitées par chaque entité avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité de contrôle interne et une présentation en Comité des Risques du Conseil d'Administration.

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque

La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central.

Outils

La plateforme outil RCP (Risque et contrôle permanent) réunit les quatre briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels, contrôles permanents et plans d'action) partageant les mêmes référentiels et permettant un lien entre dispositif de cartographie et dispositif de maîtrise de risque (contrôles permanents, plans d'actions, etc.).

S'agissant de la composante du système d'information relative au calcul et à l'allocation des fonds propres réglementaires, le plan d'évolution s'est poursuivi avec une rationalisation des référentiels, une meilleure granularité des informations, une automatisation des contrôles des données reprises dans les états réglementaires COREP, visant ainsi à répondre aux principes de saine gestion du SI risque du Comité de Bâle.

Ces composantes font l'objet de contrôles consolidés communiqués en central.

Par ailleurs, les risques liés aux prestations essentielles externalisées sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel et

font l'objet d'un reporting dédié ainsi que de contrôles consolidés communiqués en central. Le dispositif du groupe Crédit Agricole finalise l'adaptation conformément aux lignes directrices de l'EBA relatives à l'externalisation diffusées en 02/2019, la mise en conformité du stock des externalisations étant prévue pour le 31/12/2021.

3.7.2 MÉTHODOLOGIE

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale Centre France utilise l'approche des mesures avancées (AMA). Cette démarche a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007.

Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- de favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

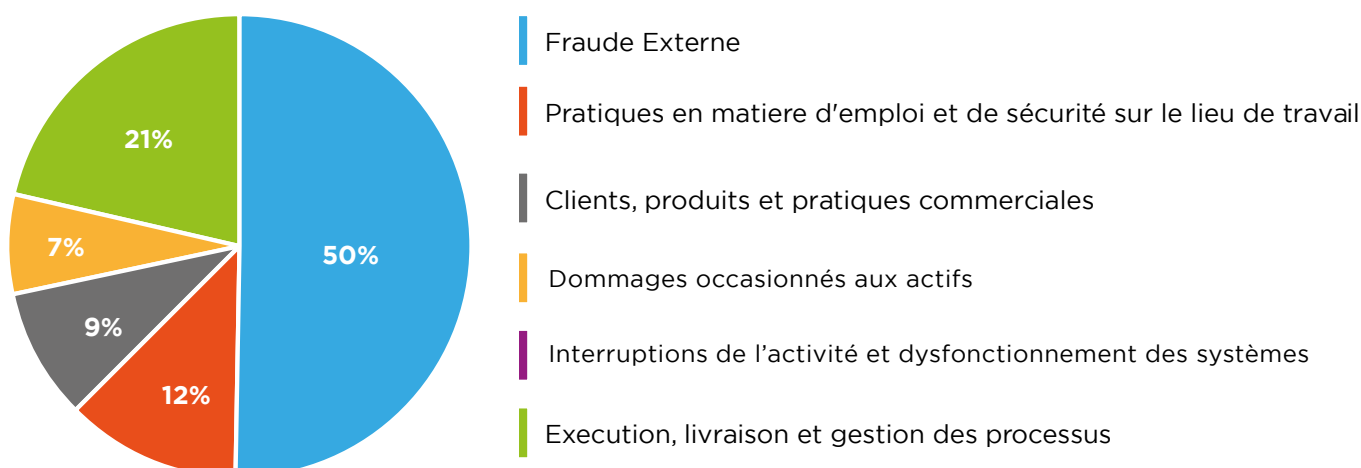
Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type **Loss Distribution Approach**.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- de l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités...) ;
- de l'évolution des cartographies de risques ;
- d'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

3.8 Exposition

Répartition des pertes opérationnelles par catégorie de risques bâloise 2021



Le profil d'exposition en termes de risques opérationnels détectés sur l'année 2021 a sensiblement évolué selon les activités de la Caisse Régionale Centre France avec une exposition principalement partagée entre :

- Une exposition à la fraude externe qui reste significative à 50 % de l'ensemble du risque, principalement liée à la fraude aux moyens de paiement dont près de la moitié sont des fraudes aux virements.
- Les risques opérationnels intervenus suite à des erreurs d'exécution sont assez homogènes sans risque majeur identifié. Les incidents sont répartis en plusieurs incidents mineurs (non-qualité, risques frontières crédit, erreur de caisse).
- La catégorie «Pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail » est en diminution comparativement à l'année passée (12 % contre 25,31 % en 2020) suite à l'arrêt des enregistrements en risque opérationnel des surcoûts liés à la COVID. À noter 3 nouvelles assignations sur le domaine ressources humaines sur 2021 pour 238 k€.

Des plans d'action locaux correctifs et préventifs sont mis en place en vue de réduire l'exposition de la Caisse Régionale Centre France aux risques opérationnels.

3.9 Assurance et couverture des risques opérationnels

La couverture du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Pour les risques de forte intensité, des polices d'assurance sont souscrites par Crédit Agricole SA pour son propre compte et celui de ses filiales auprès des grands acteurs du marché de l'assurance et auprès de la CAMCA pour les Caisses Régionales. Elles permettent d'harmoniser la politique de transfert des risques relatifs aux biens et aux personnes et la mise en place de politiques d'assurances différenciées selon les métiers en matière de responsabilité civile professionnelle et de fraude. Les risques de moindre intensité sont gérés directement par les entités concernées.

En France, les risques de responsabilité civile vis-à-vis des tiers sont garantis par des polices de Responsabilité Civile Exploitation, Générale, Professionnelle. Il est à noter que les assurances de dommages aux biens d'exploitation (immobiliers et informatiques) incorporent également une garantie des recours des tiers pour tous les biens exposés à ces risques.

Les polices Pertes d'exploitation, Fraude et Tous risques valeurs, responsabilité civile professionnelle du Groupe et responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux ont été renouvelées en 2021. Les polices « éligibles Bâle 2 » sont utilisées au titre

de la réduction de l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (dans la limite des 20 % autorisés).

Les risques combinant une faible intensité et une fréquence élevée qui ne peuvent être assurés dans des conditions économiques satisfaisantes sont conservés sous forme de franchise ou mutualisés au sein du groupe Crédit Agricole.

3.10 Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de la Caisse Régionale Centre France et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2021.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2021 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Caisse Régionale Centre France ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnées note 6.17 des états financiers.

À ce jour, à la connaissance de la Caisse Régionale Centre France, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale Centre France et/ou du Groupe.

Faits exceptionnels et litiges

Au 31 décembre 2021, il n'existe aucun litige significatif en cours et non provisionné au sein de la Caisse Régionale.

3.11 Risques de non-conformité

La Conformité s'entend comme un ensemble de règles et d'initiatives ayant pour objet le **respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires** propres aux activités bancaires et financières, des **normes et usages professionnels et déontologiques**, des principes fondamentaux qui figurent dans la **Charte Éthique** du Groupe et des instructions, **codes de conduite** et procédures internes aux entités du Groupe en relation avec

les domaines relevant de la Conformité. Ceux-ci recouvrent en particulier la protection de la clientèle, le respect de l'intégrité des marchés financiers, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales (embargos, gels des avoirs etc.), la prévention de la fraude interne et externe, la lutte contre la corruption et l'exercice du droit d'alerte, les règles en matière de conformité fiscale et la protection des données personnelles.

Au-delà de répondre aux exigences réglementaires et pour satisfaire aux attentes de l'ensemble de ses parties prenantes (clients, sociétaires, actionnaires, collaborateurs), le groupe Crédit Agricole a pour objectif de **faire de la Conformité un atout différenciant au service de la satisfaction client, du développement et de la performance durable.**

Pour ce faire, la Direction de la Conformité a lancé sa feuille de route stratégique *Smart Compliance*, dont l'objectif recherché est de faire entrer la fonction Conformité, désormais organisée et structurée, dans une **dimension plus opérationnelle au service des directions** et des entités, **sans renoncer à ses missions fondamentales de contrôle**. La vision de la *Smart Compliance* se décline selon deux axes avec un axe défensif visant à protéger le groupe du risque réglementaire et d'image et un axe offensif qui place l'ensemble des intervenants internes, du back au front office, dans un objectif de qualité et de loyauté au service du client. Trois leviers contribuent au succès du dispositif : un levier portant sur l'organisation et la gouvernance au sens large incluant la communication, un levier humain qui comprend la mise en responsabilité et le déploiement des formations à destination des collaborateurs et enfin un levier qui mobilise l'innovation, les technologies et l'utilisation des données au service de la Conformité.

Le groupe Crédit Agricole a défini et mis en place un **dispositif de maîtrise des risques de non-conformité**, actualisé, adéquat et proportionné aux enjeux, qui implique l'ensemble des acteurs du Groupe (collaborateurs, management, fonctions de contrôle dont la Conformité). Ce dispositif s'appuie notamment sur des organisations, des procédures, des systèmes d'information ou des outils, utilisés pour identifier, évaluer, surveiller, contrôler ces risques et déterminer les plans d'actions nécessaires. Un plan de contrôle dédié permet de s'assurer de la maîtrise de ces risques et de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif constant de préserver la réputation du Groupe. Le dispositif fait l'objet de reportings réguliers à l'attention des instances de gouvernance des entités et du Groupe.

Le dispositif est structuré et déployé par la ligne Métier Conformité du groupe Crédit Agricole. Celle-ci est placée sous l'autorité du Directeur de la Conformité du Groupe, lui-même rattaché directement au Directeur Général de Crédit Agricole SA. Afin de **développer l'intégration de la filière et de garantir l'indépendance** de ses fonctions, les Responsables Conformité des filiales de Crédit Agricole SA sont rattachés hiérarchiquement au Directeur de la Conformité du Groupe, sauf lorsque le droit local s'y oppose. Un lien d'animation fonctionnelle est par ailleurs mis en place avec les Caisses Régionales, au niveau soit du Responsable Contrôle Conformité (RCC) lorsque celui-ci est directement rattaché à la direction générale de son entité, soit du Responsable Risques lorsque la Conformité relève de son périmètre. À fin 2021, ces fonctions sont exercées en équivalent temps plein par plus de 1 700 personnes au sein de Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses Régionales.

La Direction de la conformité Groupe de Crédit Agricole SA (DDC) élabore les **politiques Groupe** relatives au respect des dispositions législatives et réglementaires et s'assure de leur bonne diffusion et application. Elle dispose pour ce faire d'**équipes spécialisées par domaine d'expertise** : conformité des marchés financiers, protection de la clientèle, sécurité financière, fraude et corruption, sanctions internationales. Dans le cadre de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD), le Délégué à la Protection des Données (DPO) Groupe est rattaché directement au Directeur de la Conformité Groupe, et est en charge de l'animation de la **filière DPO du Crédit Agricole**.

La DDC assure également l'animation et la **supervision de la filière Conformité**. La maîtrise des risques de non-conformité s'appuie notamment sur un dispositif intégrant des indicateurs et contrôles permanents déployés au sein des entités et dont la DDC assure la supervision de niveau Groupe (y.c. analyses de dysfonctionnements de conformité).

Le dispositif s'organise autour d'une **gouvernance pleinement intégrée** au cadre de contrôle interne du Groupe. Le **Comité de Management de la Conformité Groupe**, présidé par la direction générale, se réunit tous les deux mois. Ce Comité prend les décisions nécessaires tant pour la prévention des risques de non-conformité que pour la mise en place et le suivi des mesures correctrices à la suite des dysfonctionnements portés à sa connaissance. Les risques de non-conformité et décisions prises en vue de leur maîtrise sont régulièrement présentées au Comité des risques du Conseil d'administration et au Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA.

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité repose en premier lieu sur la diffusion d'une **culture éthique et conformité** solide auprès de l'ensemble des collaborateurs et dirigeants du Groupe. La culture éthique et conformité s'appuie sur le déploiement de la **Charte Ethique**. Celle-ci, commune à l'ensemble des entités du Groupe, promeut les valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité portées par le Groupe. La diffusion de la culture éthique s'appuie également sur des **actions de sensibilisation et de formation** aux enjeux et risques de non-conformité qui mobilisent fortement la filière Conformité et plus largement l'ensemble des parties prenantes du Groupe : collaborateurs, dirigeants et administrateurs. Des modules et supports de formation – généralistes ou destinés aux collaborateurs plus exposés – couvrent l'ensemble des domaines de conformité au quotidien, de prévention et détection de la fraude, de protection des données personnelles, de lutte contre le blanchiment et prévention du financement du terrorisme et du respect des sanctions internationales.

Dans le prolongement de la Charte éthique, les entités se dotent d'un **Code de conduite**, qui vient la décliner opérationnellement. Le Code de Conduite s'applique à tous, que ce soient les administrateurs, les dirigeants, les collaborateurs de l'entité, quelles que soient leur situation et leur fonction. Le Code de Conduite a pour objet de guider au quotidien les actions, décisions et comportements de chacun en intégrant des règles comportementales face à des problématiques éthiques que chacun peut être amené à rencontrer au cours de ses missions professionnelles et extraprofessionnelles. S'inscrivant dans la démarche de maîtrise des risques de non-conformité, il intègre, en outre, un volet spécifique « anti-corruption » en application des obligations découlant de la loi Sapin II, relatives à la prévention de la corruption et du trafic d'influence.

Le dispositif est complété d'un **droit d'alerte** permettant au salarié, s'il constate une anomalie dans le processus normal de la remontée des dysfonctionnements ou s'il estime faire l'objet d'une pression susceptible de le conduire à la réalisation d'un dysfonctionnement, de signaler cet état de fait au responsable Conformité de son entité, sans passer par sa ligne hiérarchique. En déployant une **nouvelle plateforme informatique**, le groupe Crédit Agricole permet à tout collaborateur souhaitant exercer sa faculté d'alerte de le faire en toute sécurité. L'outil garantit la stricte confidentialité de l'auteur du signalement, des faits signalés, des personnes visées ainsi que des échanges entre le lanceur d'alerte et la personne en charge du traitement de cette alerte. Le déploiement de la nouvelle plateforme informatique a été finalisée en 2020 pour l'ensemble du périmètre du groupe Crédit Agricole et couvre plus de 300 entités.

A ce stade, une centaine d'alertes ont été remontées et traitées via ce nouveau dispositif, qui couvre également les signalements des faits entrant dans le champ du devoir de vigilance.

La protection de la clientèle est une priorité affirmée du groupe Crédit Agricole. Elle s'inscrit totalement dans les volets « Excellence relationnelle » et « Engagement sociétal » du Projet Groupe 2022. En 2021 le groupe Crédit Agricole a poursuivi ses actions dans une approche d'amélioration continue. Ainsi, le dispositif d'inclusion bancaire du groupe Crédit Agricole a été revu pour mieux détecter les clients en situation de fragilité financière afin de leur proposer un accompagnement spécifique pour les empêcher de tomber dans la précarité, ou les aider à en sortir.

Le Groupe a placé la **gouvernance « produits »** au centre des mesures d'excellence relationnelle afin d'en faire un instrument majeur de la loyauté et de la transparence des offres et services mis à la disposition de nos clients, mais aussi via le développement de « l'écoute client ». Pour ce faire, le suivi des réclamations est un élément central du dispositif.

Compte tenu du renforcement des obligations légales relatives à la **lutte contre la corruption**, le Crédit Agricole a engagé, depuis 2018, les actions nécessaires à l'enrichissement de ses dispositifs ainsi qu'à la mise en œuvre des recommandations de l'Agence française anticorruption. Ainsi, le Groupe a mis à jour ses procédures et ses modes opératoires par la définition d'une gouvernance adaptée, par l'établissement d'un Code anticorruption dédié et la rénovation de son programme de formation et de sensibilisation de l'ensemble de ses collaborateurs afin de mettre en exergue les comportements à adopter pour éviter tout manquement à la probité. Le Crédit Agricole est ainsi une des premières banques françaises à bénéficier de la certification ISO 37001 pour son système de management anticorruption, certification renouvelée en 2019.

La prévention de la fraude vise à préserver les intérêts de la Banque et à protéger les clients. Le dispositif de lutte contre la fraude est déployé dans l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole. Une organisation avec une ligne métier Conformité/Prévention de la fraude et corruption est en place. Des outils ont été déployés pour lutter contre la fraude aux moyens de paiement et aux virements frauduleux. La gouvernance dans les entités a été également renforcée avec une implication plus prégnante du management. Des actions ont été engagées pour actualiser les supports de formation qui ont été mis à disposition des entités. En 2020, la crise sanitaire du COVID 19 et les bouleversements qu'elle induit ont constitué une opportunité rapidement saisie par tous

les types d'escrocs et notamment par les groupes criminels organisés. Le groupe Crédit Agricole a réagi immédiatement sur toutes les lignes de défense et dans tous les secteurs. Des actions ont été engagées et sont actualisées en permanence pour protéger les clients et la banque.

La maîtrise des risques relatifs aux exigences de sécurité financière et notamment de sanctions internationales constitue une priorité forte du Groupe. Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre d'un vaste projet de renforcement du dispositif de gestion des sanctions internationales, le **plan de remédiation OFAC**, conséquence des accords signés avec les autorités américaines le 19 octobre 2015 suite à des manquements au régime des « Sanctions OFAC » sur des opérations en USD de la période 2003/2008. Ce plan de remédiation a été approuvé par la Réserve Fédérale américaine (*Fed*) le 24 avril 2017 et a fait l'objet d'un pilotage rapproché et d'un reporting régulier à la gouvernance du Groupe et aux autorités américaines. Les poursuites pénales à l'encontre de CACIB ont été levées le 19 octobre 2018. Pour autant, CACIB, comme l'ensemble du groupe Crédit Agricole, ont demeuré pleinement engagé afin de garantir vis-à-vis de la *Fed* la réussite du programme OFAC du Groupe dont l'échéance a été fixée à avril 2021. Le groupe Crédit Agricole a tenu son engagement vis-à-vis des autorités américaines. Ainsi, le 23 avril 2021, le groupe Crédit Agricole a franchi une étape essentielle du plan de remédiation OFAC (USLCP) découlant des accords signés avec la Réserve Fédérale en 2015 et approuvés en 2017. Le Groupe a finalisé la mise en place des 118 jalons de ce plan, tout en respectant l'échéance convenue avec la Réserve Fédérale. Pour mettre un terme aux procédures en cours à l'encontre du Groupe, chaque entité doit désormais s'assurer que les actions mises en place dans le cadre du plan USLCP sont effectives, pleinement intégrées aux processus opérationnels et durables.

Les dispositifs de **connaissance client et de lutte contre le blanchiment et de prévention du financement du terrorisme** font l'objet de plans d'actions continus au regard tant de l'évolution des risques que des exigences réglementaires et des autorités de supervision. Conformément à la feuille de route, la mise en œuvre du programme de révision périodique du KYC a débuté en 2021. L'objectif poursuivi est de disposer d'un processus de révision sur l'ensemble des entités du Groupe et sur tous nos segments de clients. La mise en œuvre opérationnelle est accompagnée de la mise en place d'indicateurs permettant un suivi et un pilotage régulier. En complément, La fiabilisation des bases clients se poursuit afin de s'assurer de la qualité des données d'identité essentielles et permettre un criblage efficace de ces bases. Ce chantier doit

améliorer le niveau de connaissance client sur le long terme pour en faire un facteur de loyauté et prévenir et détecter les risques, notamment de blanchiment et de financement du terrorisme. D'autres travaux ont été lancés par le Groupe et notamment une démarche d'amplification du partage du KYC. La feuille de route 2022 s'inscrit pleinement dans les démarches menées au cours des années précédentes : poursuivre les efforts d'amélioration de la qualité des Entrées En Relation, maintenir la démarche de fiabilisation des données pour pérenniser les travaux de remédiations réalisés, piloter et assurer le suivi de la révision périodique du KYC, déployer plus largement les échanges du KYC entre entités du Groupe et enfin, accompagner les entités dans leur chantier de

conduite de changement visant à intégrer le KYC dans l'ensemble des démarches commerciales des conseillers.

Enfin, l'année 2021 a été marquée par la consolidation du programme relatif au règlement européen sur la **protection des données personnelles (RGPD)**. Le dispositif du groupe Crédit Agricole déployé en 2018 dans le respect de ces nouvelles exigences a fait l'objet d'actions d'industrialisation et de remédiation, tout en inscrivant le *Privacy by Design* dans le cadre de la gouvernance de la donnée et des projets du Groupe.

GLOSSAIRE

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du Groupe ajusté des AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe ajusté des AT1 c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

ANC Actif net comptable

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le bénéfice net de l'entreprise, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période).

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i. e. non récurrents ou exceptionnels).

RoE Retour sur fonds propres - Return on Equity

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on - Tangible Equity

Le RoTE (*Return on Tangible Equity*) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Acronymes

ABE

Autorité bancaire européenne ou *European Banking Authority* (EBA).

ACPR

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Afep/Medef

Association française des entreprises privées/ Mouvement des entreprises de France.

AMF

Autorité des marchés financiers.

BCE

Banque centrale européenne.

ESG

Environnement, Social, Gouvernance.

ETI

Entreprise de taille intermédiaire.

IFRS

International Financial Reporting Standards (Normes internationales d'information financière).

PME

Petite et moyenne entreprise.

PMT

Plan à moyen terme.

RBE

Résultat brut d'exploitation.

RSE

Responsabilité sociale (ou sociétale) d'entreprise.

SREP

Supervisory Review and Evaluation Process.

TPE

Très petite entreprise.

Termes**Actifs grevés**

Les actifs grevés sont ceux qui sont immobilisés comme une garantie, sûreté ou rehaussement de crédit pour une transaction, quelle qu'elle soit.

ANPA Actif net par action / ANTPA Actif net tangible par action ⁽¹⁾

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du Groupe ajusté des AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle. L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe ajusté des AT1 c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

Agence de notation

Organisme spécialisé dans l'évaluation de la solvabilité d'émetteurs de titres de dettes, c'est-à-dire leur capacité à honorer leurs engagements (remboursement du capital et des intérêts dans la période contractuelle).

ALM Asset and Liability Management - gestion actif-passif

La gestion actif-passif consiste à gérer les risques structurels du bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement afin de protéger la valeur patrimoniale de la banque et/ou sa rentabilité future.

ANC Actif net comptable ⁽²⁾

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

Appétit (appétence) au risque

L'appétit au risque correspond au niveau de risque, par nature et par métier, que le Groupe est prêt à prendre au regard de ses objectifs stratégiques. Il s'exprime aussi bien au travers de critères quantitatifs que qualitatifs. L'exercice d'appétit au risque constitue un des outils de pilotage stratégique à la disposition des instances dirigeantes du Groupe.

AT1 Additionnal Tier 1

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1*) éligibles sous Bâle III correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement. Ils sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes lorsque le ratio CET1 est en dessous d'un certain seuil, fixé dans leur prospectus d'émission.

Autocontrôle

Part détenue par une société dans son propre capital. Les actions détenues en autocontrôle sont privées de droit de vote et n'entrent pas dans le calcul du BNPA, puisqu'elles ne reçoivent pas de dividendes et n'ont pas droit aux réserves.

Bâle III

Nouvelle évolution des standards prudentiels bancaires qui se substitue aux précédents accords de Bâle II en renforçant la qualité et la quantité de fonds propres minimaux que les établissements doivent détenir. Ils mettent également en œuvre des exigences minimales en termes de gestion du risque de liquidité (ratios quantitatifs), définissent des

(1) (2) Indicateur alternatif de performance.

mesures visant à limiter la procyclicité du système financier (coussins de fonds propres qui varient en fonction du cycle économique) ou encore renforcent les exigences relatives aux établissements considérés comme systémiques. Dans l'Union européenne, ces standards prudentiels ont été mis en oeuvre via la directive 2013/36/UE (CRD 4 - Capital Requirement Directive) et le règlement (UE) n° 575/2013 (CRR - Capital Requirement Regulation).

BNPA Bénéfice net par action ⁽³⁾

C'est le bénéfice net de l'entreprise, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

CCA Certificat coopératif d'associés

Les CCA sont des titres non cotés en Bourse, négociables de gré à gré qui ne peuvent être émis que par des sociétés coopératives. Ils peuvent être souscrits par les Sociétaires de la Caisse Régionale émettrice et des Caisses locales affiliées. Sans droit de vote, il donne à ses porteurs le droit à l'actif net et à la perception d'un dividende.

CCI Certificat coopératif d'investissement

Les CCI sont des titres sans droit de vote, cotés en Bourse, qui ne peuvent être émis que par des sociétés coopératives. Ils donnent à leurs porteurs le droit à l'actif net et à la perception d'un dividende.

Collatéral

Le collatéral est un actif transférable ou une garantie apportée, servant de gage au remboursement d'un prêt dans le cas où le bénéficiaire de ce dernier ne pourrait pas satisfaire à ses obligations de paiement.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges d'exploitation par le Produit Net Bancaire ; il indique la part de Produit Net Bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours ⁽⁴⁾

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période).

Coût du risque

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors-bilan) et les risques opérationnels (litiges), ainsi que les pertes correspondantes non provisionnées.

Couverture de portefeuille de prêt

L'impact des couvertures de prêts valorise les variations de marché de la couverture du risque de crédit et le niveau des réserves qui en découlent.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance dont le débiteur n'a pas versé les intérêts et les remboursements depuis un certain temps par rapport aux échéances du contrat de crédit, ou pour laquelle il existe un doute raisonnable que cela puisse être le cas.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Crédit Agricole SA

Entité cotée du groupe Crédit Agricole. Cet ensemble a pour société mère Crédit Agricole SA entité sociale. Son périmètre de consolidation comprend les filiales, coentreprises et entreprises associées, qu'elle détient directement ou indirectement.

Crédit Agricole SA entité sociale

Entité juridique exerçant la fonction d'organe central et de tête de réseau du Crédit Agricole et assurant l'unité financière du Groupe.

CVA Credit Valuation Adjustment

Le *Credit Valuation Adjustment* (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché positive d'un instrument ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

DVA Debit Valuation Adjustment

Le *Debit Valuation Adjustment* (DVA) est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

Dilution

Une opération est dite « dilutive » quand elle réduit la part d'une action dans la valeur liquidative (par exemple l'actif net comptable par action) ou les résultats (par exemple le résultat net par action) d'une entreprise.

(3) (4) Indicateur alternatif de performance.

Dividende

Le dividende est la part du bénéfice net ou des réserves qui est distribuée aux actionnaires. Son montant est proposé par le Conseil d'administration puis voté par l'Assemblée générale, après l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

EAD Exposure At Default

Valeur exposée au risque : exposition du Groupe en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors-bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

Écart d'acquisition/survalueur

Un écart d'acquisition ou survalueur est la différence entre le prix d'acquisition d'une entreprise et son actif net réévalué au moment de l'acquisition. Chaque année un test de dépréciation devra être fait, son éventuel impact étant porté au compte de résultat.

EL Expected Loss

La perte attendue est la perte susceptible d'être encourue en fonction de la qualité de la contrepartie compte tenu de la qualité du montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Elle s'obtient en multipliant l'exposition en risque (EAD) par la probabilité de défaut (PD) et par le taux de perte (LGD).

EP Emplois pondérés / RWA Risk-Weighted Assets

Ce sont les actifs (crédits, etc.) inscrits au bilan d'une banque, pondérés de façon prudentielle en fonction du risque de perte qu'ils portent et dont le total sert de dénominateur pour déterminer les principaux ratios de solvabilité.

Encours sous gestion

Indicateur de l'activité opérationnelle non reflété dans les états financiers consolidés du Groupe et correspondant aux actifs de portefeuille commercialisés par le Groupe, qu'ils soient gérés, conseillés ou délégués à un gérant externe. L'encours sous gestion est mesuré pour chacun des fonds par la multiplication de la valeur liquidative unitaire (calculée par un valorisateur externe en conformité avec la réglementation en vigueur) par le nombre de parts/actions en circulation. Amundi consolide l'intégralité des encours sous gestion de ses joint-ventures.

Établissement systémique

Le groupe Crédit Agricole (mais pas Crédit Agricole SA), figure dans la liste publiée par le Conseil de stabilité financière (FSB) en novembre 2012 puis

mise à jour en novembre 2016 et qui comprend 30 établissements bancaires mondiaux, dits systémiques. Un établissement systémique devra mettre en place un coussin de fonds propres de base compris entre 1 % et 3,5 % par rapport aux exigences de Bâle III.

FinTech Finance, Technologie

Une Fintech est une entreprise non bancaire utilisant les technologies de l'information et de la communication pour fournir des services financiers.

Flottant

Part du capital d'une entreprise cotée entre les mains du public. Le « public » est entendu comme l'ensemble des actionnaires susceptibles de céder ou d'acheter des titres à tout moment, sans avoir à se préoccuper des effets de leur décision sur le contrôle de l'entreprise et non liés par un contrat limitant leurs droits de cession (ex. : pacte d'actionnaires). Entrent dans le flottant les titres détenus par les personnes physiques (y compris les salariés), et par les investisseurs institutionnels (SICAV, FCP, fonds de pension, sociétés d'assurance). Par opposition, la participation d'un actionnaire majoritaire n'est pas comptabilisée dans le flottant.

FCP Fonds communs de placement

Type d'OPC émettant des parts et n'ayant pas de personnalité juridique. L'investisseur, en achetant des parts, devient membre d'une copropriété de valeurs mobilières mais ne dispose d'aucun droit de vote. Il n'en est pas actionnaire. Un FCP est représenté et géré, sur les plans administratif, financier et comptable par une société de gestion unique qui peut elle-même déléguer ces tâches.

FCPE Fonds communs de placement d'entreprise

Dispositif d'épargne salariale au sein des entreprises proposant ce type de dispositif à leurs salariés. Les épargnants détiennent des parts de Fonds Communs de Placement (FCP) attribuées en contrepartie de leurs versements et de ceux éventuels de l'entreprise pour leur compte (abondement).

FReD Fides, Respect, Demeter

Démarche de déploiement, de pilotage et de mesure des progrès en matière de RSE, FReD est constitué de trois piliers et 19 engagements destinés à renforcer la confiance (Fides), développer les hommes et l'écosystème sociétal (Respect) et préserver l'Environnement (Demeter). L'indice FReD mesure chaque année depuis 2011 les progrès réalisés par Crédit Agricole SA et ses filiales en matière de RSE. Cet indice est validé chaque année par PricewaterhouseCoopers.

FSB *Financial Stability Board* ou CSF Conseil de stabilité financière

Le Conseil de stabilité financière a pour mission d'identifier les vulnérabilités du système financier mondial et de mettre en place des principes en matière de régulation et de supervision dans le domaine de la stabilité financière. Il rassemble les gouverneurs, les ministres des finances et les superviseurs des pays du G20. Son objectif premier est donc de coordonner au niveau international les travaux des autorités financières nationales et des normalisateurs internationaux dans le domaine de la régulation et de la supervision des institutions financières. Créé lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009, le FSB succède au Forum de stabilité financière institué en 1999 à l'initiative du G7.

Gestion d'actifs *Asset Management*

Métier financier consistant à gérer des valeurs mobilières ou autres actifs, pour compte propre ou pour compte de tiers (clientèle d'institutionnels ou de particuliers). En matière de gestion collective, les actifs sont gérés sous forme de fonds ou dans le cadre de mandats de gestion. Les produits sont adaptés pour répondre aux différentes attentes de la clientèle tant en termes de diversification géographique ou sectorielle, de gestion à court ou long terme que de niveau de risque souhaité.

Gouvernement d'entreprise ou gouvernance

Ce concept recouvre la mise en place dans l'entreprise de l'ensemble des mécanismes assurant la transparence, l'égalité entre actionnaires et l'équilibre des pouvoirs entre management et actionnaires.

Ces mécanismes concernent : les modes d'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, le fonctionnement du Conseil d'administration, l'articulation des différents organes de direction, la politique de rémunération des dirigeants et des cadres.

Green Bonds

Un *green bond* est une obligation « environnementale » émise par un organisme qualifié (entreprise, collectivité locale ou organisation internationale) destinée au financement de projets ou activités à visée écologique et/ou de conception durable. Ces instruments sont souvent utilisés dans le cadre du financement de l'agriculture durable, de la protection des écosystèmes, de l'énergie renouvelable et de cultures écologiques.

GRI *Global Initiative Reporting*

Le *Global Reporting Initiative* (GRI) est une structure de parties prenantes ou partenaires (monde des affaires, sociétés d'audit, organisation de protection des droits de l'homme, de l'environnement, du travail et des représentants de gouvernements) qui

crée un cadre de travail commun pour l'élaboration des rapports sur le développement durable.

Groupe Crédit Agricole

Cet ensemble est constitué de Crédit Agricole SA, de ses filiales, des Caisses Régionales, de leurs filiales et des Caisses locales.

HQLA *High Quality Liquid Assets*

Actifs liquides de haute qualité qui sont non grevés et qui peuvent être convertis en liquidités, facilement et immédiatement sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité.

IRC Indice de recommandation client

L'Indice de recommandation client mesure la propension des clients à recommander leur banque auprès de leur entourage. S'appuyant sur un dispositif d'écoute mené chaque trimestre, il permet d'évaluer le nombre de clients détracteurs, neutres et promoteurs.

ISR *Investissement socialement responsable*

L'Investissement socialement responsable consiste à intégrer de façon systématique et traçable des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance à la gestion financière.

Investisseurs institutionnels

Les investisseurs institutionnels sont des entreprises, organismes publics ou compagnies d'assurance dont une partie de l'activité est axée sur l'investissement en valeurs mobilières, comme les actions de sociétés cotées. Entrent, par exemple, dans cette catégorie les sociétés de gestion, les assureurs, ainsi que les fonds de pension.

LGD *Loss Given Default*

La perte en cas de défaut est le rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut.

Notation de crédit *Credit Rating*

Mesure relative de la qualité de crédit, sous la forme d'une opinion émise par une agence de notation financière (Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings, etc.). La notation peut s'appliquer à un émetteur (entreprise, État, collectivité publique) et/ou à des émissions (emprunts obligataires, titrisations, obligations sécurisées, etc.). La notation de crédit peut influencer les conditions de refinancement (en termes de prix et d'accès aux ressources) et l'image de l'émetteur dans le marché (voir « Agence de notation »).

NSFR Net Stable Funding Ratio - Ratio de liquidité à un an

Le ratio NSFR vise à promouvoir la résilience à plus long terme en instaurant des incitations supplémentaires à l'intention des banques, afin qu'elles financent leurs activités aux ressources plus stables, notamment à maturités plus longues. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, a été conçu pour limiter la transformation, c'est-à-dire le financement d'actifs long terme par des ressources court terme.

OPC Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Un OPC est un portefeuille de valeurs mobilières (actions, obligations, etc.) géré par des professionnels (société de gestion) et détenu collectivement par des investisseurs particuliers ou institutionnels. Il existe deux types d'OPC, les SICAV (société d'investissement à capital variable) et les FCP (fonds communs de placement).

Parts sociales

Une part sociale est une part du capital des Caisses locales et des Caisses Régionales. Les parts sociales sont rémunérées sous la forme d'un intérêt annuel. Une part sociale est remboursée à sa valeur nominale et ne donne pas droit aux réserves ni au boni de liquidation.

PER Price Earnings Ratio

Le ratio PER correspond au cours de l'action rapporté au BNPA (Bénéfice Net Par Action). Pour un actionnaire, il représente le nombre d'années de bénéfice nécessaires pour récupérer sa mise initiale. C'est un indicateur utilisé pour comparer la valorisation de différentes actions entre elles, par exemple au sein d'un même secteur d'activité. Un PER élevé est synonyme de forte valorisation, anticipant une forte croissance des résultats ou une valeur de la société qui n'est pas entièrement reflétée dans le résultat (par exemple détention de cash au bilan). Si une société a un PER de 15, on dit qu'elle capitalise quinze fois ses bénéfices.

PNB Produit net bancaire

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées, moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

Ratio de levier

Le ratio de levier est un ratio qui se veut simple et qui vise à encadrer la taille du bilan des établissements. Pour ce faire, le ratio de levier met en rapport les fonds propres prudentiels de catégorie 1 (Tier 1), le bilan et le hors-bilan comptables, après retraitements de certains postes.

LCR Liquidity Coverage Ratio - Ratio de liquidité à un mois

Ce ratio vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque. Le LCR oblige les banques à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés (voir HQLA), pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant trente jours de crise, sans soutien des banques centrales.

MREL Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities

Le ratio MREL est défini dans la directive européenne de « Redressement et Résolution des Banques » et correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution (voir chapitre 5 « Facteurs de risque et Pilier 3/Indicateurs et ratios prudentiels »).

PEL Provision épargne logement

La Provision épargne logement représente la provision constituée pour servir la rémunération aux plans épargne logement bénéficiant d'un taux attractif et susceptibles d'être clôturés à court terme par leurs détenteurs.

Raison d'Être

La Raison d'Être se définit comme ce qui est « *indispensable pour remplir l'objet social, c'est-à-dire le champ des activités de l'entreprise* » (source : rapport Notat-Senard). La Raison d'Être du groupe Crédit Agricole (« *Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société* ») ne correspond pas à une notion statutaire et a été formulée dans le cadre du projet de Groupe et du PMT 2022.

Relution

Une opération est dite « relative » quand elle augmente la part d'une action dans la valeur liquidative (par exemple l'actif net comptable par action) ou les résultats (par exemple le résultat net par action) d'une entreprise.

Résolution

Raccourci de langage pour désigner la « résolution de crises ou de défaillances bancaires ». Dans les faits, pour chaque banque européenne, deux types de plan doivent être établis : un plan préventif de redressement qui est élaboré par les responsables de la banque et un plan préventif de résolution qui est décidé par l'autorité de contrôle compétente. La résolution intervient avant la faillite de la banque pour organiser son démantèlement en bon ordre et éviter le risque systémique.

RBE Résultat brut d'exploitation

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation, dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié ⁽⁵⁾

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent ⁽⁶⁾

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity ⁽⁷⁾

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity ⁽⁸⁾

Le RoTE (*Return on Tangible Equity*) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Sociétaire

Les sociétaires souscrivent les parts sociales qui constituent le capital des Caisses locales. Les Caisses locales, via les sociétaires, détiennent le capital de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées. Ils perçoivent une rémunération au titre de leurs parts sociales dont les intérêts sont plafonnés par la loi. Les sociétaires sont réunis annuellement en Assemblée générale : ils approuvent les comptes des Caisses locales et élisent les administrateurs. Chaque sociétaire individuel dispose d'une voix à ces assemblées quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

SICAV Société d'investissement à capital variable

Une société d'investissement à capital variable est une catégorie d'OPC qui permet aux investisseurs d'investir dans un portefeuille d'actifs financiers, sans

détenir directement ces actifs, et de diversifier leurs placements. Elles gèrent un portefeuille de valeurs et sont spécialisées par exemple sur un marché, une classe d'actifs, un thème d'investissement ou un secteur. En matière fiscale, une part de SICAV est assimilable à une action.

Solvabilité

C'est la mesure de la capacité d'une entreprise ou d'un particulier à payer ses dettes sur le moyen et long terme. Pour une banque, la solvabilité correspond, notamment, à sa capacité à faire face aux pertes que les risques qu'elle porte, sont susceptibles d'engendrer. L'analyse de la solvabilité se distingue de l'analyse de la liquidité : la liquidité de l'entreprise est son aptitude à faire face à ses échéances financières dans le cadre de son activité courante, à trouver de nouvelles sources de financement, et à assurer ainsi à tout moment l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses. Pour une banque, la solvabilité est encadrée par la directive CRD 4 et le règlement CRR. Pour une compagnie d'assurance, la solvabilité est encadrée par la directive Solvabilité 2, cf. Solvabilité 2.

Solvabilité 2

Directive européenne relative aux entreprises d'assurance et de réassurance dont l'objectif est de garantir à tout moment le respect des engagements vis-à-vis des assurés, face aux risques spécifiques encourus par les entreprises. Elle vise une appréciation économique et prospective de la solvabilité, via trois piliers : des exigences quantitatives (Pilier 1), des exigences qualitatives (Pilier 2) et des informations à destination du public et du superviseur (Pilier 3). Adoptée en 2014, elle a fait l'objet d'une transposition en droit national en 2015 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Spread de crédit

Marge actuarielle (écart entre le taux de rentabilité actuariel d'une obligation et celui d'un emprunt sans risque de durée identique).

Spread émetteur

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le Groupe peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

Stress test ou test de résistance

Exercice consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes afin d'en étudier les conséquences sur les bilans, comptes de résultat et solvabilités des banques afin de mesurer leur capacité de résistance à de telles situations.

(5) (6) (7) (8) Indicateur alternatif de performance.

Taux directeur

Taux d'intérêt fixés par la banque centrale d'un pays ou d'une union monétaire, et qui permettent à celle-ci de réguler l'activité économique. C'est le principal outil utilisé par les banques centrales pour remplir leur mission de régulation de l'activité économique : inflation pour la Banque centrale européenne (BCE), inflation et stimulation de la croissance pour la Réserve fédérale américaine (*Fed*).

Titres subordonnés

Les titres subordonnés sont des titres émis par une société, dont la rémunération et/ou le remboursement du capital sont subordonnés à un événement (par exemple au paiement d'un dividende, ou réalisation d'un bénéfice).

TSDI Titres subordonnés à durée indéterminée

Émission subordonnée dont la durée est infinie, le remboursement se faisant au gré de l'émetteur, à partir d'une certaine échéance.

TSS Titres super-subordonnés

Émission subordonnée de caractère perpétuel entraînant une rémunération perpétuelle. Leur durée indéterminée provient de l'absence d'un engagement contractuel de remboursement qui s'effectue au gré de l'émetteur. En cas de liquidation, ils sont remboursés après les autres créanciers.

TLAC *Total Loss Absorbing Capacity*

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB).

VaR Valeur en risque - *Value-at-Risk*

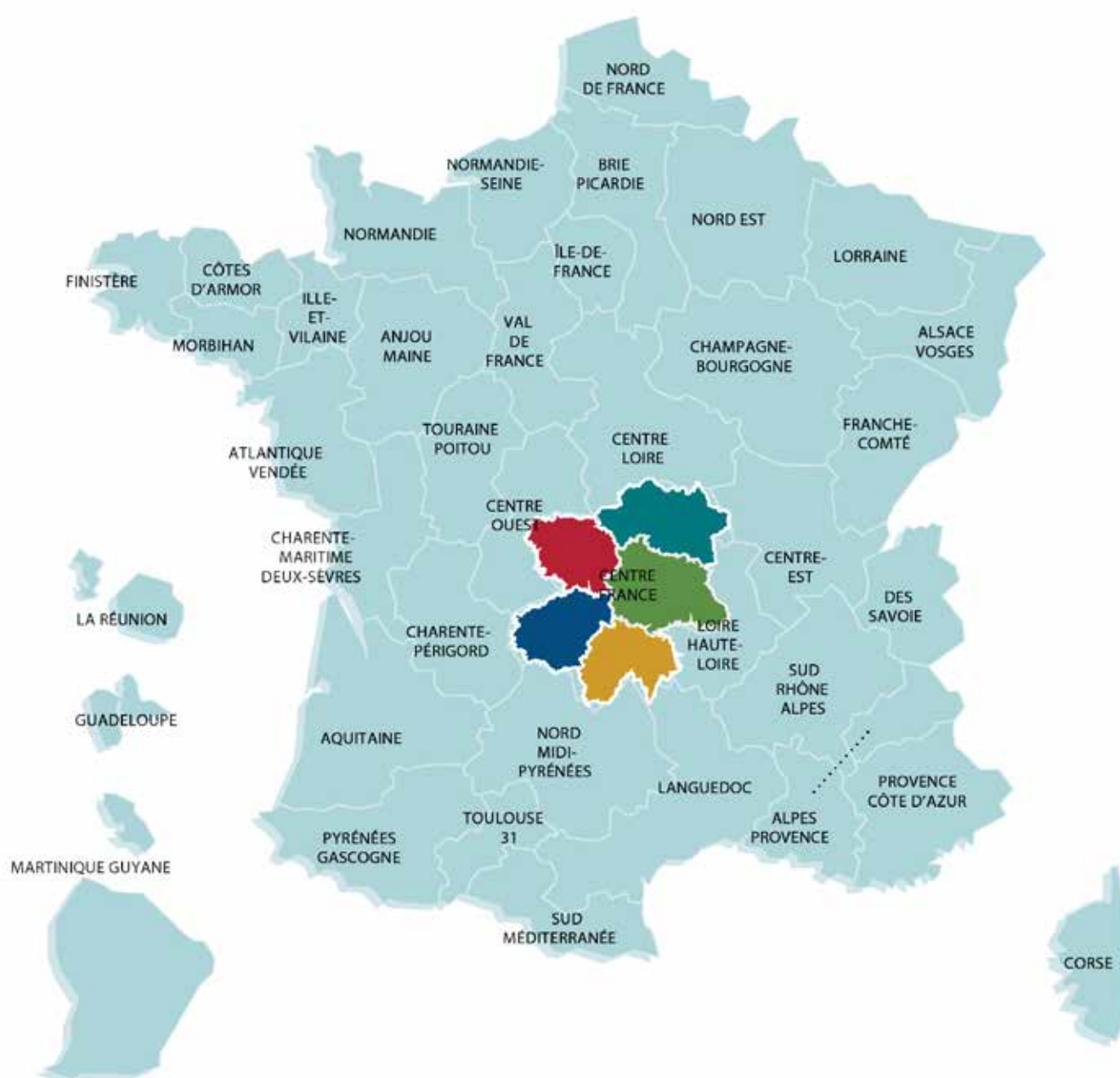
Indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par le Groupe, en particulier dans ses activités de trading (VaR à 99 % sur dix jours conforme au modèle interne réglementaire). Elle correspond au plus grand risque obtenu après élimination de 1 % des occurrences les plus défavorables sur un an d'historique.

DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE 2021

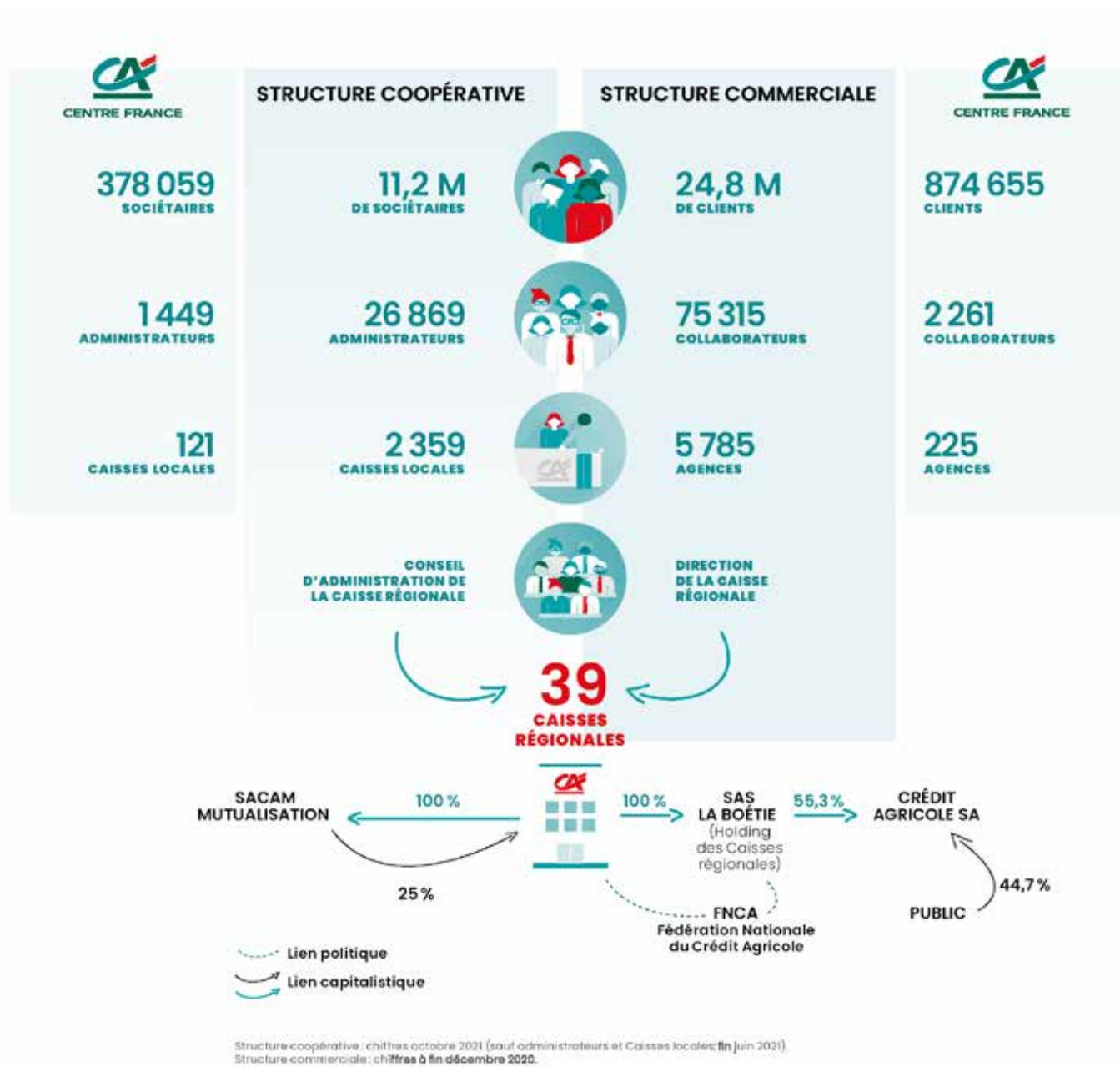


Une présence au cœur des territoires

Les 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole sont des banques coopératives de plein exercice présentes dans tout le pays.

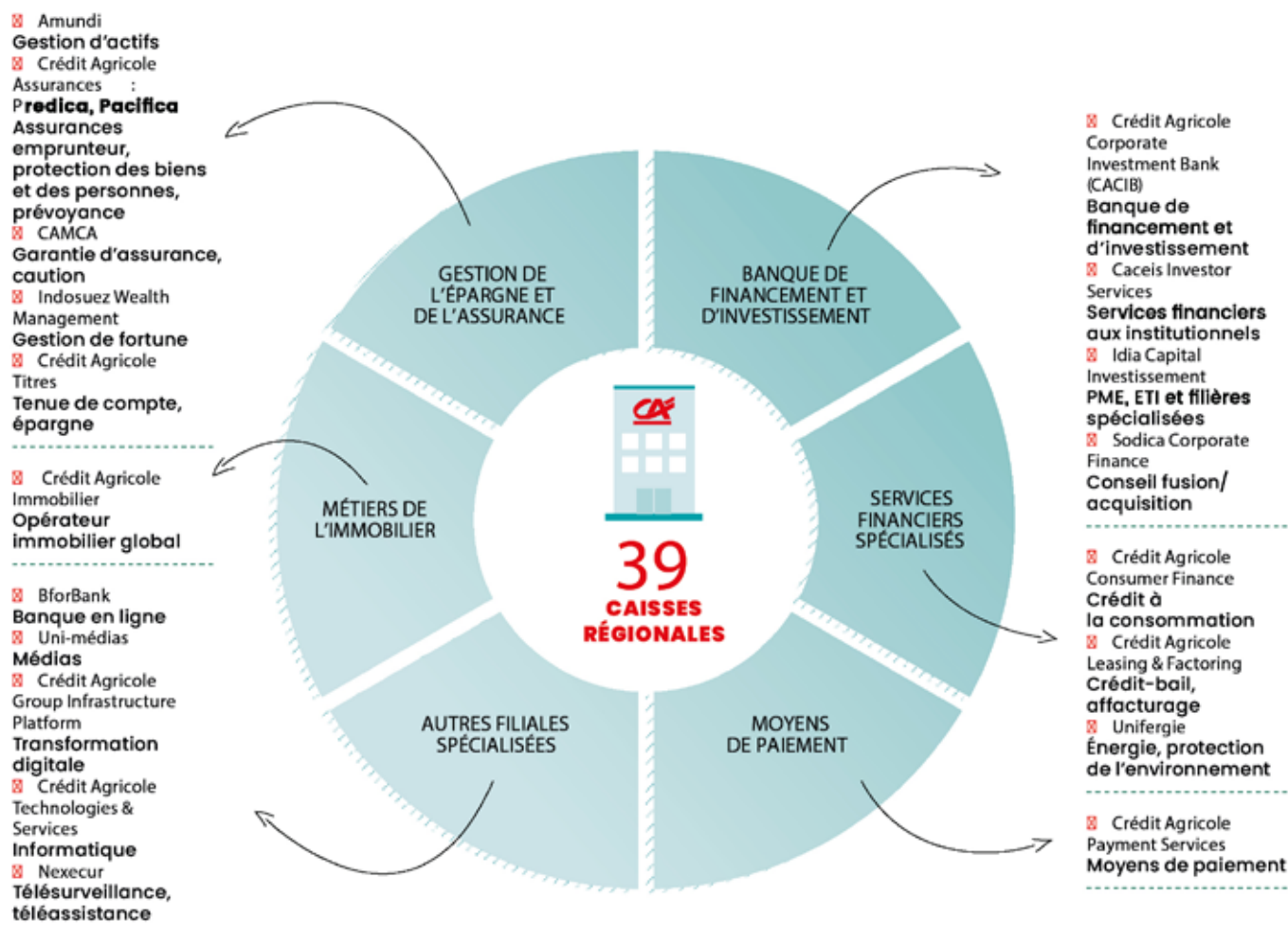


1.1 - Une organisation coopérative



Structure coopérative : chiffres octobre 2021 (sauf administrateurs et Caisse locales : fin juin 2021)

Structure commerciales : chiffres à fin décembre 2020



DES MÉTIERS & DES COMPÉTENCES...

BANQUE



Épargne, crédits, services bancaires, conseils et moyens de paiement

ASSURANCES



Des biens et des personnes, prévoyance

IMMOBILIER



Expertise immobilière multi-métiers: transaction, vente de neuf, gestion, syndic, courtage

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Accompagnement des clients dans la transition énergétique

1.3 - Edito (extrait du rapport intégré CASA)

La lutte contre l'altération à grande échelle du climat, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité est aujourd'hui devenue urgente. Il s'agit de parvenir, en l'espace de quelques années, à déconnecter la croissance économique, porteuse de progrès et d'intégration sociale, de la production de gaz à effet serre, porteuse de chaos climatique et de bouleversements sociaux.

Dans cette course planétaire où chacun s'accorde à peu près sur les solutions aux défis du long terme, la pression du court terme nous éloigne de cet objectif. Cette pression n'est pas nouvelle. Mais la pandémie actuelle nous a plongé dans un contexte économique d'une âpreté sans précédent. Si le retour à la croissance doit être recherché comme préalable à la paix sociale retrouvée, l'ampleur du défi climatique et la communauté de nos destins doivent nous inciter à adopter dès à présent des trajectoires cohérentes avec un horizon de réchauffement climatique maîtrisé d'ici la fin du siècle. Il nous faut repenser fondamentalement la nature de la croissance et la perception du progrès : nous devons réussir à construire un avenir durable sous contrainte. La transition climatique passe avant tout par une prise en compte de nos contraintes, de nos interdépendances et des limites des ressources de notre planète.

Devant ce défi, nous sommes porteurs de la responsabilité qui est la nôtre : celle d'accompagner la métamorphose de notre modèle économique en évitant toute rupture brutale. Pour réussir, cette

métamorphose doit être socialement acceptable et soutenue. La question de la justice sociale et la question climatique sont intimement liées. Nous souhaitons être l'acteur engagé d'une transition climatique juste.

C'est là tout le sens de notre Raison d'Être, qui place l'utilité à nos clients au même niveau que notre utilité à la société. Notre ambition : intégrer la responsabilité sociétale à notre modèle de création de valeur. Nous savons que la concrétisation de cette ambition est complexe, et qu'accompagner la transition de l'économie, passe aussi par la progressive mais nécessaire transformation de nos propres métiers.

Le Crédit Agricole s'est engagé à aligner progressivement l'ensemble de ses portefeuilles de financement et d'investissement sur une trajectoire compatible avec l'objectif adopté par l'Accord de Paris en 2015. Cet objectif repose sur la rigueur des travaux scientifiques du GIEC qui recommandent de réduire rapidement nos émissions de GES afin de pouvoir espérer limiter à moins de 2°C d'ici la fin du siècle le réchauffement planétaire et ses conséquences pour le vivant.

1.4 - Le projet Groupe, notre raison d'être

Le groupe Crédit Agricole SA s'est doté en 2019 d'une Raison d'Être « Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société » avec la volonté d'ancrer son utilité sociétale dans l'ensemble de ses activités, métiers et processus. Et c'est sur cette base, avec la volonté d'intégrer la RSE à l'ensemble de sa stratégie que s'est construit le projet du Groupe « Ambitions 2022 ».

Projet Client

Mobiliser tous les métiers autour de la satisfaction client et d'une culture zéro défaut.

Devenir une banque digitale de référence.

Proposer à tous nos clients une large gamme de services bancaires et extra-bancaires.

→ Etre la banque préférée des particuliers, des entrepreneurs et des entreprises



Projet Humain

Offrir toujours aux clients un accès direct à un responsable de la relation en proximité.

Adopter un modèle managérial et une organisation de travail plus responsabilisant, dans un cadre de confiance renforcé.

→ Etre l'employeur préféré dans les services financiers en France

Projet Sociétal

Permettre un développement économique pour tous, développer les financements à impact social et maintenir le lien sociétal dans les territoires.

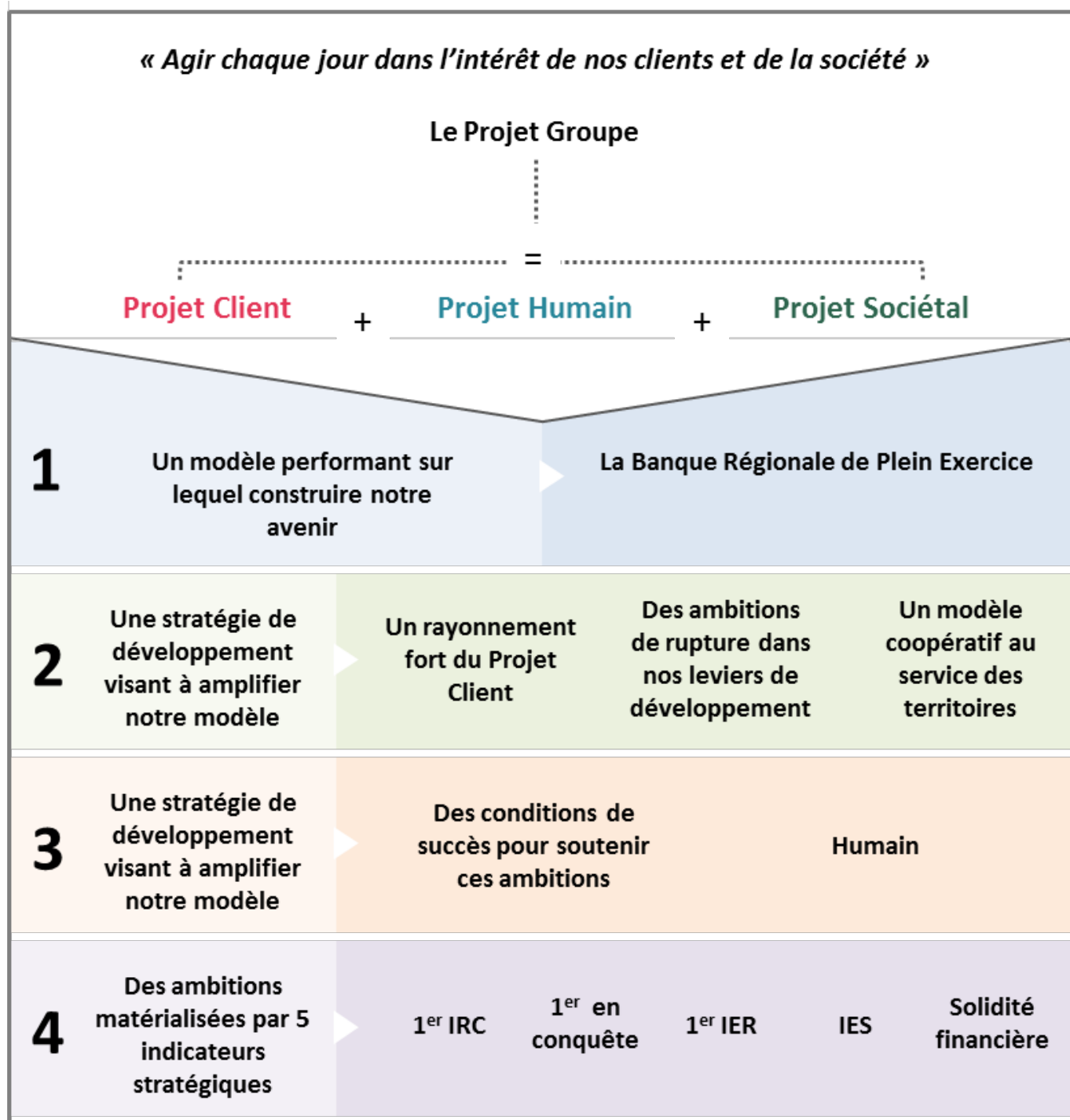
Faire de la finance verte une des clés de la croissance de notre Groupe.

→ Agir pour le climat et la transition vers une économie bas carbone

→ Renforcer la cohésion et l'inclusion sociale

→ Réussir les transitions agricole et agroalimentaire

1.5 - Le projet collectif des Caisses Régionales



2. CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE ET SA RAISON D'ÊTRE

Établie et partagée au sein des instances dirigeantes, la politique RSE du Groupe a été formalisée en 2014. Elle est ajustée chaque année sur la base d'une consultation des collaborateurs et des parties prenantes externes afin d'actualiser les enjeux prioritaires. Le Groupe s'assure ainsi de l'alignement de ses choix stratégiques avec les attentes des parties prenantes.

L'objectif du Groupe est d'exercer son métier de banquier-assureur de manière responsable et utile vis-à-vis de toutes les parties prenantes et d'assumer son rôle de premier financeur de l'économie française et de ses territoires, ce qui se concrétise par des initiatives créatrices de valeurs à long terme, portées par chaque entité.

La mise en œuvre du Pacte sociétal et territorial du Groupe traduit résolument sa volonté de s'engager dans une démarche de performance et de développement durable ambitieuse et innovante, matérialisée par des preuves.

Il prend appui tant sur le Projet Groupe que sur le Projet Collectif des Caisses Régionales et sur le modèle de gouvernance du Crédit Agricole, en associant l'ensemble des parties prenantes. Il décline cinq ambitions :

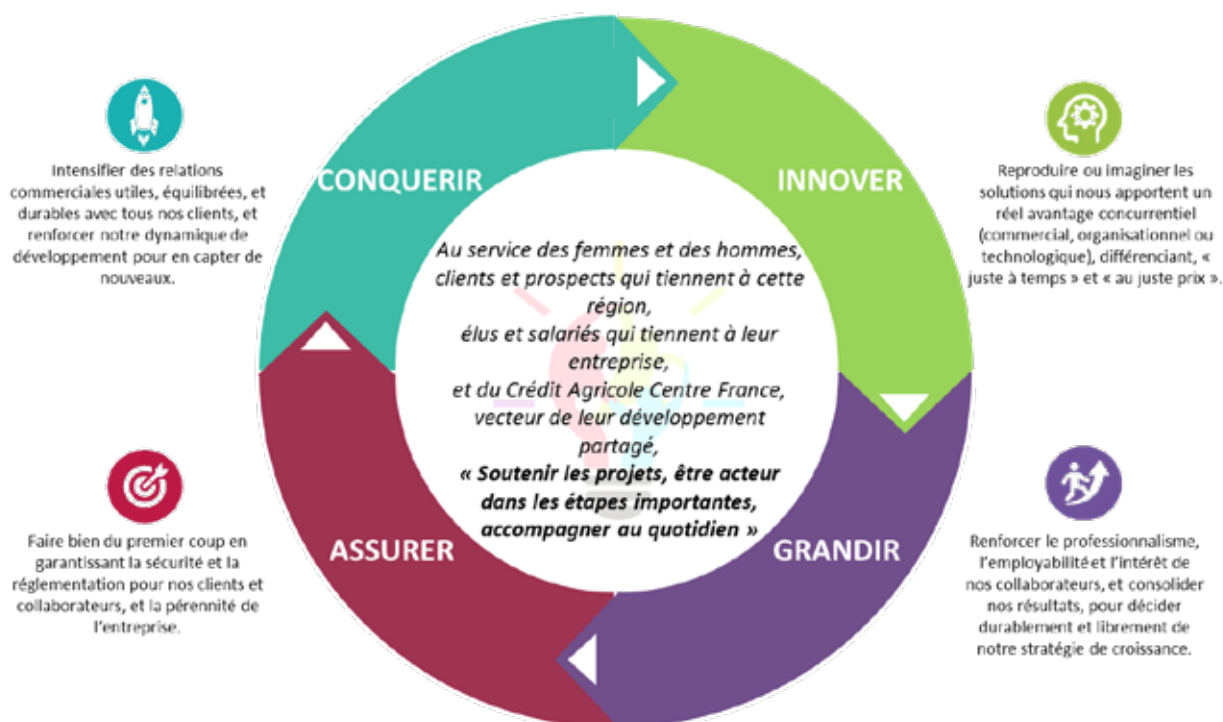
1. Atteindre l'excellence dans nos relations avec tous nos clients,

2. Accompagner durablement les territoires,
3. Mettre les atouts de notre modèle coopératif au service du bien commun,
4. Être un employeur responsable,
5. Affirmer notre responsabilité sociétale et environnementale.

La démarche RSE de la Caisse Régionale Centre France consiste à prendre en compte les impacts sociaux, sociétaux, économiques et environnementaux de son activité et se traduit par l'engagement professionnel de l'ensemble de ses équipes à œuvrer pour les hommes et les territoires de ses cinq départements.

Pour définir le périmètre de sa responsabilité sociétale, identifier les domaines d'actions pertinents et fixer ses priorités, il convient que l'entreprise traite les questions centrales de la RSE : la gouvernance de la structure, les conditions et relations de travail, la responsabilité environnementale, la loyauté des pratiques et le respect des droits fondamentaux, les questions relatives au consommateur et à la protection du consommateur, les communautés et le développement local.

Une raison d'être du Crédit Agricole Centre France, qui guide son projet d'Entreprise, au travers des piliers de sa politique générale, en lien avec le Plan Moyen Terme Groupe :



2.1 - Modèle d'affaires

NOTRE MODÈLE D'AFFAIRES 2021

CAISSE RÉGIONALE CENTRE FRANCE
DE PLEIN EXERCICE DU GROUPE
CRÉDIT AGRICOLE



NOS VALEURS :

- proximité - responsabilité - solidarité



NOS MISSIONS :

- Accompagner nos clients dans la réussite de leurs projets de vie.
- Contribuer au développement socio-économique de notre territoire.
- Affirmer notre modèle de banque coopérative, qui repose sur le principe de vote démocratique : une personne = une voix.

NOTRE ENVIRONNEMENT :

Situation géographique - Implantation sur 5 départements (Allier, Cantal, Creuse, Puy-de-Dôme) des régions Auvergne Rhône-Alpes, et Nouvelle-Aquitaine avec environ 1,5 millions d'habitants.

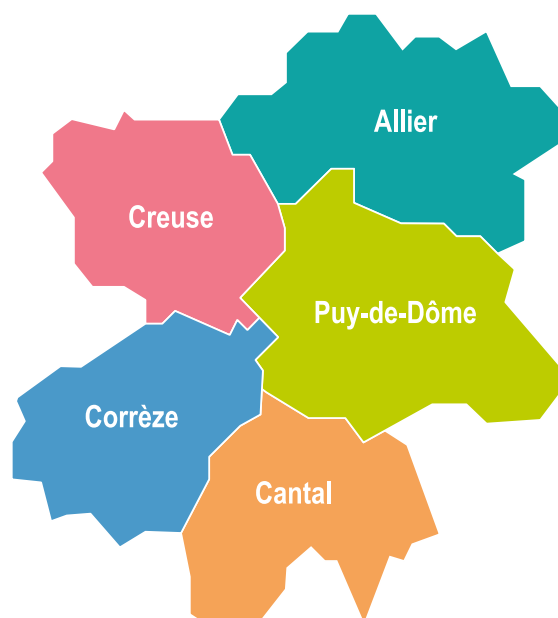
RESSOURCES	CRÉATION DE VALEUR	RÉSULTATS
CAPITAL HUMAIN <ul style="list-style-type: none"> 2 267 salariés et 1 449 administrateurs au service du territoire et de ses acteurs 	ÊTRE PARTENAIRE DE NOS CLIENTS <ol style="list-style-type: none"> 82 % de nos clients sont des particuliers. 3 % sont des associations. 6 % sont des professionnels. 5 % sont des agriculteurs. 4 % sont des entreprises <p>Sur 884 432 clients, 378 059 sont sociétaires.</p>	CAPITAL HUMAIN <ul style="list-style-type: none"> 152 116 heures allouées à la formation des salariés. 117 nouveaux embauchés en CDI et 66 nouveaux administrateurs élus. 121 caisses locales
INFRASTRUCTURES <ul style="list-style-type: none"> 225 agences, 1 agence CACF Direct, 5 Banque mobile, 407 GAB, 281 RELAIS CA. 4 agences Entreprises / 1 agence Grance Entreprises et Institutionnels. 8 espaces Banque Privée. 5 Points Passerelle. 	NOTRE MODÈLE RELATION CLIENTS 100 % HUMAIN, 100 % DIGITAL <p>Banque de proximité multicanale, notre modèle de distribution permet à nos clients, à tout moment, de choisir le mode d'interaction qui leur convient le mieux.</p>	INFRASTRUCTURES <ul style="list-style-type: none"> 26,7 M € d'investissements immobiliers. 6,6 M de connexions internet/mois. 237 000 utilisateurs de Ma Banque.
MAILLAGE TERRITORIAL <ul style="list-style-type: none"> 1 site internet avec des espaces dédiés (recrutement, sociétariat, RSE...) 9 applications groupe (Ma Banque, CA Bourse, Paiement mobile, Ma Protection Maison, Mon Projet Immo, Service e-dépense, Etudes Eco, Pacifica, Mon Info Mandats) 1 application CR dédiée tourisme (esCAmpette) 240 fiches Google pour nos agences de proximité. Banque privée et Centres d'affaires entreprises Présence sur 4 réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, TikTok) 	NOS DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS, NOS PRODUITS ET SERVICES	CAPITAL FINANCIER <ul style="list-style-type: none"> 32 Mds € d'encours d'épargne, 19 Mds € d'encours de crédit. 561 773 contrats d'assurance, 142 M € de Résultat Net. 1,29 M € investis par la Caisse régionale en soutien à des initiatives locales (sponsoring, mécénat). 33 % de bénéficiaires sortis avec succès du dispositif Passerelle.
MAILLAGE DIGITAL <ul style="list-style-type: none"> 3 080 Mds € de Fonds Propres. 98 M € de Capital Social. 		CAPITAL FINANCIER <ul style="list-style-type: none"> 665 000 € de participations aux capitaux par CACF Capital Innovation. 2 067 k € d'investissements dans des fonds innovants. 350 ventes anciens et neufs, 590 immeubles administrés en syndic de copropriété.
FILIALES <ul style="list-style-type: none"> Groupe : Amundi, Crédit Agricole Assurance (Pacifica, Prédica), Novocur, Uni-Médias, Crédit Agricole Consumer Finance, Indusuez Wealth Management... Filiales Crédit Agricole Centre France : SAS CACF Immobilier, CACF développement, Banque Chalus. 		FILIALES
CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE <p>85 % de nos résultats au service du territoire.</p>	<p>Notre soutien permanent des initiatives locales.</p> <p>L'innovation au cœur de nos projets</p> <p>Notre projet client et notre proximité relationnelle.</p>	<p>Notre gouvernance, avec des administrateurs élus par nos clients sociétaires.</p>

2.2 - Notre environnement

Le Crédit Agricole Centre France, Caisse Régionale de plein exercice du groupe Crédit Agricole, couvre l'ensemble des territoires des départements de l'Allier, du Cantal, de la Corrèze, de la Creuse et du Puy-de-Dôme.

Implantée à la fois sur les régions Auvergne Rhône-Alpes et Nouvelle Aquitaine, la Caisse Centre France s'inscrit comme l'un des piliers bancaires dans l'accompagnement de l'activité économique régionale, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire, de l'industrie et de l'agriculture.

Implantation de la Caisse Régionale Centre France sur le territoire



Sur un marché de plus de 1,4 million d'habitants, le Crédit Agricole Centre France est le 1^{er} partenaire bancaire de son territoire : 1 habitant sur 2, 4 agriculteurs sur 5 et près de 3 entreprises sur 5 sont clients.

Son siège est situé à Clermont-Ferrand, 15^e pôle universitaire de France qui accueille 40 000 étudiants, soit près de 15 % de sa population, séduits par le cadre de vie que leur offre cette métropole à taille humaine blottie au cœur des volcans d'Auvergne, et par sa proximité avec la nature, à deux pas du Puy-de-Dôme, géant millénaire qui domine le plus grand parc régional de France.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, première banque régionale coopérative et mutualiste affiche sans ambiguïté son ambition d'entreprise citoyenne, utile à chacun de ses clients et acteur majeur du développement durable de son territoire. Son organisation coopérative agréée des sociétaires qui s'expriment selon le principe : un homme = une voix.

Son engagement coopératif et mutualiste est une réalité forte inscrite depuis toujours dans son ADN.

Son modèle dualiste allie à tous les niveaux une organisation bancaire et mutualiste dont l'objectif est une mise en commun d'expériences et de moyens pour offrir à ses bénéficiaires les meilleurs services aux meilleurs prix, et qui, au-delà accorde une grande place à l'humain et à l'accompagnement de chacune et chacun dans toutes les étapes de la vie.

Sa double gouvernance s'appuie sur des valeurs de transparence, de responsabilité et d'efficacité pour privilégier le bien commun, dans un esprit de respect mutuel.

Sa raison d'être « *Servir. Soutenir les projets, être acteur dans les étapes importantes, accompagner au quotidien les femmes et les hommes qui lui ont fait confiance, savoir à la fois être proche et voir grand, tirer vers le haut, n'oublier personne, offrir des possibles* » dicte les lignes directrices de la RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise), intimement liées à son fonctionnement.

2.3 - Quelques faits marquants en 2021

Janvier/Février



sensibilisation à la RSE, via le serious game Civitime (février et novembre)



Don de tablettes et d'ordinateurs à des jeunes issus de milieux défavorisés



Adopte un mug : don de mugs aux collaborateurs afin de limiter l'usage de gobelets

Mars/Avril



Mise en marché de la plateforme à l'attention des jeunes



Soutien à l'épicerie solidaire des étudiants d'Auvergne



Lancement de notre chaîne de TV

Mai/Juin



Action collégiale de numérique responsable, avec les CRCA de la Région AURA



Festival du Projet d'entreprise « Connectons notre avenir »

IES

1^{ère} mesure de notre engagement sociétal

Juillet/Août



Zoé Summer Tour : acquisition et promotion sur le territoire de véhicules électriques



Partenariat APELS visant à favoriser l'insertion professionnelle de jeunes issus de milieux défavorisés



Accord de solidarité et don de jours de repos

Septembre/Octobre



Engagement solidaire en faveur de Petit Prince et Sourire d'enfants



Création d'un compte TikTok : CACF renforce sa présence auprès des jeunes



Mise en place d'un couloir universitaire avec l'UCA et accueil de 2 étudiants réfugiés

Novembre/Décembre



Le comité inclusion soutient l'habitat inclusif : 90 K€ pour le projet de l'Arche à Clermont.



Semaines du sociétariat dédiées aux jeunes : Kiplin, 1 jeune : 1 box



Accord sur le télétravail

CIVITIME

Au-delà du socle réglementaire et d'engagements solidaires déjà bien ancrés dans la Caisse Régionale (ELA, On se Ligue, Rêves d'enfants), et pour renforcer notre sensibilisation à la RSE, la Caisse Régionale a réalisé deux opérations ludiques, au travers du serious game Civitime :

- En début d'année à destination de l'ensemble des collaborateurs
- En fin d'année à l'attention des collaborateurs et des administrateurs.

L'objectif était de découvrir ou redécouvrir les actions RSE de la Caisse Régionale, au travers de nos cinq enjeux et plus particulièrement sur les thèmes : Inclusion, Développement du territoire, Marque employeur et éco-gestes. Une troisième saison est prévue en 2022.

MESURE DE L'INDICE D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL (IES)

Le Projet Collectif des Caisses Régionales (PCCR) pose comme ambition à dix ans d'« Être reconnu comme créateur de liens sur nos territoires », et d'être « un acteur mobilisé sur les enjeux sociétaux dans nos territoires » avec la création d'un nouvel indicateur structurant, l'IES (Indice d'Engagement Sociétal), afin de mesurer la perception par les parties prenantes de la contribution du Crédit Agricole aux grands enjeux sociétaux. La première édition s'appuie sur une enquête réalisée fin 2020, présentée et commentée en Conseil d'administration début 2021 et partagée avec l'ensemble des collaborateurs.

> Les principaux enseignements de l'étude :

- La notion de RSE reste globalement méconnue mais nos actions en la matière sont perceptibles par près d'un tiers de notre clientèle. Notons toutefois pour la Caisse Régionale une meilleure connaissance des professionnels et collectivités/associations
- L'image du Crédit Agricole est perçue par les habitants de notre territoire (clients et non clients) comme en adéquation avec la raison d'être « Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société ».
- Notre engagement sociétal est globalement bien perçu par nos clientèles des différents marchés, positionnant même la Caisse Régionale parmi les Caisses Régionales les mieux évaluées auprès des professionnels.

RÊVES D'ENFANTS

Après l'opération « On se ligue » qui avait permis de récolter plus de 140 000 € en 2020 pour la ligue contre le cancer, le Crédit Agricole Centre France s'est engagé dans l'opération « Rêves d'enfants » pour soutenir les enfants malades.

« Rêves d'enfants » est un projet organisé en partenariat avec l'association Petits Princes, qui réalise les rêves des enfants et adolescents gravement malades et l'association Sourire d'Enfant, qui améliore le quotidien des enfants malades ou handicapés.

Ce projet a permis de réunir l'ensemble des salariés et des administrateurs autour d'une cause commune du 1^{er} juin au 26 septembre 2021. Grâce à 78 événements très variés (concerts, tournois de pétanque, courses, marches, tombolas...) ce sont 106 318€ qui ont été récoltés au profit des deux associations.

3. IDENTIFICATION DES RISQUES ET DES OPPORTUNITÉS LIÉS AUX ENJEUX

3.1 - Méthodologie

Afin d'identifier les principaux risques extra-financiers du Groupe au regard de ses activités, de son modèle d'affaires, de ses implantations géographiques et des attentes des parties prenantes, la méthodologie mise en place par le Crédit Agricole s'est appuyée sur une démarche progressive et structurée :

ÉTAPE 1 : FORMALISATION DES DOMAINES EXTRA-FINANCIERS DÉFINIS PAR LA RAISON D'ÊTRE DU GROUPE

Le groupe Crédit Agricole a formalisé en 2019 sa Raison d'Être à partir de laquelle le projet de Groupe a été élaboré autour de trois piliers qui déterminent un modèle relationnel unique :

- l'excellence relationnelle : pour devenir la banque préférée des particuliers, des entrepreneurs et des institutionnels ;
- la responsabilité en proximité : pour accompagner la digitalisation des métiers en offrant aux clients compétence humaine, responsable et accessible ;
- l'engagement sociétal : pour amplifier notre engagement mutualiste en nourrissant notre position de leader européen en investissement responsable.

ÉTAPE 2 : DÉMARCHE COMPLÉMENTAIRE POUR DÉFINIR UN PÉRIMÈTRE EXHAUSTIF DES RISQUES EXTRA-FINANCIERS

Les domaines d'actions définis dans l'ISO 26000 et les sujets listés au II de l'article R. 225-105 ont été

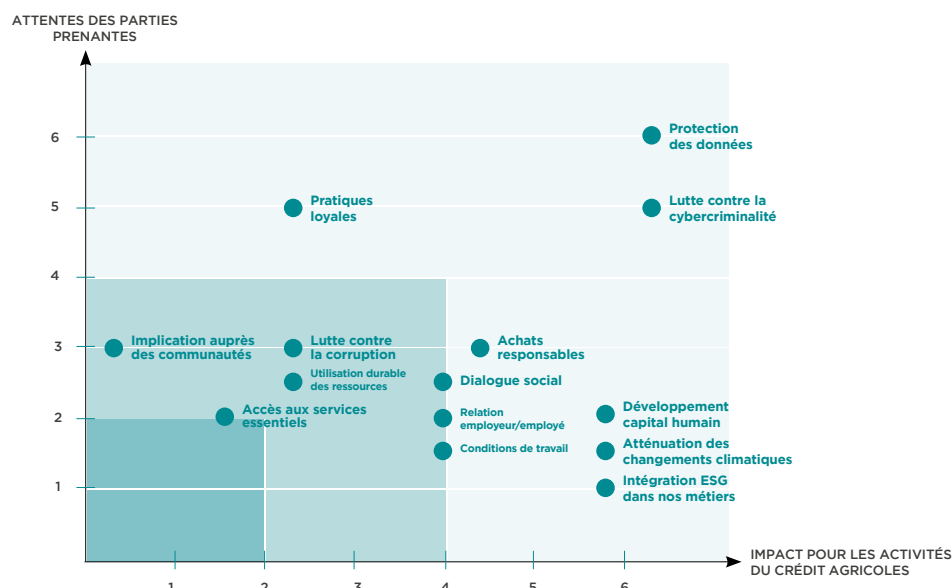
croisés avec les trois piliers de notre Projet Groupe ce qui nous a permis d'identifier une trentaine de risques extra-financiers.

ÉTAPE 3 : IDENTIFICATION DES RISQUES EXTRA-FINANCIERS POUVANT AFFECTER LES ACTIVITÉS DU GROUPE

Cette étape nous a permis de retenir une quinzaine de risques significatifs à court, moyen ou long terme pour le Crédit Agricole. Les risques identifiés ont ainsi été évalués selon deux critères : leur sévérité potentielle et leur probabilité d'occurrence. Une dimension de temporalité a également été utilisée pour certains facteurs de risques, dont l'importance aujourd'hui est moindre, mais qui pourraient devenir plus significatifs à l'avenir. L'évaluation a été effectuée à partir de « critères bruts » qui n'intégraient pas les mécanismes d'atténuation des risques au sein du Groupe.

ÉTAPE 4 : INTÉGRATION DES ATTENTES DES PARTIES PRENANTES AU SEIN DE CETTE ANALYSE

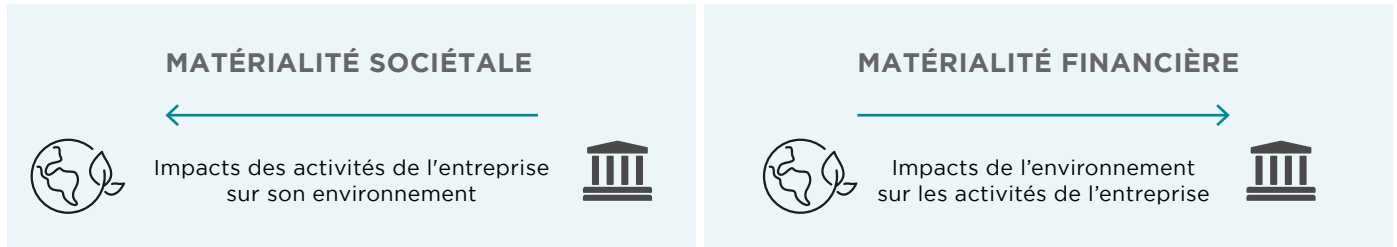
Les résultats de la consultation des parties prenantes effectuée en 2020 nous ont permis d'ajouter, à l'analyse décrite dans les trois étapes précédentes, les attentes des parties prenantes. **Suite à cette analyse, chacune des thématiques extra-financières a été évaluée sur une échelle d'intensité de six gradations et représentée dans la matrice de matérialité ci-dessous.**



Les thématiques extra-financières identifiées au terme de l'étape 4 ont été analysées selon le principe de double matérialité.

D'une part, la matérialité sociétale présente l'impact des activités de Crédit Agricole SA sur son écosystème. D'autre part, la matérialité financière formalise l'impact de l'écosystème sur les métiers de Crédit Agricole SA

Ces travaux ont été menés dans le cadre d'un processus participatif réunissant les Directions RSE, risques, conformité et RH du Groupe. Ils sont aussi utilisés pour évaluer les risques significatifs directement liés à nos activités, dans le cadre de la mise à jour de notre plan de vigilance.



La politique de Responsabilité Sociétale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France structure la contribution de l'entreprise aux enjeux de développement durable. Dans la mesure du possible et lorsque ces apports sont significatifs, en respect du cadre réglementaire, elle s'applique naturellement aux filiales de la Caisse Régionale.

Les filiales SAS CACF Immobilier, CACF Développement et Banque Chalus représentent une part non significative des effectifs (262 salariés cumulés) et du chiffre d'affaires de la Caisse Régionale, et sont donc exclues du périmètre de la DPEF, hors mention explicite.

> Définition de l'univers des risques associés à la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

Afin de mieux appréhender les défis clés et de proposer des solutions stratégiques, le Crédit Agricole Centre France a procédé par étape :

- prise en compte de la documentation Groupe existante afin de dresser une liste exhaustive des enjeux directement ou indirectement liés aux activités du Groupe, et aux intérêts des parties prenantes ;
- identification des enjeux à partir des cinq grands domaines d'engagements déclinés dans la Politique RSE de la Caisse Régionale Centre France ;
- mise en concordance entre les enjeux prioritaires Groupe et les enjeux de la Caisse Régionale ;
- évaluation des enjeux identifiés, à dire d'experts (17 contributeurs) issus des différentes Directions et/ou Unités de la Caisse Régionale

impactées, selon quatre critères :

- impact d'image / de réputation pour le Crédit Agricole Centre France,
- impact sur la perte d'activité de la Caisse Régionale,
- impact sur des sanctions réglementaires envers la Caisse Régionale,
- impact sur des sanctions pénales à l'encontre du Crédit Agricole Centre France.

Pour chaque type d'impact, une échelle de gravité de 1 à 4 a été définie, allant de :

- 1 → Impact faible / inexistant
- 2 → Impact significatif
- 3 → Impact fort
- 4 → Impact majeur

La probabilité d'occurrence a également été appréhendée suivant une échelle de 1 à 4, allant de :

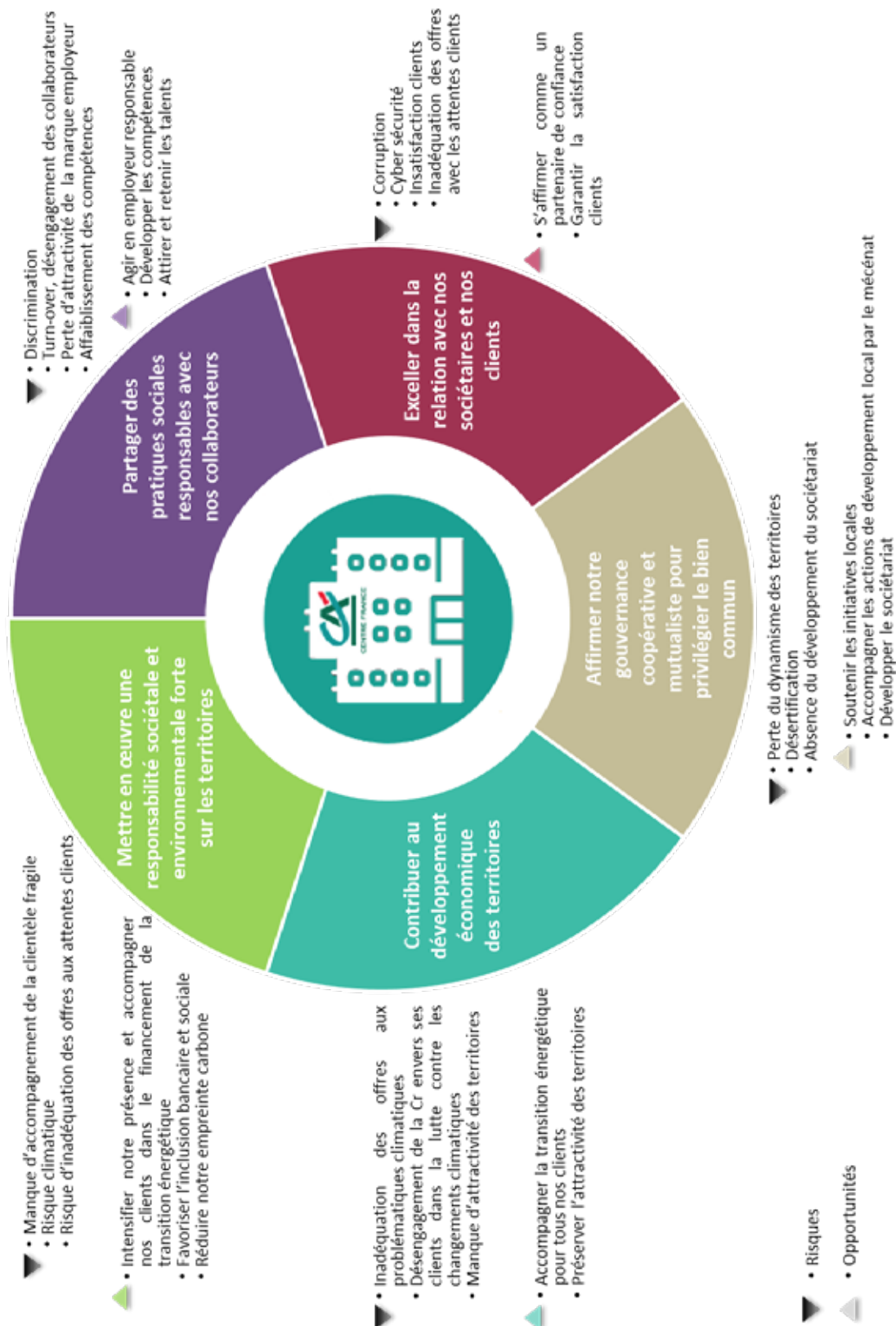
- 1 → Rare (moins d'un cas tous les cinq ans)
- 2 → Faible (moins d'un cas tous les trois ans à un cas tous les cinq ans)
- 3 → Occasionnelle (moins d'un cas par an à un cas tous les trois ans)
- 4 → Fréquente (plusieurs cas par an à un cas tous les ans)

Pour chaque enjeu identifié, la somme des notes attribuées à chaque impact a été multipliée par la probabilité d'occurrence, et une cotation finale a ainsi pu être établie, permettant l'identification des enjeux les plus importants pour l'entreprise.

- Hiérarchisation des enjeux (risques et opportunités) à partir de ces données et définition d'un seuil adapté permettant de déterminer les priorités en termes de responsabilité sociale, sociétale et environnementale du Crédit Agricole Centre France.

La vocation essentielle de cette analyse est donc de fournir les orientations qui permettront à la Caisse Régionale de mieux hiérarchiser ses priorités stratégiques à long terme et d'optimiser la mise en

œuvre de ses engagements et politiques dans une logique de développement durable et équitable.



3.2 - Tableau synthèse

Exceller dans la relation avec nos clients et sociétaires			
OPPORTUNITÉS	RISQUES	POLITIQUES, PLANS D' ACTIONS ET OBJECTIFS	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE
<ul style="list-style-type: none"> S'affirmer comme un partenaire de confiance Garantir la satisfaction clients 	<ul style="list-style-type: none"> Corruption Cyber sécurité Insatisfaction clients Inadéquation des offres avec les attentes clients 	<ul style="list-style-type: none"> Former tous les collaborateurs à la lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme, contre la fraude Déployer la Charte Éthique Groupe, la Charte de Déontologie et la Charte de protection des données personnelles Prendre en charge les réclamations clients dans un délai de 24 h ouvrées et traiter dans un délai de 10 jours ouvrés 	<ul style="list-style-type: none"> 97 % de salariés formés à la lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme, à la lutte contre la fraude 98 % de salariés ayant reçu la Charte Éthique Groupe, la Charte de Déontologie et la Charte de protection des données personnelles 99 % des réclamations prises en charge en 24 h ouvrées IRC stratégique + 18 Taux de satisfaction clients + 28.6 IRC Trajectoires Patrimoine 77,5
Partager des pratiques sociales responsables avec nos collaborateurs			
OPPORTUNITÉS	RISQUES	POLITIQUES, PLANS D' ACTIONS ET OBJECTIFS	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE
<ul style="list-style-type: none"> Agir en employeur responsable Développer les compétences Attirer et retenir les talents 	<ul style="list-style-type: none"> Discrimination Turn-over, désengagement des collaborateurs Perte d'attractivité de la marque employeur Affaiblissement des compétences 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une mixité dans l'entreprise Prioriser les pratiques de promotion interne Formaliser le travail déplacé Mettre en place un partenariat avec une plateforme de covoiturage Mesurer l'indice d'engagement et de recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> 67 h de formation/salarié/an 3,49 % d'absentéisme 15,70 % de salariés ayant bénéficié d'une promotion sous forme de prise de responsabilité Taux de fréquence d'accidents du travail 1,36 IER + 80/100 232 jours de travail déplacé effectués
Contribuer au développement économique des territoires			
OPPORTUNITÉS	RISQUES	POLITIQUES, PLANS D' ACTIONS ET OBJECTIFS	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE
<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la transition énergétique pour tous nos clients Préserver l'attractivité des territoires 	<ul style="list-style-type: none"> Inadéquation des offres aux problématiques climatiques Désengagement de la Caisse Régionale envers ses clients dans la lutte contre les changements climatiques Manque d'attractivité des territoires 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner les transformations du secteur agricole et soutenir le développement d'une agriculture responsable Développer de nouveaux services utiles à tous les clients Soutenir la création et le développement des entreprises Financer en direct l'essor de la transition énergétique (et bio) auprès de nos clients 	<ul style="list-style-type: none"> 3 job dating 2 357 jeunes accompagnés par YOUZFUL 1 Village by CA 665 k€ investis en Capital Innovation 15,90 % des installations de jeunes agriculteurs en bio ou en conversion Fonds de garantie Alter NA et INAF Taux d'équipement en assurance climatique 9 %

Affirmer notre gouvernance coopérative et mutualiste pour privilégier le bien commun

OPPORTUNITÉS	RISQUES	POLITIQUES, PLANS D'ACTIONS ET OBJECTIFS	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les initiatives locales • Accompagner les actions de développement local par le mécénat • Développer le sociétariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte du dynamisme des territoires • Désertification • Absence du développement du sociétariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Répartir les fonds en fonction des orientations retenues • Soutenir les associations locales et animer le territoire • Accroître le nombre de sociétaires • Accroître la représentativité des femmes et des CSP siégeant au conseil de la Caisse Régionale et des Caisses locales 	<ul style="list-style-type: none"> • 79 projets soutenus par la Fondation, pour 1 115 815 € • 1 543 projets soutenus par le sponsoring et soutien à la vie locale pour 921 589 € • 39 % de femmes administratrices de Caisses locales • Répartition CSP et 53 ans de moyenne d'âge des administrateurs de Caisses locales

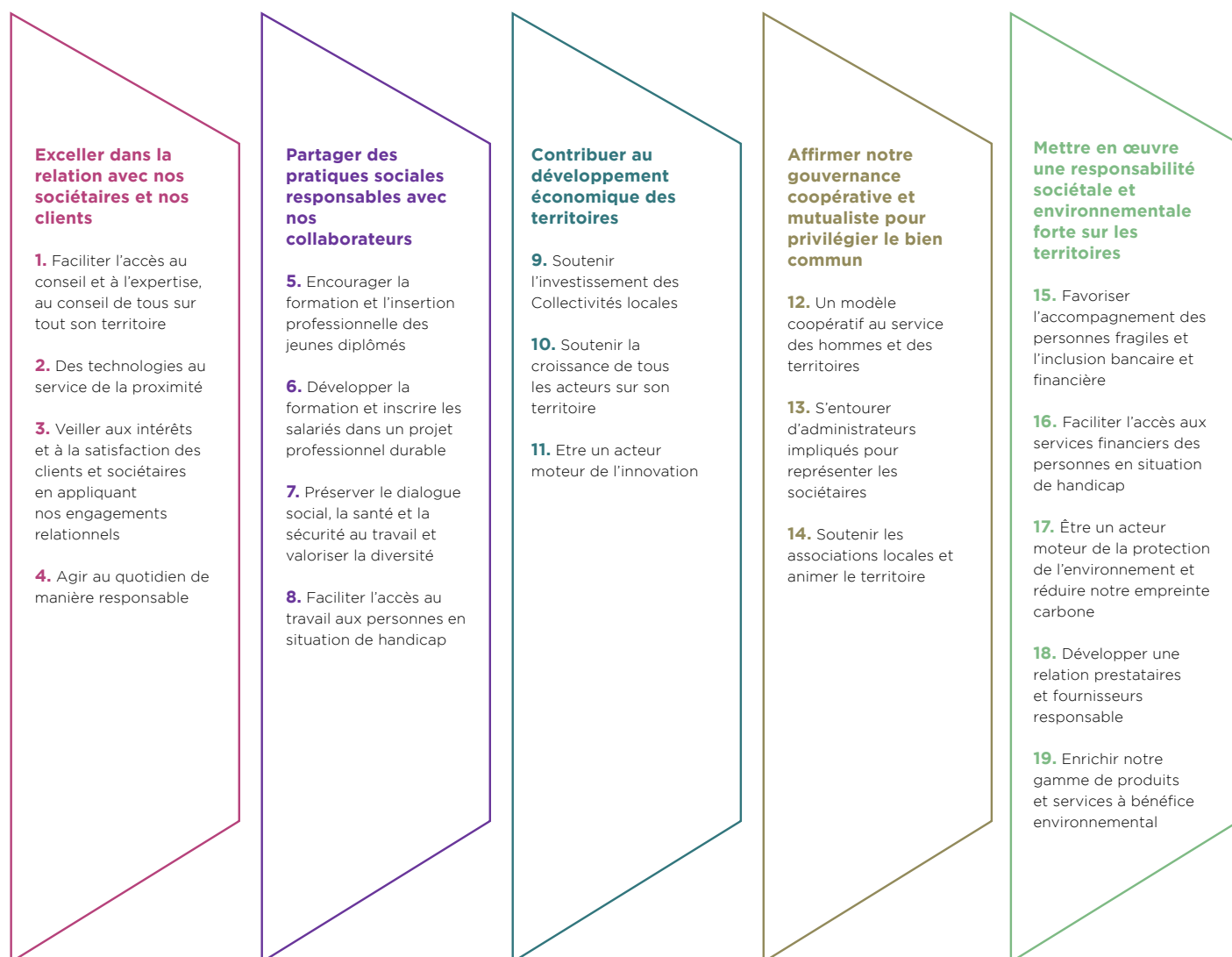
Mettre en œuvre une responsabilité sociétale et environnementale forte sur les territoires

OPPORTUNITÉS	RISQUES	POLITIQUES, PLANS D'ACTIONS ET OBJECTIFS	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE
<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'inclusion bancaire et sociale • Réduire notre empreinte carbone • Intensifier notre présence et accompagner nos clients dans le financement de la transition énergétique 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'accompagnement de la clientèle fragile • Risque climatique • Risque d'inadéquation des offres aux attentes des clients 	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un environnement Passerelle • Développer une culture budgétaire • Stimuler la transition vers une économie bas carbone • Adopter la Charte des Achats Responsables • Création d'une filière « Transition Énergétique » • Diminuer notre impact carbone • Développer l'épargne à impact positif 	<ul style="list-style-type: none"> • 882 bénéficiaires accompagnés par Passerelle Solidarité • 14 ateliers budgétaires animés par Passerelle Solidarité • 72 % d'achats auprès de fournisseurs locaux • 804 kg de CO₂ générés grâce à notre gestion des déchets • 1 Filière Transition Énergétique • 111,560 M€ de financement de la transition énergétique et efficacité énergétique • 169,904 M€ investis en Green Bonds • 110 M€ fonds d'investissement responsable

4. NOS ENGAGEMENTS RSE

Soucieuse de limiter les risques extra-financiers identifiés et d'anticiper les grands défis de demain, la Caisse Régionale a défini cinq enjeux prioritaires, déclinés en dix-neuf engagements.

Les indicateurs clés de performance permettent de suivre et évaluer les progrès, et de contrôler la cohérence dans le temps.



Notre démarche RSE est accessible sur notre site internet.

Enjeu 1 : exceller dans la relation avec nos sociétaires et nos clients

1.1 Respecter l'éthique dans les affaires

L'ÉTHIQUE DES PRATIQUES COMMERCIALES

Concilier l'utilité des produits pour le client et la rentabilité de l'offre pour la banque est un facteur déterminant en termes de loyauté. Au Crédit Agricole Centre France, la recherche de ce point d'équilibre passe par des procédures rigoureuses d'information et de dialogue, le respect scrupuleux des réglementations et un système de rémunération et de formation des collaborateurs fondé sur les codes de bonne conduite de la profession. Cette éthique des pratiques commerciales s'inscrit dans la mise en œuvre de notre modèle relationnel et de ses engagements. L'objectif du Crédit Agricole Centre France est de se différencier par la qualité de sa relation client.

LA CONFORMITÉ, LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.

Les enjeux de la conformité, de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, de prévention de la fraude et de lutte contre la corruption sont une préoccupation permanente pour la Caisse Régionale, qui veille ainsi à se préserver du risque de réputation et juridique. Suite aux événements de ces dernières années (appels publics en faveur de transparence et de vigilance quant à la gouvernance de grandes entreprises françaises) et aux exigences des régulateurs, la Caisse Régionale fait évoluer en permanence son propre dispositif, conformément aux préconisations du groupe Crédit Agricole.

Conformément au règlement intérieur, une information à destination des collaborateurs sur les règles de bonne conduite à respecter est diffusée via les chartes de déontologie et de bonne utilisation des ressources informatiques, et le code de conduite anti-corruption qui sont annexés au règlement intérieur. En 2017, ces textes ont été complétés par la déclinaison, par la Caisse Régionale, de deux textes majeurs adoptés par tout le Groupe : la charte des données personnelles et la charte éthique.

Les collaborateurs du Crédit Agricole Centre France sont les acteurs de la prévention et du respect des pratiques éthiques. Ils appliquent les procédures mises en place dans ces domaines. Des formations spécifiques pour les nouveaux embauchés sont organisées. Des sensibilisations régulières des salariés programmées annuellement permettent une actualisation de leurs connaissances et le maintien d'un haut niveau de conformité des pratiques. Une attention particulière est apportée au plan de formation dit du socle de conformité.

LA LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale, l'OCDE a élaboré en juillet 2014 une nouvelle norme d'échange automatique de renseignements fiscaux entre États. Une soixantaine de pays dont la France s'est engagée à échanger des informations dès 2017 suivant ce nouveau standard, et leur nombre est de 86 à fin 2021. Le conseil « affaires économiques et financières » de l'Union Européenne a adopté le 9 décembre 2014 la directive de coopération administrative révisée qui transpose au sein de l'Union Européenne le dispositif d'échange automatique d'information mis au point par l'OCDE.

La norme oblige les institutions financières (banques, dépositaires, compagnies d'assurance-vie...) implantées dans des pays signataires de la norme à identifier les titulaires de comptes résidents fiscaux de pays avec lesquels un accord d'échange a été conclu, et à transmettre annuellement des informations (coordonnées du détenteur, soldes des comptes, revenus perçus, produits bruts de cession de valeurs mobilières...) à leur administration fiscale. Cette dernière retransmettra les données aux différentes administrations concernées.

La Caisse Régionale applique le dispositif d'auto certification de résidence fiscale à tout nouveau client lors de son entrée en relation (création de compte). A défaut de ce document, aucune ouverture de compte n'est réalisée.

La mise en œuvre effective des échanges est conditionnée par la signature d'accords bilatéraux/multilatéraux entre États et par une transposition dans les lois locales.

Le groupe Crédit Agricole est implanté dans une

cinquantaine de pays engagés dans les échanges automatiques d'information. À ce titre, les institutions financières du groupe Crédit Agricole se sont mises en capacité d'obtenir la ou les résidences fiscales des titulaires de comptes à compter du 1^{er} janvier 2016.

OBJECTIFS

- Former tous les collaborateurs à la lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme, contre la fraude et la corruption
- Déploiement de la Charte Éthique Groupe et de la Charte de Déontologie

100 %

de salariés ayant reçu la Charte Éthique Groupe, la Charte de Déontologie et le code de conduite anti-corruption

96 %

de salariés formés à la lutte contre la corruption

97 %

de salariés formés à la lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme

1.2 Viser une relation durable avec le client

Depuis plusieurs années, le Crédit Agricole Centre France a développé différents dispositifs d'écoute pour sonder la satisfaction de ses clients et définir des actions prioritaires permettant de l'accroître.

Ainsi la Caisse Régionale souscrit à une étude nationale sur le Marché des Particuliers conduite par le groupe Crédit Agricole qui mesure annuellement la satisfaction clients sous la forme d'un Indice de Recommandation Clients (IRC). Cet indice est calculé en retranchant au pourcentage de « promoteurs » (clients qui donnent une note de 9 ou 10) le pourcentage de détracteurs (note entre 0 et 6). Pour le Crédit Agricole Centre France cet indicateur affiche + 18 pour l'année 2021, soit une progression de 7 points par rapport à 2020. La Caisse Régionale reste 1^{re} en IRC sur son territoire depuis cinq années consécutives et se place en 2021 dans le Top 5 des Caisses Régionales (source IRC stratégique national, sondage BVA).

En complément de cette enquête nationale et afin de disposer de données au niveau de l'ensemble de ses Agences Principales (regroupement de plusieurs

agences géographiquement proches), le Crédit Agricole Centre France réalise un « Baromètre » semestriel auprès de tous ses clients qui comporte un IRC tous marchés. Ce dernier donne un niveau de recommandation de + 28,6 en octobre 2021. Ce questionnaire permet aussi de connaître la perception clients en matière de propositions commerciales et de recueillir des « verbatim » qui font l'objet d'analyses afin d'améliorer la qualité de service.

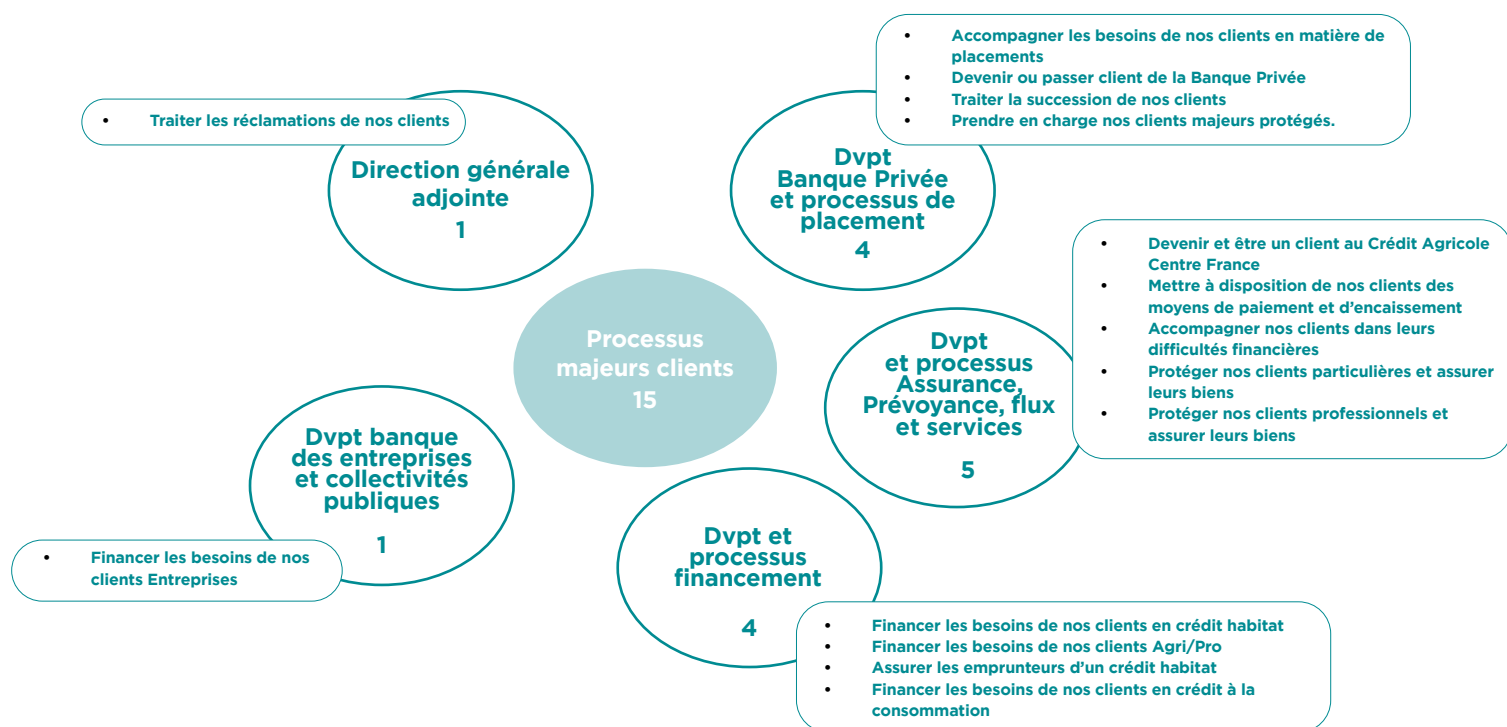
Depuis fin 2018, Trajectoires Patrimoine est déployée dans l'ensemble des Caisses Régionales. Cette démarche permet à chaque client de choisir les meilleures options pour développer son patrimoine, dès le premier euro, en capitalisant sur tous les savoir-faire du Crédit Agricole. L'objectif est d'en faire bénéficier deux clients sur trois. L'IRC spécifique à la démarche Trajectoires Patrimoine est de + 77,5 en 2021, reflétant la satisfaction des clients qui ont bénéficié d'un tel entretien (soit une progression de + 6,5 par rapport à 2020).

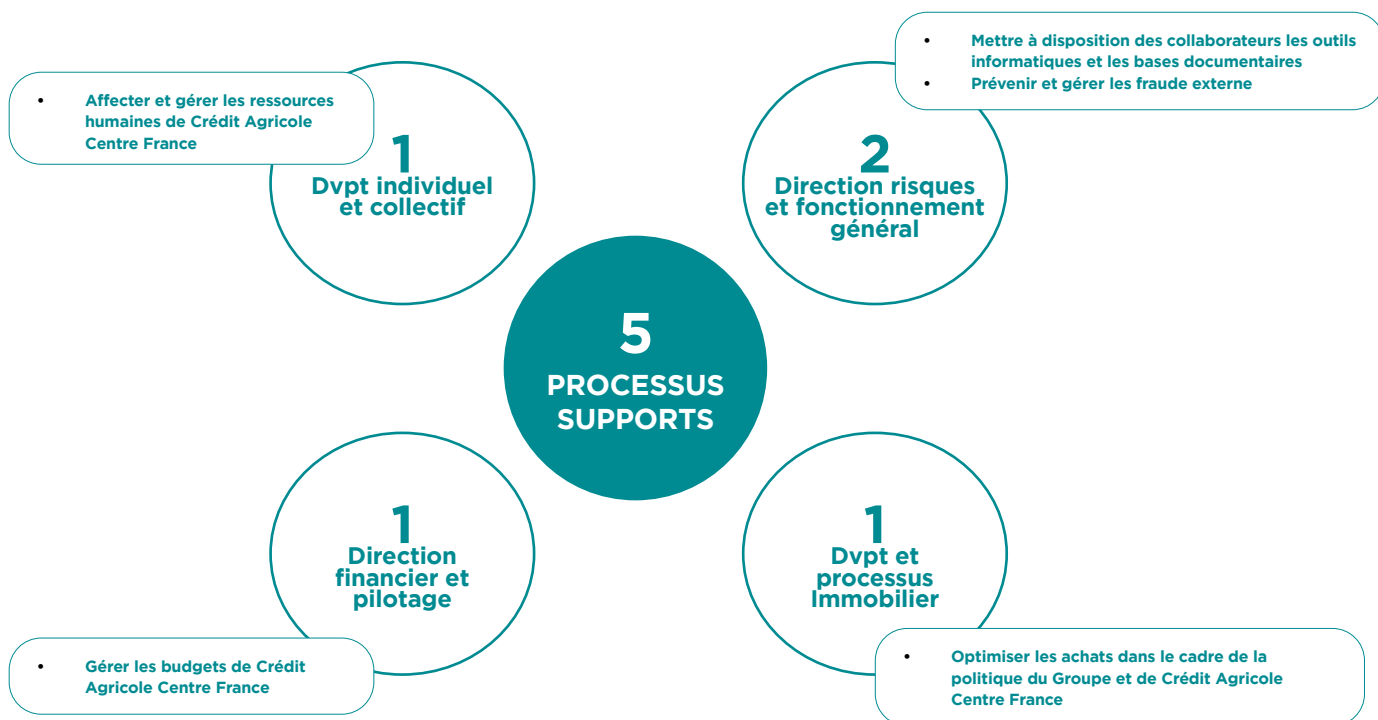
Par ailleurs, dans une recherche d'efficacité et d'amélioration de la qualité de service, le Crédit Agricole Centre France a renforcé en 2020 la contribution des collaborateurs en les intégrant davantage à la démarche de pilotage des processus (mise en place de Directions d'Agences Principales associées, participation aux revues de processus, management visuel...).

Cette démarche collaborative se positionne au service de la qualité perçue par nos clients et de notre efficacité opérationnelle. Il s'agit de nous poser collectivement et régulièrement la question

des actions à mener pour améliorer nos manières de faire : concrètement, une organisation autour d'un pilote et d'un sponsor est mise en place pour suivre les indicateurs de performance de chaque processus, détecter les dysfonctionnements perçus par les clients et collaborateurs, identifier les pistes d'amélioration et les traiter.

Lancé en 2017, ce pilotage par les processus au service de la satisfaction client concerne aujourd'hui quinze processus majeurs clients et cinq processus supports, illustrés ci-dessous.





La Caisse Régionale s'attache à optimiser le traitement des réclamations des clients et la gestion de la non-qualité. Le délai de réponse 2021 est de 14,9 jours ouvrés pour un objectif de 10 jours ouvrés. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette valeur : davantage de réclamations simples traitées en moins de 48 heures en agences, l'impact de la crise sanitaire, le volume de fraudes mais aussi une complexité plus importante des dossiers reçus et des rebonds clients plus fréquents.

En complément de cet indicateur central, d'autres marqueurs sont suivis régulièrement comme la satisfaction des réclamants, le volume de réclamations et de dossiers de non qualité... En 2021, le nombre de réclamations reçues au Service Clients est de 1 032 selon la définition de ce qui doit être considéré comme une réclamation (chiffre n'incluant pas les réclamations simples traitables en moins de 48 heures du ressort des agences).

OBJECTIFS

- IRC en progression
- Prendre en charge les réclamations clients sous 24h et y répondre dans un délai de 10 jours ouvrés

+ 7 points

IRC stratégique

+ 6,7 points

IRC Trajectoires Patrimoine

99 %

Des réclamations prises en charge en 24h ouvrées

1.3 Protéger les données personnelles des clients

Le groupe Crédit Agricole est engagé depuis de longues années dans une démarche de protection renforcée des données à caractère personnel.

Pour 2021 les actions marquantes sont la mise en place de la nouvelle réglementation sur les cookies diffusée par la CNIL et corrélativement le renforcement de l'information des personnes y afférent, l'actualisation après trois ans d'existence de la Politique de protection des données destinée à informer l'ensemble des clients et des prospects sur les traitements de données.

Ces communications sont disponibles sur notre site internet et en agences.

En outre, chaque contrat ou convention produit intègre une clause dite clause « CNIL/RGPD » (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés/Règlement Général de Protection des données) destinée à compléter l'information des clients sur les traitements de données à caractère personnel réalisés dans le cadre de l'exécution dudit contrat ou convention.

La formation des collaborateurs initiée dès 2018, se poursuit d'année en année.

En ce qui concerne l'information des salariés sur le traitement de leurs propres données personnelles une charte des collaborateurs Crédit Agricole Centre France a été rédigée. Actualisée en 2020, elle est accessible sur notre site intranet RH.

De même une charte d'information des candidats a été rédigée et déposée sur notre site internet recrutement.

Par ailleurs, la Caisse Régionale a mis en place un process d'analyse et de validation de ses traitements construit autour de deux axes : l'un de nature juridique visant à vérifier la nature, la proportionnalité des données traitées ainsi que l'information des personnes et l'autre plus technique visant à assurer la sécurité physique et logique des données.

Enfin, elle poursuit un chantier de remédiation de ses contrats de sous-traitants et partenaires afin que les mêmes standards en termes de protection et de sécurité de ses données soient appliqués chez ces derniers.

Une démarche similaire construite autour des mêmes modalités a été mise en œuvre tant pour la SA Banque Chalus que pour la SAS Square Habitat Centre France.

OBJECTIF

- Garantir la sécurité, s'affirmer comme un partenaire de confiance et déployer la Charte des données personnelles à l'ensemble des salariés

100 %

des collaborateurs ont accès à la charte des données personnelles

Enjeu 2 : Partager des pratiques sociales responsables avec nos collaborateurs

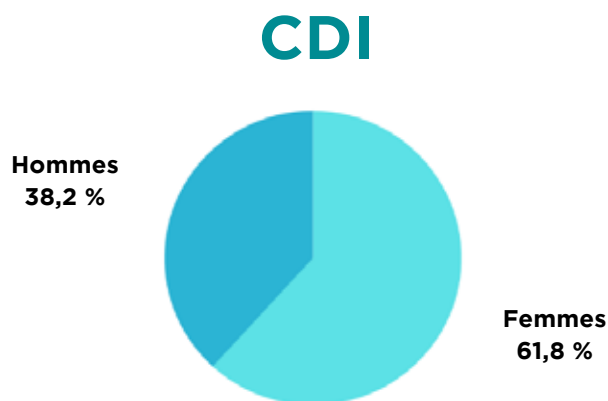
Les Directions des Ressources Humaines de chacune des entités du groupe Crédit Agricole participent à la réalisation des objectifs inscrits dans le cadre du Plan à Moyen Terme et définissent leurs propres politiques ressources humaines pour répondre aux enjeux de développement de leur structure d'appartenance. Pour garantir une ambition et une vision commune, les équipes Ressources Humaines partagent un socle de principes et de valeurs :

- des politiques Ressources Humaines fondées sur le respect des personnes, l'équité et l'ouverture ;
- des carrières évolutives et variées fondées sur le développement des compétences et l'accompagnement du potentiel de chacun ;
- l'intelligence collective au service de la performance ;

- une culture d'entrepreneur dans un grand groupe ;
- une entreprise responsable et performante au service du développement des clients, des territoires, et de l'économie, en France et à l'international ;
- un environnement et des modes de travail innovants et épanouissants, leviers de la performance.

Au 31 décembre 2021, l'effectif CDI de la Caisse Régionale Centre France s'élève à 2 261 collaborateurs. Hors direction, il se compose de 62,1 % de femmes et de 37,9 % d'hommes.

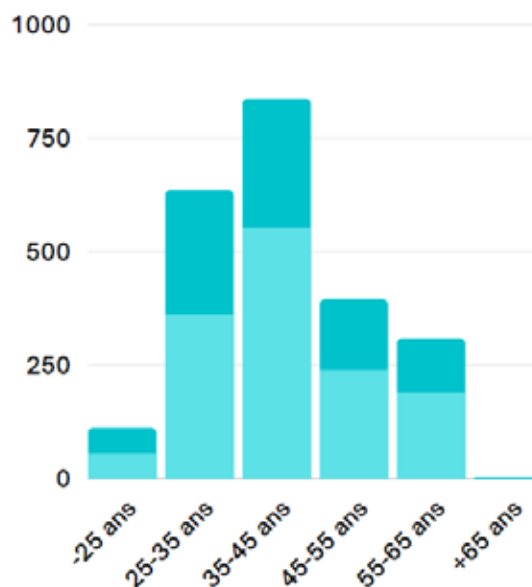
La répartition par sexe et par tranche d'âge est la suivante :



En 2021, la Caisse Régionale a recruté 117 CDI, 125 CDD et 136 étudiants en renfort l'été. Par ailleurs, 105 alternants sont intégrés aux effectifs de la Caisse Régionale au 31 décembre.

La Caisse Régionale a enregistré 115 départs de collaborateurs CDI sur l'année, soit 29 départs de moins qu'en 2020.

CDI



Le taux de turn-over se situe à 5,14 %, soit un niveau inférieur à celui de l'an dernier (6,15 %) et toujours en deçà de la moyenne nationale (6,2 % référence de 2020).

2.1 Garantir l'équité et promouvoir la diversité

Depuis plusieurs années, le groupe Crédit Agricole est engagé dans une démarche visant à faire progresser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment grâce à la signature d'accords portant sur des thématiques telles que l'équité dans le recrutement, la formation, la promotion, la rémunération ou encore l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

A l'instar des engagements du groupe, le Crédit Agricole Centre France met en œuvre une politique d'employeur engagé et responsable, fondée sur des principes de non-discrimination, de respect et de promotion de la diversité et de l'équité dans le traitement de chaque collaborateur ou futur collaborateur.

EGALITÉ DE TRAITEMENT

En décembre 2011, la Caisse Régionale a conclu un premier accord d'entreprise portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Cet accord, à nouveau reconduit en 2020 pour une nouvelle durée d'application de trois ans couvrant la période 2021-2022-2023, s'inscrit dans la continuité de la politique de gestion des ressources humaines du Crédit Agricole Centre France visant à garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, tant à l'embauche que durant le déroulement de la carrière professionnelle.

Par exemple en matière de recrutement, la Caisse Régionale réaffirme son engagement à être particulièrement vigilante à ce que les définitions de postes et les processus de recrutements internes ou externes s'adressent à toutes les populations, sans distinction d'âge, et à ne prendre en compte que les seuls critères liés à la qualification et aux compétences des candidats.

Par ailleurs, les équipes en charge de la gestion des recrutements et des mobilités bénéficient à l'occasion de leur prise de poste en tant que chargé de recrutement d'un dispositif de formation spécifique intégrant des apports juridiques visant à ne pas mettre en œuvre de pratiques discriminatoires dans l'exercice de leur fonction. Une journée de formation complémentaire sur le sujet a également été suivie par l'ensemble de l'équipe en 2021.

La Caisse Régionale a également initié des actions

de formation qui s'inscrivent dans l'objectif d'une mixité accrue des cadres du groupe et qui visent à accompagner les femmes afin qu'elles développent leur projet de carrière.

La Caisse Régionale consacre ainsi le principe de l'égalité de traitement et de non-discrimination en tant que principe clef et moteur de la gestion des ressources humaines, principe qu'elle s'attache à coordonner avec l'ensemble des actions qu'elle mène dans ce domaine.

LES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP

Concernant l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap, le Crédit Agricole Centre France poursuit la déclinaison, sur son territoire, de l'accord national de branche relatif à l'emploi de travailleurs handicapés au sein des Caisses Régionales.

Les domaines d'actions pour atteindre l'objectif d'emploi de salariés en situation de handicap concernent l'embauche, l'intégration durable, le maintien dans l'emploi et le développement du travail avec le secteur protégé.

Ainsi la Caisse Régionale s'est pleinement engagée tout au long de l'année par la mise en œuvre d'actions concrètes telles que :

- le recrutement de personnes en situation de handicap sur des emplois commerciaux ou tout autre emploi existant au sein de la Caisse Régionale qui soit susceptible d'accueillir un salarié, y compris en situation de handicap,
- l'adaptation des postes de travail pour accompagner et faciliter le maintien dans l'emploi des salariés en situation de handicap.

Par ailleurs et pour renforcer les fondamentaux qui guident ses actions dans ce domaine, la Caisse Régionale s'est portée signataire de la Charte de la Diversité, un texte d'engagement proposé à la signature de toute entreprise qui souhaite, par une démarche volontariste, agir en faveur de la diversité et de la lutte contre les discriminations.

Elle a également renouvelé son partenariat avec l'association Handisup Auvergne, ce qui a participé au recrutement de salariés en situation de handicap et à la réalisation d'actions de parrainages visant à

accompagner un demandeur d'emploi ou un étudiant en situation de handicap dans ses recherches d'emploi ou de stage. Dans ce cadre, ce sont neuf personnes qui ont été accompagnées. Trois d'entre elles ont par ailleurs été accueillies au sein des équipes de la Caisse Régionale (stage, alternance, intérim).

De plus, des actions de communication externes et de sensibilisation en interne ont été conduites de manière à faire connaître l'ouverture de la Caisse Régionale à l'emploi de travailleurs en situation de handicap (participation à des forums dédiés au recrutement de personnes en situation de handicap), à informer et contribuer à faire évoluer les regards sur ces sujets et à rappeler l'existence, au sein de la Caisse Régionale, d'une cellule dédiée à l'accompagnement de ces situations.

Ces actions d'information et de sensibilisation en interne ont été renforcées durant la semaine européenne pour l'emploi et le handicap durant laquelle la Caisse Régionale a notamment participé à l'action DUODAY par la formation de binômes entre des personnes en situation de handicap et des salariés volontaires de la Caisse Régionale pour une journée de rencontre et d'échanges dédiée à la découverte d'un métier ou d'un environnement professionnel.

A fin décembre 2021, ce sont cent-huit salariés qui étaient en situation de handicap parmi les équipes de Crédit Agricole Centre France et quinze adaptations de postes de travail qui ont été réalisées.

2.2 Préserver la qualité de vie au travail et garantir le dialogue social

RELATIONS SOCIALES

Le groupe Crédit Agricole veille à garantir aux collaborateurs un environnement de travail sécurisé et qui préserve leur santé.

Pour favoriser l'équilibre des temps de vie, la Caisse Régionale poursuit ses actions en faveur d'une organisation de travail qui conjugue bien-être et performance. Pour la Caisse Régionale, la qualité de vie au travail est considérée comme un élément de réussite collective constituant un levier d'efficacité.

Après la mise en œuvre de la modalité de travail déplacé en 2019 et dans la perspective de la sortie des schémas d'adaptation rendus nécessaires par la crise sanitaire depuis 2020 avec le travail à distance, la Caisse Régionale a ouvert la voie à une

expérimentation du télétravail en situation ordinaire de travail. En décembre 2021, un accord sur le télétravail a été signé en ce sens. Il s'agit d'une modalité d'organisation du travail qui ne constitue pas un droit, ni une obligation, mais une forme d'organisation du travail ouverte par l'entreprise et choisie par le salarié sur la base du volontariat.

Le Groupe est attentif au développement d'un dialogue social constructif en vue de conclure des accords structurés et porteurs de véritables engagements.

En 2021, plusieurs accords d'entreprise ont été négociés, reconduits ou adaptés en concertation avec les partenaires sociaux de la Caisse Régionale, au nombre desquels figurent notamment :

- un accord d'entreprise sur l'enveloppe de rémunération des compétences individuelles des expertises et des prises de responsabilité conclu dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire de l'année 2021 ;
- un accord d'intéressement aux résultats de l'entreprise ;
- un renouvellement de l'accord d'entreprise sur la formation professionnelle ;
- un renouvellement de l'accord d'entreprise portant sur le CESU garde d'enfants ;
- un renouvellement de l'accord d'entreprise portant sur le CESU Handicap ;
- un accord d'entreprise sur les solidarités et les dons de jour de repos ;
- un accord d'entreprise sur le télétravail ;
- une adaptation de l'accord d'entreprise relatif au forfait mobilité durable.

Ce dernier accord vise à encourager le recours à des modes de transports dits « vertueux » et alternatifs à l'usage individuel de la voiture (co-voiturage et Engins de Déplacement Personnel) pour effectuer les trajets domicile-lieu de travail par la mise en place d'un forfait mobilité de 20 € par mois.

La Caisse Régionale a souhaité ainsi s'inscrire dans de nouvelles dispositions qui répondent à la fois à un enjeu sociétal et environnemental. Ce dispositif relatif à la mobilité durable illustre notamment l'engagement de la Caisse Régionale pour la qualité de vie de ses salariés, il vient également compléter des dispositifs déjà existants (mise en œuvre du travail déplacé, plateforme de covoiturage...).

En 2022, le dialogue social se poursuivra, lors des négociations qui seront engagées à la fois dans le cadre et hors le cadre des négociations annuelles obligatoires, ainsi qu'à l'occasion de chacune des réunions du Comité Social et Economique et de ses différentes commissions.

La Caisse Régionale est attentive à proposer les conditions sociales et matérielles d'exercice des métiers les plus adaptées possible.

Elle décline l'accord national sur les conditions de travail de 2008, en respectant le principe d'une recherche de solutions équilibrées, basée sur le triptyque « bien-être des salariés – satisfaction client – bonne conduite de l'entreprise », en concertation avec les instances représentatives du personnel.

Les risques auxquels peuvent être exposés les collaborateurs sont pris en compte et répertoriés au sein du Document Unique de Prévention des Risques Professionnels (DUERP) : risque routier, accidents du travail, incivilités...

Par ailleurs, la Caisse Régionale poursuit la mise en œuvre de son dispositif de météo interne sociale comme elle le fait depuis 2011, tout en intégrant depuis cinq exercices maintenant le dispositif d'IER (Indice d'Engagement et de Recommandation) national. Cette année le taux de participation est de 70 %, ce niveau de participation garantit une grande fiabilité dans l'analyse des résultats globaux. Les résultats sont globalement très bien orientés, l'IER reste stable et atteint le niveau de 80 sur un maximum possible de 100 ce qui situe Centre France dans les meilleures Caisses Régionales.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Considérant toujours que la qualité de vie au travail est un élément de réussite collective constituant un levier d'efficacité, un projet initié en 2018 sur la mise en œuvre d'un dispositif de travail déplacé a été engagé, en concertation avec les Organisations Syndicales représentatives. La motivation principale du projet est de renforcer le développement des relations, des

liens entre les collaborateurs des sites et du réseau d'agences, favoriser le « mieux vivre et travailler ensemble » et au-delà, en facilitant ponctuellement les déplacements domicile/travail des collaborateurs, contribuer à la qualité de vie au travail et à diminuer l'empreinte carbone de l'entreprise. En 2021, soixante-sept personnes ont pu bénéficier du travail déplacé, soit 2,96 % des collaborateurs.

Cette même crise sanitaire a conduit dans le même temps la Caisse Régionale à développer la modalité de travail à distance au cours notamment des épisodes de confinement. Cette modalité de travail, fortement limitée dans son champ d'application par l'accès au système d'information pour des raisons de sécurité a pour autant été largement déployée.

Cette expérience a permis de conclure en fin d'année avec les partenaires sociaux un accord d'expérimentation sur l'année 2022 concernant le télétravail. Cet accord d'expérimentation fera l'objet d'un bilan à la fin de l'année 2022.

SANTÉ SÉCURITÉ

En matière de santé et de sécurité au travail, l'entreprise garde un lien permanent et régulier avec ses partenaires (CSSCT, médecine du travail...). Une attention particulière est portée au suivi des incivilités. Sur ce sujet, la Caisse Régionale a mis en œuvre une procédure de déclaration, de suivi et d'accompagnement spécifique à ces situations dont les modalités ont été fixées dans le cadre d'un accord d'entreprise signé par l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

OBJECTIFS

- Favoriser le bien-vivre au travail
- IER stable (Indice d'Engagement et de Recommandation)

232 jours

de travail déplacé

+ 80/100

IER
(Indice d'Engagement et de
Recommandation)

1,36

taux de fréquence des
accidents du travail

2.3 Encourager le développement et l'employabilité des salariés

FORMATION

La politique de formation de la Caisse Régionale s'inscrit pleinement dans le modèle social de l'entreprise qui privilégie une relation de long terme avec ses collaborateurs.

Celle-ci est installée de longue date dans l'entreprise et a fait l'objet en juillet 2021 d'un accord d'entreprise, dont l'ensemble des Organisations Syndicales représentatives ont été signataires. Cet accord matérialisait notamment un engagement triennal de l'entreprise sur un investissement formation de 8 % de la masse salariale annuelle. Cet accord, en lien avec la loi Avenir et le Projet Moyen Terme Groupe, met en avant la notion de personnalisation accrue des solutions de formations proposées à l'ensemble des collaborateurs afin de permettre encore d'améliorer le transfert dans l'action. L'apprenant devient encore un plus acteur de son plan de développement des compétences.

Il a maintenu la mise à disposition de moyens supplémentaires au service d'une démarche individuelle et volontaire de perfectionnement des connaissances visant à favoriser la dynamique d'apprentissage par l'autoformation.

Ainsi, la Caisse Régionale met à la disposition de l'ensemble des salariés sur la plateforme du Groupe e-campus accueillant les dispositifs de formation à distance (e-learning, tutoriel, etc...) en « open-source », l'ensemble des dispositifs de formation à distance produit par l'IFCAM (Institut de Formation du Crédit Agricole Mutuel), mais aussi de ressources pédagogiques souscrites auprès de prestataires de référence (Fiches Clic et Clair, Projet Voltaire...).

L'objectif est de donner à celles et ceux qui le souhaitent, la possibilité de consolider, de développer et/ou de perfectionner les connaissances acquises par le biais de la formation professionnelle dispensée par la Caisse Régionale. Il s'agit de moyens supplémentaires mis à la disposition de tous, sans restriction, sans traçabilité hiérarchique des connexions. L'idée est de laisser une grande liberté d'accès et de souplesse d'utilisation de nature à notamment s'adapter aux différents rythmes d'apprentissage et d'être utilisée au moment le plus adapté pour chacun. L'accès à la plateforme e-campus est possible en mobilité, pendant ou en dehors des périodes habituelles de travail. Cette liberté d'accès pendant le temps de travail doit simplement s'inscrire dans des pratiques prenant en compte le bon fonctionnement de son agence ou service. Cela vise à développer et à renforcer l'autonomie de chacun, dans l'exercice de

son droit à formation, en fonction de ses propres besoins.

L'accord d'entreprise relatif au droit à la déconnexion repose sur cette même logique. En s'appuyant sur la confiance dans la responsabilité reconnue des salariés, il installe un droit, et non plus une simple tolérance, à se déconnecter temporairement du travail pendant les périodes habituelles de travail pour traiter un sujet d'ordre personnel.

Par ailleurs, le processus d'élaboration d'un plan de formation annuel installé dans la Caisse Régionale depuis de nombreux exercices, conduit l'entreprise à présenter celui-ci et l'avancement de sa réalisation chaque année à la fois dans le cadre des Commissions Sociales et du Comité Social et Économique.

Dans un souci permanent de renforcer l'employabilité des collaborateurs et en s'appuyant sur l'IFCAM, l'Université du Groupe, la formation a toujours été un sujet clé au service du développement des compétences, soit par l'enrichissement régulier de l'offre de formation, soit par la volonté de rendre toujours plus accessible cette offre.

Le Crédit Agricole Centre France s'engage, dans le cadre de sa stratégie d'entreprise, à permettre à ses salariés de mettre à niveau et d'élargir leurs compétences pour relever les défis de professionnalisme au service de la satisfaction client, de l'excellence relationnelle et de l'efficacité commerciale. L'offre de formation s'adapte aux évolutions et mutations rapides en termes d'organisation et de technologies, notamment digitales.

Pour accompagner les collaborateurs dans leur évolution professionnelle et favoriser leur montée en compétences, la Caisse Régionale mène une politique de formation durable et responsable qui se concrétise au travers :

- du parcours d'intégration des nouveaux embauchés ;
- des parcours de professionnalisation suite aux nominations sur certaines lignes métiers (directeur d'agence, responsable d'activité, conseiller professionnel, agricole ou mixte et conseiller en gestion de patrimoine) et se renforce en 2022 sur un parcours de professionnalisation des Responsables Clientèles et Conseillers Privés ;
- d'un dispositif d'évaluation annuel « apprenant » permettant d'analyser précisément et individuellement les besoins

- en formations techniques pour les salariés occupant une fonction commerciale ;
- d'un centre de formation intégrant une agence école pour s'entraîner dans un environnement proche de celui de la réalité terrain ;
- de modalités pédagogiques efficaces et adaptées aux besoins, associant notamment e-learning, classe virtuelle, amphi virtuel et présentiel ;
- d'un entretien individuel annuel dédié à la formation professionnelle, permettant d'identifier les besoins de formations individuels.

Au titre de l'année 2021, l'ensemble des dépenses de formation représente 10,3 % de la masse salariale de l'entreprise et se matérialise par 19 502 jours réalisés. Cette situation va au-delà des engagements pris en moyenne dans l'accord formation (17 000 jours en moyenne annuelle) et malgré un contexte sanitaire qui a perturbé le bon déroulement du plan. Cette performance remarquable est liée à la volonté de la Caisse Régionale de « rattraper » en priorité les formations non réalisées en 2020 concernant les parcours de professionnalisation afin que chacune et chacun puisse exercer son métier dans les meilleures conditions. Enfin, il faut souligner que près de 75 % des formations ont été réalisées en distanciel ce qui reste très atypique et bien sûr en lien avec la crise sanitaire.

Comme en 2020, une attention toute particulière et une priorité a été donnée à l'accompagnement des nouveaux embauchés et des mobilités fonctionnelles, c'est dans ce cadre notamment que les adaptations vers des modalités distancielles ont été quasi systématiques afin de maintenir les parcours de professionnalisation et continuer à recruter et mettre en œuvre les mobilités indépendamment de la situation sanitaire.

Au global, malgré un contexte sanitaire difficile, l'investissement formation du Crédit Agricole Centre France reste sur une longue période stable et à un niveau élevé.

ÉVOLUTION DE CARRIÈRE

La Caisse Régionale suit et veille au maintien et à la progression régulière des compétences des salariés et leur donne la possibilité de bénéficier d'évolutions professionnelles et de carrière dans le cadre de sa politique de promotion interne.

Ainsi, 22,1 % des salariés (soit 500) ont connu une mobilité en 2021 (15,5 % en 2020) et 15,7 % (soit 356) ont bénéficié d'une promotion sous forme de prise de responsabilité (10,5 % en 2020).

Par ailleurs, le dispositif d'appréciation des collaborateurs en vigueur dans l'entreprise depuis plusieurs années a vu sa mise en œuvre se poursuivre en 2021. Ainsi, chaque salarié a bénéficié d'un entretien d'appréciation des performances avec son responsable hiérarchique.

En parallèle, la moitié des effectifs de la Caisse Régionale a également pu bénéficier d'un entretien « rendez-vous compétences », organisé bi-annuellement, qui se décompose en deux phases :

- l'appréciation de la « maîtrise de l'emploi », c'est-à-dire des compétences globales du salarié ;
- le bilan des six dernières années et la projection du « développement professionnel » du salarié, co-construite avec le manager.

OBJECTIF

- Encourager le développement et l'employabilité

3,49 %

taux d'absentéisme (4,78% en 2020)

67 heures

de formation par salarié

Enjeu 3 : Contribuer de façon responsable au développement économique de nos territoires

Le Crédit Agricole Centre France poursuit l'accompagnement de ses clients qui s'engagent dans la transition énergétique, à travers ses opérations de financement, d'investissement, de conseil et d'assurance.

3.1 Accompagner les transformations du secteur agricole et soutenir le développement d'une agriculture responsable

Le Crédit Agricole Centre France, établissement financier historique du monde de l'agriculture, est la banque de toutes les agricultures. Acteur de référence sur ce marché et sur son territoire, il a une responsabilité toute particulière dans l'accompagnement des transitions qui se présentent au monde agricole, issues d'injonctions qui peuvent apparaître comme contradictoires entre assurer la souveraineté alimentaire tout en réduisant son impact sur l'environnement et le dérèglement climatique dont il subit par ailleurs les effets.

Il s'agit donc bien à la fois d'assurer le renouvellement et le maintien des capacités de production avec une attention toute particulière sur l'installation de nouveaux agriculteurs, d'accompagner les investissements nécessaires à la transition des différentes filières et de sécuriser les exploitations avec tous les outils de prévoyance financière assurantiels.

Face à la multiplication des événements climatiques impactant l'activité des exploitants agricoles, plusieurs contrats d'assurances spécifiques sont disponibles et continuent d'évoluer pour s'adapter à ce besoin de plus en plus présent pour se couvrir contre les aléas climatiques et leurs conséquences financières sur le chiffre d'affaires.

Le Crédit Agricole propose deux types de contrats contre les risques climatiques :

- le contrat Aléas climatiques permet de couvrir les cultures, vignes et arboricultures contre les risques de grêle. Notre portefeuille se compose de 885 contrats au 31 décembre 2021, soit environ 9 % de nos agriculteurs assurés au Crédit Agricole Centre France. Il ne concerne pas les exploitations qui ne font pas de culture ;

- le contrat Multirisque Climatique permet de couvrir les cultures contre quinze risques climatiques. Le Crédit Agricole Centre France compte 518 contrats en portefeuille au 31 décembre 2021. Une option complémentaire est apparue lors de la campagne 2019 : l'assurance du chiffre d'affaires. Cette option très novatrice permet d'assurer le blé, le maïs et/ou le colza. L'exploitant se couvre pour un rendement par l'assurance mais aussi pour un prix sur les marchés et une maîtrise optimale du risque. Le contrat garantit un niveau de chiffre d'affaires sécurisé, choisi par le client, contre une baisse, due à un aléa climatique et/ou une baisse de prix.

Soucieuses d'accélérer la transition agricole, les Caisses Régionales du Crédit Agricole se sont engagées depuis 2019 dans des dispositifs nationaux ou régionaux visant à accompagner leurs clients agriculteurs dans leur démarche vers une agriculture plus durable et plus agro-responsable. Dans ce cadre la Caisse Régionale a adhéré aux deux dispositifs présents sur son territoire : Alter'Na et INAF.

Ces dispositifs représentent des fonds de garantie qui pourront bénéficier aux projets de :

- transition des exploitations dans le secteur de l'élevage ;
- transition des exploitations dans le secteur de la production végétale et du Plan Végétal Environnement ;
- développement de la production de fruits et légumes sous serres ;
- soutien à la transformation et commercialisation à la ferme ;
- soutien aux Industries Agro-Alimentaires pour développer des produits bio ;
- transformation des modèles agricoles pour une meilleure performance sociale, environnementale et sanitaire ;
- utilisation plus efficace des ressources telles que l'énergie, la chaleur et l'eau.

Pour l'exploitant, les avantages des fonds Alter'NA et INAF sont nombreux. La garantie est gratuite, et il n'a plus besoin d'engager sa caution personnelle ou d'hypothéquer son foncier pour bénéficier d'un prêt d'investissement ou de développement. À cela s'ajoutent des conditions préférentielles sur le taux. Comme les années passées, la Caisse Régionale a eu recours au Fonds Européen d'Investissement (FEI). A noter toutefois, un accroissement significatif

des sollicitations sur des projets agricoles non conventionnels, illustrant notamment notre soutien aux nouveaux modèles alternatifs.

- Dispositif INAF, pour 115 projets (55 en 2020) représentant un montant global de 9,56 M€ (10,58 M€ en 2020) de crédits d'investissement selon le détail suivant :
 - 40 crédits contractualisés pour 4,06 M€
 - 75 crédits réservés pour 5,50 M€
- Dispositif Alter'NA, pour trente projets représentant un montant global de 1,57 M€ selon le détail suivant :
 - 14 crédits contractualisés pour 0,86 M€
 - 16 crédits réservés pour 0,71 M€

Le Crédit Agricole Centre France soutient également l'installation en agriculture, soit en conversion bio, soit en objectif de conversion bio, sur son territoire. En 2021, ce sont 15,9 % de la part des installations de jeunes agriculteurs en conversion ou en bio qui ont été aidés à la conversion bio (deux dossiers dans l'Allier, vingt-et-un dans la Creuse, seize dans le Puy-de-dôme, dix en Corrèze et quatre dans le Cantal). Par ailleurs, courant 2021, les Chargés de clientèle agri ont suivi une formation « transition agro écologique et énergies durables » d'une durée de deux jours alors que les Conseillers pros et agris ainsi que les Chargés d'affaires et d'activités Entreprises ont quant à eux suivi une formation « *Green Solutions* » sous la forme d'un e-learning d'une durée de quarante minutes.

OBJECTIFS

- Protéger nos clients agriculteurs dans l'adaptation aux impacts du changement climatique
- Accompagner les transformations du secteur agricole et soutenir le développement d'une agriculture responsable
- Contribuer à renforcer la souveraineté alimentaire
- Faciliter l'installation de nouvelles générations d'agriculteurs

9 %

taux d'équipement en assurances aléas climatiques agriculteurs

15,9 %

part des installations de jeunes agriculteurs en bio ou en conversion

3.2 Préserver l'attractivité de nos territoires

BIEN PRÉPARER ET VIVRE SA RETRAITE

Comme 90 % des Français, les seniors de plus de soixante-dix ans souhaitent rester vivre chez eux le plus longtemps possible. Mais il est indispensable d'anticiper et de préparer ces moments afin de faire face à l'imprévu. Le projet « Bien vieillir à domicile » (BVAD) du Crédit Agricole vise à être présent auprès de ces seniors fragiles mais non-dépendants.

La thématique Santé & Bien vieillir a été identifiée dès le Projet de Groupe 2010 comme un domaine d'excellence pour le Groupe, thème confirmé dans le Plan à moyen terme « Ambition Stratégique 2020 » comme un relais de croissance pour le Groupe.

La démarche du projet BVAD s'inscrit pleinement dans les ambitions des « Moments qui comptent » du

Projet Client. Totalement innovante, elle se fonde sur l'expression des besoins de nos clients dans quatre domaines : le lien social, leur quotidien, leur logement et leurs ressources.

À l'aide d'une application dédiée, développée sur tablette, le conseiller mène un questionnaire, qui va permettre d'établir un diagnostic de la situation de son client et à celui-ci d'identifier ses projets et ses préoccupations. En s'appuyant sur ces éléments, le conseiller sera en mesure de proposer les solutions pertinentes dans les différents univers du Crédit Agricole : assurance/prévoyance, protection du domicile, adaptation du domicile pour prévenir les risques de chute, services à domicile, accompagnement aux démarches administratives, assorties in fine du conseil financier adéquat.

Notre territoire compte un peu plus de 560 000 seniors dont quasi 60 % sont clients du Crédit Agricole Centre France. Depuis octobre 2019,

nous proposons à notre clientèle un bilan axé autour de huit thématiques allant de l'entretien des sens (audition, vision, capital cérébral) à l'optimisation du confort et de la performance énergétique en passant par le développement du lien social et la gestion des tâches domestiques : le bilan Bien Vivre À Domicile.

Ce rendez-vous va au-delà de la proposition d'une offre, c'est avant tout l'occasion de (re)nouer du lien avec nos seniors, une cible pleine de projets mais n'étant plus habituée à exprimer ses besoins. Ce moment privilégié est avant toute chose un facteur de convivialité, une occasion d'ouvrir le dialogue sur des sujets parfois sensibles au travers d'un rendez-vous hors-normes.

En 2021 : 29 rendez-vous BVAD ont eu lieu dans nos agences formées.

AGIR POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Acteur majeur sur le marché de l'emploi en se positionnant comme l'un des principaux recruteurs de notre territoire, le Crédit Agricole Centre France recherche sans cesse des talents. Dans le cadre du dispositif « Youzful job-dating », la Caisse Régionale et Wizbii, première plateforme professionnelle pour l'emploi des jeunes, ont co-organisé trois job-dating dont deux digitalisés pour s'adapter aux mesures sanitaires avec nos entreprises partenaires : 193 candidats s'y sont présentés.

Précisons que Youzful (plateforme dédiée à l'orientation et à l'emploi des jeunes) a remplacé en 2021 l'offre Job+, en tant qu'élément d'une offre « maison » bancaire et extra bancaire dénommée One. Une action de communication a eu lieu en fin d'année 2021 auprès des titulaires de l'offre ONE, pour les informer de l'arrêt de cette plateforme ; la Caisse Régionale se recentrant sur l'offre de service proposée par Youzful.

Depuis son lancement au Crédit Agricole Centre France, la plateforme Youzful compte 2 357 affiliations.

En parallèle, le Crédit Agricole Centre France a été présent dans les différents job-dating organisés sur le territoire par les écoles partenaires pour aller à la rencontre des jeunes à la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'un contrat d'alternance.

En 2021, 197 stagiaires ont été accueillis dans les locaux de la Caisse Régionale, et une vingtaine de jeunes de 3^e d'un collège situé en REP a pu participer à une journée d'acculturation ludique de la Caisse Régionale, directement au sein de leur classe pour s'adapter là encore au contexte sanitaire.

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole a pris l'engagement, en lien avec la loi avenir professionnel de septembre 2018, d'accueillir 6 000 alternants à la rentrée 2022 dans le Groupe. Le Crédit Agricole Centre France s'est naturellement inscrit dans cette démarche et a recruté cent un nouveaux alternants en 2021 (versus quarante trois en 2019 et soixante huit en 2020), soit 105 alternants présents dans les effectifs au 31 décembre. Cet engagement se poursuivra sur les prochaines années.

Enfin, le Crédit Agricole Centre France a signé en novembre 2021 un partenariat avec l'Agence Pour l'Éducation par Le Sport. APELS, premier acteur national de l'inclusion par le sport, a pour objectif de favoriser la mise en place de passerelles entre des jeunes sportifs amateurs issus de milieux populaires et le monde de l'entreprise. Cet engagement va permettre de renforcer notre rôle sociétal et notre politique d'inclusion en faveur des jeunes. Ce projet qui commencera le 28 janvier 2022 traduit dans l'action la signature en 2021 de notre charte de la diversité.

ÊTRE CRÉATEUR DE LIEN ET D'INNOVATION

Portés par les Caisses Régionales de Crédit Agricole, les Villages by CA dynamisent l'économie des territoires par leur soutien local à l'innovation.

Les Villages by CA ont pour vocation de contribuer à « accélérer » des startups, c'est-à-dire à les faire grandir rapidement pour passer du stade de projet innovant à celui de vraie entreprise en croissance. Leur objectif est de favoriser l'émergence des emplois de demain, éviter la délocalisation des talents en créant un environnement attractif et, plus largement, aider les projets novateurs qui seront utiles à la société. Pour cela, en plus de locaux accueillants, à des prix accessibles, l'accompagnement des startups aux Villages passe par des conseils de partenaires et d'une équipe dédiée pour finaliser leur stratégie, trouver des financements, leur procurer des mises en relation commerciales localement, en France ou à l'étranger et ce pendant 24 mois. Reliés entre eux, ces Villages by CA multiplient les opportunités de business pour toutes les parties prenantes.

La Caisse Régionale de Centre France se devait de participer à cette démarche, par la création en 2020 de son Village by CA, à Clermont-Ferrand. En 2021, il a accueilli une promotion de huit start-up, qui vient s'ajouter à la première promotion, qui en compte dix sept.

Outre les nombreux services proposés (formation, conférences d'experts, ateliers de co-création), les Villages sont également des tiers-lieux créateurs de

liens. Ils accueillent régulièrement des événements du territoire, des réunions internes ou externes. Ils représentent aujourd'hui un atout clé au service du développement économique des territoires.

Afin de favoriser la dynamique de croissance des entreprises, le Crédit Agricole développe son dispositif de capital investissement, déployé à la fois sur les territoires et au niveau national. Plusieurs fonds accompagnent ainsi l'innovation en région, via la prise de participations dans des start-up ou dans une logique de capital accompagnement minoritaire pour les ETI et PME.

La Caisse Régionale Centre France s'est dotée d'une capacité d'intervention significative en capital investissement afin de :

- accompagner les clients de Crédit Agricole Centre France sur des problématiques d'innovation, de développement et de transmission;
- maintenir et développer le tissu économique régional du territoire couvert par Crédit Agricole Centre France;
- maintenir des activités sur nos territoires et limiter les délocalisations des centres de décision à l'extérieur de nos 5 départements.

OBJECTIFS

- Soutenir la création et le développement des entreprises
- Développer de nouveaux services utiles à tous les clients

1

Village by CA
(25 start-up accompagnées)

9 814 K€

Soutien à l'entrepreneuriat
(montant investissement
direct en entreprises)

2 357

Jeunes accompagnés via
Youzful

Enjeu 4 : Affirmer notre gouvernance coopérative et mutualiste pour privilégier le bien commun

4.1 Soutenir les associations locales et animer le territoire

SOUTENIR LES INITIATIVES LOCALES PAR LE « SOUTIEN À LA VIE LOCALE » ET LE SPONSORING

2021 a été marquée par la crise sanitaire mais aussi plus que jamais par la pertinence des valeurs fondatrices de notre banque coopérative : solidarité, proximité et utilité.

Les Caisses locales ont continué de soutenir financièrement les projets portés par des associations et collectivités locales, dans le cadre du soutien à la vie locale et du sponsoring départemental. Ainsi 1 543 événements ou projets, pour un montant de 921 598 € (1 327 projets pour un montant de 697 883 € en 2020), ont été accompagnés tout au long de l'année 2021 sur l'ensemble du territoire du Crédit Agricole Centre France. La Caisse Régionale, avec les Caisses locales, engage ainsi sa responsabilité sociétale aux côtés des associations et collectivités locales qui, par leur action, rendent nos régions plus vivantes et attractives.

ACCOMPAGNER LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR LE MÉCÉNAT

Le Crédit Agricole Centre France porte les valeurs mutualistes qui ont présidé à sa naissance. Sa volonté d'être toujours plus proche de ses concitoyens et de favoriser le développement de l'Auvergne et du Limousin, l'a conduit à créer des structures de mécénat, il y a maintenant plusieurs années. Parmi celles-ci, la Fondation d'entreprise exerce ses activités sous son statut actuel, depuis avril 2018.

La Fondation d'entreprise Crédit Agricole Centre France permet de soutenir des projets d'intérêt collectif et de promouvoir les départements par des actions qui montrent leur dynamisme hors du territoire du Crédit Agricole Centre France.

La Fondation a retenu trois axes prioritaires :

- a. Culture
- b. Santé & bien vieillir
- c. Patrimoine

Le mécénat d'entreprise, exercé au travers de la Fondation d'entreprise Crédit Agricole Centre France, répond à quatre enjeux importants pour la Caisse Régionale :

1. Contribuer à l'intérêt général

La Fondation a pour but d'être utile à son territoire et à ses habitants et de contribuer au développement durable du territoire.

2. Faire vivre les valeurs de l'entreprise

Proximité, responsabilité et solidarité : ces trois valeurs mutualistes font partie du code génétique de l'Entreprise.

3. Prolonger le positionnement stratégique de l'entreprise fondatrice

La Fondation d'entreprise a aussi pour vocation de prolonger ou compléter la mission et l'engagement assumés par l'Entreprise dans ses métiers avec une vision altruiste, humaniste et désintéressée.

4. Développer son écosystème

La Fondation d'entreprise a pour rôle de se mettre en relation avec tous les acteurs présents impliqués pour le développement du territoire et participer à la notoriété de ce dernier.

264 projets ont été soutenus par la Fondation depuis avril 2018, pour un montant de 3 015 229 €, dont 79 projets en 2021, pour un montant de 1 115 815 € (52 projets pour un montant de 596 540 € en 2020).

En outre, suite à la signature d'une convention avec le ministère des Armées, la Caisse Régionale est devenue « partenaire de la Défense » en 2020. Elle s'est engagée à soutenir la **politique des réserves** en accordant à ses salariés réservistes membres de la Garde nationale des conditions plus favorables que celles prévues par la réglementation. Cette démarche s'inscrit tout naturellement dans son contexte d'utilité à la société et au territoire.

OBJECTIF

- Soutenir les associations locales et animer le territoire

79

projets mécénat

1 115 815 €

investis dans des projets
de mécénat

1 543

projets sponsoring et
« soutien à la vie locale »

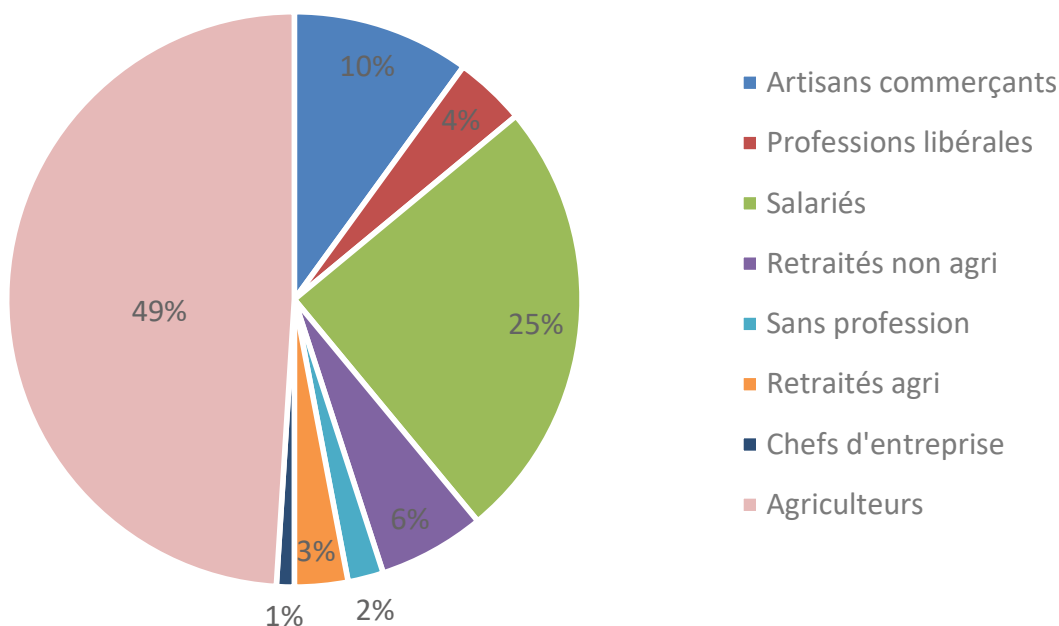
921 598 €

investis dans des projets
soutenus par le sponsoring et
le soutien à la vie locale

4.2 Accompagner l'évolution des organisations

Les Caisses Régionales sont dotées d'une gouvernance coopérative, par nature responsable et équitable : les sociétaires détiennent sous forme de parts sociales le capital des Caisses locales. Les sociétaires élisent leurs représentants, administrateurs des Caisses locales, qui élisent à leur tour leurs élus dans les Caisses Régionales. Un Président élu et un Directeur Général nommé par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale sont à la tête de la gouvernance.

Les administrateurs ont un rôle clé au Crédit Agricole : ils relaient les interrogations des clients, s'impliquent dans la vie des Caisses locales et Régionales, s'engagent au service des territoires sur lesquels ils vivent et travaillent. Pour qu'ils puissent jouer pleinement ce rôle, les Caisses Régionales s'attachent à diversifier leurs profils, l'enjeu étant que leurs élus soient les plus représentatifs possible.



En 2021, les Assemblées Générales de Caisses locales comptaient 16 481 votants.

OBJECTIFS

- Développer le sociétariat
- Accroître la représentativité des femmes et des CSP siégeant aux conseils Caisse Régionale/Caisses locales

39%

de femmes administratrices
de Caisses locales

53 ans

de moyenne d'âge des administrateurs
de Caisses locales

Enjeu 5 : Mettre en œuvre une responsabilité environnementale et sociétale forte sur les territoires

5.1 Prévenir le surendettement

Banque universelle de proximité, le Crédit Agricole vise une relation globale et durable avec ses clients. Conçue dans un esprit de véritable partenariat, elle a pour objectif de les accompagner à tout moment, de leur faciliter la vie et la réalisation de leurs projets, et les conseiller dans leur prise de décision en leur proposant des solutions adaptées à leurs besoins. Le Crédit Agricole s'engage aussi à apporter un soutien et des services à tous, en prévenant notamment les situations à risque et en les accompagnant dans la difficulté, suite à un accident de la vie (perte d'emploi, divorce, maladie, décès, un sinistre ou une situation de mal endettement).

Vigilant à l'inclusion bancaire et financière de ses clients et en droite ligne avec ses engagements relationnels, le Crédit Agricole Centre France adapte ses produits et services à la situation des personnes en difficulté (accompagnées ou pas par le dispositif Passerelle) : cartes bancaires spécifiques (à autorisation systématique), assurance santé solidaire, offre budget protégé (carte à autorisation systématique, alerte de solde disponible, plafonnement des commissions d'intervention, limitation des frais de dysfonctionnement).

Il renforce la protection des clients en situation de fragilité financière par la proposition systématique de cette gamme de produits et services. Son action s'appuie également sur le dispositif Point Passerelle (association loi 1901), mis en place depuis 2009.

Avec cinq Points Passerelle, cinq animateurs, un responsable, 43 bénévoles et 143 administrateurs référents titulaires, le dispositif de solidarité du Crédit Agricole Centre France bénéficie d'un solide maillage. Il multiplie quotidiennement les actions pour accompagner les personnes en difficulté, fragilisées par des accidents de la vie. Ce dispositif solidaire a pour objectif de permettre aux bénéficiaires de prendre un nouveau départ et les amener vers une autonomie dans la gestion saine de leur budget.

L'association Passerelle-Solidarité collabore avec la plupart des acteurs sociaux du territoire (CCAS, UDAF, missions locales...) et avec les administrations (Conseils départementaux, bailleurs sociaux, Maisons

de Solidarité, CPAM, CROUS, Banque de France...) : une aide précieuse dans le dénouement de situations difficiles.

Son action s'appuie notamment sur des partenariats locaux, comme par exemple : EDF, ORANGE, les Missions Locales, ou encore Solidarauto, garage solidaire permettant des réparations à prix coûtant.

Des ateliers d'éducation budgétaire sont organisés et animés par les animateurs et bénévoles Passerelle auprès de structures associatives type Épiceries Solidaires, Missions Locales (jeunes en cours d'insertion) et auprès de Centres de Formation d'Apprentis. Ils fournissent aux plus jeunes les clés d'une entrée dans la vie active, d'un point de vue financier.

L'association œuvre également pour favoriser l'inclusion numérique des bénéficiaires en les accompagnant dans leurs démarches en ligne, et en leur faisant don de tablettes lorsqu'ils n'en sont pas équipés, ou en fournissant des ordinateurs à des jeunes sans soutien familial.

Malgré le contexte de crise sanitaire, quatorze ateliers budgétaires auprès de jeunes et de public en situation de précarité ont pu être maintenus cette année.

L'action sur le terrain des animateurs Passerelle, des administrateurs du Crédit Agricole, et notamment des référents Passerelle, illustre pleinement l'engagement humain de la Caisse Régionale dans l'accompagnement des personnes en difficulté, en adéquation avec ses valeurs de responsabilité et de solidarité. Un site Internet dédié à Passerelle Centre France a également été créé fin 2020 :

<https://centrefrance.credit-agricole.fr/passerelle/#!/>

En 2021, 882 bénéficiaires ont été aidés (402 dossiers). Parmi les personnes accompagnées, 75 % (+ 6pts vs 2020) ont retrouvé un équilibre financier total (32 %) ou partiel (43 %).

OBJECTIF

- Favoriser l'accompagnement des personnes fragile et l'inclusion bancaire et financière

882

bénéficiaires accompagnés par les points Passerelle

5.2 Soutenir l'inclusion

Parallèlement à l'attribution de la prime dite « Macron » consécutive aux mouvements sociaux de 2018, en cohérence avec l'engagement au service de l'inclusion aux côtés des entreprises du CAC 40, en adéquation avec le projet sociétal Groupe, la politique générale de la Caisse Régionale, la raison d'être et nos engagements RSE, la Caisse Régionale de Centre France a défini un dispositif de soutien des projets favorisant l'inclusion sur son territoire, à destination des jeunes et des personnes en situation de handicap et/ou de leurs aidants.

Ce dispositif consiste en une provision deux millions d'euros alloués sur quatre ans. Elle vient s'ajouter aux dispositifs de mécénat et de sponsoring.

Né en 2020, ce « Comité d'inclusion » composé de quatorze femmes et hommes, tous salariés ou administrateurs au sein de la Caisse Régionale, étudie chaque demande pour accorder ou pas une aide financière aux projets qui lui sont soumis.

Par ce dispositif, la Caisse Régionale répond également à une nécessité d'associer plus fondamentalement les salariés de Crédit Agricole Centre France dans la mise en œuvre des engagements du Groupe et de la Caisse Régionale au service des valeurs mutualistes.

Centre France est l'unique Caisse Régionale à s'être mobilisée sur cet axe et à s'être doté d'un Comité inclusion, soutenant depuis sa création en 2020 : quarante deux projets pour un montant global de 799 607 €.

5.3 Développer des achats responsables

Le groupe Crédit Agricole s'est doté d'une politique d'achats responsables, afin de répondre aux grands enjeux de demain sur ses territoires et contribuer à la performance globale de l'entreprise. Elle s'intègre également dans la Charte éthique du Groupe. Cette politique co-construite avec les filiales et les Caisses Régionales a été signée en 2018 par chaque Directeur Général d'entité du Groupe.

La politique Achats Responsables du Crédit Agricole vise à favoriser l'achat d'un bien ou d'un service en prenant en considération à la fois le juste besoin, d'une part, et les aspects économiques, sociétaux, environnementaux de la réponse apportée à ce besoin, d'autre part, tout en veillant à l'équilibre des relations entre l'entreprise et ses fournisseurs, dans le respect de leurs droits réciproques.

Cette politique s'inscrit dans une démarche engagée et responsable, et se veut un vecteur mutuel de progrès et d'innovation. Elle s'adresse à l'ensemble des collaborateurs, acteurs dans le processus achats et à nos fournisseurs. Elle se décline par un plan d'actions selon cinq axes :

- assurer un comportement responsable dans la relation fournisseurs ;
- contribuer à la compétitivité économique de l'écosystème ;
- intégrer les aspects environnementaux et sociétaux dans les achats (intégration des critères RSE dans la sélection des fournisseurs),
- améliorer durablement la qualité des relations avec les fournisseurs ;
- intégrer cette politique d'achats responsables dans les dispositifs de gouvernance existants.

A titre d'illustration et sur la seule année 2021, la Caisse Régionale :

- a adhéré à l'offre Groupe CAsa/Lyréco, sécurisant ainsi son stock stratégique et garantissant l'approvisionnement des agences et des sites avec des produits sanitaires exclusivement français ;
- a mis en service et promu auprès des collaborateurs (Zoé summer tour) l'acquisition de deux véhicules 100 % électriques, installant également des bornes de recharges rapides sur les sites de Clermont-Ferrand, Toulon-sur-Allier, Naves et Sistrière ;
- remplace progressivement les véhicules de Direction par des véhicules hybrides ou hybrides rechargeables ;
- étudie la possibilité d'augmenter le parc de véhicules 100 % électriques.

OBJECTIF

- Adopter la Charte des achats responsables et favoriser les achats sur le territoire de la Caisse Régionale

72 %

du volume d'activité achat réalisé sur le territoire
(les cinq départements de la Caisse Régionale et les départements limitrophes)

5.4 Réduire notre empreinte environnementale directe

Consciente de l'urgence climatique, la Caisse Régionale a mis en place des dispositifs afin de réduire ses émissions de CO₂ : rénovation de locaux dans le respect des normes environnementales exigeantes, signature d'un partenariat avec une plateforme de covoiturage, optimisation du système de tri et de collecte de déchets ce qui permet d'améliorer leur valorisation.

Pour limiter les déplacements et réduire la consommation de papier, nous promouvons et développons des services digitaux, tels que l'e-relevé, la souscription en ligne de produits et services, l'application « Ma Banque ». La dématérialisation des processus RH s'est poursuivie en 2021 : outre les bulletins de salaire, les remboursements de notes de frais, divers courriers internes (dont les attestations liées au COVID) et les signatures électroniques s'inscrivent également dans cette démarche d'éco-responsabilité. La Caisse Régionale adapte

aussi ses matériels : mutualisation des imprimantes, paramétrage recto-verso, impressions couleur limitées... Les papiers utilisés sont labellisés PEFC (système de certification garantissant une gestion durable des forêts).

La Caisse Régionale investit depuis plusieurs années dans des massifs forestiers sur son territoire. À ce jour, 1 058 ha sont détenus par Centre France, ce qui permet de participer à la compensation des émissions de CO₂.

Par ailleurs, le Crédit Agricole Centre France participe au fonds de dotation « Plantons pour l'avenir » ayant pour objet de soutenir et de conduire, directement ou indirectement, toute mission d'intérêt général concourant à la défense de l'environnement naturel (protection de l'air, de l'eau, des sols, de la faune et de la flore...), intervenant plus particulièrement par le reboisement dans le cadre d'une gestion durable.

OBJECTIF

- Diminuer notre impact carbone et notamment nos consommations d'énergie

112 kg CO₂

grâce à notre gestion des déchets papiers et DEEE

5.5 Financer une économie bas carbone

FILIÈRE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Conscient que la finance joue un rôle essentiel dans la transformation de notre consommation énergétique, le Crédit Agricole s'engage dans cette mutation. Volet essentiel du concept de transition écologique, la transition énergétique consiste en une série de changements majeurs dans les systèmes de production de l'énergie et sa consommation.

Le Crédit Agricole a choisi de faire de l'Économie de l'Énergie et de l'Environnement l'un de ses six relais de croissance.

Historiquement présent sur les énergies renouvelables depuis plus de dix ans, premier financeur du territoire et engagé dans une responsabilité sociétale forte, le Crédit Agricole Centre France crée une filière dédiée à la Transition énergétique, en juin 2019. Cette filière est transverse à l'ensemble des Marchés ; elle les fédère autour d'objectifs, d'offres et d'une communication communes.

À ce jour, la filière intervient principalement en tant que financeur de la transition énergétique, via l'activité de crédit et ce, sur l'ensemble des marchés.

Elle a notamment pour objectif de financer un projet sur trois liés aux énergies renouvelables. L'objectif d'encours de crédit a d'ailleurs été revu à la hausse pour 2023 et porté à 560 M€ (vs 500 M€).

Pour autant, les ambitions de la filière Transition énergétique sont plus vastes :

- être présente auprès de tous nos clients particuliers, agriculteurs, professionnels, entreprises, collectivités publiques, associations et de nos territoires ;
- Proposer des produits et services (notamment crédits et épargne) permettant aux clients de privilégier les énergies renouvelables (photovoltaïque, hydraulique et éolien),

les transports propres ou la rénovation énergétique, et accélérer la transition vers une économie décarbonée ;

- déployer le conseil et l'expertise auprès de nos clients/collaborateurs ;
- communiquer et valoriser le savoir-faire du Crédit Agricole Centre France.

En 2021, une véritable accélération de la communication auprès de nos clients s'est mise en place, afin de les sensibiliser aux enjeux de la Transition : campagne d'e-mailing auprès de nos clients particuliers sur le thème de la rénovation énergétique ; auprès des collectivités publiques (sur les solutions de financement solaire), jeu concours sur les réseaux sociaux sur le thème de la mobilité verte...

Par ailleurs, sur le Marché Entreprises, la démarche ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) auprès des dirigeants d'entreprises a été lancée en 2021. Elle permet aux chargés d'affaires de comprendre les différents enjeux des Transitions et de nouer un dialogue permanent et constructif afin d'appréhender leur trajectoire de transformation de façon pragmatique. Cette démarche est conçue comme un échange différenciant et permet aux chargés d'affaires d'élargir le champ du dialogue stratégique avec son client, notamment sur les aspects de la Transition énergétique.

Enfin la Caisse Régionale a signé en 2021 plusieurs partenariats avec des entreprises locales. C'est ainsi que les partenariats signés permettront dès 2022 de proposer à nos clients des Marchés Spécialisés, Entreprises et Collectivités Publiques des solutions pour s'équiper en photovoltaïque, mais également en bornes de recharge.

En outre, la parution du récent décret (octobre 2021) fixant les conditions d'achat de l'électricité pour les installations de moins de 500 kWc, permettra assurément en 2022 une accélération des projets d'investissement de nos clients, dans l'énergie solaire.

En 2021 l'activité est marquée par une très forte dynamique. Après une croissance des accords de crédits de 76 % en 2020, en 2021 le nombre d'accords continue de progresser : 37 %. C'est plus de 304 projets soutenus (sur les Marchés Spécialisés et les Entreprises) et plus de 113 M€ de réalisations moyen et long terme sur nos Marchés (84 M€ à périmètre constant, hors véhicules verts des particuliers). 2021 est une nouvelle année record en termes de réalisations (vs 76,1 M€ en 2020 à périmètre constant).

Ce fut une très belle année également dans l'accompagnement de nos clients agriculteurs dans leurs projets de méthanisation, avec huit projets suivis en 2021 et pour des CAPEX d'environ 32 M€.

La Caisse Régionale est également présente sur les grands projets sur notre territoire, c'est aujourd'hui plus de 170 M€ identifiés sur les trois prochaines années ⁽¹⁾.

Financer la transition énergétique

La Caisse Régionale accompagne les projets de transition énergétique de tous ses clients et sur tous ses marchés. Que ce soit des projets d'énergies renouvelables (photovoltaïque, centrale hydroélectrique, méthaniseur notamment), de modernisation de flottes de véhicules pour une mobilité plus respectueuse de l'environnement ou de travaux de rénovation pour améliorer l'efficacité énergétique, nos offres de financement permettent de répondre à l'ensemble des besoins de nos clients.

Sur la rénovation énergétique de l'habitat privé et pour aller vers plus de conseils auprès de nos clients, nous avons signé un partenariat avec la société ECO ENERGIE. Ainsi la plateforme PEPZ met à disposition de nos collaborateurs un simulateur de calcul des aides (Ma Prime Rénov et certificat d'économie d'énergie). Par ailleurs, la Caisse Régionale accompagne ces projets par les prêts ECO PTZ à taux zéro.

En 2021, le Crédit Agricole Centre France a accompagné 313 projets de production d'énergie renouvelable pour 73,9 M€ principalement sur les

Marchés de l'Agriculture, des Professionnels et des Entreprises et 934 projets (vs 801 en 2020) de rénovation de l'habitat privé pour 10,9 M€.

Notre mixte Transition énergétique 2021

Les énergies renouvelables

38,5 % des réalisations Moyen Long Terme (MLT) Transition énergétique ont concerné des projets photovoltaïques, 14 % l'éolien et 14,5 % concernent les autres catégories (principalement l'hydraulique, la méthanisation, et l'efficacité énergétique).

La mobilité verte (sur le marché des particuliers) représente 24 % des réalisations MLT Transition énergétique.

Enfin la **rénovation énergétique de l'habitat privé** représente 9 % de nos réalisations MLT.

L'encours de crédits (Moyen Long Terme et Court Terme) à fin 2021 est de 439,7 M€ (ou 405,3 M€ à périmètre constant, hors mobilité verte des Particuliers).

En outre, nous avons signé un partenariat avec ENERFIP, plateforme de financement participatif, ouvert à nos clients qui souhaitent investir dans des projets de transition énergétique sur le territoire. Une première opération sur un parc solaire au sol a été proposée à nos clients par ENERFIP en 2021.

Par ailleurs, la Caisse Régionale a investi 169,904 M€ en 2021 (117,22 M€ en 2020) sur le marché des obligations vertes ou « *Green Bonds* », soit 6 % du portefeuille titres et pour 392,15 M€ en OPC ISR (Investissement Socialement Responsable) soit 15 % du portefeuille titres. Le total des investissements réalisés en *Green Bonds* et en OPC ISR s'élève à 562,06 M€, soit 21 % du portefeuille titres.

Les *Green Bonds* fonctionnent comme des obligations standards, dédiées au financement de projets ou d'activités à vocation environnementale ou sociétale, notamment ceux investissant dans la transition énergétique.

(1) Les grands projets de notre territoire et notamment : le projet Zero Emission Valley (implantation de 22 stations à hydrogène sur l'AURA pour une mobilité plus verte), parc solaire sur la Creuse, ombrières sur le Puy-de-Dôme, Centrales hydroélectriques et méthaniseurs sur la Corrèze, l'Allier et Puy de Dôme.

DÉVELOPPER L'ÉPARGNE À IMPACT POSITIF

Les clients de la Caisse Régionale peuvent donner du sens à leur épargne en contribuant à la vitalité et au développement de leur territoire. Avec le livret sociétaire, ils participent au financement des entreprises de moins de cinq ans.

Par le biais de sa filiale Amundi, Le Crédit Agricole Centre France propose également une large gamme de placements responsable : La Gamme 100 % Engagée. Le client choisit la ou les thématique(s) d'investissement qui lui tiennent à cœur.

	PARTICULIERS	
	PATRIMONIAL / BP	
SOUTENIR LES ENTREPRISES FRANÇAISES	Amundi France Engagement	BFT France Futur FCPR Fleurons des Territoires
CONTRIBUER AUX ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES	Hymnos Solidarité Amundi CPR Global Silver Age CPR Silver Age	CPR Invest Social Impact CPR Invest Food for Generations CPR Invest Education CPR Invest Global Disruptive Opportunities
PARTICIPER AUX DÉFIS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	Amundi Valeurs Durables CPR Invest Climate Action CPR Invest Climate Action Euro Amundi RI Impact Green Bonds	Amundi KBI Aqua AF Global Ecology ESG Amundi Investissement Forestier Amundi Energies Vertes
INVESTIR DANS L'IMMOBILIER DURABLE	PREM Opcimmo	Amundi Immo Durable Edissimmo

La Caisse Régionale aura collecté en 2021, 110 M€ (troisième Caisse Régionale) sur sa gamme de placement responsable, faisant partie intégrante des unités de compte des contrats d'assurance vie. L'Investissement responsable est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'Investissement responsable favorise une économie responsable.

Emploi, logement, vieillissement de la population, inégalités... Plus que jamais les problématiques de notre société nous poussent à réviser nos modèles comme nos modes de vie. Une prise de conscience qui s'accompagne d'une volonté collective de soutenir individuellement des initiatives solidaires locales et nationales, à forte valeur ajoutée sociale.

Le contrat d'assurance vie solidaire de Prédica, nommé Contrat Solidaire, a été conçu pour relever un double défi : allier participation à l'économie utile et obtenir un gain potentiel de performance financière différent des contrats classiques.

Grâce à un support euro solidaire et des supports en unité de compte solidaires labélisées Finansol, l'adhérent accompagne des activités socialement utiles et soutient des initiatives dans les domaines de l'environnement, du logement social, de l'emploi, de la solidarité internationale et de nouveaux secteurs émergents. La Caisse Régionale a entrepris en 2019 de relancer la commercialisation de ce contrat pour répondre aux attentes sociétales de ses clients, au travers d'animations, de formations à destination des conseillers. En 2021, le portefeuille comptait trente contrats Solidaires pour un montant total de 540 000€ (trente et un contrats en 2020 pour un montant de 470 000€).

En outre, depuis octobre 2020, les établissements bancaires sont tenus de mettre en œuvre le dispositif « dons LDDS » (Livret de Développement Durable et Solidaire) issu de la loi Pacte. Cette mesure implique pour chaque établissement de promouvoir dix associations minimum auprès des clients détenteurs de LDDS, envers lesquelles ils peuvent effectuer des dons via leur livret.

Chaque Caisse Régionale est autonome dans la sélection des associations à promouvoir. Compte tenu de la crise sanitaire, le Crédit Agricole Centre France a choisi de soutenir onze associations intervenant sur son territoire et venant en soutien des entreprises et des populations en difficulté.

OBJECTIFS

- Stimuler la transition vers une économie bas carbone
- Développer l'épargne à impact positif
- Soutenir les financements dans les énergies renouvelables

313

projets
énergétiques financés

169,904 M€

investis en Green Bonds

1

Filière Transition
énergétique

110 M€

investissements
responsables

5. NOS INDICATEURS

5.1 - Tableau de synthèse

	2018	2019	2020	2021
Partager des pratiques sociales responsables avec nos collaborateurs				
Pourcentage de salariés bénéficiant du dispositif de travail déplacé	nd	4,40 %	3,80 %	2,96 %
Nombre de jours de travail déplacé	nd	483	319	232
Taux d'absentéisme	3,48 %	3,95 %	4,78 % 3,73 % hors covid	3,49 %
Taux de fréquence accident du travail	3,70	2,54	2,09	1,36
Turn-over	5,77 %	5,69 %	6,15 %	5,14 %
Taux de participation à la météo sociale	70 %	68 %	73 %	70 %
Indice d'Engagement et de Recommandation (IER)	79	81	83	80
Nombre d'heures de formation /salariés / an	55 h	66 h	36 h	67 h
Pourcentage salariés ayant bénéficié d'une promotion sous forme de prise de responsabilité	14,60 %	11,90 %	10,50 %	15,70 %
Nombre d'alternants	43	68	101	nd
Exceller dans la relation avec nos sociétaires et nos clients				
Pourcentage de collaborateurs formés à LCB-FT	nd	nd	97 %	97 %
Pourcentage de collaborateurs formés à Lutte contre la fraude	nd	94 %	96 %	95 %
Pourcentage de collaborateurs ayant reçu la Charte des données personnelles	100 %	100 %	100 %	98 %
Nombre et nature des réclamations dans l'année + évolution 2021/2020	1 992	1 274	1 217	1 032
Pourcentage de réclamations prises en charges en 24 h ouvrées	nd	94 %	95 %	99 %
Délai de prise en charge et de traitement des réclamations dans l'année + évolution 2021/2020	6(8) jo	8 jo	13,9 jo	14 jo
IRC stratégique	+ 11	+ 5	+ 11	+ 18
IRC Trajectoires Patrimoine	nd	+ 70,30 %	+ 71,00 %	+ 77,50 %
Baromètre de satisfaction clients	+ 14	+ 16,90	+ 24,60	+ 28,60
IES (Indice Engagement Sociétal)	nd	nd	nd	6,10
Affirmer notre gouvernance coopérative et mutualiste pour privilégier le bien commun				
Nombre de dossiers « soutien à la vie locale et sponsoring »	2 319	2 329	1 327	1 543
Montant « soutien à la vie locale et sponsoring »	1 007 583 €	978 196 €	697 883 €	921 598 €
Nombre de dossiers mécénat	62	69	52	79
Montant dossiers mécénat	698 600 €	564 274 €	596 540 €	1 115 815 €
Nombre de dossiers inclusion	nd	nd	18	24
Montant dossiers inclusion	nd	nd	281 415 €	518 192 €
Pourcentage de sociétaires parmi les clients majeurs	53,30 %	54,30 %	54,48 %	54,48 %
Pourcentage de sociétaires présents aux Assemblées générales	5,49 %	4,63 %	3,99 %	AG distance
Pourcentage de femmes administratrices de Caisses locales	35%	36 %	38 %	39 %
Âge des administrateurs de Caisses locales	54 ans	53 ans	53 ans	53 ans

	2018	2019	2020	2021
Contribuer au développement économique des territoires				
Fonds de garantie Alter'NA et INAF	nd	nd	15,534	11,13
Taux d'équipement en assurance climatique des agriculteurs	10,60 %	10,60 %	10,00 %	9,00 %
Part des installations de jeunes agriculteurs en bio ou en conversion	nd	10,00 %	11,60 %	15,90 %
Part des financements de la transition énergétique et efficacité énergétique	nd	nd	2,24 %	2,65 %
Montants d'encours des fonds IR	17,47 M €	40,39 M €	54,5 M €	110 M €
Green Bonds	36,76 M €	100,8 M €	117,22 M €	169,904 M €
Démarche BVAD (Bien Vivre A Domicile)	nd	56	81	29
Job+ (devient YouzFull depuis 2021)	3 011	6 500	3 875	2 357
Soutien à entrepreneuriat	2 200 k €	725 k €	1 130 k €	9 800 k €
Mettre en œuvre une responsabilité sociétale et environnementale forte sur les territoires				
Pourcentage d'achats auprès de fournisseurs locaux	nc	68 %	47,50 %	72,00 %
Délai de paiement auprès de nos fournisseurs	nc	40 j	10 j	37,89 j
Consommation de papier	nd	373,54 T	310,35 T	350,06 T
Gestion des déchets (Déchets d'Équipement Électrique Electronique)	nd	15 T	758 kg	804 kg
Recyclage CB	nd	636,85 kg (122 471)	564 kg (108 510)	613 kg (118 038)
Bilan carbone (TeqCO ₂)	3 140	2 344	nd	nd
Consommation d'énergie directe (TeqCO ₂)	1 767	1 714	1 657	1 612
TeqCO ₂ / salarié	nd	1,12	0,90	0,89
Production d'énergie verte par la Caisse Régionale (Kwh)	92 469	98 757	74 441	83 842
Passerelle Solidarité : taux de réussite (nombre de bénéficiaires sortant/nombre de bénéficiaires total)	40 %	29 %	33 %	33 %
Passerelle Solidarité : taux de bénéficiaires remis en selle ou partiellement	nd	nd	69 %	76 %
Passerelle Solidarité nombre de bénéficiaires accompagnés (nouveaux critères 2020)	1 045	805	887	882
Passerelle Solidarité : nombre d'ateliers « Un banquier dans ma classe »	nd	7	(crise sanitaire)	1
Passerelle Solidarité : nombre d'ateliers « budgétaires »	nd	5	6	14

5.2 - Green Asset Ratio (GAR)

Le règlement européen Taxonomie 2020/852 du 18 juin 2020 instaure un cadre définissant les investissements « durables », c'est-à-dire ceux dans des activités économiques qui contribuent substantiellement à un objectif environnemental, tout en ne causant pas de préjudice significatif à l'un des autres objectifs environnementaux tels qu'énoncés dans ledit règlement et en respectant certaines garanties sociales minimales.

Aux fins de ce règlement, constituent des objectifs environnementaux :

- l'atténuation du changement climatique,
- l'adaptation au changement climatique,
- l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines,
- la transition vers une économie circulaire,
- la prévention et la réduction de la pollution,
- la protection et la restauration de la biodiversité, et des écosystèmes.

L'acte délégué sur l'article 8 du règlement Taxonomie, publié le 10 décembre 2021 au Journal Officiel, définit le contenu et les modalités de publication sur les investissements durables pour les entreprises assujetties.

L'acte délégué « Climat », publié le 9 décembre 2021 au Journal Officiel, précise les critères techniques d'analyse pour l'examen des activités durables eu égard aux deux premiers objectifs environnementaux.

Selon les dispositions de l'acte délégué sur l'article 8 du règlement Taxonomie, deux échéances de publications s'appliquent aux établissements bancaires :

- Une première obligation de reporting sur la base des données au 31 décembre 2021 sur (i) la part des activités dites « **éligibles** » et « **non éligibles** », **c'est-à-dire des activités listées dans l'acte**

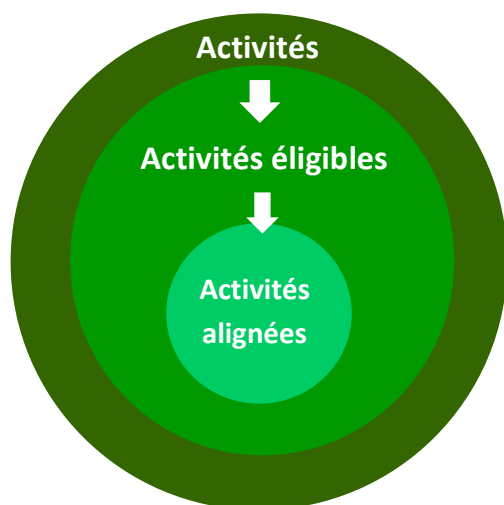
délégué comme pouvant répondre à au moins un des deux objectifs environnementaux ou non et (ii) la part des actifs exclus.

- Une seconde échéance, à partir de 2024 (sur la base des données au 31 décembre 2021), où le reporting sera complété par les informations sur la proportion des actifs « alignés » (publication du ratio d'actifs verts notamment). L'analyse d'alignement sera menée sur la base des informations publiées par les entreprises non-financières assujetties (publication de leur chiffre d'affaires et capex alignés à partir de 2023) et les entreprises financières (publication de leur ratio d'actifs verts à partir de 2024) ainsi que sur les critères techniques du règlement sur le périmètre de la clientèle de détail et des collectivités et pour les financements dédiés.

Pour le reporting 2021, le Crédit Agricole Centre France publie la part d'actifs éligibles, correspondant aux assiettes d'actifs sur la base desquelles sera menée l'analyse des actifs alignés (actifs durables) à partir de 2024.

Les activités éligibles sont définies et décrites par l'acte délégué « Climat ». Elles deviennent des activités alignées (et donc durables) si elles répondent aux critères suivants :

- Contribuent substantiellement à un ou plusieurs des objectifs environnementaux.
- Ne causent pas de préjudice important à l'un des autres objectifs environnementaux.
- Respectent certaines garanties sociales minimales.
- Sont conformes aux critères d'examen technique (fixant des seuils de performance environnementale).



Pour ce premier reporting, les actifs suivants sont considérés comme éligibles à la taxonomie (encours au 31 décembre 2021) :

- Crédits immobiliers, prêts à la rénovation et financement des véhicules à moteurs pour les ménages de l'UE.
- Financement des logements et autres financements spécialisés pour les collectivités locales.
- Sûretés immobilières commerciales et résidentielles saisies et détenues en vue de la vente.

Par ailleurs le Crédit Agricole Centre France a estimé les actifs éligibles envers des entreprises financières et non financières soumises à la NFRD sur la base des codes NACE retenus par la taxonomie et la zone géographique. Ces estimations ne se fondant pas sur des données publiées par les contreparties, elles ne sont pas considérées dans la part d'actifs éligibles. Le Crédit Agricole Centre France publie néanmoins la part de ces actifs éligibles de façon volontaire.

Le montant d'**actifs éligibles** est rapporté aux **actifs couverts** qui correspond aux éléments ci-dessus, auxquels s'ajoutent :

- Les expositions sur les entreprises non soumises à la NFRD (entreprises financières et non financières en-dehors de l'UE, petites et moyennes entreprises de l'UE en-dessous des seuils d'assujettissement).
- Les dérivés, les prêts interbancaires à vue, la trésorerie et équivalent trésorerie et autres actifs.
- Les autres expositions sur les contreparties financières et non financières soumises à la NFRD et la clientèle de détail non-éligibles à la taxonomie.

En complément, le Crédit Agricole Centre France publie la part, dans le total d'actifs, des montants d'actifs exclus du calcul (au numérateur et au dénominateur) :

- Les expositions envers des administrations centrales, banques centrales, émetteurs supranationaux.
- Le portefeuille de négociation.

1. Indicateurs intermédiaires sur la part, dans les actifs couverts, d'actifs éligibles et d'actifs non éligibles
Part des expositions sur des activités éligibles à la taxonomie dans les actifs couverts
Part des expositions sur des activités non-éligibles à la taxonomie dans les actifs couverts

Ratios réglementaires	Ratios volontaires
54 %	71 %
22 %	5 %

2. Ratios sur la part, dans le total d'actifs, des actifs exclus au numérateur des indicateurs intermédiaires	EXCLUSIONS DU NUMÉRATEUR
Part de produits dérivés (portefeuille bancaire) dans le total d'actifs	
Part des prêts interbancaires à vue dans le total d'actifs	
Part de trésorerie et équivalent trésorerie dans le total d'actifs	
Part d'expositions sur des entreprises qui ne sont pas tenues de publier des informations non financières dans le total d'actifs	
Part d'autres actifs dans le total d'actifs	

Ratios réglementaires
0 %
5 %
0 %
16 %
1 %

3. Ratios sur la part, dans le total d'actifs, des actifs exclus au numérateur et au dénominateur des indicateurs intermédiaires	EXCLUSIONS DU NUMÉRATEUR ET DU DÉNOMINATEUR
Part d'expositions envers des administrations centrales, banques centrales, émetteurs supranationaux dans le total d'actifs	
Part du portefeuille de négociation dans le total d'actifs	

Ratios réglementaires
7 %
0 %

Part des actifs éligibles publiée de façon volontaire :

La part des actifs éligibles intégrant les estimations sur les contreparties financières et non financières de l'Union Européenne s'élève au 31/12/2021 à 71 %.

6. EXCLUSIONS

Compte tenu de l'activité de la société, certaines informations spécifiques attendues dans la déclaration (article L225-102-1) ne sont pas jugées pertinentes pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France.

Ainsi, la société n'est pas directement concernée par la lutte contre le gaspillage alimentaire, la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et les risques liés à l'économie circulaire et n'a donc pas pris d'engagements spécifiques en la matière.

7. ANNEXE

Politique d'intégration des risques de durabilité et des incidences négatives

INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE D'INTÉGRATION DES RISQUES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ ET LA PRISE EN COMPTE DES INCIDENCES NÉGATIVES EN TERMES DE DURABILITÉ DANS LE CONSEIL EN INVESTISSEMENT ET EN ASSURANCE

7.1 - Préambule

L'intégration des enjeux de la transition climatique et l'émergence d'une finance durable est un des axes majeurs de notre politique de Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) qui est au cœur du projet du Crédit Agricole. Ces enjeux sont aujourd'hui cruciaux pour la protection des investisseurs et le système financier.

Fort de son identité coopérative et mutualiste et de son engagement de longue date, le Groupe s'est doté en 2019 d'une Raison d'Être qui l'engage résolument à « Agir chaque jour dans l'intérêt du client et de la société ». Cette raison d'être a été traduite par le nouveau Projet Groupe « Ambitions 2022 » qui repose sur trois piliers stratégiques :

- un projet client qui vise l'excellence relationnelle,
- un projet humain qui développe la responsabilité en proximité,
- un projet sociétal qui poursuit notre engagement mutualiste en faveur d'un développement pour tous et qui veut faire de la finance verte une des clés de notre croissance.

Le Crédit Agricole propose, dans le cadre de ses solutions d'épargne, des services de conseil en investissement et de conseil en assurance.

Le présent document présente l'intégration par le Crédit Agricole des risques en matière de durabilité dans le conseil en investissement et le conseil en assurance. Il contribue à répondre aux exigences réglementaires telles qu'exposées à l'article 3 du Règlement européen 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers pour les produits financiers visés¹.

La Commission Européenne prévoit de modifier les actes délégués relatifs à la Directive Européenne concernant les Marchés d'Instruments Financiers II (MIFID II) et la Directive Européenne sur la Distribution dans l'Assurance (DDA) afin que les préférences des clients en matière de durabilité soient prises en compte dans l'évaluation du caractère approprié des investissements recommandés par le conseiller financier. Ces évolutions réglementaires seront déterminantes dans les processus cibles à mettre en place concernant l'intégration des risques en matière de durabilité dans le conseil financier.

La présente politique expose comment le Crédit Agricole conçoit l'intégration de la durabilité dans le conseil financier à ce jour.

(1) Produits financiers visés par le Règlement européen 2019/2088 : a) Portefeuille géré au sens de la gestion de portefeuille ; b) Fonds d'investissement alternatif (FIA) ; c) Produit d'investissement fondé sur l'assurance ; d) Produit de retraite ; e) Régime de retraite ; f) OPC ; ou g) Produit pan-européen de retraite personnelle (PEPP).

7.2 - Politique relative à l'intégration des risques en matière de durabilité dans l'activité de conseil en investissement et en assurance

QU'EST-CE QUE LE RISQUE DE DURABILITÉ ET EN QUOI IMPACTE-T-IL LES INVESTISSEMENTS ?

Le **risque de durabilité** est défini par le Règlement européen 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers comme un événement ou une situation dans le domaine Environnemental, Social ou de la Gouvernance d'entreprise (ci-après « ESG »⁽²⁾) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le risque de durabilité est lié à de multiples enjeux ou facteurs ESG qui, s'ils ne sont pas gérés de manière appropriée par les émetteurs, peuvent induire des impacts financiers ou des impacts non-financiers (réputation, juridiques...) pouvant à leur tour générer des impacts financiers.

- Exemples d'enjeux ou facteurs environnementaux : changement climatique, épuisement des ressources naturelles, pollution de l'air et de l'eau, déforestation, perte de biodiversité...
- Exemples d'enjeux ou facteurs sociaux : inclusion sociale, diversité en entreprise, santé et sécurité des collaborateurs, droits de l'homme, exposition au travail illégal des enfants, protection des données personnelles...
- Exemples d'enjeux ou facteurs de gouvernance : efficacité du Conseil d'administration, conformité et éthique, rémunération des dirigeants...

L'INTÉGRATION DES RISQUES DE DURABILITÉ DANS LE SERVICE DE CONSEIL EN INVESTISSEMENT ET EN ASSURANCE

L'intégration de la durabilité dans le conseil financier est une composante essentielle de la **finance durable**. Par leurs conseils, les prestataires de services d'investissement et les distributeurs de produits d'assurance peuvent jouer un rôle central dans la réorientation du système financier vers la durabilité et ainsi répondre aux deux impératifs de la finance durable :

- Réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables.

- Intégrer la durabilité dans la gestion des risques financiers pour renforcer la stabilité financière.

L'intégration de la durabilité dans le conseil financier s'opère tant au niveau de la conception que de la distribution des produits financiers.

Au niveau de la conception de ces produits, elle passe par la généralisation de la prise en compte de l'approche ESG dans tous les processus d'investissement en complément de l'analyse financière classique, ou encore par une politique de vote et d'engagement actionnarial intégrant les aspects ESG et par la fourniture aux conseillers financiers et aux clients d'informations sur la nature ESG des produits.

Au niveau de la distribution de ces produits, elle touche aux processus, outils et compétences propres au métier de conseil financier. En particulier, l'intégration de la durabilité implique de développer l'expertise ESG des conseillers financiers afin qu'ils puissent évaluer les préférences des clients en matière de durabilité, recommander les produits adaptés, mais aussi aider les clients dans leur compréhension des risques et opportunités liés à l'ESG dans la construction de leur portefeuille.

L'INTÉGRATION DES RISQUES DE DURABILITÉ DANS LES PRODUITS FINANCIERS

La principale société de gestion et la filiale d'Assurances du groupe Crédit Agricole se sont engagées à généraliser l'approche ESG dans leurs activités.

Amundi, principale société de gestion du Groupe, a fait, de l'investissement responsable, l'un de ses piliers fondateurs dès sa création en 2010. Pionnier dans ce domaine, le Groupe fut l'un des signataires fondateurs des Principes d'Investissement Responsable (PRI) en 2006. Amundi s'est engagée à disposer d'une notation ESG sur 100% des encours des fonds ouverts sous gestion active et à appliquer les critères ESG à l'ensemble des décisions de vote en 2021. Des informations plus détaillées, y compris la Politique d'Investissement Responsable et la méthodologie de notation d'Amundi, sont disponibles sur le site www.amundi.fr.⁽³⁾

(2) Le sigle ESG, Environnemental, Social et de Gouvernance, est communément utilisé par la communauté financière internationale pour désigner ces trois domaines qui constituent les trois piliers de l'analyse extra-financière d'une entreprise.

(3) https://www.amundi.fr/fr_instit/Local-content/Responsible-Investment/Documentation

Crédit Agricole Assurances, filiale d'Assurances du Groupe, s'est, quant à elle, engagée à la généralisation des critères ESG sur les nouveaux investissements. Cela concerne les actifs en représentation des fonds euros, les fonds propres et les actifs en représentation des contrats en unités de compte. Des informations plus détaillées, y compris la politique ESG-Climat de Crédit Agricole Assurances SA, sont disponibles sur le site www.ca-assurances.com⁴.

L'INTÉGRATION DU RISQUE DE DURABILITÉ DANS L'ACTIVITÉ DE CONSEILLERS FINANCIERS

Le Crédit Agricole a initié une démarche d'intégration de la durabilité dans l'activité des conseillers financiers afin de contribuer à la réallocation de l'épargne vers des activités durables.

Le Crédit Agricole est convaincu que la prise en compte des facteurs ESG aura un impact positif sur la performance financière.

Le Crédit Agricole distribue des produits financiers présentant des caractéristiques environnementales ou sociales, ou visant des objectifs de durabilité.

Les conseillers financiers disposent des informations requises pour proposer ces produits au client au travers de documentations et supports pédagogiques adaptés et de sensibilisations réalisées au moment du lancement de ces nouveaux produits.

Le Crédit Agricole continuera de développer son approche concernant l'intégration de la durabilité dans l'activité de conseillers financiers au fil du temps, conformément aux évolutions réglementaires et en s'appuyant sur les innovations méthodologiques à venir.

La démarche « Trajectoires Patrimoine » a été déployée à compter de mi-octobre 2018, elle sera totalement généralisée à compter d'avril 2022, pour remplacer définitivement Entretien Épargne. Cette démarche conseil innovante, gratuite et personnalisée s'adresse à tous les clients quel que soit leur patrimoine détenu et leur permet de construire, développer ou protéger leur patrimoine, de manière éclairée, en fonction de leurs projets de vie et elle intégrera, à moyen terme, les préférences ESG des clients. Dotée d'un outil performant, cette démarche vient de surcroît soutenir la compétence des conseillers et garantir la conformité de la connaissance client requise.

L'INTÉGRATION DU RISQUE DE DURABILITÉ DANS LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Le présent paragraphe expose l'intégration des risques de durabilité dans la politique de rémunération. Il contribue à répondre aux exigences réglementaires telles qu'exposées à l'article 5 du Règlement européen 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers.

La politique de rémunération du Crédit Agricole n'encourage aucune prise de risque excessive en matière de durabilité dans les activités de conseil en investissement et de conseil en assurance et est liée à la performance ajustée aux risques.

Aussi, conformément à la politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts, la politique de rémunération du Crédit Agricole ne favorise aucun conseil sur des produits financiers qui seraient préjudiciables à la protection et à la primauté des intérêts des clients.

(4) <https://www.ca-assurances.com/Chaines/Responsables-et-engages/CAA-sort-l-edition-2021-de-sa-politique-ESG-Climat>

7.3 - Déclaration relative à la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité

L'article 4 du Règlement européen 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers requiert :

- la publication par les acteurs de marchés financiers d'informations relatives à la prise en compte des principales incidences négatives (« Principal adverse impacts ») des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité ;
- la publication par les conseillers financiers d'informations relatives à la prise en considération, dans leurs conseils en investissement et en assurance, des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité.

Les incidences négatives correspondent aux effets négatifs des décisions d'investissement et de conseils en investissement sur les facteurs de durabilité tant environnementaux, climatiques, sociaux que de gouvernance.

Au niveau du groupe Crédit Agricole, Amundi, principale société de gestion du Groupe, prend en compte les incidences négatives au travers de sa Politique d'Investissement Responsable. Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site www.amundi.fr. Crédit Agricole Assurances, filiale d'Assurances du Groupe, s'est, quant à elle, engagée à la généralisation des critères ESG sur les nouveaux investissements prenant également en compte les incidences négatives. Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site www.ca-assurances.com.

Concernant les activités de conseils en investissement et en assurance du groupe Crédit Agricole, l'absence de textes réglementaires suffisamment précis et stabilisés et d'un panel suffisamment large de données comparables ne permet pas actuellement de garantir une prise en compte des incidences négatives au sens de la réglementation SFDR⁵. Le Crédit Agricole respectera ces textes une fois disponibles et applicables et s'appuiera sur les données qui seront mises à disposition sur l'ensemble des fonds ou unités de compte conseillés par les entités du Groupe conformément au calendrier réglementaire.

Fidèle au projet sociétal du groupe Crédit Agricole, les processus relatifs au conseil en investissement et en assurance, s'appuyant sur ces nouvelles données, évolueront au fil du temps afin d'être en mesure de prendre en considération les répercussions négatives et potentielles des investissements de manière exhaustive dans les activités de conseil. Porté par l'ambition d'être un leader européen de l'investissement responsable, le Groupe se mobilise autour d'une stratégie Climat en ligne avec l'Accord de Paris, tout en renforçant son engagement en faveur de la transition énergétique, et en promouvant des politiques d'investissement vertes et responsables.

Les informations publiées par le Crédit Agricole et ses entités sur leurs sites internet seront enrichies suivant ces évolutions.

(5) Règlement UE n°2019/2088 dit « Sustainable Finance Disclosure Regulation » SFDR

RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT SUR LA VÉRIFICATION DE LA DÉCLARATION CONSOLIDÉE DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

À l'Assemblée générale,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant (« tierce partie »), accrédité par le COFRAC (Accréditation COFRAC Inspection, n°3-1681, portée disponible sur www.cofrac.fr) et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de votre Caisse Régionale (ci-après « entité »), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur la conformité de la déclaration consolidée de performance extra-financière, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (ci-après la « Déclaration ») aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du Code de commerce et sur la sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du Code de commerce (ci-après les « Informations ») préparées selon les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), présentées dans le rapport de gestion en application des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce.

Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extrafinancière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Préparation de la déclaration de performance extra-financière

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration ou disponibles sur demande au siège de l'entité.

Limites inhérentes à la préparation des Informations

Les Informations peuvent être sujettes à une

incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'administration :

- de sélectionner ou d'établir des critères appropriés pour la préparation des Informations ;
- d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance et par ailleurs les informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

La Déclaration a été établie en appliquant le Référentiel de l'entité tel que mentionné ci-avant.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du Code de commerce;
- la sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la direction, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables (notamment en matière d'informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte), de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale) ;
- la sincérité des informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du Code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention tenant lieu de programme de vérification et à la norme internationale ISAE3000 (révisée)¹,

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce et le Code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de quatre personnes et se sont déroulés entre octobre 2021 et février 2022 sur une durée totale d'intervention de trois semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené cinq entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration représentant notamment les directions et services RSE, marketing, ressources humaines, marchés et vie mutualiste.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les informations.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le deuxième alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
 - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233 16 ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le

¹ LISAE 3000 (révisée) - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;

- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :

- des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
- des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices listées ci-après : la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel et les Caisses locales affiliées, qui couvrent 100 % des effectifs ;

- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Paris-La Défense, le 8 mars 2022

L'Organisme Tiers Indépendant
EY & Associés



Caroline Delérable
Associée, Développement Durable

Annexe 1 : informations considérées comme les plus importantes

INFORMATIONS SOCIALES	
Informations quantitatives (incluant les indicateurs clé de performance)	Informations qualitatives (actions ou résultats)
<p>Taux de femmes par classe et position d'emploi (CDD et CDI à fin 2021) (%).</p> <p>Répartition de l'effectif par âge.</p>	<p>Les actions en matière d'égalité hommes/femmes et d'inclusion en entreprise.</p> <p>Les actions en matière de dialogue social.</p> <p>Les actions en matière d'engagement des collaborateurs et de qualité de vie au travail,</p>

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES	
Informations quantitatives (incluant les indicateurs clé de performance)	Informations qualitatives (actions ou résultats)
<p>Taux d'équipement en assurance aléas climatiques des agriculteurs (récolte, grêle, prairie) (%).</p> <p>Fonds de garantie ALTERNA et INAF.</p> <p>Taux d'installation des jeunes agriculteurs en bio (%).</p>	<p>Les actions en matière d'accompagnement de la transition énergétique, par le biais de la filière dédiée.</p> <p>Les actions en matière d'accompagnement du secteur de l'agriculture, de financement de nouveaux modèles d'agriculture durable, d'équipement contre les aléas climatiques, et d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs.</p>

INFORMATIONS SOCIÉTALES	
Informations quantitatives (incluant les indicateurs clé de performance)	Informations qualitatives (actions ou résultats)
<p>Nombre de job datings organisés en 2021.</p> <p>Nombre de startups accompagnées par le Village by CF en 2021.</p> <p>Capital investissement (Montants totaux d'investissements propres en soutien aux entreprises).</p>	<p>Les actions en matière de préservation de l'attractivité des territoires de la Caisse Régionale, qu'elles soient commerciales ou non commerciales.</p> <p>Les actions en matière d'achats responsables, notamment auprès de fournisseurs locaux.</p>

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021



Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GÉNÉRAL

Présentation juridique de l'entité

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre France,
Société à capital et personnel variable,
Siège social : 3, avenue de la Libération
63000 Clermont-Ferrand,

SIREN 445 200 488
RCS Clermont-Ferrand
Code NAF : 6419 Z

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 11,2 millions de sociétaires qui élisent quelque 28 536 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses Régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses Régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole SA. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses Régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses Régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses Régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses Régionales.

Crédit Agricole SA en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à

l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole SA peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du Groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

PUBLIC

29,3 %

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

7,3 %

ACTIONNAIRES INDIVIDUELS

5,1 %

SALARIÉS V/A L'ÉPARGNE SALARIALE

2,8 %⁽¹⁾

AUTOCONTRÔLE

DÉTENANT

44,5 %

CAISSES RÉGIONALES

11,2m

DE SOCIÉTAIRES
détenant les parts sociétales des

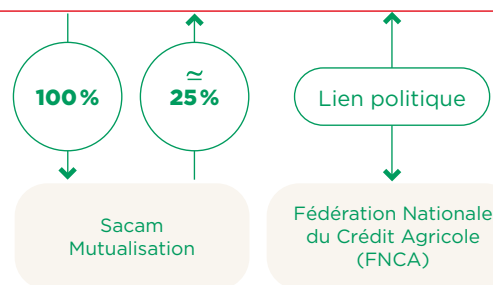
2 406

CAISSES LOCALES

39

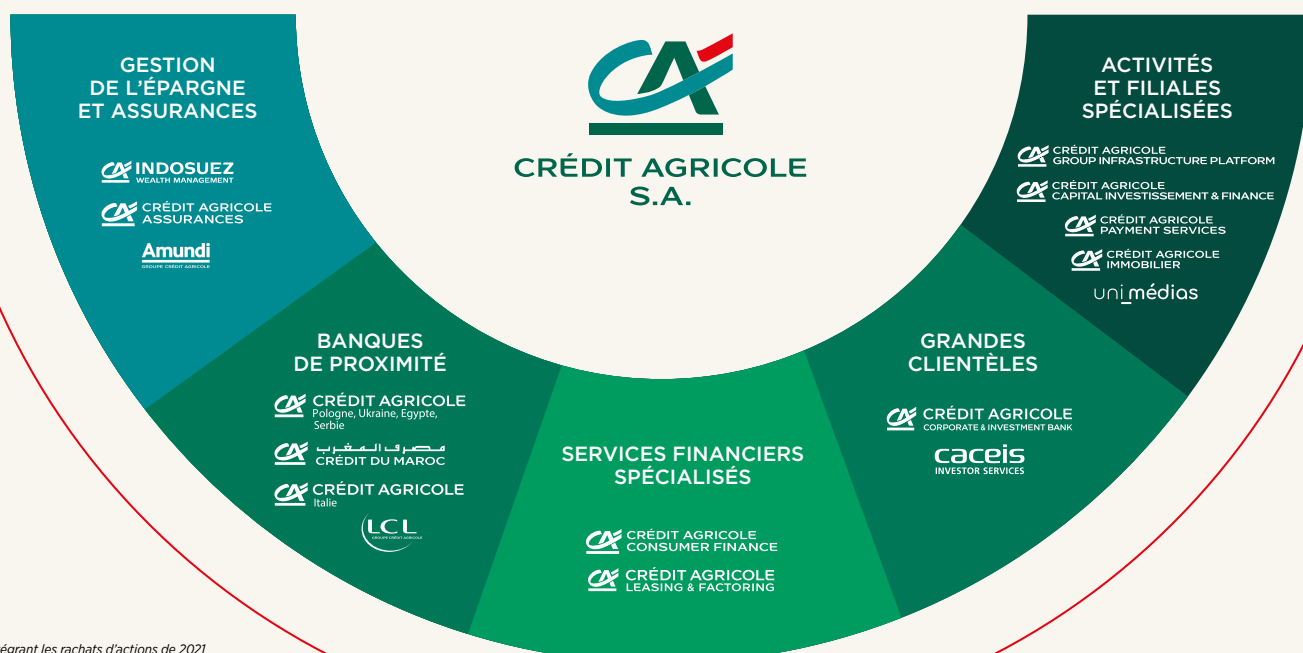
CAISSES RÉGIONALES

détenant ensemble la majorité
du capital de CRÉDIT AGRICOLE S.A.
via la SAS Rue la Boétie⁽²⁾



DÉTENANT

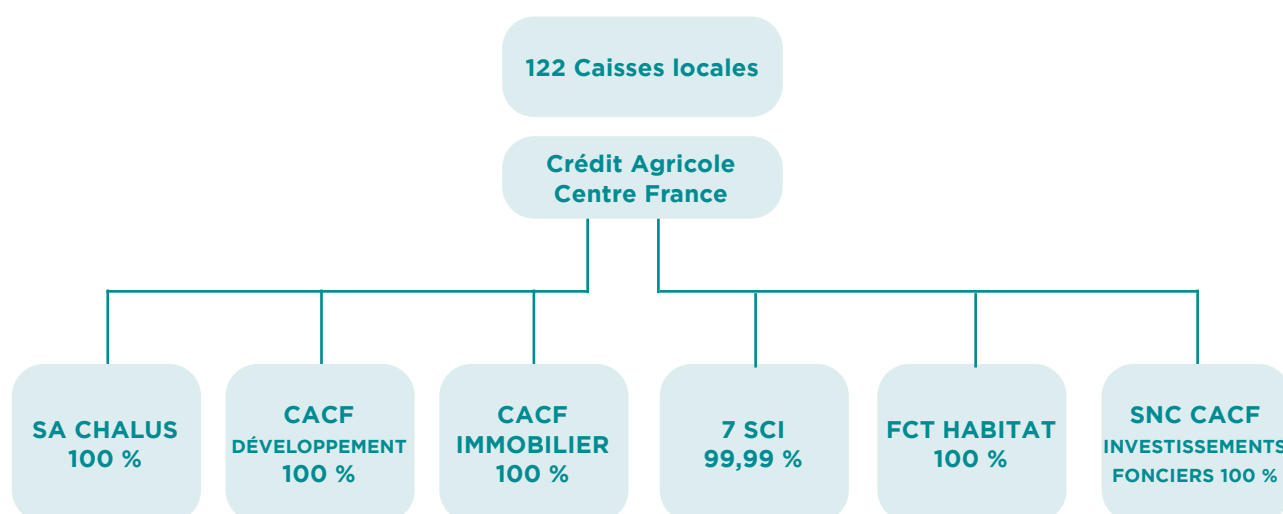
55,5 %



(1) Autocontrôle intégrant les rachats d'actions de 2021 qui seront annulés en 2022. Après annulation de 87 673 241 actions, l'autocontrôle sera non significatif et la détention de SAS Rue de la Boétie remontera à environ 57 %.

(2) La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.

Organigramme du groupe Crédit Agricole Centre France :



Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

COMPTES ORDINAIRES DES CAISSES RÉGIONALES

Les Caisses Régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole SA, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires » et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

COMPTES D'ÉPARGNE À RÉGIME SPÉCIAL

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses Régionales pour le compte de Crédit Agricole SA, où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole SA les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

COMPTES ET AVANCES À TERME

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes

sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses Régionales au nom de Crédit Agricole SA et centralisées par Crédit Agricole SA, elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole SA de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses Régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses Régionales, sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole SA et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses Régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole SA.

TRANSFERT DE L'EXCÉDENT DES RESSOURCES MONÉTAIRES DES CAISSES RÉGIONALES

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses

Régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole SA, où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

OPÉRATIONS EN DEVISES

Le refinancement des activités en devises des Caisses Régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole SA.

TITRES À MOYEN ET LONG TERME ÉMIS PAR CRÉDIT AGRICOLE SA

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses Régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole SA, en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

MÉCANISME TLTRO III

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars, avril et décembre 2020 en lien avec la situation de la COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de trois ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une première incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021 puis une seconde incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2021 à juin 2022.

Le traitement comptable retenu par le Groupe, sans changement par rapport à celui appliqué en 2020, consiste à comptabiliser les bonifications dès que le Groupe estime avoir une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE, i.e. au terme de l'opération de TLTRO III et à rattacher cette bonification à la période à laquelle elle se rapporte prorata temporis.

Le Groupe a évalué les intérêts courus au taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à - 100 bps sur la période spéciale de taux d'intérêt (1^{er} janvier 2021 - 23 juin 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), compte tenu de l'atteinte des seuils propres à la première incitation pendant la période spéciale de référence. Sur la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle (24 juin 2021 - 31 décembre 2021

pour la période afférente à l'exercice 2021), le taux d'intérêt retenu est également le taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à - 100 bps, compte tenu de l'atteinte des critères du niveau de crédits éligibles propres à la seconde incitation pendant la période spéciale de référence additionnelle. Ainsi, le Groupe estime bénéficier de l'obtention de l'ensemble des bonifications à l'échéance de ce financement du fait de la réalisation des conditions pour en bénéficier au 31 décembre 2021. Pour rappel, au 30 juin 2021, le taux d'intérêt retenu était le minimum entre le taux de Facilité des Dépôts et le MRO - 50 bps compte tenu des incertitudes que le Groupe avait à cette date, quant à l'atteinte des critères de variation de crédits éligibles pendant la période spéciale de référence additionnelle.

Crédit Agricole SA a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France se refinance auprès de Crédit Agricole SA et bénéficie ainsi de ces bonifications.

Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole SA, la CNCA (devenue Crédit Agricole SA) a conclu en 2001 avec les Caisses Régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole SA d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole SA enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises

bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole SA et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole SA (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou

plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole SA considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs

entités du réseau et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole SA consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses Régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Garantie spécifique apportée par les Caisses Régionales à Crédit Agricole SA (Switch)

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant en 2013 et amendé par deux avenants en 2016, s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole SA, en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses Régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat. Une première résiliation partielle correspondant à 35 % du dispositif des garanties Switch a eu lieu le 2 mars 2020, une deuxième correspondant à 15 % du dispositif a eu lieu le 1^{er} mars 2021 et une dernière correspondant à la partie résiduelle de 50 % du dispositif a eu lieu le 16 novembre 2021.

Informations relatives aux parties liées

Les parts dans les entreprises liées correspondent aux titres de filiales, c'est-à-dire aux entités dont le capital est détenu à plus de 50 %.

Relations entre la Caisse Régionale et les Caisses locales

L'encours des comptes courants des Caisses locales est de 10 196 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Au sein du capital de la Caisse Régionale de Centre France, les parts sociales détenues par l'ensemble des Caisses locales s'élèvent à 109 445 milliers d'euros.

Ces montants sont éliminés dans les traitements de consolidation.

Relations entre la Caisse Régionale et ses filiales consolidées

	PARTICIPATIONS		REFACTORATION
<i>(en milliers d'euros)</i>	Juste valeur	Pourcentage de capital détenu	Crédit Agricole Centre France AUX FILIALES HT
SA CHALUS	31 363	100,00	1 110
SAS CACF DÉVELOPPEMENT	90 814	100,00	1
SAS CACF IMMOBILIER		100,00	44
7 S C I	22 103	99,99	11
SNC CACF INVESTISSEMENTS FONCIERS	19 834	100,00	2
Valeur au bilan	164 114		

Ces montants sont éliminés dans les traitements de consolidation.

Les prestations sont conclues aux conditions normales en vigueur.

Principaux dirigeants des sociétés consolidées

L'information sur la rémunération des dirigeants figure au paragraphe 7.6

Les membres du Conseil d'administration de Crédit Agricole Centre France sont :

Présidente : Mme Chantal DEBOST	Membres du Bureau : Mme Sylvie BONNEVAL Mme Marie-Pascale FLAGEL Mme Marie-Christine JOSSE M. Bruno PERICHON	Administrateurs : M. Laurent BERGER M. Philippe BOUCHICHE M. Jean BOUNIOL Mme Adélaïde CANLERS Mme Martine CHAUVET Mme Hélène COLLOMBAT Mme Nathalie DEBAIN Mme Fabienne FAURIE M. Jean-Michel JARASSE Mme Cécile PACAUD
Vice-Présidents : M. François BERTHOMIER M. Fabrice BOUREILLE M. Serge CHARRET M. Daniel CRETOIS M. Olivier LARUE		

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Intérêts et produits assimilés	4.1	422 671	413 827
Intérêts et charges assimilées	4.1	(153 834)	(168 277)
Commissions (produits)	4.2	280 687	261 855
Commissions (charges)	4.2	(54 512)	(44 327)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	81 414	20 465
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		1 218	(740)
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		80 196	21 205
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	52 810	13 503
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			(150)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		52 810	13 653
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Produits des autres activités	4.5	7 453	6 865
Charges des autres activités	4.5	(4 968)	(3 981)
PRODUIT NET BANCAIRE		631 721	499 930
Charges générales d'exploitation	4.6	(290 092)	(283 440)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(20 478)	(22 656)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		321 151	193 834
Coût du risque	4.8	(6 434)	(27 269)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		314 717	166 565
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	1 203	79
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		315 920	166 644
Impôts sur les bénéfices	4.10	(63 187)	(45 544)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées			
RÉSULTAT NET		252 733	121 100
Participations ne donnant pas le contrôle			
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		252 733	121 100

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2021	31.12.2020
Résultat net		252 733	121 100
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11	2 586	(947)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre ⁽¹⁾	4.11		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables ⁽¹⁾	4.11	422 283	(119 167)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	424 869	(120 114)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(11 171)	5 159
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	413 698	(114 955)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.11		(4)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11		(4)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11		1
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11		(3)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	413 698	(114 958)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		666 431	6 142
Dont part du Groupe		666 431	6 142
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables

4.11 23 070

Bilan actif

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Caisse, banques centrales	6.1	122 732	135 210
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2-6.6-6.7	1 018 863	319 860
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		17 318	20 501
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		1 001 545	299 359
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	47 839	44 453
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4-6.6-6.7	2 655 058	2 154 922
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		6 166	2 173
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 648 892	2 152 749
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3-6.5-6.6-6.7	23 245 799	21 879 964
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		1 763 918	1 824 761
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	3.1	19 475 792	18 258 896
<i>Titres de dettes</i>		2 006 089	1 796 307
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		40 759	111 393
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	41 363	57 726
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	358 133	421 694
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.13	28 366	28 153
Immobilisations corporelles	6.14	181 430	148 335
Immobilisations incorporelles	6.14	660	713
Écarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		27 741 002	25 302 423

Bilan passif

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	21 764	26 193
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		21 764	26 193
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	135 672	219 657
Passifs financiers au coût amorti		22 111 356	20 211 581
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.3-6.8	12 098 643	11 033 299
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.3-6.8	9 902 956	9 063 021
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.3-6.8	109 757	115 261
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		30 811	46 906
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	57	7 982
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	372 568	375 621
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	6.15	106 302	109 752
Dettes subordonnées			
TOTAL DETTES		22 778 530	20 997 692

Capitaux propres	4 962 472	4 304 731
Capitaux propres part du Groupe	4 962 472	4 304 731
Capital et réserves liées	519 559	501 029
Réserves consolidées	3 553 191	3 459 311
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	636 989	223 291
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		
Résultat de l'exercice	252 733	121 100
Participations ne donnant pas le contrôle		
TOTAL DU PASSIF	27 741 002	25 302 423

Tableau de variation des capitaux propres

	PART DU GROUPE						PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE			
	Capital et réserves liées						Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
	Primes et réserves consolidées liées au capital ⁽¹⁾	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Capital	123 862	366 296		3 469 061	3	338 246	338 249			4 297 468
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2020 Publié (en milliers d'euros)										
Impacts nouvelles normes, décisions/interprétations IFRIC										
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2020 10 871	123 862	366 296		3 469 061	3	338 246	338 249			4 297 468 10 871
Augmentation de capital										
Variation des titres autodétenus										
Émissions/remboursements d'instruments de capitaux propres										
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				(11 598)						(11 598)
Dividendes versés en 2020				1						1
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				774						774
Mouvements liés aux paiements en actions				(10 823)						48
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires 10 871				1 463	(3)	(114 955)	(114 958)			(113 495)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 10 871				1 463	(3)	(1 460)	(1 463)			
Impacts des nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC ⁽²⁾										
Capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves										
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves										
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence										
Résultat 2020				(390)						121 100 (390)
Autres variations										
Capitaux propres au 31 décembre 2020 Affection du résultat 2020	134 733	366 296		3 459 311 121 100		223 291	223 291			4 304 731 (390)
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2021	134 733	366 296		3 580 411		223 291	223 291			4 304 731 301
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC ⁽²⁾										
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2021 retraité	134 733	366 296		3 580 712		223 291	223 291			4 305 032 18 530
Augmentation de capital										
Variation des titres autodétenus										
Émissions/remboursements d'instruments de capitaux propres				(11 249)						(11 249)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				8 732						8 732
Dividendes versés en 2021				180						180
Effet des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				(2 337)						16 193
Mouvements liés aux paiements en actions				(23 892)						389 806
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires 18 530				(23 892)						
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 18 530				(23 892)						
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves										
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves										
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence										
Résultat 2021				(1 292)						252 733 (1 292)
Autres variations ⁽³⁾										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2021	153 263	366 296		3 553 191		636 989	636 989			4 962 472 (1 292)

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective : impact estimé de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur la calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité). Au 1^{er} janvier 2020, l'impact sur les capitaux propres aurait été de 406 milliers d'euros. Par ailleurs, un impôt différé a été constaté sur la correction d'ouverture en contrepartie des capitaux propres pour 105 milliers d'euros.

(3) Le régime de retraite répondant aux conditions de l'article 137-11, maintenu en sus de la création d'un nouveau régime défini selon les prérogatives de l'article 137-11-2, a nécessité une régularisation de 2 116 milliers d'euros (3 113 de reprise de provisions et 996 d'impact impacts différés) au titre des exercices antérieurs, ayant vocation à progressivement se retourner jusqu'au 31 décembre 2024. Enfin, suite à une cession de titres par CACF IMMOBILIER, constatation d'une plus-value sur cession de titres de 822 milliers d'euros.

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles. Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique. Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme. La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Résultat avant impôt		315 920	166 644
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		20 479	20 333
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		2 763	32 033
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement		(1 475)	(79)
Résultat net des activités de financement		136	314
Autres mouvements		(33 384)	17 528
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		(11 481)	70 129
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		1 241 275	1 423 577
Flux liés aux opérations avec la clientèle		(448 608)	(152 424)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(931 610)	(327 382)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		99 620	(8 713)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence			
Impôts versés		(65 279)	(30 302)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(104 602)	904 756
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		199 837	1 141 529
Flux liés aux participations ⁽¹⁾		(46 105)	54 176
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(49 824)	(35 106)
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(95 929)	19 070
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽²⁾		7 281	(726)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ⁽³⁾		(7 563)	35 043
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		(282)	34 317
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		103 626	1 194 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 387 663	192 599
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		135 210	93 154
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 252 453	99 445
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		1 490 942	1 387 663
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		122 732	135 210
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 368 210	1 252 453
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		103 279	1 195 064

* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus).

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ». Au cours de l'année 2021, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France s'élève à - 46 105 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- Acquisition des titres de la SAS CARIOU pour 2 237 milliers d'euros ; de CACF Investissements Fonciers pour 12 551 milliers d'euros ; de SEBA 15 pour 4 milliers d'euros ; du Groupement forestier Chirac Lantourne pour 180 milliers d'euros. Du côté de CACF Investissements Fonciers, achat de titres à hauteur de 12 551 milliers d'euros.

- Cession des titres de ADIMMO pour 900 milliers d'euros ; de Square Habitat pour 19 774 milliers d'euros ; de SOFIMAC pour 102 milliers d'euros ; de la SA Radian pour 35 milliers d'euros ; de la SAS C2MS pour 25 milliers d'euros. Concernant CACF Immobilier, on note des cessions de titres pour 10 286 milliers d'euros.

- Augmentation de capital de CACIM pour 6 911 milliers d'euros ; de SACAM Avenir pour 4 888 milliers d'euros ; de FONTMAURE pour 7 920 milliers d'euros ; de SAS CACF Participations Régionales pour 90 milliers d'euros ; de SAS Square Habitat Avance pour 19 774 milliers d'euros ; de COFILMO pour 238 milliers d'euros, de EDOKIAL pour 1 477 milliers d'euros ; de

ADIMMO pour 900 milliers d'euros.

- Recyclage OCI NR en réserves nets provenant de plus ou moins valeurs sur la vente des titres de participations de RADIANT pour 10 milliers d'euros ; de la SAS C2MS pour 29 milliers d'euros ; de SOFIMAC Régions pour 180 milliers d'euros ; de SOFICAN pour - 62 milliers d'euros et de Square Habitat pour - 13 763 milliers d'euros. Concernant CACF Immobilier, recyclage OCI NR en réserves nets pour - 9 464 milliers d'euros.

- Versements restants à effectuer sur augmentation de capital de 4 110 milliers de SACAM Avenir, sachant que SACAM FIRECA, FIRECA Expérimentation et SAEMEL Elina ont libéré entièrement leur capital respectivement pour 921, 163 et 45 milliers d'euros. Concernant CACF Investissements Fonciers, libération de capital à hauteur de 117 milliers d'euros.

- Créances sur cession de titres de participation non consolidés pour 65 milliers d'euros.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France à ses actionnaires, à hauteur de 9 753 milliers d'euros pour l'année 2021 et des intérêts aux parts sociales versés à ses actionnaires à hauteur de 1 496 milliers d'euros.

(3) Au 31 décembre 2021, les remboursements de dettes obligataires de la STT 2021 s'élèvent à 3 603 milliers d'euros et de dettes locatives s'élèvent à 3 256 milliers d'euros pour Crédit Agricole Centre France et 565 milliers d'euros pour la banque Chalus.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 - Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2021 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2020.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2021 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2021.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 ^{re} application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2	1 ^{er} janvier 2021 ⁽¹⁾	Oui
Amendement à IFRS 4 Report facultatif de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités qui exercent principalement des activités d'assurance, y compris les entités du secteur de l'assurance appartenant à un conglomérat financier au 1 ^{er} janvier 2023	1 ^{er} janvier 2021	Oui
Amendement à IFRS 16 2 nd amendement sur les concessions de loyers liées à la COVID-19	1 ^{er} avril 2021	Non

⁽¹⁾ Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 dès le 1^{er} janvier 2020.

RÉFORMES DES INDICES DE RÉFÉRENCE

Le groupe Crédit Agricole a mis en œuvre début 2019 un programme pour préparer et encadrer la transition des indices de référence pour l'ensemble de ses activités, avec une déclinaison en projets dédiés dans chaque entité impactée. Ce programme s'est inscrit dans les calendriers et standards définis par les travaux de place - dont certains auxquels le Crédit Agricole a activement participé - et le cadre réglementaire européen (BMR).

Conformément aux recommandations des groupes de travail nationaux et des autorités, le Groupe a privilégié autant que possible des bascules vers les indices alternatifs par anticipation de la disparition des indices de référence tout en visant le respect des échéances fixées par la place voire imposées par les autorités et autant que possible les jalons incitatifs. D'importants investissements et une forte mobilisation des équipes opérationnelles et des métiers ont été mis en œuvre pour adapter les outils et absorber la charge de travail induite par les transitions, y compris pour la modification des contrats. Il est à noter que les développements informatiques ont été très dépendants du calendrier de détermination des indices alternatifs cibles aux LIBOR et de l'émergence de standards de marché.

La réalisation ordonnée et maîtrisée de ces transitions a été assurée par l'ensemble des actions entreprises depuis 2019. Au second semestre 2021, les entités ont notamment concentré leurs efforts sur la finalisation de l'ensemble des développements informatiques et l'intensification de l'information et des interactions avec les clients pour leur expliquer plus en détail les modalités de transition et poursuivre les efforts engagés pour prévenir les risques de conduite. Les travaux menés ont également permis de mettre les entités du Groupe en capacité de gérer les nouvelles offres de produits RFR tout en préservant l'expérience et la satisfaction client.

BILAN DES TRANSITIONS AU 31/12/2021

Pour la plupart des entités et activités concernées, les plans de transition proactifs ont été activés dès que possible en 2021 avec une intensification au deuxième semestre : prêts/emprunts de cash entre entités du Groupe, émissions obligataires du Crédit Agricole SA, comptes de dépôts clientèle, dérivés de taux compensés transitionnés en masse via les cycles de conversion des chambres de compensation en octobre (EONIA) et en décembre (LIBOR hors USD). L'activation à partir du 1^{er} janvier 2022 des clauses de *fallback* - considérées comme un « filet de sécurité » - a concerné une faible part du stock de contrats impactés par les modifications d'indice de référence.

Toutefois, pour les dérivés non compensés et couverts par le protocole *fallbacks* ISDA, les acteurs de marché ont largement privilégié l'activation des *fallbacks*. À l'échelle du groupe Crédit Agricole, peu de contrats référençant l'EONIA ou les LIBOR CHF, EUR, GBP et JPY n'ont pas pu faire l'objet d'une renégociation avant le 31 décembre 2021 ou être basculés sur un indice alternatif par activation de la clause de *fallback*. Ce stock résiduel de contrats concerne soit des négociations non finalisées au 31 décembre qui devraient aboutir début 2022, soit des contrats qui bénéficient ou bénéficieront des dispositifs législatifs en vigueur.

GESTION DES RISQUES

Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence disparaissant ou devenant non représentatifs au 31 décembre 2021 et la mise en conformité avec la réglementation BMR, les travaux du projet ont également porté sur la gestion et le contrôle des risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels, juridiques et conformité en particulier sur le volet protection des clients (prévention du « *conduct risk* »).

Pour exemple, sur le volet financier, le risque de fragmentation du marché induit par l'utilisation de types de taux différents (calcul de taux prédéterminé en début de période d'intérêt dit « *forward looking* » ou calcul de taux post-déterminé dit « *backward looking* ») et de conventions différentes selon les classes d'actifs/devises peut conduire à des risques financiers pour les acteurs du secteur. Il est néanmoins anticipé que ces risques, clairement identifiés au sein du Groupe, devraient tendre à s'amoindrir au fur-et-à mesure que les standards de marché émergeront et que le secteur privé - avec le soutien des banques - sera en capacité de gérer cette fragmentation.

LIBOR USD

En 2022, les travaux du programme de transition se poursuivent, notamment pour préparer la cessation de la publication du LIBOR USD ou sa non représentativité en juin 2023. Ce volet concerne en premier lieu la banque d'investissement CACIB, entité du Groupe la plus exposée à cet indice. Pour la transition du LIBOR USD, la mise en œuvre d'un dispositif législatif sera confirmé ultérieurement par les autorités britanniques, les autorités américaines ayant pour leur part déjà validé la désignation de taux de remplacement statutaires pour les contrats de droit New-Yorkais.

Afin que les relations de couvertures comptables affectées par cette réforme des indices de référence puissent être maintenues malgré les incertitudes

sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices de taux actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020. Le Groupe applique ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture sur les indices concernés, peuvent en bénéficier au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, le recensement des instruments de couverture impactés par la réforme et sur lesquels subsistent des incertitudes fait apparaître un montant nominal de 0 d'euros.

D'autres amendements, publiés par l'IASB en août 2020, complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les conséquences comptables du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par d'autres taux de référence à la suite des réformes. Ces modifications, dites « Phase 2 », concernent principalement les modifications des flux de trésorerie contractuels. Elles permettent aux entités de ne pas dé-comptabiliser ou ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, les entités n'auront pas à déqualifier leurs relations de couverture lorsqu'elles procèdent aux changements requis par la réforme et sous réserve d'équivalence économique.

Au 31 décembre 2021, aucune ventilation par indice de référence significatif des instruments basés sur les anciens taux de référence et qui doivent transitionner vers les nouveaux taux avant leur maturité n'est à effectuer en raison de l'exclusion des indices EURIBOR, WIBOR, et STIBOR, ainsi que de la transition de l'indice EONIA vers l'indice ESTER.

En l'absence d'annonces relatives à un remplacement prochain des indices EURIBOR, WIBOR et STIBOR, ceux-ci ont été exclus des données quantitatives fournies.

Les encours en LIBOR USD reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 30/06/2023, date de disparition ou de non représentativité des « tenors » JJ, 1 mois, 3 mois, 6 mois et 12 mois.

Pour les autres indices, les contrats basculés vers le taux alternatif par activation de la clause de *fallback*

ont été exclus du recensement. Par conséquent, les encours en EONIA et LIBOR CHF correspondent aux contrats dont la renégociation contractuelle n'était pas totalement finalisée au 31 décembre 2021 et pour lesquels il n'est pas prévu de recours aux dispositifs législatifs en vigueur. Les encours en LIBOR GBP et JPY correspondent au stock résiduel de contrats pour lesquels les renégociations avec les clients n'ont pas abouti et qui devraient être couverts par le dispositif de la Commission Européenne en cours de mise en place. ⁽³⁾

S'agissant des instruments financiers non dérivés, les expositions correspondent aux nominaux des titres et au capital restant dû des instruments amortissables.

Conséquences comptables de la décision IFRS IC d'avril 2021 sur l'attribution d'avantages postérieurs à l'emploi aux périodes de services pour les régimes à prestations définies

En décembre 2020, l'IFRS IC a été saisi d'une question portant sur la méthodologie de calcul des dettes actuarielles des régimes à prestations définies et sur la période d'acquisition des droits à retenir pour lesquels le nombre d'années d'ancienneté donnant lieu à attribution de droits est plafonné. Parmi plusieurs approches analysées, l'IFRS IC a retenu l'approche consistant à linéariser sur la période plafonnée précédant l'âge de retraite permettant d'obtenir les droits.

Les plans concernés par la décision IFRS IC IAS 19 sont ceux pour lesquels :

- l'attribution de droits est conditionnée par la présence dans l'entreprise au moment du départ en retraite (avec perte de tout droit en cas de départ anticipé) ;
- les droits dépendent de l'ancienneté, mais sont plafonnés à partir d'un certain nombre d'années d'ancienneté.

Cette décision constitue un changement de méthode dans les approches retenues par le Groupe.

L'impact de cette décision, qui a été enregistré au 1^{er} janvier 2021 sans comparatif, s'élève à 3 113 milliers d'euros (2 116 milliers d'euros nets d'impôts différés) en termes de dettes actuarielles (Cf. note 7 – Avantages au personnel et autres rémunérations).

L'impact de ce changement de méthode ne présente pas un caractère significatif sur les comptes consolidés.

(3) Date prévisionnelle : fin T1 2022.

Les impacts sur les états financiers s'élèvent à 3 113 milliers d'euros* en termes de provision sur engagements sociaux (Cf. notes 6.15 – Provisions) et 406 milliers d'euros d'excédent d'actif (enregistré en note 6.11 – Comptes de régularisation) en contrepartie des capitaux propres *(effet de 997 milliers d'euros après prise en compte des effets fiscaux – Cf. Tableau de variation des capitaux propres).

Au 1^{er} janvier 2020, l'impact sur les dettes actuarielles aurait été de 406 milliers d'euros et l'impact sur les capitaux propres de 288 milliers d'euros.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 ^{re} application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2018-2020 - IFRS 1 <i>Première adoption des normes internationales d'information financière,</i> - IFRS 9 <i>Instruments financiers, et</i> - IAS 41 <i>Agriculture</i>	1 ^{er} janvier 2022	Oui
Amendement à IFRS 3 Références au cadre conceptuel	1 ^{er} janvier 2022	Oui
Amendement à IAS 16 Produits de la vente avant l'utilisation prévue	1 ^{er} janvier 2022	Oui

NORMES ET INTERPRÉTATIONS NON ENCORE ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNES AU 31 DÉCEMBRE 2021.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2021 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2021.

1.2 Principes et méthodes comptables

UTILISATION DE JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

INSTRUMENTS FINANCIERS (IFRS 9, IAS 32 ET 39)

Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire

tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation/provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les « actifs financiers dits verts » et « *green bonds* » (au passif) comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des emprunts permettant de financer des projets environnementaux. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant cette qualification ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne à venir. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Actifs financiers

Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle collecte dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle collecte et vente dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ;
- Le modèle autre/vente dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre/vente.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

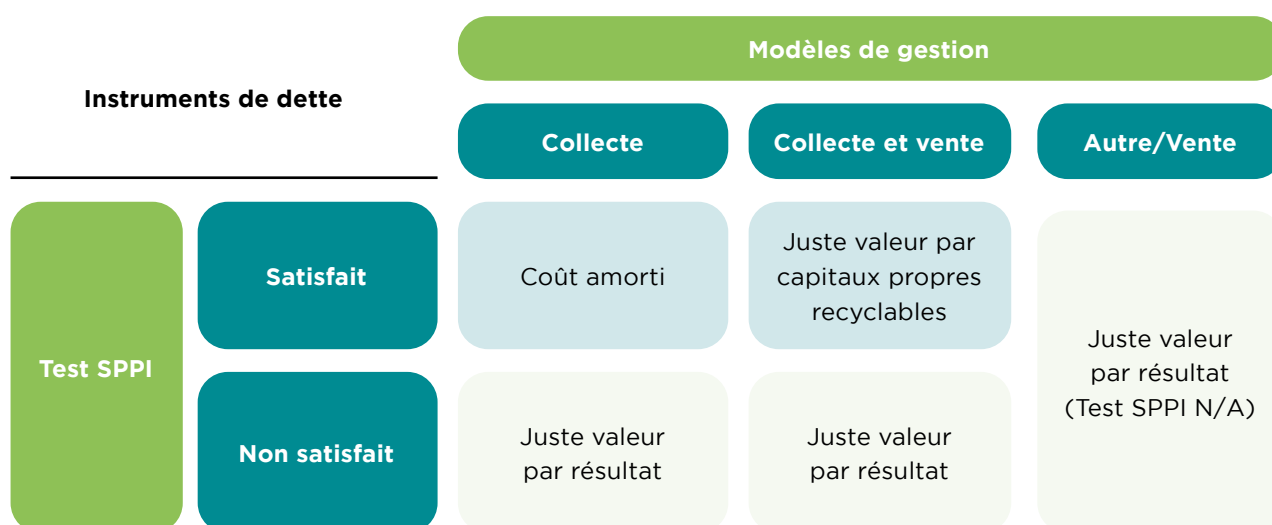
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas, le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation/provisionnement pour risque de crédit ».

Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle collecte et vente et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers

détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre/vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test « SPPI », sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation

Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction. Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation. Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant. Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension. Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

Intérêts pris en charge par l'État (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. En conséquence, ces entités perçoivent de l'État une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'État sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Évaluation des impacts en compte de résultat des actifs financiers désignés

En vertu de l'approche par superposition, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France continue d'appliquer pour la reconnaissance du résultat des actifs financiers désignés les principes et méthodes comptables que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France appliquait sous IAS 39.

Actifs financiers au coût amorti selon IAS 39 (actifs détenus jusqu'à l'échéance/prêts et créances)

Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement pour leur juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont initialement comptabilisés à la juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations recyclables sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est

comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation selon IAS 39 des actifs financiers désignés

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de perte résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de trois ans.

Passifs financiers

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole SA en provenance des Caisses Régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18 « Provisions ».

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ;
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ;
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« *Expected Credit Losses* » ou « ECL ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 6 ;
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole SA.

Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

1^{re} étape (stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;

2^e étape (stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale du Crédit

Agricole Centre France comptabilise les pertes attendues à maturité ;

3^e étape (stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

À compter de l'arrêté du 31 décembre 2021, le terme « *Bucket* » qui était utilisé depuis le passage à IFRS 9 est remplacé par le terme « *Stage* » dans l'ensemble des états financiers.

N.B. : Il s'agit uniquement d'un changement de terminologie, sans impact sur la comptabilisation des ajustements pour pertes de crédit (ECL).

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;

- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de

probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » ou « *LGD* »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les douze mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à douze mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties. Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un

cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage 2* (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France devient partie aux dispositions contractuelles

de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à trente jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de trente jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à douze mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement,...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit

sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à douze mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêté, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à douze mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole SA, les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion). La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à

deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt «restructuré», actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en « Produit net bancaire » pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

À chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;

- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 «Risques et Pilier 3» du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole SA.

Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- **couverture de juste valeur** : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- **couverture de flux de trésorerie** : la réévaluation

du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- **couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger** : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- **couverture de juste valeur** : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- **couverture de flux de trésorerie** : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- **couverture d'investissement net à l'étranger** : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Risque de contrepartie sur les dérivés

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement

de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, qui sont disponibles/accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par

des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

PROVISIONS (IAS 37 ET 19)

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur,

- établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

AVANTAGES AU PERSONNEL (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette

méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés «employeurs». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la

mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

L'impôt exigible et différé sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

- a) soit sur la même entité imposable,
- b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

TRAITEMENT DES IMMOBILISATIONS (IAS 16, 36, 38 ET 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à

leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation.

OPÉRATIONS EN DEVICES (IAS 21)

COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	15 à 20 ans
Installations techniques	8 à 15 ans
Agencements	8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC LES CLIENTS (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

CONTRATS DE LOCATION (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- s'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :

a) sortir du bilan l'immobilisation louée ;

b) constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour

une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;

c) comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée ;

d) décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.

- s'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de neuf ans avec une période initiale non résiliable de trois ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de trois ans, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation (i.e. première option de sortie post cinq ans) sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée sera estimée à six ans. Le principe Groupe (première option de sortie post cinq ans) peut ne pas être appliqué dans certains cas spécifiques, par exemple pour un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, il conviendra de

retenir une durée de location initiale de neuf ans (sauf anticipation d'une tacite prolongation de trois ans maximum dans le cas général).

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...) - le Groupe applique sur ce point la décision de l'IFRS IC du 17 septembre 2019 depuis la mise en œuvre d'IFRS 16.

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux. Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de

manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

Consolidation des Caisses Régionales

Les normes de consolidation existantes dans le référentiel international sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses Régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole SA, dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole SA, les Caisses Régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole. Ces différents attributs, déclinés au niveau régional

et attachés à la communauté Régionale du Crédit Agricole de Mutuel de Centre France représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle Régionale est constituée de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris

potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 28, les participations minoritaires détenues par les entités pour lesquelles l'option prévue par l'article 18 de cette norme a été retenue, sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature.

MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

RETRAITEMENTS ET ÉLIMINATIONS

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

2 - Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2021 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 ».

CRISE SANITAIRE LIÉE À LA COVID-19

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par la crise liée au Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'État (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif de Prêts Garantis par l'État.

Ces prêts appartiennent à un modèle de gestion « Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc enregistrés au coût amorti.

Au 31 décembre 2021, le solde des encours des prêts garantis par l'État octroyés à la clientèle par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France s'élève à 411 409 milliers d'euros.

Impacts de ces mesures sur le risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Le report d'échéance sur concours octroyés aux clients n'a pas systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme

des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur douze mois (*Bucket 1*) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (*Bucket 2*), ni le passage automatique des encours vers la catégorie douteux (*Bucket 3*).

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Face à cette situation, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du *forward looking* local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

L'évolution des ECL observée au niveau du coût du risque s'explique notamment par l'incidence de la mise à jour des scénarios macro-économiques issus du modèle groupe.

Le Crédit Agricole Centre France a par ailleurs procédé à :

- une révision de la méthodologie de calcul de la filière CHR ;
- l'application d'un stress complémentaire sur les crédits de la filière habitat ayant une durée supérieure à 25 ans ;
- la création de la filière PGE autre, couvrant le risque porté sur les encours des contreparties ayant bénéficié d'une transformation d'un PGE en crédit MT.

GARANTIE SPÉCIFIQUE APPORTÉE PAR LES CAISSES RÉGIONALES À CRÉDIT AGRICOLE SA (SWITCH)

Crédit Agricole SA a démantelé le 1^{er} mars 2021 et le 16 novembre 2021 respectivement 15 % complémentaires et la totalité de la part résiduelle de 50 % du mécanisme de garantie « *Switch* » mis en place entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole SA.

Le mécanisme de garantie « *Switch* » correspond à un transfert vers les Caisses Régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole SA au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses Régionales.

Litige image chèque

LCL et Crédit Agricole SA, ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC-Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la

concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 d'euros à 76 560 000 d'euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 d'euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision réformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 533 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision de celui-ci a été constatée dans les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France au 31 décembre 2021.

3 - Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est assurée par la Direction contrôles permanents. Cette direction est rattachée au Directeur Général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs de risque », comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir.

Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. chapitre « Facteurs de risque – Risques de crédit »)

3.1.1 VARIATION DES VALEURS COMPTABLES ET DES CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES SUR LA PÉRIODE

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertres	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertres (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertres	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertres				
<i>(en milliers d'euros)</i>	1 796 415	(108)					1 796 415	(108)
Au 31 décembre 2020								
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre								
Transferts de Stage 1 vers Stage 2								
Retour de Stage 2 vers Stage 1								
Transferts vers Stage 3 ⁽¹⁾								
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1								
Total après transferts	1 796 415	(108)					1 796 415	(108)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertres	210 179	(418)					210 179	(418)
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... ⁽²⁾	862 840	(388)					862 840	(388)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(652 661)	5					(652 661)	5
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(35)						(35)
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	2 006 594	(526)					2 006 594	(526)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁽³⁾	21						21	
Au 31 décembre 2021	2 006 615	(526)					2 006 615	(526)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1 qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement direct en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes				
(en milliers d'euros)								
Au 31 décembre 2020	107 426						107 426	107 426
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre								
Transferts de Stage 1 vers Stage 2								
Retour de Stage 2 vers Stage 1								
Transferts vers Stage 3 ⁽¹⁾								
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1								
Total après transferts	107 426						107 426	107 426
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	29 264						29 264	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... ⁽²⁾	31 096	(2)					31 096	(2)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 822)	2					(1 822)	2
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	(10)						(10)	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	136 690						136 690	136 690
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁽³⁾	707						707	
Au 31 décembre 2021	137 397						137 397	137 397
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1 qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement direct en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclure les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes				
Au 31 décembre 2020 <i>(en milliers d'euros)</i>	16 959 849	(37 384)	1 302 586	(79 814)	355 747	(242 088)	18 618 182	(359 286)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(889 685)	(5 307)	840 984	13 341	48 701	(16 959)		(8 925)
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(1 461 671)	8 699	1 461 671	(22 002)				(13 303)
Retour de Stage 2 vers Stage 1	591 607	(14 079)	(591 607)	31 822				17 743
Transferts vers Stage 3 ⁽¹⁾	(35 750)	417	(53 033)	5 464	88 783	(33 928)		(28 047)
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	16 129	(344)	23 953	(1 943)	(40 082)	16 969		14 682
Total après transferts	16 070 164	(42 691)	2 143 570	(66 473)	404 448	(259 047)	18 618 182	(368 211)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 328 582	7 519	2 583	(33 428)	(103 010)	43 004	1 228 155	17 095
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... ⁽²⁾	4 212 614	(10 636)	321 475	(21 340)			4 534 089	(31 976)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(2 883 765)	8 067	(277 148)	13 856	(72 172)	51 489	(3 233 085)	73 412
Passages à perte					(11 325)	11 324	(11 325)	11 324
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières			(95)	6	(582)	891	(677)	897
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		10 088		(25 950)		(21 454)		(37 316)
Changements dans le modèle / méthodologie						(262)		(262)
Variations de périmètre	334						334	
Autres	(601)		(41 649)		(18 931)	1 016	(61 181)	1 016
Total	17 398 746	(35 172)	2 146 153	(99 901)	301 438	(216 043)	19 846 337	(351 116)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁽³⁾	(87 279)		32 469		35 380		(19 430)	
Au 31 décembre 2021 (4)	17 311 467	(35 172)	2 178 622	(99 901)	336 818	(216 043)	19 826 907	(351 116)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclure les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

(4) Au 31 décembre 2021, l'encours des prêts garantis par l'Etat (PGE) [i.e. capital restant dû] accordés à la clientèle par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'élève à 411 409 milliers d'euros.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes				
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2020	2 173						2 173	
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre								
Transferts de Stage 1 vers Stage 2								
Retour de Stage 2 vers Stage 1								
Transferts vers Stage 3 ⁽¹⁾								
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1								
Total après transferts	2 173						2 173	
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes								
Réévaluation de juste valeur sur la période								
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... ⁽²⁾								
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...								
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	2 173						2 173	
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁽³⁾	3 993						3 993	
Au 31 décembre 2021	6 166						6 166	
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement direct en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France ne détient pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables concernant les prêts et les créances sur les établissements de crédit.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : prêts et créances sur la clientèle

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France ne détient pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables concernant les prêts et les créances sur la clientèle.

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Au 31 décembre 2020	2 257 651	(8 800)	82 626	(9 778)	11 847	(1 126)	2 352 124	(19 704)	2 332 420
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(60 612)	(1 963)	57 378	1 614	3 234	(809)		(1 158)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(89 615)	737	89 615	(1 299)				(562)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	30 709	(2 700)	(30 709)	2 997				297	
Transferts vers Stage 3 ⁽¹⁾	(2 747)	2	(2 714)	213	5 461	(1 367)		(1 152)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	1 041	(2)	1 186	(297)	(2 227)	558		259	
Total après transferts	2 197 039	(10 763)	140 004	(8 164)	15 081	(1 935)	2 352 124	(20 862)	2 331 262
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	63 188	3 661	(16 140)	(1 623)	(724)	(1 654)	46 324	384	
Nouveaux engagements donnés ⁽²⁾	1 054 696	(2 623)	50 528	(5 280)			1 105 224	(7 903)	
Extinction des engagements	(991 621)	4 127	(66 549)	6 328	(3 954)	396	(1 062 124)	10 851	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	(4)		(5)		(4)		(13)		
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		2 156		(2 671)				(2 565)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	117	1	(114)		3 234		3 237	1	
Au 31 décembre 2021	2 260 227	(7 102)	123 864	(9 787)	14 357	(3 589)	2 398 448	(20 478)	2 377 970

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total	
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes				
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2020	518 158	(904)	8 840	(1 263)	10 314	(10 174)	537 312	(12 341)
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(1 406)	(50)	(59)	304	1 465	(1 230)		(976)
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(4 768)	41	4 768	(331)				(290)
Retour de Stage 2 vers Stage 1	3 305	(91)	(3 305)	498				407
Transferts vers Stage 3 ⁽¹⁾	(51)	1	(1 522)	137	1 573	(1 321)		(1 183)
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	108	(1)			(108)	91		90
Total après transferts	516 752	(954)	8 781	(959)	11 779	(11 404)	537 312	(13 317)
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	182 672	259	(855)	(386)	(1 548)	2 901	180 269	2 774
Nouveaux engagements donnés ⁽²⁾	242 904	(191)	813	(58)			243 717	(249)
Extinction des engagements	(60 236)	232	(1 669)	353	(3 178)	3 178	(65 083)	3 763
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		219		(680)		(277)		(738)
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres	4	(1)	1	(1)	1 630		1 635	(2)
Au 31 décembre 2021	699 424	(695)	7 926	(1 345)	10 231	(8 503)	717 581	(10 543)
								707 038

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

3.1.2 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (*Stage 3*).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Au 31 décembre 2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	579 113					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 318					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	561 795					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	47 839					
TOTAL	626 952					

	Au 31 décembre 2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	103 854					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	20 501					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	83 353					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	44 453					
TOTAL	148 307					

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6 166					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	6 166					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	21 619 278		4 381 247	544 669	7 976 600	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	120 775		26 235	3 993	50 761	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	137 397					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	19 475 792		4 381 247	544 669	7 976 600	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	120 775		26 235	3 993	50 761	
Titres de dettes	2 006 089					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
TOTAL	21 625 444		4 381 247	544 669	7 976 600	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	120 775		26 235	3 993	50 761	

	Au 31 décembre 2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 173					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	2 173					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	20 162 629		4 038 339	552 149	7 421 110	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	113 659		29 673	3 117	40 686	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	107 426					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	18 258 896		4 038 339	544 669	7 976 600	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	113 659		29 673	3 117	40 686	
Titres de dettes	1 796 307					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
TOTAL	20 164 802		4 038 339	552 149	7 421 110	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	113 659		29 673	3 117	40 686	

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	707 038					
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 728					
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 377 970		118 024	30 795	279 833	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 768		431	543	1 182	
TOTAL	3 085 008		118 024	30 795	279 833	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	12 496		431	543	1 182	

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	524 971					
dont : engagements provisionnés en date de clôture	140					
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 332 420		100 341	31 479	246 717	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 721		37	514	428	
TOTAL	2 857 391		100 341	31 479	246 717	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 861		37	514	428	

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

3.1.3 ACTIFS FINANCIERS MODIFIÉS

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(en milliers d'euros)	2021		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	(20)		
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			
Prêts et créances sur la clientèle	237	1 128	13 871
Valeur comptable brute avant modification	237	1 223	14 453
Gains ou pertes nets de la modification		(95)	(582)
Titres de dettes			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			

Selon les principes établis dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit », les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du *Stage 2* (actifs sains) ou *Stage 3* (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en *Stage 1* (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	15
Titres de dettes	
TOTAL	15

3.1.4 CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole SA.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 156 551	535 386		11 691 937	9 646 925	16 446		9 663 371
	0,5% < PD ≤ 2%	1 421 230	504 142		1 925 372	2 308 694	15 022		2 323 716
	2% < PD ≤ 20%	520 852	685 722		1 206 574	905 737	880 350		1 786 087
	20% < PD < 100%		51 085		51 085		158 020		159 454
	PD = 100%			254 689	254 689			270 550	270 550
Total Clientèle de détail		13 098 633	1 776 335	254 689	15 129 657	12 862 790	1 069 838	270 550	14 203 178
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	5 110 343	51 726		5 162 069	4 538 839	1 883		4 540 722
	0,6% < PD < 12%	1 246 503	253 181		1 499 684	1 462 061	132 021		1 594 082
	12% ≤ PD < 100%		97 380		97 380		98 844		98 844
	PD = 100%			82 129	82 129			85 197	85 197
Total Hors clientèle de détail		6 356 846	402 287	82 129	6 841 262	6 000 900	232 748	85 197	6 318 845
Dépréciations		(35 698)	(99 900)	(216 043)	(351 641)	(37 492)	(79 814)	(242 088)	(359 394)
Total		19 419 781	2 078 722	120 775	21 619 278	18 826 198	1 222 772	113 659	20 162 629

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	2			2				
	0,5% < PD ≤ 2%								
	2% < PD ≤ 20%								
	20% < PD < 100%								
	PD = 100%								
Total Clientèle de détail		2			2				
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	6 164			6 164	2 173			2 173
	0,6% < PD < 12%								
	12% ≤ PD < 100%								
	PD = 100%								
Total Hors clientèle de détail		6 164			6 164	2 173			2 173
Total		6 166			6 166	2 173			2 173

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	1 259 761	7 483		1 267 244	1 239 220	844		1 240 064
	0,5% < PD ≤ 2%	138 469	11 545		150 014	170 086	1 120		171 206
	2% < PD ≤ 20%	82 084	35 791		117 875	100 947	38 767		139 714
	20% < PD < 100%		3 571		3 571		15 069		15 403
	PD = 100%			11 827	11 827			9 171	9 171
Total Clientèle de détail		1 480 314	58 390	11 827	1 550 531	1 510 587	55 800	9 171	1 575 558
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	558 276	31 703		589 979	489 001	-		489 001
	0,6% < PD < 12%	221 637	21 474		243 111	258 063	12 387		270 450
	12% ≤ PD < 100%		12 297		12 297		14 439		14 439
	PD = 100%			2 530	2 530			2 676	2 676
Total Hors clientèle de détail		779 913	65 474	2 530	847 917	747 064	26 826	2 676	776 566
Provisions ⁽¹⁾		(7 102)	(9 787)	(3 589)	(20 478)	(8 800)	(9 778)	(1 126)	(19 704)
Total		2 253 125	114 077	10 768	2 377 970	2 248 851	72 848	10 721	2 332 420

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	76 488			76 488	73 660			73 660
	0,5% < PD ≤ 2%	3 892	52		3 944	5 534			5 534
	2% < PD ≤ 20%	2 414	603		3 017	3 084	1 249		4 333
	20% < PD < 100%		1		1		377		377
	PD = 100%			227	227			290	290
Total Clientèle de détail		82 794	656	227	83 677	82 278	1 626	290	84 194
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	361 602			361 602	37 567			37 567
	0,6% < PD < 12%	255 028	5 687		260 715	398 313	4 414		402 727
	12% ≤ PD < 100%		1 583		1 583		2 800		2 800
	PD = 100%			10 004	10 004			10 024	10 024
Total Hors clientèle de détail		616 630	7 270	10 004	633 904	435 880	7 214	10 024	453 118
Provisions ⁽¹⁾		(695)	(1 345)	(8 503)	(10 543)	(904)	(1 263)	(10 174)	(12 341)
Total		698 729	6 581	1 728	707 038	517 254	7 577	140	524 971

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	3 407 343	5 111	453	3 412 907	3 272 845	835	6 200	3 279 880
Banques centrales								
Établissements de crédit	164 498			164 498	155 124			155 124
Grandes entreprises	2 785 005	397 176	81 676	3 263 857	2 572 931	231 913	78 997	2 883 841
Clientèle de détail	13 098 633	1 776 335	254 689	15 129 657	12 862 790	1 069 838	270 550	14 203 178
Dépréciations	(35 698)	(99 900)	(216 043)	(351 641)	(37 492)	(79 814)	(242 088)	(359 394)
Total	19 419 781	2 078 722	120 775	21 619 278	18 826 198	1 222 772	113 659	20 162 629

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale								
Banques centrales								
Établissements de crédit								
Grandes entreprises	6 164			6 164	2 173			2 173
Clientèle de détail	2			2				
Total	6 166			6 166	2 173			2 173

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Administration générale	17 091	16 186
Grandes entreprises	2 994 595	2 562 952
Clientèle de détail	6 891 270	6 483 883
Total Dettes envers la clientèle	9 902 956	9 063 021

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
Administration générale	124 523			124 523	141 988			141 988
Banques centrales								
Établissements de crédit								
Grandes entreprises	655 390	65 474	2 530	723 394	605 076	26 826	2 676	634 578
Clientèle de détail	1 480 314	58 390	11 827	1 550 531	1 510 587	55 800	9 171	1 575 558
Provisions ⁽¹⁾	(7 102)	(9 787)	(3 589)	(20 478)	(8 800)	(9 778)	(1 126)	(19 704)
Total	2 253 125	114 077	10 768	2 377 970	2 248 851	72 848	10 721	2 332 420

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
Administration générale	33			33	458			458
Banques centrales								
Établissements de crédit								
Grandes entreprises	616 597	7 270	10 004	633 871	435 422	7 214	10 024	452 660
Clientèle de détail	82 794	656	227	83 677	82 278	1 626	290	84 194
Provisions ⁽¹⁾	(695)	(1 345)	(8 503)	(10 543)	(904)	(1 263)	(10 174)	(12 341)
Total	698 729	6 581	1 728	707 038	517 254	7 577	140	524 971

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
France (y compris DOM-TOM)	18 522 991	2 172 673	335 750	21 031 414	18 000 943	1 299 895	354 649	19 655 487
Autres pays de l'Union européenne	892 593	3 051	231	895 875	830 118	1 770	373	832 261
Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	16 195	948	282	17 425	10 162	116	224	10 502
Amérique du Nord	3 709	40	4	3 753	3 635		2	3 637
Amériques centrale et du Sud	1 881			1 881	1 085	1		1 086
Afrique et Moyen-Orient	8 251	1 627	551	10 429	9 489	635	492	10 616
Asie et Océanie (hors Japon)	8 738	283		9 021	7 086	169	7	7 262
Japon	1 121			1 121	1 172			1 172
Organismes supra-nationaux								
Dépréciations	(35 698)	(99 900)	(216 043)	(351 641)	(37 492)	(79 814)	(242 088)	(359 394)
Total	19 419 781	2 078 722	120 775	21 619 278	18 826 198	1 222 772	113 659	20 162 629

(1) Dont opérations réalisées en Grande-Bretagne et/ou en Livre Sterling-GBP.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	6 166			6 166	2 173			2 173
Autres pays de l'Union européenne								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Total	6 166			6 166	2 173			2 173

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France (y compris DOM-TOM)	9 853 742	9 020 836
Autres pays de l'Union européenne	18 032	25 556
Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	13 222	2 874
Amérique du Nord	6 118	4 757
Amériques centrale et du Sud	1 661	1 671
Afrique et Moyen-Orient	4 839	3 770
Asie et Océanie (hors Japon)	4 974	3 356
Japon	368	201
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	9 902 956	9 063 021

(1) Dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou en Livre Sterling-GBP.

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	2 255 907	123 642	14 357	2 393 906	2 253 011	82 269	11 847	2 347 127
Autres pays de l'Union européenne	1 807	23		1 830	3 204	75		3 279
Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	921	189		1 110	311	2		313
Amérique du Nord	177	6		183	200	278		478
Amériques centrale et du Sud	35			35	69			69
Afrique et Moyen-Orient	721	3		724	484	2		486
Asie et Océanie (hors Japon)	654	1		655	357			357
Japon	5			5	15			15
Organismes supra-nationaux								
Provisions ⁽²⁾	(7 102)	(9 787)	(3 589)	(20 478)	(8 800)	(9 778)	(1 126)	(19 704)
Total	2 253 125	114 077	10 768	2 377 970	2 248 851	72 848	10 721	2 332 420

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(2) Dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou en Livre Sterling-GBP.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	699 415	7 926	10 231	717 572	518 149	8 840	10 314	537 303
Autres pays de l'Union européenne								
Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	9			9	9			9
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Provisions ⁽²⁾	(695)	(1 345)	(8 503)	(10 543)	(904)	(1 263)	(10 174)	(12 341)
Total	698 729	6 581	1 728	707 038	517 254	7 577	140	524 971

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(2) Dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou en Livre Sterling-GBP.

3.1.5 INFORMATIONS SUR LES ACTIFS FINANCIERS EN SOUFFRANCE OU DÉPRÉCIÉS INDIVIDUELLEMENT

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2021								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Établissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	58 047	2 451		42 916	13 017	1	7 885	5 233	37 105
Administration générale	2 401						50		26
Banques centrales									
Établissements de crédit									
Grandes entreprises	23 613	286		3 551	1 224		590	361	5 352
Clientèle de détail	32 033	2 165		39 365	11 793		7 245	4 872	31 727
Total	58 047	2 451		42 916	13 017	1	7 885	5 233	37 105

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2020								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Établissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	43 234	6 455		38 449	13 125	107	4 289	4 099	43 049
Administration générale	1 079	707							22
Banques centrales									
Établissements de crédit									
Grandes entreprises	9 333	1 003		1 846	1 114	100	193	439	1 018
Clientèle de détail	32 822	4 745		36 603	12 011	7	4 096	3 660	42 009
Total	43 234	6 455		38 449	13 125	107	4 289	4 099	43 049

3.2 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion chapitre 3.5)

OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31.12.2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				2 891	29 653	15 295	47 839
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				2 891	29 653	15 295	47 839
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				2 891	29 653	15 295	47 839
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				2 891	29 653	15 295	47 839

(en milliers d'euros)	31.12.2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				3 233	35 970	5 250	44 453
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				3 233	35 970	5 250	44 453
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				3 233	35 970	5 250	44 453
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				3 233	35 970	5 250	44 453

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31.12.2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				3 381	14 956	117 335	135 672
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				3 381	14 956	117 335	135 672
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				3 381	14 956	117 335	135 672
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				3 381	14 956	117 335	135 672

(en milliers d'euros)	31.12.2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				709	28 123	190 825	219 657
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				709	28 123	190 825	219 657
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				709	28 123	190 825	219 657
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				709	28 123	190 825	219 657

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31.12.2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				274	1 544	15 041	16 859
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				274	1 387	15 041	16 702
Options de taux							
Caps-floors-collars					157		157
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or				73			73
Opérations fermes de change							
Options de change				73			73
Autres instruments				64			64
Dérivés sur actions et indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				64			64
Sous-total				411	1 544	15 041	16 996
Opérations de change à terme				303	19		322
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif				714	1 563	15 041	17 318

(en milliers d'euros)	31.12.2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				490	2 388	17 308	20 186
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				490	2 349	17 308	20 147
Options de taux							
Caps-floors-collars					39		39
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or				255			255
Opérations fermes de change							
Options de change				255			255
Autres instruments				37			37
Dérivés sur actions et indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				37			37
Sous-total				782	2 388	17 308	20 478
Opérations de change à terme				19	4		23
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif				801	2 392	17 308	20 501

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31.12.2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				274	1 473	15 683	17 430
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				274	1 387	15 683	17 344
Options de taux							
Caps-floors-collars					86		86
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or				73			73
Opérations fermes de change							
Options de change				73			73
Autres instruments				3 950			3 950
Dérivés sur actions et indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				3 950			3 950
Sous-total				4 297	1 473	15 683	21 453
Opérations de change à terme				292	19		311
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif				4 589	1 492	15 683	21 764

(en milliers d'euros)	31.12.2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				490	2 383	18 055	20 928
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				490	2 349	18 055	20 894
Options de taux							
Caps-floors-collars					34		34
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or				260			260
Opérations fermes de change							
Options de change				260			260
Autres instruments				5 005			5 005
Dérivés sur actions et indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				5 005			5 005
Sous-total				5 755	2 383	18 055	26 193
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif				5 755	2 383	18 055	26 193

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	5 010 770	4 381 195
Futures		
FRA		
Swaps de taux d'intérêts	4 971 992	4 358 906
Options de taux		
Caps-floors-collars	38 778	22 289
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or	46 562	21 592
Opérations fermes de change		
Options de change	46 562	21 592
Autres instruments	963	
Dérivés sur actions et indices boursiers	963	
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	5 058 295	4 402 787
Opérations de change à terme	48 286	43 010
Total notionnels	5 106 581	4 445 797

Risque de change

(Cf. Rapport de gestion chapitre 3)

3.3 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 531 271	6 597	168 617	57 433		1 763 918
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 154 568	1 950 540	6 817 537	9 847 344	56 918	19 826 907
Total	2 685 839	1 957 137	6 986 154	9 904 777	56 918	21 590 825
Dépréciations						(351 115)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						21 239 710

(en milliers d'euros)	31.12.2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 520 934	5 269	157 224	141 334		1 824 761
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	998 763	2 199 335	6 266 026	9 057 575	96 483	18 618 182
Total	2 519 697	2 204 604	6 423 250	9 198 909	96 483	20 442 943
Dépréciations						(359 286)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						20 083 657

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 817 976	3 577 963	6 053 963	648 741		12 098 643
Dettes envers la clientèle	9 151 687	112 201	379 621	259 447		9 902 956
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	10 969 663	3 690 164	6 433 584	908 188		22 001 599

(en milliers d'euros)	31.12.2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 649 568	3 251 751	5 395 395	736 585		11 033 299
Dettes envers la clientèle	8 300 111	132 346	371 906	258 658		9 063 021
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	9 949 679	3 384 097	5 767 301	995 243		20 096 320

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31.12.2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	1 213	1 048	19 600			21 861
Emprunts obligataires	14			87 882		87 896
Autres dettes représentées par un titre						
Total dettes représentées par un titre	1 227	1 048	19 600	87 882		109 757
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
Total dettes subordonnées						

(en milliers d'euros)	31.12.2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	10					10
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	1 054	1 595	21 100			23 749
Emprunts obligataires	17			91 485		91 502
Autres dettes représentées par un titre						
Total dettes représentées par un titre	1 081	1 595	21 100	91 485		115 261
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
Total dettes subordonnées						

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31.12.2021					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données						

(en milliers d'euros)	31.12.2020					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données	648	2 785				3 433

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 «Risque de marché».

3.4 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 « Risque de marché » et Chapitre «Gestion des risques – Gestion du bilan» du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole SA)

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET EN DEVISE

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	47 839	135 672	4 603 838	44 453	219 657	4 001 383
Taux d'intérêt	47 839	135 672	4 603 838	44 453	219 657	4 001 383
Change						
Autres						
Couverture de flux de trésorerie						
Taux d'intérêt						
Change						
Autres						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total instruments dérivés de couverture	47 839	135 672	4 603 838	44 453	219 657	4 001 383

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	31.12.2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				1 495 737	1 493 826	1 614 275	4 603 838
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 495 737	1 493 628	1 614 275	4 603 640
Options de taux							
Caps-floors-collars					198		198
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 495 737	1 493 826	1 614 275	4 603 838
Opérations de change à terme							
Total notionnel des instruments dérivés de couverture				1 495 737	1 493 826	1 614 275	4 603 838

(en milliers d'euros)	31.12.2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 an	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				589 740	1 940 369	1 471 274	4 001 383
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				589 740	1 940 084	1 471 274	4 001 098
Options de taux							
Caps-floors-collars					285		285
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				589 740	1 940 369	1 471 274	4 001 383
Opérations de change à terme							
Total notionnel des instruments dérivés de couverture				589 740	1 940 369	1 471 274	4 001 383

La note 3.2 «Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle» présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31.12.2021				31.12.2020			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés								
Taux d'intérêt								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Change								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Autres								
Marchés de gré à gré	37	74 703	27 735	423 338		102 735	3 362	491 883
Taux d'intérêt	37	74 703	27 735	423 338		102 735	3 362	491 883
Instruments fermes	37	74 703	27 735	423 140		102 735	3 362	491 598
Instruments conditionnels				198				285
Change								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Autres								
Total des micro-couvertures de juste valeur	37	74 703	27 735	423 338		102 735	3 362	491 883
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	47 802	60 969	58 660	4 180 500	44 453	116 922	(70 057)	3 509 500
Total couverture de juste valeur	47 839	135 672	86 395	4 603 838	44 453	219 657	(66 695)	4 001 383

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Éléments couverts

Micro-couvertures (en milliers d'euros)	31.12.2021				31.12.2020			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	494 397	71 059		(27 292)	581 881	98 351		(3 401)
Taux d'intérêt	494 397	71 059		(27 292)	581 881	98 351		(3 401)
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	494 397	71 059		(27 292)	581 881	98 351		(3 401)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif								

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur

sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 849 259		3 161 081	312
Total - Actifs	3 849 259		3 161 081	312
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	398 106	4 705	435 950	10 956
Total - Passifs	398 106	4 705	435 950	10 956

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments

financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31.12.2021			31.12.2020		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
(en milliers d'euros)						
Taux d'intérêt	86 395	(85 461)	934	(66 695)	66 577	(118)
Change						
Autres						
Total	86 395	(85 461)	934	(66 695)	66 577	(118)

3.5 Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre 7)

3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013⁴ (CRR), la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36⁵ et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1^{er} janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;

- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;

- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de cinq ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier.

En 2021 comme en 2020 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a respecté les exigences réglementaires.

(4) Complété en juin 2019 par le règlement (UE) 2019/876 et en juin 2020 par le règlement (UE) 2020/873.

(5) Complétée en juin 2019 par la directive (UE) 2019/878.

4 - Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Sur les actifs financiers au coût amorti	403 305	388 095
Opérations avec les établissements de crédit	4 637	5 516
Opérations internes au Crédit Agricole	50 651	35 368
Opérations avec la clientèle	324 082	321 699
Opérations de location-financement		
Titres de dettes	23 935	25 512
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	562	306
Opérations avec les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	562	306
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	18 804	25 426
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêts ^{(1) (2)}	422 671	413 827
Sur les passifs financiers au coût amorti	(109 331)	(126 379)
Opérations avec les établissements de crédit	(3 850)	(3 187)
Opérations internes au Crédit Agricole	(87 943)	(100 591)
Opérations avec la clientèle	(16 728)	(21 637)
Opérations de location-financement		
Dettes représentées par un titre	(810)	(964)
Dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(44 307)	(41 636)
Autres intérêts et charges assimilées	(196)	(262)
Charges d'intérêts	(153 834)	(168 277)

(1) dont 5 986 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2021 contre 4 805 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

(2) dont 1 534 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'État au 31 décembre 2021 contre 2 512 milliers d'euros au 31 décembre 2020. [Les bonifications de l'État concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont respectivement de 513 milliers d'euros et 37 587 milliers d'euros.

Les produits d'intérêts incluent les effets de la catch-up résultant de la prorogation des PGE pour un montant de 626 milliers d'euros.

4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 322	(92)	1 230	602	(120)	482
Sur opérations internes au Crédit Agricole	29 571	(38 979)	(9 408)	30 808	(30 568)	240
Sur opérations avec la clientèle	8 735	(2 510)	6 225	8 032	(2 182)	5 850
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	139		139	159		159
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	29		29			
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	235 055	(12 931)	222 124	218 433	(11 457)	206 976
Gestion d'OPV, fiducie et activités analogues	5 836		5 836	3 821		3 821
Total produits et charges de commissions	280 687	(54 512)	226 175	261 855	(44 327)	217 528

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dividendes reçus	1 622	1 108
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	1 217	(785)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	50 079	12 938
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	27 090	6 583
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option ⁽¹⁾		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	472	738
Résultat de la comptabilité de couverture	934	(117)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	81 414	20 465

⁽¹⁾ Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	170 823	(170 380)	443	201 858	(201 897)	(39)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	71 548	(98 840)	(27 292)	99 248	(102 649)	(3 401)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	99 275	(71 540)	27 735	102 610	(99 248)	3 362
Couverture de flux de trésorerie						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	250 211	(249 720)	491	304 935	(305 013)	(78)
Variations de juste valeur des éléments couverts	95 962	(154 131)	(58 169)	187 494	(117 516)	69 978
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	154 249	(95 589)	58 660	117 441	(187 497)	(70 056)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt						
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
Total Résultat de la comptabilité de couverture	421 034	(420 100)	934	506 793	(506 910)	(117)

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (couverture de juste valeur, couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.4 « Comptabilité de couverture ».

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables ⁽¹⁾		(150)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	52 810	13 653
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	52 810	13 503

⁽¹⁾ Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.8 « Coût du risque ».

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	1 689	1 673
Autres produits (charges) nets	796	1 211
Produits (charges) des autres activités	2 485	2 884

4.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Charges de personnel	(178 135)	(171 081)
Impôts, taxes et contributions réglementaires ⁽¹⁾	(8 244)	(13 468)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(103 713)	(98 891)
Charges générales d'exploitation	(290 092)	(283 440)

⁽¹⁾ Dont - 288 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 31 décembre 2021.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France intégrées globalement est la suivante au titre de 2021 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France

(en milliers d'euros hors taxes)	E&Y		PwC		Total 2021
	2021	2020	2021	2020	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	149	146	108	106	257
Émetteur	108	106	108	106	216
Filiales intégrées globalement	41	40			41
Services autres que la certification des comptes	4	18	4	4	8
Émetteur	3	17	4	4	7
Filiales intégrées globalement	1	1			1
TOTAL	153	164	112	110	265

Le montant total des honoraires de Ernst & Young Audit, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 153 milliers d'euros, dont 149 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de Price Waterhouse Coopers, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 112 milliers d'euros, dont 108 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France, consolidées par intégration globale

(en milliers d'euros hors taxes)	WOLFF		KPMG		Total 2021
	2021	2020	2021	2020	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	35	35	8	5	43
Services autres que la certification des comptes ⁽¹⁾	1	1		1	1
TOTAL	36	36	8	6	44

⁽¹⁾ Les services autres que la certification des comptes recensés correspondent aux missions réalisées par ces cabinets dans les sociétés où ils sont Commissaires aux comptes.

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dotations aux amortissements	(20 622)	(22 656)
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(20 607)	(22 639)
Immobilisations incorporelles	(15)	(17)
Dotations (reprises) aux dépréciations	144	
Immobilisations corporelles	144	
Immobilisations incorporelles		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(20 478)	(22 656)

⁽¹⁾ Dont 3 811 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2021.

4.8 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	(16 477)	(11 696)
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	3 701	(16 172)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 794	(12 791)
Engagements par signature	1 907	(3 381)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(20 178)	4 476
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(20 088)	3 804
Engagements par signature	(90)	672
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	13 016	(16 913)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	13 808	(13 757)
Engagements par signature	(792)	(3 156)
Autres actifs (C)	(4)	12
Risques et charges (D)	(1 463)	137
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+ (B)+ (C)+ (D)	(4 928)	(28 460)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(977)	(2 039)
Récupérations sur prêts et créances	163	4 541
comptabilisés au coût amorti	163	4 541
comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Décotes sur crédits restructurés	(687)	(976)
Pertes sur engagements par signature	(5)	
Autres pertes		(2 043)
Autres produits		1 708
Coût du risque	(6 434)	(27 269)

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	1 203	79
Plus-values de cession	1 630	182
Moins-values de cession	(427)	(103)
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1 203	79

4.10 Impôts

CHARGE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Charge d'impôt courant	(51 500)	(51 623)
Charge d'impôt différé ⁽¹⁾	(11 687)	6 079
Total charge d'impôt	(63 187)	(45 544)

⁽¹⁾ Cette charge d'impôt différé prend en compte au titre de l'exercice 2020 et 2021, la publication de la loi de finance 2019 portant progressivement le taux d'imposition courant de 34,43 % en 2018 à 25,83 % à partir de 2022.

RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

Au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	315 920	28,41 %	(89 753)
Effet des différences permanentes		1,63 %	(5 144)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00 %	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		4,89 %	(15 444)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	
Changement de taux		0,00 %	
Effet des autres éléments ⁽¹⁾		(14,93) %	47 154
Taux et charge effectifs d'impôt		20,00 %	(63 186)

⁽¹⁾ Effet des autres éléments (47 154 milliers d'euros) principalement sur les entités suivantes :

Crédit Agricole Centre France 38 363 milliers d'euros :

différence d'impôt résultat comptable/résultat retraité 28 889 milliers d'euros

différence d'IS 8 174 milliers d'euros

impact mécénat 1 200 milliers d'euros

Banque Chalus 1 366 milliers d'euros

CACF Développement 3 239 milliers d'euros

CACF Immobilier 4 214 milliers d'euros

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	166 644	32,02 %	(53 359)
Effet des différences permanentes		(0,13) %	221
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00 %	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(4,42) %	7 369
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	
Changement de taux		0,00 %	
Effet des autres éléments		(0,13) %	224
Taux et charge effectifs d'impôt		27,33 %	(45 544)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2020.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Écart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		(4)
Écart de réévaluation de la période		(154)
Transferts en résultat		150
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		
Écart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		1
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		(3)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclable		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	2 586	(947)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre		
Écart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	422 283	(119 167)
Écart de réévaluation de la période	408 583	(117 704)
Transferts en réserves	23 070	(1 463)
Autres variations (1)	(9 370)	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(11 171)	5 159
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	413 698	(114 955)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	413 698	(114 958)
Dont part du Groupe	413 698	(114 958)
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

(1) 9 370 milliers d'euros (écart de réévaluation par capitaux propres) de transfert en Intra-groupe de CACF Investissements fonciers en 2021

VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET EFFETS D'IMPÔT

	31.12.2020				Variation				31.12.2021			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(15 928)	4 114	(11 814)	(11 814)	2 586	(668)	1 918	1 918	(13 342)	3 446	(9 896)	(9 896)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	245 770	(10 665)	235 105	235 105	422 283	(10 503)	411 780	411 780	668 053	(21 168)	646 885	646 885
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	229 842	(6 551)	223 291	223 291	424 869	(11 171)	413 698	413 698	654 711	(17 722)	636 989	636 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	229 842	(6 551)	223 291	223 291	424 869	(11 171)	413 698	413 698	654 711	(17 722)	636 989	636 989
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	229 842	(6 551)	223 291	223 291	424 869	(11 171)	413 698	413 698	654 711	(17 722)	636 989	636 989

	31/12/2019				Variation				31.12.2020			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion							(1)					
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4	(1)	3	3	(4)	1	(3)	(3)				
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4	(1)	4	3	(4)	1	(4)	(3)				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4	(1)	4	3	(4)	1	(4)	(3)				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(14 981)	3 871	(11 110)	(11 110)	(947)	243	(704)	(704)	(15 928)	4 114	(11 814)	(11 814)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	364 937	(15 581)	349 356	349 356	(119 167)	4 916	(114 251)	(114 251)	245 770	(10 665)	235 105	235 105
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	349 956	(11 710)	338 246	338 246	(120 114)	5 159	(114 955)	(114 955)	229 842	(6 551)	223 291	223 291
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	349 956	(11 710)	338 246	338 246	(120 114)	5 159	(114 955)	(114 955)	229 842	(6 551)	223 291	223 291
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	349 960	(11 711)	338 250	338 249	(120 118)	5 160	(114 959)	(114 958)	229 842	(6 551)	223 291	223 291

5 - Informations sectorielles

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France exerce son activité en France dans la banque de proximité. L'activité de transaction est portée par la filiale CACF Immobilier qui est incluse dans le périmètre de consolidation. Cette activité n'a pas d'impact significatif dans le bilan ni dans le résultat.

6 - Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	67 689		78 938	
Banques centrales	55 043		56 272	
Valeur au bilan	122 732		135 210	

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 318	20 501
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 001 545	299 359
Instruments de capitaux propres	341 830	216 006
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	659 715	83 353
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	1 018 863	319 860
Dont Titres prêtés		

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Instruments de capitaux propres		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPC		
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	17 318	20 501
Valeur au bilan	17 318	20 501

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est autorisée à redonner en garantie.

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actions et autres titres à revenu variable	306 398	196 298
Titres de participation non consolidés	35 432	19 708
Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	341 830	216 006

INSTRUMENTS DE DETTES NE REMPLISSANT PAS LES CRITÈRES SPPI

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Titres de dettes	657 986	81 737
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 153	11 166
OPC	646 833	70 571
Prêts et créances	1 729	1 616
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle	1 729	1 616
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	659 715	83 353

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	21 764	26 193
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	21 764	26 193

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	21 764	26 193
Valeur au bilan	21 764	26 193

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 « Comptabilité de couverture ».

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6 166			2 173		
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 648 892	686 907	(18 854)	2 152 749	279 471	(33 700)
Total	2 655 058	686 907	(18 854)	2 154 922	279 471	(33 700)

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 166			2 173		
Total des titres de dettes	6 166			2 173		
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Total des prêts et créances						
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6 166			2 173		
Impôts sur les bénéfices						
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)						

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	10 617			8 515		
Titres de participation non consolidés	2 638 275	686 907	(18 854)	2 144 234	279 471	(33 700)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 648 892	686 907	(18 854)	2 152 749	279 471	(33 700)
Impôts sur les bénéfices		(21 169)			(10 665)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		665 738	(18 854)		268 806	(33 700)

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés	8 212	1 041	(24 111)	4 185	1 821	(358)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	8 212	1 041	(24 111)	4 185	1 821	(358)
Impôts sur les bénéfices					(583)	115
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		1 041	(24 111)		1 238	(243)

⁽¹⁾ Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné. Au 31/12/2021 les pertes cumulées pour 24 111 milliers d'euros concernent l'opération de cession Square Habitat/CACF Immobilier.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 763 918	1 824 761
Prêts et créances sur la clientèle ⁽¹⁾	19 475 792	18 258 896
Titres de dettes	2 006 089	1 796 307
Valeur au bilan	23 245 799	21 879 964

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID19, le montant des encours de prêts garantis par l'État (PGE) accordés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France s'élève à 411 409 milliers d'euros.

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Établissements de crédit		
Comptes et prêts	136 542	105 775
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux ⁽¹⁾</i>	<i>42 380</i>	<i>22 413</i>
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux ⁽¹⁾</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	685	1 397
Prêts subordonnés	170	254
Autres prêts et créances		
Valeur brute	137 397	107 426
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	137 397	107 426
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	1 360 187	1 230 066
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme	266 334	487 269
Prêts subordonnés		
Total prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 626 521	1 717 335
Valeur au bilan	1 763 918	1 824 761

⁽¹⁾ Ces opérations composent pour partie la rubrique « Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit » du Tableau des flux de trésorerie.

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	11 825	10 047
Autres concours à la clientèle	19 634 913	18 395 481
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	753	
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	57 154	96 716
Comptes ordinaires débiteurs	122 262	115 938
Valeur brute	19 826 907	18 618 182
Dépréciations	(351 115)	(359 286)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	19 475 792	18 258 896
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	19 475 792	18 258 896

TITRES DE DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Effets publics et valeurs assimilées	1 877 907	1 719 313
Obligations et autres titres à revenu fixe	128 708	77 102
Total	2 006 615	1 796 415
Dépréciations	(526)	(108)
Valeur au bilan	2 006 089	1 796 307

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2021

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité												Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés						Passifs associés						Actifs et passifs associés		
	Valeur comptable	titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	Valeur comptable	titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	Valeur comptable	titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur nette ⁽²⁾
Actifs financiers détenus à des fins de transaction															
Instruments de capitaux propres															
Titres de dettes															
Prêts et créances															
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat															
Instruments de capitaux propres															
Titres de dettes															
Prêts et créances															
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres															
Instruments de capitaux propres															
Titres de dettes															
Prêts et créances															
Actifs financiers au coût amorti	274 575	99 066	175 509		264 577	260 643	87 882	172 761		260 530	4 047				
Titres de dettes	175 509		175 509		165 511	172 761		172 761		172 761	(7 250)				
Prêts et créances	99 066	99 066			99 066	87 882	87 882			87 769	11 297				
Total Actifs financiers	274 575	99 066	175 509		264 577	260 643	87 882	172 761		260 530	4 047				
Opérations de location-financement															
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	274 575	99 066	175 509		264 577	260 643	87 882	172 761		260 530	4 047				

⁽¹⁾ Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

⁽²⁾ Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D. (d)).

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2020

Nature des actifs transférés <i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité				
	Actifs transférés					Passifs associés						Actifs et passifs associés		Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	Valeur comptable	titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres ⁽¹⁾	Juste valeur ⁽²⁾	Juste valeur nette ⁽²⁾					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Actifs financiers au coût amorti	763 645	102 766	660 879		771 709	739 652	91 485	648 167		739 761	31 948					
Titres de dettes	660 879		660 879		668 943	648 167		648 167		648 167	20 776					
Prêts et créances	102 766	102 766			102 766	91 485	91 485			91 594	11 172					
Total Actifs financiers	763 645	102 766	660 879		771 709	739 652	91 485	648 167		739 761	31 948					
Opérations de location-financement																
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	763 645	102 766	660 879		771 709	739 652	91 485	648 167		739 761	31 948					

⁽¹⁾ Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

⁽²⁾ Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D. (d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2021

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

31.12.2021 <i>(en milliers d'euros)</i>	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne				207 784	207 784		207 784
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche				77 926	77 926		77 926
Belgique				461 689	461 689		461 689
Brésil							
Chine							
Égypte							
Espagne							
États-Unis							
France				1 017 238	1 017 238		1 017 238
Hong Kong							
Italie							
Japon							
Liban							
Maroc							
Pays-Bas				112 782	112 782		112 782
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Autres pays souverains							
TOTAL				1 877 419	1 877 419		1 877 419

31.12.2020 <i>(en milliers d'euros)</i>	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne				217 259	217 259		217 259
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche				78 944	78 944		78 944
Belgique				383 693	383 693		383 693
Brésil							
Chine							
Égypte							
Espagne							
États-Unis							
France		5 595		925 211	930 806		930 806
Hong Kong							
Italie							
Japon							
Liban							
Maroc							
Pays-Bas				114 107	114 107		114 107
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Autres pays souverains							
TOTAL		5 595		1 719 214	1 724 809		1 724 809

6.8 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dettes envers les établissements de crédit	12 098 643	11 033 299
Dettes envers la clientèle	9 902 956	9 063 021
Dettes représentées par un titre	109 757	115 261
Valeur au bilan	22 111 356	20 211 581

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Établissement de crédit		
Comptes et emprunts	6 287	10 063
<i>dont comptes ordinaires créditeurs ⁽¹⁾</i>	105	6
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour ⁽¹⁾</i>		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	172 761	648 167
Total	179 048	658 230
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	34 263	8
Titres donnés en pension livrée		
Comptes et avances à terme	11 885 332	10 375 061
Total	11 919 595	10 375 069
Valeur au bilan	12 098 643	11 033 299

⁽¹⁾ Ces opérations composent pour partie la rubrique « Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit » du Tableau des flux de trésorerie.

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Comptes ordinaires créditeurs	8 216 712	7 406 330
Comptes d'épargne à régime spécial	532 405	493 824
Autres dettes envers la clientèle	1 153 839	1 162 867
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	9 902 956	9 063 021

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Bons de caisse		10
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	21 861	23 749
Emprunts obligataires	87 896	91 502
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	109 757	115 261

6.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

COMPENSATION – ACTIFS FINANCIERS

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31.12.2021					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés ⁽¹⁾	62 310		62 310	45 239		17 071
Prises en pension de titres ⁽²⁾	685		685	625		60
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	62 995		62 995	45 864		17 131

⁽¹⁾ Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99,90 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

⁽²⁾ Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31.12.2020					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés ⁽¹⁾	63 694		63 694	41 382		22 312
Prises en pension de titres ⁽²⁾	1 397		1 397	1 345		52
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	65 091		65 091	42 727		22 364

⁽¹⁾ Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99,94 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

⁽²⁾ Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

COMPENSATION – PASSIFS FINANCIERS

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31.12.2021					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés ⁽¹⁾	153 486		153 486	45 239	16 999	91 248
Prises en pension de titres ⁽²⁾	172 761		172 761	625		172 136
Autres instruments financiers						
Total des passifs financiers soumis à compensation	326 247		326 247	45 864	16 999	263 384

⁽¹⁾ Le montant des dérivés soumis à compensation représente 97,49 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

⁽²⁾ Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31.12.2020					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés ⁽¹⁾	240 551		240 551	41 382	195 710	3 459
Prises en pension de titres ⁽²⁾	648 167		648 167	1 345	623 181	23 641
Autres instruments financiers						
Total des passifs financiers soumis à compensation	888 718		888 718	42 727	818 891	27 100

⁽¹⁾ Le montant des dérivés soumis à compensation représente 97,96 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

⁽²⁾ Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

6.10 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Impôts courants	7 252	1 405
Impôts différés	34 111	56 321
Total Actifs d'impôts courants et différés	41 363	57 726
Impôts courants	40	7 972
Impôts différés	17	10
Total Passifs d'impôts courants et différés	57	7 982

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	72 960		70 146	
Charges à payer non déductibles	169		181	
Provisions pour risques et charges non déductibles	58 203		53 955	
Autres différences temporaires	14 589		15 994	
Impôts différés sur réserves latentes	(19 838)		(8 486)	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(21 345)	(77)	(10 757)	(92)
Couverture de flux de trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 407	77	2 271	92
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre				
Impôts différés sur résultat	(19 011)	17	(5 339)	10
Total Impôts différés	34 111	17	56 321	10

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.11 Comptes de régularisation actif, passif et divers

COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Autres actifs	235 019	342 069
Comptes de stocks et emplois divers		
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire		
Débiteurs divers ⁽¹⁾	234 601	341 928
Comptes de règlements	418	141
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	123 114	79 625
Comptes d'encaissement et de transfert	8 214	3 988
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	104 257	70 674
Charges constatées d'avance	1 281	1 045
Autres comptes de régularisation	9 362	3 918
Valeur au bilan	358 133	421 694

⁽¹⁾ dont 2 681 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

L'impact estimé de la 1^{re} application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 a pour conséquence la constitution d'un excédent d'actif de 406 milliers d'euros en compte de régularisation et actifs divers.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Autres passifs ⁽¹⁾	163 873	148 644
Comptes de règlements		
Créditeurs divers	123 951	111 465
Versements restant à effectuer sur titres	30 250	24 228
Autres passifs d'assurance		
Dettes locatives	9 672	12 951
Autres		
Comptes de régularisation	208 695	226 977
Comptes d'encaissement et de transfert ⁽²⁾	43 820	56 870
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	37	37
Produits constatés d'avance	99 777	81 525
Charges à payer	58 708	84 918
Autres comptes de régularisation	6 353	3 627
Valeur au bilan	372 568	375 621

⁽¹⁾ Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

⁽²⁾ Les montants sont indiqués en net.

6.12 Co-entreprises et entreprises associées

Le Crédit Agricole Centre France ne détient pas d'intérêts dans des partenariats et des entreprises associées.

6.13 Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2021
Valeur brute	46 667		1 613	(488)			47 792
Amortissements et dépréciations	(18 514)		(1 288)	376			(19 426)
Valeur au bilan ⁽¹⁾	28 153		325	(112)			28 366

⁽¹⁾ Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31.12.2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2020
Valeur brute	46 243		780	(356)			46 667
Amortissements et dépréciations	(17 626)		(1 289)	401			(18 514)
Valeur au bilan ⁽¹⁾	28 617		(509)	45			28 153

⁽¹⁾ Y compris immeubles de placement donnés en location simple

JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie « à dire d'expert », s'élève à 95 141 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 95 207 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

(en milliers d'euros)		31.12.2021	31.12.2020
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	95 121	95 207
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	20	
Valeur de marché des immeubles de placement		95 141	95 207

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.14 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2021
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	369 403	3 641	59 537	(9 444)			423 137
Amortissements et dépréciations	(221 068)	(1 961)	(20 607)	1 929			(241 707)
Valeur du bilan	148 335	1 680	38 930	(7 515)			181 430
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	8 695			(37)			8 658
Amortissements et dépréciations	(7 982)		(16)				(7 998)
Valeur du bilan	713		(16)	(37)			660

(en milliers d'euros)	31.12.2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements ⁽¹⁾	31.12.2020
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	324 351		35 586	(4 438)		13 904	369 403
Amortissements et dépréciations	(199 412)		(20 316)	1 080		(2 420)	(221 068)
Valeur du bilan	124 939		15 270	(3 358)		11 484	148 335
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	8 685		10				8 695
Amortissements et dépréciations	(7 965)		(17)				(7 982)
Valeur du bilan	720		(7)				713

⁽¹⁾ Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 17 983 milliers d'euros au 31/12/2019 (contre 4 081 milliers d'euros avant application de la décision IFRS IC) (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité) et le solde des amortissements sur les droits d'utilisation aurait été de 3 671 milliers d'euros au 31/12/2019 (contre 1 251 milliers d'euros avant application de la décision IFRS IC).

6.15 Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2020	01/01/2021	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2021
Risques sur les produits épargne-logement	46 182					(4 374)			41 808
Risques d'exécution des engagements par signature	32 045			82 806		(83 831)		1	31 021
Risques opérationnels ⁽³⁾	13 103			3 043		(17)			16 129
Engagements sociaux (retraites) et assimilés ^{(1) (2)}	9 072			540		(187)		(520)	8 905
Litiges divers	2 732			1 140	(331)	(665)		1	2 877
Participations									
Restructurations									
Autres risques	6 618			827	(1 669)	(212)		(2)	5 562
TOTAL	109 752			88 356	(2 000)	(89 286)		(520)	106 302

⁽¹⁾ Dont 6 554 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 242 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

⁽²⁾ Impact estimé de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité)

⁽³⁾ Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement. Dont une provision pour le litige image chèque de 1 533 K€.

Au 1^{er} janvier 2020, l'impact sur les engagements sociaux (retraites) aurait été de 3 113 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31.12.2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2020
Risques sur les produits épargne-logement	41 960		4 221				1	46 182
Risques d'exécution des engagements par signature	26 180		77 321		(71 456)			32 045
Risques opérationnels	14 522		76	(261)	(1 234)			13 103
Engagements sociaux (retraites) et assimilés ⁽¹⁾	10 644		590		(2 489)		327	9 072
Litiges divers	1 925		1 299	(111)	(381)			2 732
Participations								
Restructurations								
Autres risques	7 887		1 441	(2 627)	(83)			6 618
TOTAL	103 118		84 948	(2 999)	(75 643)		328	109 752

⁽¹⁾ Dont 6 775 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 297 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

⁽²⁾ 327 milliers d'euros : comptabilisation de l'écart actuariel des engagements sociaux en capitaux propres.

PROVISION ÉPARGNE-LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	221 101	183 676
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 335 921	2 266 886
Ancienneté de plus de 10 ans	1 924 509	1 974 427
Total plans d'épargne-logement	4 481 531	4 424 989
Total comptes épargne-logement	494 812	491 973
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	4 976 343	4 916 962

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2021 pour les données au 31 décembre 2021 et à fin novembre 2020 pour les données au 31 décembre 2020.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Plans d'épargne-logement	963	1 414
Comptes épargne-logement	3 258	5 378
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	4 221	6 792

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	237	158
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	20 562	24 118
Ancienneté de plus de 10 ans	21 009	21 905
Total plans d'épargne-logement	41 808	46 181
Total comptes épargne-logement		
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	41 808	46 181

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31.12.2021
Plans d'épargne-logement	46 181		4 374		41 808
Comptes épargne-logement					
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	46 181		4 374		41 808

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.16 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2021

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France dispose d'un droit

inconditionnel de refuser le remboursement des parts. La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse Régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 31.12.2020	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31.12.2021
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)				
Dont part du Public				
Dont part Sacam Mutualisation				
Dont part autodétenue				
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	2 432 229			2 432 229
Dont part du Public				
Dont part Crédit Agricole SA				
Dont part Sacam Mutualisation	2 432 229			2 432 229
Parts sociales	7 296 552			7 296 522
Dont 122 Caisses locales	7 296 341		20	7 296 321
Dont 19 administrateurs de la Caisse Régionale	200		10	190
Dont Crédit Agricole SA				
Dont Sacam Mutualisation	1			1
Dont Sociétaire personne physique	10			10
Total	9 728 781		30	9 728 751

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 145 931 milliers d'euros.

RÉMUNÉRATION PAR TITRE DE CAPITAL

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'Assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2021, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a décidé de proposer aux Assemblées Générales le versement des dividendes suivants :

- intérêts à verser par le Crédit Agricole Centre France aux porteurs de CCA : 10 653 milliers d'euros ;
- intérêts à verser par les Caisses locales à ses sociétaires : 1 751 milliers d'euros (ce montant a été calculé à partir d'un taux de 1,60 %).

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2018	4,26	0,027 %
2019	4,22	0,024 %
2020	4,01	0,024 %
Prévu 2021	4,38	0,024 %

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 11 249 milliers d'euros en 2021.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2021

En milliers d'euros :

Résultat net 2021 : 141 988

Total à affecter : 142 394 ⁽¹⁾

Intérêts aux parts et CCA : 12 404

Réserve légale : 97 492

Réserves facultatives : 32 493

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2021 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France du 25 mars 2022.

(1) Le total à affecter comprend le résultat net de 141 988 milliers d'euros ainsi que le report à nouveau de 406 milliers d'euros dû à un changement de méthode dans le cadre de la décision IFRIC Avril 2021 concernant l'IAS 19.

6.17 Participations ne donnant pas le contrôle

INFORMATIONS SUR L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS PAR LES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Le Crédit Agricole Centre France ne possède pas dans son périmètre de consolidation de filiales et entités structurées.

6.18 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(en milliers d'euros)	31.12.2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	122 732					122 732
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	95	637	1 563	26 176	990 392	1 018 863
Instruments dérivés de couverture	481	2 410	29 653	15 295		47 839
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2			6 164	2 648 892	2 655 058
Actifs financiers au coût amorti	2 629 732	2 006 123	7 223 877	11 330 082	55 985	23 245 799
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	40 759					40 759
Total actifs financiers par échéance	2 793 801	2 009 170	7 255 093	11 377 717	3 695 269	27 131 050
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 978	611	1 492	15 683		21 764
Instruments dérivés de couverture	203	3 178	14 956	117 335		135 672
Passifs financiers au coût amorti	10 970 890	3 691 212	6 453 184	996 070		22 111 356
Dettes subordonnées						
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	30 811					30 811
Total passifs financiers par échéance	11 005 882	3 695 001	6 469 632	1 129 088		22 299 603

(en milliers d'euros)	31.12.2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	135 210					135 210
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	38	781	2 392	28 456	288 193	319 860
Instruments dérivés de couverture		3 233	35 970	5 250		44 453
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3		751	1 419	2 152 749	2 154 922
Actifs financiers au coût amorti	2 453 617	2 263 901	6 631 519	10 449 059	81 868	21 879 964
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	111 393					111 393
Total actifs financiers par échéance	2 700 261	2 267 915	6 670 632	10 484 184	2 522 810	24 645 802
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 006	749	2 383	18 055		26 193
Instruments dérivés de couverture	41	668	28 123	190 825		219 657
Passifs financiers au coût amorti	9 950 760	3 385 692	5 788 401	1 086 728		20 211 581
Dettes subordonnées						
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	46 906					46 906
Total passifs financiers par échéance	10 002 713	3 387 19	5 818 907	1 295 608		20 504 337

7 - Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Salaires et traitements ^{(1) (2)}	(97 398)	(91 882)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(10 588)	(10 596)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(2 087)	(1 770)
Autres charges sociales	(35 524)	(35 042)
Intéressement et participation	(17 626)	(16 728)
Impôts et taxes sur rémunération	(14 912)	(15 063)
Total charges de personnel	(178 135)	(171 081)

⁽¹⁾ Dont indemnités liées à la retraite pour 861 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 879 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

⁽²⁾ Dont médailles du travail pour 2 242 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 297 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31.12.2021	31.12.2020
France	2 443	2 391
Étranger		
Total	2 443	2 391

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir

tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

VARIATION DETTE ACTUARIELLE

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dettes actuarielles au 31/12/N-1	51 691		51 691	52 496
Impact IFRIC IAS 19 à l'ouverture ⁽²⁾	(406)		(406)	
Ecart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	3 693		3 693	2 857
Coût financier	188		188	507
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				(3 124)
Variations de périmètre	(92)		(92)	(263)
Prestations versées (obligatoire)	(3 002)		(3 002)	(2 363)
Taxes, charges administratives et primes				
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques ⁽¹⁾	136		136	(834)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières ⁽¹⁾	(2 042)		(2 042)	2 415
Dettes actuarielles à la clôture	50 166		50 166	51 691

⁽¹⁾ Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

⁽²⁾ Concernant l'impact de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies pour un montant de 3 113 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2021 (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité). Au 1^{er} janvier 2020, l'impact sur les dettes actuarielles aurait été de 406 milliers d'euros.

DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	3 693		3 693	(267)
Charge/produit d'intérêt net	(660)		(660)	214
Impact en compte de résultat à la clôture	3 033		3 033	(53)

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	15 925		15 925	14 979
Ecart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(824)		(824)	(635)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques ⁽¹⁾	136		136	(834)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières ⁽¹⁾	(2 042)		(2 042)	2 415
Ajustement de la limitation d'actifs				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	13 195		13 195	15 925

⁽¹⁾ Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

VARIATION DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	45 439		45 439	44 306
Ecart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	88		88	293
Gains/(pertes) actuariels	824		824	635
Cotisations payées par l'employeur	2 026		2 026	1 600
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre	(92)		(92)	(263)
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	(1 659)		(1 659)	(1 132)
Juste valeur des actifs à la clôture	46 626		46 626	45 439

POSITION NETTE

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	50 166		50 166	51 691
Impact de la limitation d'actifs				
Juste valeur des actifs fin de période	(46 626)		(46 626)	(45 439)
Autres ⁽¹⁾	2 353		2 353	
Position nette (passif) / actif à la clôture	(5 893)		(5 893)	(6 252)

⁽¹⁾ « Suite à la régularisation de 3 113 milliers d'euros constatée au 1/1/2021 au titre du régime de retraite article 137-11, l'engagement restant à étaler s'élève à 2 353 milliers d'euros au 31 décembre 2021, un étalement de 759 milliers d'euros ayant été constaté au titre de l'exercice 2021 ».

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES : PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	0,30 % à 0,86 %	0,00 %	0,36 % à 0,98 %	0,00 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	0,80 % à 1,28 %	0,00 %	0,90 % à 2,10 %	0,00 %
Taux attendus d'augmentation des salaires ⁽²⁾	1,75 % à 4,00 %	0,00 %	1,75 % à 4,00 %	0,00 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Autres (à détailler)	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

⁽¹⁾ Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iboxx AA.

⁽²⁾ Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

INFORMATION SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES - ALLOCATIONS D'ACTIFS (1)

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro					
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions	12,10%	5 642		0,00 %			12,10 %	5 642	
Obligations	80,20%	37 393		0,00 %			80,20 %	37 393	
Immobilier	7,70%	3 591		0,00 %			7,70 %	3 591	
Autres actifs	0,00%			0,00 %			0,00 %		

Au 31 décembre 2021, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,68 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 7,43 %.

7.5 Autres avantages sociaux

La Caisse Régionale Crédit Agricole Centre France verse à ses salariés un intéressement et une participation aux bénéfices.

Les provisions constituées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 17 626 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2021.

La provision médaille du travail constituée par le Crédit Agricole Centre France atteint 2 242 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2021.

7.6 Rémunérations de dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice 2021 à l'ensemble des membres des organes de l'administration et de direction s'élève à 3 151 milliers d'euros.

8 - Contrats de location

8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs...) pour des durées de un à trois ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Immobilisations corporelles détenues en propre	171 456	135 314
Droits d'utilisation des contrats de location	9 974	13 021
Total immobilisations corporelles d'exploitation	181 430	148 335

VARIATION DES ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France est preneur sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions cessions	Écarts de conversion	Autres mouvements ⁽¹⁾	31.12.2021
Immobilier							
Valeur brute	23 679		1 154	(693)			24 140
Amortissements et dépréciations	(10 658)		(3 810)	302			(14 166)
Total immobilier	13 021		(2 656)	(391)			9 974
Mobilier							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
Total mobilier							
Total droits d'utilisation	13 021		(2 656)	(391)			9 974

(en milliers d'euros)	31.12.2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions cessions	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2020
Immobilier							
Valeur brute	7 721		2 743	(689)		13 904	23 679
Amortissements et dépréciations	(4 657)		(3 899)	318		(2 420)	(10 658)
Total immobilier	3 064		(1 156)	(371)		11 484	13 021
Mobilier							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
Total mobilier							
Total droits d'utilisation	3 064		(1 156)	(371)	-	11 484	13 021

⁽¹⁾ Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 17 983 milliers d'euros au 31/12/2019

ÉCHÉANCIER DES DETTES LOCATIVES

(en milliers d'euros)	31.12.2021			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total dettes locatives
Dettes locatives	3 521	5 967	184	9 672

(en milliers d'euros)	31.12.2020			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total dettes locatives
Dettes locatives	3 642	8 968	341	12 951

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(57)	(179)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	(57)	(179)
Charges relatives aux contrats de location court terme		
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(34)	(97)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette		
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation		
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail		
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	(6)	2
Total Charges générales d'exploitation	(40)	(95)
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(3 811)	(6 223)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(3 811)	(6 223)
Total charges et produits de contrats de location	(3 908)	(6 497)

MONTANTS DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA PÉRIODE

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	(5 430)	1 693

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Les autres contrats de location sont classés en location simple.

PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Location-financement		
Profits ou pertes réalisés sur la vente		
Produits financiers tirés des créances locatives		
Produits des paiements de loyers variables		
Location simple	3 950	3 976
Produits locatifs	3 950	3 976

9 - Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Engagements donnés	3 143 767	3 186 214
Engagements de financement	2 398 448	2 352 124
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 398 448	2 352 124
Ouverture de crédits confirmés	1 049 931	1 061 123
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	9 709	2 781
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	1 040 222	1 058 342
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 348 517	1 291 001
Engagements de garantie	745 319	834 090
Engagements d'ordre des établissements de crédit	27 738	296 778
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties ⁽¹⁾	27 738	296 778
Engagements d'ordre de la clientèle	717 581	537 312
Cautions immobilières	34 050	34 405
Autres garanties d'ordre de la clientèle	683 531	502 907
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	7 629 572	6 982 811
Engagements de financement	22 861	19 936
Engagements reçus des établissements de crédit	22 861	19 936
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	7 606 711	6 962 875
Engagements reçus des établissements de crédit	441 395	411 289
Engagements reçus de la clientèle	7 165 316	6 551 586
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées ⁽²⁾	632 332	671 953
Autres garanties reçues	6 532 984	5 879 633
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

⁽¹⁾ Dont 270 755 milliers d'euros au 31.12.2020 relatifs à la garantie Switch Assurance suite à la résiliation anticipée partielle du 2 mars 2020. Néant au 31 décembre 2021 suite à la résiliation anticipée totale intervenue au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'État français (PGE). Au 31 décembre 2021, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 369 297 milliers d'euros.

INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	8 740 350	8 051 443
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie		91 650
Titres et valeurs donnés en pension	172 761	648 167
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	8 913 111	8 791 260
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
Total juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

CRÉANCES APPORTÉES EN GARANTIE

Au cours de l'année 2021, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a apporté 8 767 515 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 8 051 443 milliers d'euros en 2020. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a apporté :

- 7 630 735 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole SA dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France contre 6 845 462 milliers d'euros en 2020 ;
- 193 745 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole SA dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 214 511 milliers d'euros en 2020 ;
- 915 870 milliers d'euros de créances à

Crédit Agricole SA ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 991 469 milliers d'euros en 2020.

GARANTIES DÉTENUES ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

10 - Reclassements d'instruments financiers

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France n'a pas opéré en 2021 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS19.

11 - Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « *d'exit price* »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de *spreads* de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation.

ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31.12.2021	Juste valeur au 31.12.2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	21 239 710	21 684 395		1 888 210	19 796 185
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 763 918	1 732 743		1 732 743	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 402 567	1 403 040		1 403 040	
Comptes et prêts à terme	360 496	329 517		329 517	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	685				
Prêts subordonnés	170	186		186	
Autres prêts et créances					
Prêts et créances sur la clientèle	19 475 792	19 951 652		155 467	19 796 185
Créances commerciales	7 071	7 073			7 073
Autres concours à la clientèle	19 312 106	19 789 112			19 789 112
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	753	836		836	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	56 279	56 043		56 043	
Comptes ordinaires débiteurs	99 583	98 588		98 588	
Titres de dettes	2 006 089	2 116 921	2 114 476	186	2 259
Effets publics et valeurs assimilées	1 877 419	1 988 829	1 988 829		
Obligations et autres titres à revenu fixe	128 670	128 092	125 647	186	2 259
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	23 245 799	23 801 316	2 114 476	1 888 396	19 798 444

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31.12.2020	Juste valeur au 31.12.2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	20 083 657	20 463 061		2 451 345	18 011 716
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 824 761	1 814 010		1 814 010	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 252 479	1 252 981		1 252 981	
Comptes et prêts à terme	570 631	560 760		560 760	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	1 397				
Prêts subordonnés	254	269		269	
Autres prêts et créances					
Prêts et créances sur la clientèle	18 258 896	18 649 051		637 335	18 011 716
Créances commerciales	5 051	5 051			5 051
Autres concours à la clientèle	18 078 078	18 479 052		560 626	17 918 426
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	82 172	76 709		76 709	
Comptes ordinaires débiteurs	93 595	88 239			88 239
Titres de dettes	1 796 307	2 063 917	2 061 773	2 144	
Effets publics et valeurs assimilées	1 719 213	1 985 118	1 985 118		
Obligations et autres titres à revenu fixe	77 094	78 799	76 655	2 144	
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	21 879 964	22 526 978	2 061 773	2 453 489	18 011 716

PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31.12.2021	Juste valeur au 31.12.2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	12 098 643	12 122 394		12 122 394	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	34 368	34 343		34 343	
Comptes et emprunts à terme	11 891 514	11 915 290		11 915 290	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	172 761	172 761		172 761	
Dettes envers la clientèle	9 902 956	10 034 177		9 501 772	532 405
Comptes ordinaires créditeurs	8 216 712	8 216 683		8 216 683	
Comptes d'épargne à régime spécial	532 405	532 405			532 405
Autres dettes envers la clientèle	1 153 839	1 285 089		1 285 089	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	109 757	110 227	87 769	22 458	
Dettes subordonnées					
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	22 111 356	22 266 798	87 769	21 646 624	532 405

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31.12.2020	Juste valeur au 31.12.2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	11 033 299	11 083 923		11 083 923	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	14	7		7	
Comptes et emprunts à terme	10 385 118	10 427 688		10 427 688	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	648 167	656 228		656 228	
Dettes envers la clientèle	9 063 021	9 242 696		8 748 873	493 823
Comptes ordinaires créditeurs	7 406 330	7 424 442		7 424 442	
Comptes d'épargne à régime spécial	493 824	493 823			493 823
Autres dettes envers la clientèle	1 162 867	1 324 431		1 324 431	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	115 261	117 697	91 594	26 103	
Dettes subordonnées					
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	20 211 581	20 444 316	91 594	19 858 899	493 823

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé

globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31.12.2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 318		17 318	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPC				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	17 318		17 318	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 001 545	871 590	108 835	21 120
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	341 830	236 002	84 768	21 060
Actions et autres titres à revenu variable	306 398	236 002	70 396	
Titres de participation non consolidés	35 432		14 372	21 060
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	659 715	635 588	24 067	60
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle	1 729		1 729	
Titres de dettes	657 986	635 588	22 338	60
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 153		11 093	60
OPC	646 833	635 588	11 245	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPC				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 655 058		2 646 815	8 243
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 648 892		2 640 649	8 243
Actions et autres titres à revenu variable	10 617		10 617	
Titres de participation non consolidés	2 638 275		2 630 032	8 243
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	6 166		6 166	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	6 166		6 166	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 166		6 166	
Instruments dérivés de couverture	47 839		47 839	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	3 721 760	871 590	2 820 807	29 363
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			3 544	
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				28 082
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux			3 544	28 082

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	20 501		20 501	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPC				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	20 501		20 501	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	299 359	199 012	96 697	3 650
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	216 006	136 143	79 863	
Actions et autres titres à revenu variable	196 298	136 143	60 155	
Titres de participation non consolidés	19 708		19 708	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	83 353	62 869	16 834	3 650
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle	1 616		1 616	
Titres de dettes	81 737	62 869	15 218	3 650
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 166		7 516	3 650
OPC	70 571	62 869	7 702	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPC				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 154 922		2 154 922	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 152 749		2 152 749	
Actions et autres titres à revenu variable	8 515		8 515	
Titres de participation non consolidés	2 144 234		2 144 234	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	2 173		2 173	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	2 173		2 173	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 173		2 173	
Instruments dérivés de couverture	44 453		44 453	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 519 235	199 012	2 316 573	3 650
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	21 764		21 764	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	21 764		21 764	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	135 672		135 672	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	157 436		157 436	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	26 193		26 193	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	26 193		26 193	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	219 657		219 657	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	245 850		245 850	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

VARIATION DU SOLDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

(en milliers d'euros)	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction-									
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					Instruments dérivés
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPC	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
Solde de clôture (31.12.2020)	3 650										
Gains /pertes de la période ⁽¹⁾	(13 826)										
Comptabilisés en résultat	2 777										
Comptabilisés en capitaux propres	(16 603)										
Achats de la période											
Ventes de la période											
Émissions de la période											
Dénouements de la période											
Reclassements de la période											
Variations liées au périmètre de la période											
Transferts	39 539										
Transferts vers niveau 3	43 083										
Transferts hors niveau 3	(3 544)										
Solde de clôture (31.12.2021)	29 363										

(en milliers d'euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat-																
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPC	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes	
							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPC							Titres de dettes	Effets publics et valeurs assimilées
-Solde de clôture (31.12.2020)	3 6503 650																
Gains /pertes de la période ⁽¹⁾		2 823						(46)		(46)							
Comptabilisés en résultat		2 823						(46)		(46)							
Comptabilisés en capitaux propres																	
Achats de la période																	
Ventes de la période																	
Emissions de la période																	
Dénouements de la période																	
Reclassements de la période																	
Variations liées au périmètre de la période																	
Transferts		18 237						(3 544)		(3 544)							
Transferts vers niveau 3		18 237															
Transferts hors niveau 3								(3 544)		(3 544)							
-Solde de clôture (31.12.2021)	21 0606060																

(en milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables					
			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés				Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	
Solde de clôture (31.12.2020)								
Gains /pertes de la période ⁽¹⁾		(16 603)						
Comptabilisés en résultat								
Comptabilisés en capitaux propres		(16 603)						
Achats de la période								
Ventes de la période								
Émissions de la période								
Dénouements de la période								
Reclassements de la période								
Variations liées au périmètre de la période								
Transferts		24 846						
Transferts vers niveau 3		24 846						
Transferts hors niveau 3								
Solde de clôture (31.12.2021)			8 243					

⁽¹⁾ ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	2 795
Comptabilisés en résultat	2 795
Comptabilisés en capitaux propres	

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

12 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

12.1 Information sur les filiales

12.1.1 RESTRICTIONS SUR LES ENTITÉS CONTRÔLÉES

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France ne contrôle pas d'autres entités dans lesquelles elle détiendrait plus de la moitié des droits de vote. Elle n'est donc pas concernée par les restrictions de type réglementaire, légal et contractuel, et n'apporte pas son soutien à des entités structurées contrôlée.

12.1.2 OPÉRATIONS DE TITRISATION ET FONDS DÉDIÉS

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses Régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations *True Sale*. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses Régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 824 millions d'euros aux FCT.

12.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France	Méthode de consolidation	Modification de périmètre ⁽¹⁾	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle ⁽²⁾	Pourcentage de contrôle		Pourcentage d'intérêt	
					31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
S.C.I. 3, rue Paul Valéry 75016 PARIS	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
S.C.I., 31 rue Monge 75005 PARIS	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
S.C.I. 18, avenue de Paris 94300 VINCENNES	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
S.C.I. 4, rue Michelet 75006 PARIS	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
S.C.I. 37, avenue Rapp 75007 PARIS	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
S.C.I. 38, rue Desaix 75015 PARIS	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
S.C.I. 14, rue Colonel Moll 75017 PARIS	intégration globale		France	F	99,99	99,99	99,99	99,99
SAS CACF DÉVELOPPEMENT	intégration globale		France	F	100	100	100	100
SA BANQUE CHALUS	intégration globale		France	F	100	100	100	100
SAS CACF IMMOBILIER	intégration globale		France	F	100	100	100	100
FCT CRÉDIT AGRICOLE HABITAT 2017	intégration globale		France	F	100	100	100	100
FCT CRÉDIT AGRICOLE HABITAT 2018	intégration globale		France	F	100	100	100	100
FCT CRÉDIT AGRICOLE HABITAT 2019	intégration globale		France	F	100	100	100	100
FCT CRÉDIT AGRICOLE HABITAT 2020	intégration globale		France	F	100	100	100	100
SNC CACF INVESTISSEMENTS FONCIERS	intégration globale	E3	France	F	100	0	100	0

⁽¹⁾ Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

⁽²⁾ F : Filiale

S : Succursale

ESC : Entité structurée contrôlée

Co-E : Co-entreprise

Co-Es : Co-entreprise structurée

OC : Opération en commun

EA : Entreprise associée

EAS : Entreprise associée structurée

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

13 - Participations et entités structurées non consolidées

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 28 796 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 31 759 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

13.1.1 ENTITÉS NON INTÉGRÉES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	Pourcentage d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31.12.2021	31.12.2020	
GF DU BOURBONNAIS	France	96,67 %	96,67 %	Non significatif
CHIRAC LANTOURNE	France	80,63 %	80,63 %	Non significatif
STÉ COOPÉRATIVE AUXILIAIRE DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE	France	65,25 %	65,25 %	Non significatif
CACF PARTICIPATIONS RÉGIONALES	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif
CENTRE AUVERGNE	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif
STADE RÉPUBLIQUE	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif
CACF CAPITAL TPE	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif
CACF CAPITAL INNOVATION	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif
SAS VILLAGE BY CA CENTRE FRANCE	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif
FONTMAURE	France	100,00 %	100,00 %	Non significatif

13.1.2 TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS ET PRÉSENTANT UN CARACTÈRE SIGNIFICATIF

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	Pourcentage d'intérêt	
		31.12.2021	31.12.2020
SOFICAN	France	17,51 %	17,51 %
CREUSE AGRICOLE	France	14,12 %	14,12 %
SAFER MARCHE LIMOUSIN	France	11,94 %	11,94 %
SOFIMAC	France	24,83 %	23,90 %
SCI DOMAINE LABORIE MARCENAT	France	22,58 %	22,58 %
SOCIETE DE LA MAISON FAMILIALE DE MARCOLÈS	France	20,78 %	20,78 %
SAS ZEV BY CA	France	20,00 %	0,00 %

Aucun de ces titres ne présente un caractère significatif.

Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice ne sont pas mentionnés lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice aux entreprises auxquelles elles se rapportent.

13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

INFORMATIONS SUR LA NATURE ET L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2021, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Fonds de placement

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, l'implication de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France dans les tableaux ci-dessous :

31.12.2021												
	Titrisation			Gestion d'actifs			Fonds de placement ⁽¹⁾			Financement structuré ⁽¹⁾		
	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Perte maximale Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte
(en milliers d'euros)												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres												
Actifs financiers au coût amorti												
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées							588 866	588 866		588 866		
Instruments de capitaux propres												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat												
Dettes												
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Engagements donnés												
Engagements de financement												
Engagements de garantie												
Autres												
Provisions pour risque d'exécution												
- Engagements par signature												
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Total bilan des entités structurées non consolidées							14 281 395					

⁽¹⁾ Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

31.12.2020												
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement ⁽¹⁾			
	Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale			
	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(en milliers d'euros)												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									49 348	49 348		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres												
Actifs financiers au coût amorti												
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées						49 348			49 348	49 348		
Instruments de capitaux propres												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat												
Dettes												
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Engagements donnés												
Engagements de financement												
Engagements de garantie												
Autres												
Provisions pour risque d'exécution												
- Engagements par signature												
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Total bilan des entités structurées non consolidées						903 100			903 100			

⁽¹⁾ Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas garant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

14 - Événements postérieurs au 31 décembre 2021

Aucun événement particulier n'est à signaler.

COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE 2021



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31.12.2021	31.12.2020
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES		2 124 465	1 931 724
Caisse, banques centrales		79 555	87 604
Effets publics et valeurs assimilées	5	1 817 872	1 665 272
Créances sur les établissements de crédit	3	227 038	178 848
OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE	3	1 626 521	1 717 659
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	4	18 403 948	17 160 750
OPÉRATIONS SUR TITRES		1 322 675	677 307
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	579 130	533 772
Actions et autres titres à revenu variable	5	743 545	143 535
VALEURS IMMOBILISÉES		2 402 273	2 297 644
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	2 053 863	1 995 619
Parts dans les entreprises liées	6-7	179 982	167 510
Immobilisations incorporelles	7	646	922
Immobilisations corporelles	7	167 782	133 593
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSÉ			
ACTIONS PROPRES			
COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		445 749	495 467
Autres actifs	8	317 942	412 022
Comptes de régularisation	8	127 807	83 445
TOTAL ACTIF		26 325 631	24 280 551

Passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31.12.2021	31.12.2020
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES		444 671	916 139
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	444 671	916 139
OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE	10	11 935 120	10 384 402
COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	11	9 170 469	8 383 899
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	12	21 861	24 751
COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		413 181	422 982
Autres passifs	13	139 499	135 427
Comptes de régularisation	13	273 682	287 555
PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNÉES		368 918	337 856
Provisions	14-15-16	239 340	226 357
Dettes subordonnées	18	129 578	111 499
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)	17	287 892	257 892
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	19	3 683 519	3 552 630
Capital souscrit		145 931	145 932
Primes d'émission		366 296	366 296
Réserves		3 028 898	2 910 310
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		406	
Résultat de l'exercice		141 988	130 092
TOTAL PASSIF		26 325 631	24 280 551

HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31.12.2021	31.12.2020
ENGAGEMENTS DONNÉS		3 125 072	3 170 193
Engagements de financement	25	2 358 699	2 309 425
Engagements de garantie	25	762 313	857 682
Engagements sur titres	25	4 060	3 086
ENGAGEMENTS REÇUS		7 093 659	6 457 818
Engagements de financement	25	22 861	19 936
Engagements de garantie	25	7 066 738	6 434 796
Engagements sur titres	25	4 060	3 086

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 22 et 23.

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Intérêts et produits assimilés	28	381 016	367 913
Intérêts et charges assimilées	28	- 131 122	- 139 160
Revenus des titres à revenu variable	29	54 982	68 254
Commissions Produits	30	273 072	255 217
Commissions Charges	30	- 53 602	- 43 409
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	1 625	26
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32	2 843	- 1 456
Autres produits d'exploitation bancaire	33	10 619	13 562
Autres charges d'exploitation bancaire	33	- 3 565	- 2 068
PRODUIT NET BANCAIRE		535 868	518 879
Charges générales d'exploitation	34	- 280 787	- 278 728
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 15 685	- 15 529
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		239 396	224 622
Coût du risque	35	- 17 208	- 25 162
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		222 188	199 460
Résultat net sur actifs immobilisés	36	302	- 5 973
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		222 490	193 487
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	37	- 50 502	- 50 395
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		- 30 000	- 13 000
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		141 988	130 092

Note 1 - Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Cadre juridique et financier

Le Crédit Agricole Centre France est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées au Crédit Agricole Centre France, 121 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

Crédit Agricole Centre France est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2021, le Crédit Agricole Centre France fait partie, avec 38 autres Caisses Régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole SA. Les Caisses Régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 55,50 % du capital de Crédit Agricole SA, cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole SA est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,50 %.

Crédit Agricole SA coordonne l'action des Caisses Régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse Régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses Régionales ont consenti

une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole SA, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2 Relations internes au Crédit Agricole

MÉCANISMES FINANCIERS INTERNES

L'appartenance du Crédit Agricole Centre France au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

Comptes ordinaires des Caisses Régionales

Les Caisses Régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole SA, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses Régionales pour le compte de Crédit Agricole SA, où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole SA les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses Régionales au nom de Crédit Agricole SA et centralisées par Crédit Agricole SA, elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole SA de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses Régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses Régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole SA et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses Régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole SA.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses Régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses Régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole SA où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses Régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole SA.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole SA

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses Régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole SA, en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Mécanisme TLTRO III

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars, avril et décembre 2020 en lien avec la situation de la COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de 3 ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une première incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021 puis une seconde incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2021 à juin 2022.

Le traitement comptable retenu par le Groupe, sans changement par rapport à celui appliqué en 2020, consiste à comptabiliser les bonifications dès que le Groupe estime avoir une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE, i.e. au terme de l'opération de TLTRO III et à rattacher cette bonification à la période à laquelle elle se rapporte prorata temporis.

Le Groupe a évalué les intérêts courus au taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à - 100 bps sur la période spéciale de taux d'intérêt (1^{er} janvier 2021 - 23 juin 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), compte tenu de l'atteinte des seuils propres à la première incitation pendant la période spéciale de référence. Sur la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle (24 juin 2021 - 31 décembre 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), le taux d'intérêt retenu est également le taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à - 100 bps, compte tenu de l'atteinte des critères du niveau de crédits éligibles propres à la seconde incitation pendant la période spéciale de référence additionnelle. Ainsi, le Groupe estime bénéficier de l'obtention de l'ensemble des bonifications à l'échéance de ce financement du fait de la réalisation des conditions pour en bénéficier au 31 décembre 2021.

Crédit Agricole SA a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, Crédit Agricole Centre France se finance auprès de Crédit Agricole SA et bénéficie ainsi de ces bonifications.

COUVERTURE DES RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE SOLVABILITÉ, ET RÉOLUTION BANCAIRE

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole SA, la CNCA (devenue Crédit Agricole SA) a conclu en 2001 avec les Caisses Régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole SA d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole SA enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire

dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole SA et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole SA (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe

Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2¹. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette², c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu

à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole SA considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole SA consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses Régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

GARANTIE SPÉCIFIQUE APPORTÉE PAR LES CAISSES RÉGIONALES À CRÉDIT AGRICOLE SA (SWITCH)

Le dispositif des garanties *Switch*, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant en 2013 et amendé par deux avenants en 2016, s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole SA, en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses Régionales Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat. Une première résiliation partielle correspondant à 35 % du dispositif des garanties *Switch* a eu lieu le 2 mars 2020, une deuxième correspondant à 15 % du dispositif a eu lieu le 1^{er} mars 2021 et une dernière correspondant à la partie résiduelle de 50 % du dispositif a eu lieu le 16 novembre 2021.

1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2021

CRISE SANITAIRE LIÉE À LA COVID-19

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner

(1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

(2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

ses clients dont l'activité serait impactée par la crise sanitaire, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'État (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif de Prêts Garantis par l'État.

Au 31 décembre 2021, le solde des encours de prêts garantis par l'État octroyés à la clientèle par Crédit Agricole Centre France s'élève à 396 472 milliers d'euros.

Risque de crédit

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

L'évolution des ECL observée au niveau du coût du risque s'explique notamment par l'incidence de la mise à jour des scénarios macro-économiques issus du modèle groupe.

Le Crédit Agricole Centre France a par ailleurs procédé à :

- une révision de la méthodologie de calcul de la filière CHR ;
- l'application d'un stress complémentaire sur les crédits de la filière habitat ayant une durée supérieure à 25 ans ;
- la création de la filière PGE autre, couvrant le risque porté sur les encours des contreparties ayant bénéficiées d'une transformation d'un PGE en crédit MT.

GARANTIE SPÉCIFIQUE APPORTÉE PAR LES CAISSES RÉGIONALES À CRÉDIT AGRICOLE SA (SWITCH)

Crédit Agricole SA a démantelé le 1^{er} mars 2021 et le 16 novembre 2021 respectivement 15 % complémentaires et la totalité de la part résiduelle de 50 % du mécanisme de garantie « *Switch* » mis en

place entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole SA.

Le mécanisme de garantie « *Switch* » correspond à un transfert vers les Caisses Régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole SA au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses Régionales.

LITIGE IMAGE CHÈQUE

LCL et Crédit Agricole SA, ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant

cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision réformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 533 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision de celui-ci a été constatée dans les comptes de Crédit Agricole Centre France au 31 décembre 2021.

Note 2 - Principes et méthodes comptables

Les états financiers de Crédit Agricole Centre France sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA, agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, le Crédit Agricole Centre France publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole Centre France est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 ^{re} application
Mise à jour Recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises	Immédiate

2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

CRÉANCES SAINES

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Le Crédit Agricole Centre France constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

La notion de perte de crédit attendue «ECL»

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles

internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut («*Loss Given Default*» ou «*LGD*»).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les douze mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à douze mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Le Crédit Agricole Centre France applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Dégradation significative du risque de crédit

Le Crédit Agricole Centre France doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines/expositions qualifiées de dégradées/expositions douteuses).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculé de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu

d'impayés supérieur à trente jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de trente jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à douze mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

CRÉANCES DOUTEUSES

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse (appréciation par la Direction des Risques).

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole Centre France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par le Crédit Agricole Centre France par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

PASSAGE EN PERTE

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, le Crédit Agricole Centre France le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

CRÉANCES RESTRUCTURÉES

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration. Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

TITRES DE TRANSACTION

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- les titres faisant l'objet d'un engagement

de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.

- les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassés en « titres de transaction prêtés ») dans le cadre des opérations de prêts/emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

TITRES DE PLACEMENT

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur

d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si le Crédit Agricole Centre France dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature - Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

TITRES D'INVESTISSEMENT

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels le Crédit Agricole Centre France dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Le Crédit Agricole Centre France satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêtés comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

- les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

PRIX DE MARCHÉ

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, le Crédit Agricole Centre France détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, le Crédit Agricole Centre France utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

DATES D'ENREGISTREMENT

Le Crédit Agricole Centre France enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

PENSIONS LIVRÉES

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan. Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

RECLASSEMENT DE TITRES

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif ;
- Le Crédit Agricole Centre France n'a pas opéré, en 2021, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

2.3 Immobilisations

Le Crédit Agricole Centre France applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs

par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Le mali technique de fusion est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Crédit Agricole Centre France, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	15 à 20 ans
Installations techniques	8 à 15 ans
Agencements	8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose le Crédit Agricole Centre France sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission

des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Le Crédit Agricole Centre France applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses Régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6 Provisions

Le Crédit Agricole Centre France applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Le Crédit Agricole Centre France a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Épargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par le Crédit Agricole Centre France à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

2.8 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole SA (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

RISQUE DE CONTREPARTIE SUR LES DÉRIVÉS

Conformément au règlement ANC 2014-07, le Crédit Agricole Centre France intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole Centre France.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name S/N) ou les CDS indiciaires ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9 Opérations en devises

À chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devise sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole Centre France à l'étranger.

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, le Crédit Agricole Centre France a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole Centre France.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 28 mai 2021.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE, DE PRÉ-RETRAITE ET D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE – RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Le Crédit Agricole Centre France a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, le Crédit Agricole Centre France provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

À compter de l'exercice 2021, le Crédit Agricole Centre France applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19). Les impacts sur le niveau de la dette actuarielle s'élèvent à 406 milliers d'euros (comme présenté en Note 16 des états financiers).

L'impact de première application est comptabilisé en contrepartie du Report à Nouveau (Cf. Note 19 portant sur les capitaux propres) : il s'élève à 406 milliers d'euros en contrepartie de 288 milliers d'euros en termes de provisions pour engagements de retraite (Cf. Note 14 Provisions) et de 118 milliers d'euros au titre des excédents d'actif de régime (Cf. Note 8 Comptes de régularisation et actifs divers).

Le Crédit Agricole Centre France a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation. Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Le Crédit Agricole Centre France a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de

cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Les différents régimes à prestations définies dont fait bénéficier la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre France sont les suivants :

- la Caisse Régionale, selon la convention collective, verse à ses salariés une indemnité de fin de carrière fonction de leur rémunération et de leur ancienneté. Cet avantage est évalué par un actuair. L'engagement total de 20 584 milliers d'euros est couvert par un fonds complété d'une provision de 1 106 milliers d'euros ;
- la médaille d'honneur agricole fait également l'objet d'une provision couvrant l'ensemble des engagements de 2 021 milliers d'euros ;
- les engagements en matière de complémentaire retraite s'élèvent à 29 081 milliers d'euros.

PLANS DE RETRAITE - RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, le Crédit Agricole Centre France n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes du Crédit Agricole Centre France.

2.14 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Le Crédit Agricole Centre France a signé avec Crédit Agricole SA une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, le Crédit Agricole Centre France constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit : analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	40 338				40 338	1	40 339	18 948
à terme	35 703	64 002		86 081	185 786	118	185 904	158 364
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée						625	625	1 345
Prêts subordonnés				170	170		170	191
Total	76 041	64 002		86 251	226 294	744	227 038	178 848
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							227 038	178 848
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	1 360 174				1 360 174	13	1 360 187	1 230 389
Comptes et avances à terme	585	6 563	168 617	57 263	233 028	33 306	266 334	487 270
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	1 360 759	6 563	168 617	57 263	1 593 202	33 319	1 626 521	1 717 659
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							1 626 521	1 717 659
TOTAL							1 853 559	1 896 507

Commentaires

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 170 milliers d'euros.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse Régionale auprès de Crédit Agricole SA dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 - Opérations avec la clientèle

Au 31 décembre 2021, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'État (PGE) accordés par le Crédit Agricole Centre France s'élève à 396 472 milliers d'euros.

4.1 Opérations avec la clientèle : analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	11 718	52			11 770		11 770	10 046
Autres concours à la clientèle	946 280	1 877 262	6 483 669	9 130 232	18 437 443	43 757	18 481 200	17 258 911
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	114 270				114 270	1 011	115 281	108 797
Dépréciations							- 204 303	- 217 004
VALEUR NETTE AU BILAN							18 403 948	17 160 750

Commentaires

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 753 milliers d'euros. Parmi les créances sur la clientèle 7 321 893 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2021 contre 6 916 388 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 65 975 milliers au 31 décembre 2021 d'euros contre 67 957 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

4.2 Opérations avec la clientèle : analyse par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France (y compris DOM-TOM)	18 497 251	17 277 579
Autres pays de l'U.E.	24 480	26 806
Autres pays d'Europe	16 408	8 507
Amérique du Nord	3 297	3 280
Amérique Centrale et du Sud	1 880	1 087
Afrique et Moyen-Orient	10 294	10 528
Asie et Océanie (hors Japon)	8 797	6 997
Japon	1 075	1 122
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	18 563 482	17 335 906
Créances rattachées	44 768	41 848
Dépréciations	- 204 303	- 217 004
VALEUR NETTE AU BILAN	18 403 947	17 160 750

Dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou Livre Sterling - GBP

4.3 Opérations avec la clientèle : encours douteux et dépréciations par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021					31.12.2020				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	18 541 943	320 454	147 702	- 203 624	- 115 070	17 319 336	321 998	159 554	- 216 267	- 125 439
Autres pays de l'U.E.	24 511	231	151	- 185	- 102	26 845	373	178	- 251	- 120
Autres pays d'Europe	16 436	283	137	- 142	- 81	8 527	224	132	- 150	- 89
Amérique du Nord	3 299	4	1	- 2	- 1	3 285	2	1	- 1	- 1
Amérique Centrale et du Sud	1 881					1 088				
Afrique et Moyen-Orient	10 302	550	215	- 350	- 136	10 548	492	321	- 331	- 216
Asie et Océanie (hors Japon)	8 802					7 002	7	6	- 4	- 4
Japon	1 076					1 123				
Non ventilés et organismes internationaux										
TOTAL	18 608 251	321 522	148 206	- 204 303	- 115 390	17 377 754	323 096	160 192	- 217 004	- 125 869

Dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou Livre Sterling – GBP

4.4 Opérations avec la clientèle : analyse par agents économiques

(en milliers d'euros)	31.12.2021					31.12.2020				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	9 579 413	101 671	40 840	- 57 206	- 27 184	8 846 985	102 734	41 914	- 61 180	- 27 408
Agriculteurs	1 927 615	87 324	41 398	- 54 439	- 35 485	1 920 845	89 833	47 904	- 62 735	- 42 491
Autres professionnels	2 251 081	56 739	31 573	- 36 365	- 23 164	2 122 348	53 500	31 481	- 35 787	- 22 122
Clientèle financière	473 953	12 639	8 227	- 9 301	- 7 563	420 462	11 871	8 723	- 8 642	- 7 962
Entreprises	2 633 287	61 715	25 676	- 45 961	- 21 517	2 356 872	57 244	24 915	- 41 559	- 20 631
Collectivités publiques	1 459 059	453		- 344		1 456 224	6 200	4 881	- 6 127	- 4 881
Autres agents économiques	283 843	981	492	- 687	- 477	254 018	1 714	374	- 974	- 374
TOTAL	18 608 251	321 522	148 206	- 204 303	- 115 390	17 377 754	323 096	160 192	- 217 004	- 125 869

Note 5 - Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

(en milliers d'euros)	31.12.2021					31.12.2020
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				1 790 030	1 790 030	1 639 853
dont surcote restant à amortir				252 584	252 584	236 981
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				27 842	27 842	25 419
Dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN				1 817 872	1 817 872	1 665 272
Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾ :						
Émis par organismes publics				2 259	2 259	2 144
Autres émetteurs		11 163		565 217	576 380	530 945
dont surcote restant à amortir				1 411	1 411	354
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		18		497	515	706
Dépréciations		- 24			- 24	- 23
VALEUR NETTE AU BILAN		11 157		567 973	579 130	533 772
Actions et autres titres à revenu variable		746 635			746 635	149 300
Créances rattachées						
Dépréciations		- 3 090			- 3 090	- 5 765
VALEUR NETTE AU BILAN		743 545			743 545	143 535
TOTAL		754 702		2 385 845	3 140 547	2 342 579
Valeurs estimatives		844 234		2 498 006	3 342 240	2 637 591

(1) dont 82 263 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2021 et 82 263 milliers d'euros au 31 décembre 2020

Transferts de titres en cours d'exercice :

La Caisse Régionale Centre France n'a pas réalisé de transfert de titres en 2021.

89 549 milliers d'euros au 31 décembre 2021, contre 33 577 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

Le montant des cessions de titres d'investissement :

En 2021, La Caisse Régionale Centre France n'a pas cédé de titres d'investissement avant échéance.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 140 501 milliers d'euros au 31 décembre 2021, contre 287 561 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à

Le montant des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics s'élève à 149 766 milliers d'euros.

5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Administration et banques centrales (y compris États)	2 259	2 144
Établissements de crédit	27 407	47 090
Clientèle financière	1 046 751	507 686
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	248 857	125 469
Divers et non ventilés		
Total en principal	1 325 274	682 389
Créances rattachées	515	706
Dépréciations	- 3 114	- 5 788
VALEUR NETTE AU BILAN	1 322 675	677 307

5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(en milliers d'euros)	31.12.2021				31.12.2020			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	578 639	1 790 030	746 635	3 115 304	533 089	1 639 853	149 300	2 322 242
dont titres cotés	118 816	1 790 030	153 785	2 062 631	73 381	1 639 853	100 531	1 813 765
dont titres non cotés ⁽¹⁾	459 823		592 850	1 052 673	459 708		48 769	508 477
Créances rattachées	515	27 842		28 357	706	25 419		26 125
Dépréciations	- 24		- 3 090	- 3 114	- 23		- 5 765	- 5 788
VALEUR NETTE AU BILAN	579 130	1 817 872	743 545	3 140 547	533 772	1 665 272	143 535	2 342 579

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

OPC français 582 076 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 564 111 milliers d'euros).

OPC étrangers 9 702 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 9 702 milliers d'euros).

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2021 :

(en milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires		
OPC obligataires	501 038	502 921
OPC actions	570	742
OPC autres	90 171	119 777
TOTAL	591 779	623 440

5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	26 009	10 050	82 758	459 822	578 639	515	579 154	533 795
Dépréciations							- 24	- 23
VALEUR NETTE AU BILAN	26 009	10 050	82 758	459 822	578 639	515	579 130	533 772
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute		60 376	252 509	1 477 145	1 790 030	27 842	1 817 872	1 665 272
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN		60 376	252 509	1 477 145	1 790 030	27 842	1 817 872	1 665 272

5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DOM-TOM)	1 536 568		1 399 688	
Autres pays de l'U.E.	832 101		772 245	
Autres pays d'Europe			1 009	
Amérique du Nord				
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	2 368 669		2 172 942	
Créances rattachées	28 357		26 125	
Dépréciations	- 24		- 23	
VALEUR NETTE AU BILAN	2 397 002		2 199 044	

Note 6 - Titres de participation et de filiales

2021											
INFORMATION FINANCIÈRES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Devises	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaire hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
(en milliers d'euros)					Brutes	Nettes					
PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE L'ENTITÉ											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (détail)					31 363	31 363					
SA Banque Chalus	eur	24 345	41 130	100,00 %	31 363	31 363			15 785	1 602	
Participation dans des établissements de crédit (détail)					1 881 055	1 881 055	33 919				
SAS Rue La Boétie	eur	2 744 903	15 406 729	4,79 %	1 064 727	1 064 727	33 919			- 3 980	41 249
Snc Sacam Mutualisation	eur	18 556 677	10 065	4,40 %	816 328	816 328			274 090	271 332	9 943
Autres parts dans les entreprises liées (détail)					142 270	126 076	2 270				
SA Sacam Centre	eur	3 162	- 1 505	65,25 %	2 097	1 084			6	- 1 776	
S CI Colonel Moll	eur	8 265	356	99,99 %	8 186	8 186			485	22	
S CI Michelet	eur	5 257	571	99,99 %	5 504	5 504	350		450	174	
S CI Vincennes	eur	3 069	2 357	99,99 %	4 963	4 963	530		535	208	
SAS CACF Développement	eur	73 500	- 1 048	100,00 %	73 259	73 259			404	- 1 006	
SAS CACF Immobilier	eur	15 000	-29 530	100,00 %	15 000				42	- 705	
SAS Stade République	eur	6 188	266	100,00 %	6 188	6 188			439	171	161
SAS CACF Participation Régionales	eur	4 158	85	100,00 %	4 248	4 248			62	55	51
Crédit CACF Capital innovation	eur	2 500	- 263	100,00 %	2 500	2 319			17	- 267	
VILLAGE BY CA CENTRE FRANCE	eur	1 500	- 493	100,00 %	1 500	1 500			40	- 493	
SCI FONTMAURE	eur	7 920		100,00 %	7 920	7 920					
SNC Investissement Fonciers	eur	900	8 801	100,00 %	10 905	10 905	1 390		228	- 433	
Autres titres de participations (détail)					135 025	114 079	16 365				
SAS Sacam Développement	eur	725 471	69 308	4,79 %	34 991	34 991	16 385		72 678	61 885	959
SAS Sacam International	eur	522 023	- 38 777	3,88 %	34 908	18 315			152	- 102 179	
SAS Sacam Fireca	eur	55 594	- 4 958	3,40 %	3 152	1 720				2 110	
SAS Sacam Participations	eur	62 558	19 433	3,27 %	2 369	2 369			3 581	2 334	
SAS Sacam Avenir	eur	217 698	- 232	2,98 %	11 200	8 279				- 28	
SAS SACAM IMMOBILIER	eur	173 273	14 605	4,13 %	6 048	6 048			5 350	5 359	165
SAS C2MS	eur	53 053	3 255	3,31 %	1 755	1 755			187 655	3 254	
SAS CARIOU HOLDING	eur	70 000	1 241	25,71 %	18 237	18 237			3750	2 945	
SA CAPS (EX CT CAM)	eur	511	35 468	2,31 %	1 131	1 131			81 454	107	14
SAS DELTA	eur	79 550	- 1 731	3,81 %	3 033	3 033				- 28	
SAS Gds Crus Invest.	eur	44 992	34 078	4,11 %	1 482	1 482			541	15 974	
CA SERVICES IMMOBILIERS	eur			5,94 %	6 911	6 911					
Certificats d'associés	eur				9 808	9 808					
PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFÉRIEUR À 1% DU CAPITAL DE L'ENTITÉ											
- Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit	eur										
- Participations dans des établissements de crédits (ensemble)	eur										
- Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)	eur				5 405	4 508	15 767				
- Autre titres de participations (ensemble)	eur				9 242	7 981	230				235
TOTAL PART DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS					2 204 360	2 165 062	68 551				235

6.1 Valeur estimative des titres de participation

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	179 036	192 148	160 779	163 549
Titres cotés				
Avances consolidables	18 037	18 037	37 902	23 477
Créances rattachées				
Dépréciations	- 17 091		- 31 171	
VALEUR NETTE AU BILAN	179 982	210 185	167 510	187 026
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	2 015 511	2 726 605	1 938 819	2 612 430
Titres cotés				
Avances consolidables	51 389	50 514	70 412	70 412
Créances rattachées	236	236	233	233
Dépréciations	- 23 081		- 21 668	
Sous-total titres de participation ⁽¹⁾	2 044 055	2 777 355	1 987 796	2 683 075
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	9 808	9 808	7 823	7 823
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme	9 808	9 808	7 823	7 823
VALEUR NETTE AU BILAN	2 053 863	2 787 163	1 995 619	2 690 898
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	2 233 845	2 997 348	2 163 129	2 877 924

(1) Dont SAS Rue La Boétie et Sacam Mutualisation pour 2 576 millions d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	2 204 355		2 107 421	
Titres cotés				
TOTAL	2 204 355		2 107 421	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7 - Variation de l'actif immobilisé

Immobilisations financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	01.01.2021	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements ⁽¹⁾	31.12.2021
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	160 779	38 931	- 20 674		179 036
Avances consolidables	37 902	19 789	- 39 654		18 037
Créances rattachées					
Dépréciations	- 31 171	- 28 533	42 613		- 17 091
VALEUR NETTE AU BILAN	167 510	30 187	-17 715		179 982
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 938 819	76 937	- 245		2 015 511
Avances consolidables	70 412	1 126	- 20 149		51 389
Créances rattachées	233			3	236
Dépréciations	- 21 668	- 1 475	62		- 23 081
Sous-total titres de participation	1 987 796	76 588	- 20 332	3	2 044 055
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	7 823	1 985			9 808
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	7 823	1 985			9 808
VALEUR NETTE AU BILAN	1 995 619	78 573	- 20 332	3	2 053 863
TOTAL	2 163 129	108 760	- 38 047	3	2 233 845

(1) La rubrique « autres mouvements » présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	01.01.2021	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31.12.2021
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	330 055	50 906	- 2 578		378 383
Amortissements et dépréciations	- 196 462	- 15 826	1 687		- 210 601
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					- 17 091
VALEUR NETTE AU BILAN	133 593	35 080	-891		167 782
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	11 879		- 273		11 606
Amortissements et dépréciations	- 10 957	-3			- 10 960
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	922	- 3	- 273		646
TOTAL	134 515	35 077	- 1 164		168 428

Note 8 - Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Autres actifs ⁽¹⁾		
Instruments conditionnels achetés	126	
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers ⁽²⁾	317 398	411 886
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	418	136
VALEUR NETTE AU BILAN	317 942	412 022
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	7 481	3 309
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	315	23
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	3	44
Charges constatées d'avance	529	320
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	7 010	5 742
Autres produits à recevoir	103 121	70 192
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	9 348	3 815
VALEUR NETTE AU BILAN	127 807	83 445
TOTAL	445 749	495 467

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 2 637 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

La modification de la recommandation 2013-02 portant sur le calcul des engagements de retraite et avantages similaires permet l'alignement du traitement comptable dans les comptes individuels sur celui appliqué dans les comptes consolidés consécutivement à la décision de l'IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies. Ce choix d'alignement a été retenu par le Crédit Agricole Centre France et a eu pour conséquence d'augmenter le niveau des comptes de régularisation et actifs divers de 406 milliers d'euros.

Si cette modification avait été prise en compte en 2020, le niveau des provisions pour engagements de retraite et assimilés aurait été estimé à 808 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 1 095 milliers d'euros présenté dans le tableau de la note 14.

Note 9 - Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(en milliers d'euros)	Solde au 01.01.2021	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31.12.2021
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	217 004	56 636	- 68 349	- 988		204 303
Sur opérations sur titres	5 788	3 052	- 5 726			3 114
Sur valeurs immobilisées	57 075	30 008	- 42 819			44 264
Sur autres actifs	272	170				442
TOTAL	280 139	89 866	- 116 894	- 988		252 123

Note 10 - Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
à vue	7 960				7 960	8	7 968	10 065
à terme	3 000	6 818	45 441	229 996	285 255	1 682	286 937	281 548
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée	149 766				149 766		149 766	624 526
VALEUR NETTE AU BILAN	160 726	6 818	45 441	229 996	442 981	1 690	444 671	916 139
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	49 771				49 771	17	49 788	9 342
Comptes et avances à terme	1 619 689	3 561 088	6 053 963	648 741	11 883 481	1 851	11 885 332	10 375 060
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR NETTE AU BILAN	1 669 460	3 561 088	6 053 963	648 741	11 933 252	1 868	11 935 120	10 384 402
TOTAL	1 830 186	3 567 906	6 099 404	878 737	12 376 233	3 558	12 379 791	11 300 541

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole SA et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse Régionale [Cf. Cadre Juridique et Financier].

Note 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

11.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	7 935 499				7 935 499	28	7 935 527	7 155 220
Comptes d'épargne à régime spécial :	108 526				108 526		108 526	93 499
à vue	108 526				108 526		108 526	93 499
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	431 420	82 638	356 322	252 718	1 123 098	3 318	1 126 416	1 135 180
à vue	11 990				11 990		11 990	13 637
à terme	419 430	82 638	356 322	252 718	1 111 108	3 318	1 114 426	1 121 543
Valeurs données en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	8 475 445	82 638	356 322	252 718	9 167 123	3 346	9 170 469	8 383 899

11.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Particuliers	4 456 322	4 189 333
Agriculteurs	745 173	718 628
Autres professionnels	607 679	546 526
Clientèle financière	305 408	204 893
Entreprises	2 598 856	2 300 145
Collectivités publiques	17 084	16 181
Autres agents économiques	436 601	404 192
Total en principal	9 167 123	8 379 898
Dettes rattachées	3 346	4 001
VALEUR AU BILAN	9 170 469	8 383 899

Note 12 - Dettes représentées par un titre

Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables	500	1 000	19 600		21 100	761	21 861	24 751
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
VALEUR NETTE AU BILAN	500	1 000	19 600	252 718	21 100	761	21 861	24 751

Note 13 - Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Autres passifs ⁽¹⁾		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	126	5
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	132 249	128 336
Versements restant à effectuer sur titres	7 124	7 086
VALEUR AU BILAN	139 499	135 427
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	43 600	56 870
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	342	37
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	4 705	8 242
Produits constatés d'avance	96 890	78 709
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	8 643	8 385
Autres charges à payer	113 365	131 876
Autres comptes de régularisation	6 137	3 436
VALEUR AU BILAN	273 682	287 555
TOTAL	413 181	422 982

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 14 - Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 01.01.2021	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31.12.2021
Provisions pour engagements de retraite et assimilés ⁽⁶⁾	1 096	357		- 59	- 288	1 106
Provisions pour autres engagements sociaux	2 065	45		- 88		2 022
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	31 829	81 343		- 82 429		30 743
Provisions pour litiges fiscaux ⁽¹⁾	175	161	- 224			112
Provisions pour autres litiges	2 549	834	- 191	- 533		2 659
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit ⁽²⁾	114 260	409 909		- 392 647		131 522
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts ⁽³⁾	5 501		- 13	- 84		5 404
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels ⁽⁴⁾	13 101	3 043		- 17		16 127
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement ⁽⁵⁾	43 791			- 4 191		39 600
Autres provisions	11 990	2 405	- 1 653	- 2 697		10 045
VALEUR AU BILAN	226 357	498 097	- 2 081	- 482 745	- 288	239 340

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale.

(4) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(5) Cf note 15 ci-après.

(6) Impact estimé de la modification de la recommandation 2013-02 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies.

Au 1^{er} janvier 2020, l'impact sur les engagements sociaux (retraites) aurait été de 288 milliers d'euros.

Note 15 - Épargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	207 685	173 103
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 265 884	2 200 789
Ancienneté de plus de 10 ans	1 847 970	1 895 333
Total plans d'épargne-logement	4 321 539	4 269 225
Total comptes épargne-logement	477 492	475 105
TOTAL ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	4 799 030	4 744 330

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.
Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Plans d'épargne-logement	930	1 366
Comptes épargne-logement	3 158	5 211
TOTAL ENCOURS DE CRÉDIT EN VIE OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	4 088	6 577

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	223	149
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	19 929	23 400
Ancienneté de plus de 10 ans	19 448	20 242
Total plans d'épargne-logement	39 600	43 791
Total comptes épargne-logement		
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	39 600	43 791

(en milliers d'euros)	01.01.2021	Dotations	Reprises	31.12.2021
Plans d'épargne-logement	43 791		4 191	39 600
Comptes épargne-logement				
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT	43 791	0	4 191	39 600

Note 16 - Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Définitions

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations

définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

Variations de la dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dette actuarielle à l'ouverture	51 092	51 895
Coût des services rendus sur l'exercice	3 637	2 803
Coût financier	186	501
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		- 3 124
Variation de périmètre	- 92	- 263
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	- 2 905	- 2 363
(Gains) / pertes actuariels	- 1 847	1 643
Autres mouvement	- 406	
DETTE ACTUARIELLE A LA CLÔTURE	49 665	51 092

La modification de la recommandation 2013-02 portant sur le calcul des engagements de retraite et avantages similaires permet l'alignement du traitement comptable dans les comptes individuels sur celui appliqué dans les comptes consolidés consécutivement à la décision de l'IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies. Ce choix d'alignement a été retenu par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre France et a pour conséquence de réduire de 406 milliers d'euros le niveau de la

dette actuarielle présentée au 1^{er} janvier 2021, faisant ressortir une position active de 288 milliers d'euros, et d'augmenter les capitaux propres au 1^{er} janvier 2021 par le biais du report à nouveau de 406 milliers d'euros.

Si cette modification avait été prise en compte en 2020, le niveau des engagements sociaux aurait été estimé à 808 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 1 095 milliers d'euros présenté dans le tableau ci-dessus.

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Coût des services rendus	3 637	2 803
Coût financier	186	501
Rendement attendu des actifs	- 84	- 282
Coût des services passés		- 3 124
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	709	707
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	- 760	2 449
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	3 688	3 054

Variations de juste valeur des actifs des régimes

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	44 316	43 221
Rendement attendu des actifs	84	282
Gains / (pertes) actuariels	789	608
Cotisations payées par l'employeur	2 026	1 600
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	- 92	- 263
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	- 1 659	- 1 132
Autres mouvements		
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLÔTURE	45 464	44 316

Composition des actifs des régimes

Le Crédit Agricole Centre France a souscrit plusieurs polices d'assurance en couverture de ses engagements.

La composition des actifs au 31 décembre 2021 est la suivante :

- obligations 80,20 % ;
- actions 12,10 % ;
- immobilier 7,70 % ;

Variations de la provision

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dette actuarielle à la clôture	- 49 665	- 51 092
Impact de la limitation d'actifs	- 2 353	- 3 112
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	5 448	8 793
Juste valeur des actifs fin de période	45 464	44 316
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLÔTURE	- 1 106	- 1 095

Rendement des actifs des régimes

Le rendement effectif des actifs des régimes est de 1,28 %.

Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2021, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 3,74 % ;
- une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 3,98 %.

Note 17 - Fonds pour risques bancaires généraux

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Fonds pour risques bancaires généraux	287 892	257 892
VALEUR AU BILAN	287 892	257 892

Note 18 - Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021							31.12.2020
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				128 223	128 223	209	128 432	110 353
Dépôts de garantie à caractère mutuel				1 146	1 146		1 146	1 146
VALEUR AU BILAN				129 369	129 369	209	129 578	111 499

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Commentaires

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 378 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 350 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Note 19 - Variation des capitaux propres (avant répartition)

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Écarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Solde au 31.12.2019	145 932	2 023 182	56 040	1 072 616			136 783	3 434 553
Dividendes versés au titre de 2019							- 12 015	- 12 015
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social 2019		93 576		31 192			- 124 768	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice 2020							130 092	130 092
Autres variations								
Solde au 31.12.2020	145 932	2 116 758	56 040	1 103 808			130 092	3 552 630
Dividendes versés au titre de 2020							- 11 504	- 11 504
Variation de capital	- 1							- 1
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social 2020		88 941		29 647			- 118 588	
Report à nouveau				406				406
Résultat de l'exercice 2021							141 988	141 988
Autres variations								
Solde au 31.12.2021	145 931	2 205 699	56 040	1 133 861			141 988	3 683 519

Commentaires

Les primes et autres réserves comprennent :

- 84 340 milliers d'euros de primes de fusion ;
- 281 956 milliers d'euros de primes d'émission de Certificats Coopératifs d'Association souscrit par Sacam Mutualisation ;
- 823 199 milliers d'euros d'autres réserves ;
- 406 milliers d'euros de Report à nouveau dont 406 milliers d'euros relatif à l'impact de l'application de la modification de la recommandation 2013-02 du 5 novembre 2021 portant sur le calcul des engagements de retraite et avantages similaires.

Nombre de PS : 7 296 321 valeur nominale : 15 €.

Nombre de CCA public : 0.

Nombre de CCA SACAM MUTUALISATION : 2 432 229 valeur nominale : 15 €.

Note 20 - Composition des capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Capitaux propres hors FRBG	3 683 519	3 552 630
Fonds pour risques bancaires généraux	287 892	257 892
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3 971 411	3 810 522

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 128 432 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 110 353 milliers d'euros au 31 décembre 2020 ; le montant des dépôts de garantie à caractère mutuel s'élève à 1 146 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 1 146 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Note 21 - Opérations effectuées en devises

Contributions par devise au bilan

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	26 323 260	26 024 812	24 378 399	23 968 261
Autres devises de l'Union Européenne			103	103
Franc Suisse	142	142	136	136
Dollar	18 833	18 833	15 073	15 073
Yen				
Autres devises	288	288	567	567
Valeur brute	26 342 523	26 044 075	24 394 278	23 984 140
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	235 232	281 556	166 413	296 411
Dépréciations	- 252 124		- 280 140	
TOTAL	26 325 631	26 325 631	24 280 551	24 280 551

Dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou en Livre Sterling-GBP

Note 22 - Opérations de change, prêts et emprunts en devises

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
Opérations de change au comptant				
- Devises				
- Euros				
Opérations de change à terme	24 149	24 137	21 520	21 490
- Devises	12 231	12 231	10 375	10 375
- Euros	11 918	11 906	11 145	11 115
Prêts et emprunts en devises				
TOTAL	24 149	24 137	21 520	21 490

Note 23 - Opérations sur instruments financiers à terme

	31.12.2021			31.12.2020
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Opérations fermes	4 563 140	232 663	4 795 803	4 172 558
Opérations sur marchés organisés ⁽¹⁾				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré ⁽¹⁾	4 563 140	232 663	4 795 803	4 172 558
Swaps de taux d'intérêt	4 563 140	231 700	4 794 840	4 172 558
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
F.R.A.				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		963	963	
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles	198	85 140	85 338	43 879
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré	198	85 140	85 338	43 879
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		19 290	19 290	11 001
Vendus	198	19 290	19 488	11 286
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		23 280	23 280	10 796
Vendus		23 280	23 280	10 796
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
TOTAL	4 563 338	317 803	4 881 141	4 216 437

⁽¹⁾ Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

23.2 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

	Total 31.12.2021			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Futures									
Options de change	46 560			46 560					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 509 237	1 520 257	1 765 346	1 509 237	1 520 257	1 765 346			
Caps, Floors, Collars		38 778			38 778				
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		963			963				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 555 797	1 559 998	1 765 346	1 555 797	1 559 998	1 765 346			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	47 411	875		47 411	875				
Sous total	47 411	875		47 411	875				
TOTAL	1 603 208	1 560 873	1 765 346	1 603 208	1 560 873	1 765 346			

	Total 31.12.2020			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Futures									
Options de change	21 592			21 592					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	608 930	1 978 484	1 585 144	608 930	1 978 484	1 585 144			
Caps, Floors, Collars		22 287			22 287				
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	630 522	2 000 771	1 585 144	630 522	2 000 771	1 585 144			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	40 398	2 611		40 398	2 611				
Sous total	40 398	2 611		40 398	2 611				
TOTAL	670 920	2 003 382	1 585 144	670 920	2 003 382	1 585 144			

23.3 Instruments financiers à terme : juste valeur

(en milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31.12.2021	Juste Valeur Négative au 31.12.2021	Encours Notionnel au 31.12.2021	Juste Valeur Positive au 31.12.2020	Juste Valeur Négative au 31.12.2020	Encours Notionnel au 31.12.2020
Futures						
Options de change	73	73	46 560	255	260	21 592
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	53 950	145 138	4 794 840	55 067	230 470	4 172 558
Caps, Floors, Collars	154	54	38 778	35	31	22 287
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices			963			
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	54 177	145 265	4 881 141	55 357	230 761	4 216 437
Swaps de devises						
Opérations de change à terme			48 286			43 009
Sous total			48 286			43 009
TOTAL	54 177	145 265	4 929 427	55 357	230 761	4 259 446

23.4 Information sur les Swaps

Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt

(en milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux	231 700	423 140	4 140 000	

Transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille

Le Crédit Agricole Centre France n'a pas opéré en 2021 de transfert de swap entre deux catégories.

Note 24 - Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

Principe

Une limite globale interne de risques interbancaires est déterminée en fonction des Fonds Propres de la Caisse Régionale, elle représente la perte maximum qu'elle s'autorise sur chaque contrepartie.

Fixation des limites par contrepartie

Les limites par contrepartie sont fixées en montant et en durée, proportionnellement aux fonds propres (de la Caisse Régionale et de la contrepartie) et font l'objet d'une révision au minimum annuelle.

La durée maximum des engagements est définie pour chaque contrepartie en fonction de son niveau de rating et de la nature de son activité.

Consommation des limites d'engagement par contrepartie

Le risque est analysé mensuellement, la méthode de

suivi tient compte de l'encours de risques valorisé aux conditions de marché augmenté d'un coefficient multiplicateur.

Au 31 décembre 2021, la valeur de marché de ces instruments, après prise en compte des effets de la collatéralisation, s'élève à 14,83 millions d'euros. Elle se décompose de la façon suivante par types de contreparties :

- établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 2,70 millions d'euros ;
- autres contreparties (clients) : 12,13 millions d'euros.

Le risque de crédit potentiel estimé sur la base des facteurs de majoration réglementaires s'élève à 34,27 millions d'euros répartis de la façon suivante par types de contreparties :

- établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 33,09 millions d'euros ;
- autres contreparties (clients) : 1,18 millions d'euros.

Note 25 - Engagements de financement et de garantie et autres garanties

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Engagements donnés		
Engagements de financement	2 358 699	2 309 425
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 358 699	2 309 425
Ouverture de crédits confirmés	1 044 360	1 053 860
Ouverture de crédits documentaires	9 709	2 781
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 034 651	1 051 079
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 314 339	1 255 565
Engagements de garantie	762 313	857 682
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	27 738	296 778
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties ⁽¹⁾	27 738	296 778
Engagements d'ordre de la clientèle	734 575	560 904
Cautions immobilières	34 050	34 405
Autres garanties d'ordre de la clientèle	700 525	526 499
Engagements sur titres	4 060	3 086
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	4 060	3 086

Engagements reçus		
Engagements de financement	22 861	19 936
Engagements reçus d'établissements de crédit	22 861	19 936
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	7 066 738	6 434 796
Engagements reçus d'établissements de crédit	424 102	393 802
Engagements reçus de la clientèle	6 642 636	6 040 994
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	618 011	655 472
Autres garanties reçues	6 024 625	5 385 522
Engagements sur titres	4 060	3 086
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	4 060	3 086

⁽¹⁾ dont, au 31 décembre 2020, 269 047 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch assurance suite à la résiliation anticipée partielle du 02 mars 2020 et néant au 31 décembre 2021 suite à la résiliation anticipée totale intervenue en 2021.

Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le Crédit Agricole Centre France a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'État français (PGE). Au 31 décembre 2021, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 355 855 milliers d'euros.

Note 26 - Actifs donnés et reçus en garantie

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2021, le Crédit Agricole Centre France a apporté 8 713 184 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 8 035 561 milliers d'euros en 2020. Le Crédit Agricole Centre France conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Centre France a apporté :

- 7 603 569 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole SA dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 6 829 580 milliers d'euros en 2020 ;
- 193 745 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole SA dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 214 511 milliers d'euros en 2020 ;
- 915 870 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole SA ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 991 469 milliers d'euros en 2020.

Note 27 - Engagements donnés aux entreprises liées

<i>(en milliers d'euros) au 31.12.2021</i>	CRÉANCES	DETTES	Engagements donnés	Facturations de prestations de services
SA Banque Chalus	91 000	198 427	20 155*	Facturation à la Banque Chalus des prestations 2021 pour 1 085 milliers d'euros HT
SAS CACF Immobilier				Facturation à la SAS CACF Immobilier des prestations 2021 pour 44 milliers d'euros HT
SNC CACF investissements fonciers (ex Allidomes)		1 390**		

* ces engagements donnés à la Banque Chalus concernent une garantie en risques sur les entreprises

** comptes courants d'associés

Note 28 - Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Sur opérations avec les établissements de crédit	5 110	5 854
Sur opérations internes au Crédit Agricole	50 651	35 368
Sur opérations avec la clientèle	300 005	296 520
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	25 247	28 142
Produit net sur opérations de macro-couverture		1 765
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	3	264
Intérêts et produits assimilés	381 016	367 913
Sur opérations avec les établissements de crédit	- 7 159	- 6 628
Sur opérations internes au Crédit Agricole	- 88 321	- 96 504
Sur opérations avec la clientèle	- 28 537	- 34 784
Charge nette sur opérations de macro-couverture	- 5 895	
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre	- 1 041	- 1 105
Autres intérêts et charges assimilées	- 169	- 139
Intérêts et charges assimilées	- 131 122	- 139 160
TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS ⁽¹⁾	249 894	228 753

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2021 est de 378 milliers d'euros, contre 350 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 29 - Revenus des titres à revenus variables

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	53 551	67 245
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1 431	1 009
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES	54 982	68 254

Note 30 - Produit net des commissions

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 035	- 90	945	352	- 118	234
Sur opérations internes au Crédit Agricole	28 793	- 38 728	- 9 935	30 455	- 30 345	110
Sur opérations avec la clientèle	64 629	- 1 822	62 807	64 603	- 1 513	63 090
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	136		136	156		156
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	29		29			
Sur prestations de services financiers ⁽¹⁾	177 895	- 12 355	165 540	158 911	- 10 912	147 999
Provision pour risques sur commissions	555	- 607	- 52	740	- 521	219
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	273 072	- 53 602	219 470	255 217	- 43 409	211 808

(1) dont prestations assurance-vie : 33 635 milliers d'euros.

Note 31 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Solde des opérations sur titres de transaction détenus à long terme		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	482	735
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	1 143	- 709
GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION	1 625	26

Note 32 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	- 3 052	- 2 532
Reprises de dépréciations	5 727	923
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	2 675	- 1 609
Plus-values de cession réalisées	5 292	498
Moins-values de cession réalisées	- 5 124	- 345
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	168	153
Solde des opérations sur titres de placement	2 843	- 1 456
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	2 843	- 1 456

Note 33 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits divers	10 308	12 941
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	156	302
Reprises provisions	155	319
Autres produits d'exploitation bancaire	10 619	13 562
Charges diverses	- 526	- 710
Quote part des opérations faites en commun	- 1 444	- 1 288
Refacturation et transfert de charges	- 36	
Dotations provisions	- 1 559	- 70
Autres charges d'exploitation bancaire	- 3 565	- 2 068
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	7 054	11 494

Note 34 - Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Frais de personnel		
Salaires et traitements	- 93 787	- 90 765
Charges sociales	- 47 026	- 46 273
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	- 10 151	- 10 220
Intéressement et participation	- 17 279	- 16 361
Impôts et taxes sur rémunérations	- 14 249	- 14 433
Total des charges de personnel	- 172 341	- 167 832
Refacturation et transferts de charges de personnel	2 078	1 943
Frais de personnel nets	- 170 263	- 165 889
Frais administratifs		
Impôts et taxes	- 5 514	- 7 665
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires ^{(1) (2)}	- 105 136	- 7 665
Total des charges administratives	- 110 650	- 112 917
Refacturation et transferts de charges administratives	126	78
Frais administratifs nets	- 110 524	- 112 839
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	- 280 787	- 278 728

(1) L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe Crédit Agricole Centre France.

(2) dont -49 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2021. La baisse de la cotisation au titre du FRU s'explique par des changements de base d'assiette de cotisation à compter de 2021.

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31.12.2021	31.12.2020
Cadres	528	513
Non cadres	1 782	1 747
Total de l'effectif moyen	2 309	2 260
Dont : - France	2 309	2 260
- Étranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Rémunération globale des dirigeants et administrateurs : 3 150 997 € au titre de 2021

Note 35 - Coût du risque

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dotations aux provisions et dépréciations	- 549 231	- 483 800
Dépréciations de créances douteuses	- 55 060	- 73 731
Autres provisions et dépréciations	- 494 171	- 410 069
Reprises de provisions et dépréciations	544 178	492 932
Reprises de dépréciations de créances douteuses ⁽¹⁾	67 261	94 438
Autres reprises de provisions et dépréciations ⁽²⁾	476 917	398 494
Variation des provisions et dépréciations	- 5 053	9 132
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées ^{(3) (3bis)}	- 867	- 3 884
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées ⁽⁴⁾	- 10 773	- 35 126
Décote sur prêts restructurés	- 677	- 976
Récupérations sur créances amorties	162	3 984
Autres pertes		
Autres produits ⁽⁵⁾		1 708
COÛT DU RISQUE	- 17 208	- 25 162

(1) dont 431 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 988 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.
(2) dont 81 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) dont 20 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.
(3 bis) au 31/12/2020 dont 1 708 milliers d'euros relatifs à l'appel de la garantie Switch Assurance versée à Crédit Agricole SA pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels. Néant au 31.12.2021.

(4) dont 10 342 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(5) au 31/12/2020 dont 1 708 milliers d'euros relatifs au retour à meilleure de la garantie Switch Assurance, reçus de Crédit Agricole SA suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole SA dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels. Néant au 31.12.2021.

L'impact global, au regard des notes (3 bis) et (5), est par conséquent neutre au niveau du coût du risque.

Note 36 - Résultat net sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	- 30 009	- 9 463
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	- 30 009	- 9 463
Reprises de dépréciations	42 675	2 074
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	42 675	2 074
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	12 666	- 7 389
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	12 666	- 7 389
Plus-values de cessions réalisées	220	3 413
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	220	3 413
Moins-values de cessions réalisées	- 13 825	- 2 074
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	- 13 825	- 2 074
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	- 13 605	1 339
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	- 13 605	1 339
Solde en perte ou en bénéfice	- 939	- 6 050
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	1 662	182
Moins-values de cessions	- 421	- 105
Solde en perte ou en bénéfice	1 241	77
RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	302	- 5 973

Note 37 - Impôt sur les bénéfices

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANT 2021	MONTANT 2020
IS sur le résultat courant	50 734	50 253
IS provisionné	- 232	142
Charge fiscale	50 502	50 395

Note 38 - Informations relatives aux résultats des activités bancaires

La quasi-totalité de l'activité du Crédit Agricole Centre France est exercée en France dans la banque de proximité.

Note 39 - Affectation des résultats

<i>(en euros)</i>	
Résultat net 2021	141 988 258,08
Report à nouveau	405 973,00
Total à affecter	142 394 231,08
Intérêts aux parts et CCA	12 404 328,30
Réserves légales	97 492 427,09
Réserves facultatives et réglementées	32 497 475,69

Note 40 - Implantations dans des états ou territoires non coopératifs

Le Crédit Agricole Centre France ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un État ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

INFORMATIONS GÉNÉRALES



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Caisse Régionale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la Caisse Régionale des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225 31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

1. AVEC LA SAS RUE LA BOÉTIE

Personne concernée

M. Jean-Christophe Kiren, Directeur Général de votre Caisse Régionale jusqu'au 31 janvier 2022 et administrateur de la SAS Rue La Boétie.

Nature, objet et modalités

Convention d'avance en compte courant.

Votre Conseil d'administration a autorisé en date du 27 avril 2021 une convention d'avance en compte courant d'associé. Le montant total de l'avance consentie par votre Caisse Régionale s'élève à 41 649 500 € et a été intégralement remboursée au cours de l'exercice, dont 41 646 212,50 € via la souscription par compensation à l'augmentation du capital de la SAS Rue La Boétie du 20 juillet 2021.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la Caisse Régionale

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : la participation à l'avance en compte courant permettra de convertir l'avance en actions nouvelles lors de l'augmentation de capital de la SAS Rue La Boétie.

2. AVEC LA SOCIÉTÉ BANQUE CHALUS, DÉTENUE À 99,99 % PAR VOTRE CAISSE RÉGIONALE

> Personnes concernées

- M. Jean-Christophe Kiren, jusqu'au 31 janvier 2022 ;
- Mme Chantal Debost ;
- M. François Berthomier ;
- M. Fabrice Boureille ;
- M. Daniel Cretois ;
- M. Olivier Larue.

> Nature, objet et modalités

Convention de répartition de la marge d'intermédiation liée au TLTRO III.

Votre Conseil d'administration a autorisé en date du 29 janvier 2021 une convention de répartition de la marge d'intermédiation liée au TLTRO III. Le montant total de la répartition à la Banque Chalus de la quote-part de l'accroissement de la marge lui revenant s'est élevé à 624 500 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour votre Caisse Régionale

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : le financement à taux préférentiel de la BCE a permis de financer les PGE distribués tant par

votre Caisse Régionale que par la Banque Chalus. Votre Caisse Régionale restitue à la Banque Chalus la quote-part de l'accroissement de marge lui revenant.

Conventions autorisées et conclues depuis la clôture

Nous avons été avisés de la convention suivante, autorisée et conclue depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Avec M. Frédéric Baraut, Directeur Général de votre Caisse Régionale depuis le 1^{er} février 2022

Nature, objet et modalités

Convention de transfert et de suspension du contrat de travail autorisée par le Conseil d'administration du 28 janvier 2022.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour votre Caisse Régionale

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : mise en œuvre de la politique du groupe consistant à favoriser la promotion interne.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la SAS Rue La Boétie

Personne concernée

M. Jean-Christophe Kiren, Directeur Général de votre Caisse Régionale jusqu'au 31 janvier 2022 et administrateur de la SAS Rue La Boétie.

Nature et objet

Convention d'avance en compte courant.

Votre Conseil d'administration a autorisé en date du 11 décembre 2020 une convention d'avance en compte courant d'associé dont le montant total consenti s'élève désormais à 33 919 079,56 € au 31 décembre 2021.

Avec la S.N.C. Investissements Fonciers (anciennement Alli Dômes), société dont votre Caisse Régionale est le gérant et détient 99,99 % des parts

Personne concernée

Votre Caisse Régionale, gérant de la S.N.C. Investissements Fonciers représentée par M. Jean-Christophe Kiren, Directeur Général de votre Caisse Régionale jusqu'au 31 janvier 2022.

Nature et objet

Compte courant d'associé.

Au titre d'une convention autorisée par votre Conseil d'administration en 1993, votre Caisse Régionale détient un compte courant d'associé dans les livres de la S.N.C. Investissements Fonciers, sans rémunération.

Modalités

Au 31 décembre 2021, ce compte courant s'élevait à 1 390 000 €.

Avec la société Banque Chalus, détenue à 99,99 % par votre Caisse Régionale

Personnes concernées

- M. Jean-Christophe Kiren, jusqu'au 31 janvier 2022 ;
- Mme Chantal Debost ;
- M. François Berthomier ;
- M. Fabrice Boureille ;
- M. Daniel Cretois ;
- M. Olivier Larue.

a) Nature et objet

Convention de prestations de services.

Votre Conseil d'administration a autorisé en 1997 une convention de prestations de services, modifiée par des avenants en 1998, 1999 puis 2007, au titre de laquelle votre Caisse Régionale exécute pour le compte de la société Banque Chalus une mission dans le domaine de la gestion de trésorerie.

Modalités

Le montant des facturations relatives à ces prestations de services s'est élevé à 10 000 € hors taxes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

b) Nature et objet

Convention de groupement de fait.

Votre Conseil d'administration a autorisé en 2008 la mise en place d'une convention de groupement de fait, modifiée par un avenant en 2014, qui a pour objet de rendre des prestations dans le domaine des services bancaires, des opérations internationales, du recouvrement contentieux, du financier, du marketing et communication, des moyens généraux, de l'organisation, du contrôle permanent et des risques, et de l'informatique.

Modalités

Le montant des facturations relatives à cette convention de groupement de fait s'est élevé à 1 085 000 € hors taxes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

c) Nature et objet

Convention d'assistance.

Votre Conseil d'administration a autorisé en 1997 une convention d'assistance au titre de laquelle votre Caisse Régionale apporte à la société Banque Chalus l'appui nécessaire en termes de compétence, de savoir et de conseil.

Modalités

Le montant des facturations relatives à cette convention d'assistance s'est élevé à 15 000 € hors taxes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Avec la société CACF Immobilier, détenue à 100 % par votre Caisse Régionale

Personne concernée

M. Jean-Claude Mazza, président de la société CACF Immobilier et Directeur Général adjoint de votre Caisse Régionale.

Nature et objet

Au titre d'une convention autorisée par votre Conseil d'administration le 26 décembre 2005, votre Caisse Régionale apporte à la société CACF Immobilier l'appui nécessaire en termes de compétences, de savoir et de conseil.

Modalités

Le montant total des facturations et des produits à recevoir s'est élevé à 44 439,27 € hors taxes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Avec M. Jean-Christophe Kiren, Directeur Général de votre Caisse Régionale jusqu'au 31 janvier 2022

Nature et objet

Avenant à la convention de transfert et de suspension du contrat de travail.

Modalités

Par décision du 28 avril 2017 et sur instruction de l'organe central, votre Conseil d'administration a fait évoluer la convention précédemment approuvée le 27 novembre 2015, en précisant que ce sont les éléments de rémunération en tant que Directeur Général qui seraient pris en compte en cas de décès ou d'invalidité en cours de mandat.

Bordeaux et Paris-La Défense, le 9 mars 2022
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Antoine Priollaud

ERNST & YOUNG Audit



Digitally signed by
Luc Valverde
DN: cn=Luc Valverde,
email=luc.valverde@fr.ey.com
Date: 2022.03.09 18:41:14
+01'00'

Luc Valverde

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021)

À l'assemblée générale de la
Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre France
3, avenue de la Libération
63000 Clermont-Ferrand

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

DÉPRÉCIATION DES CRÉDITS SUR UNE BASE INDIVIDUELLE

Risque identifié

Du fait de son activité, votre caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédits sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (*stage 3*) sont dits dépréciés lorsque se sont produits un ou

plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.

Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre Caisse Régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 216 millions d'euros.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte de la crise liée au Covid-19, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse Régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par votre Caisse Régionale relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise sanitaire sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

RISQUE DE CRÉDIT ET ESTIMATION DES PERTES ATTENDUES SUR LES EXPOSITIONS N'ÉTANT PAS EN DÉFAUT

Risque identifié

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre Caisse Régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (*Expected Credit Losses* ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (*stage 1*) ; et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (*stage 2*).

Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre Caisse Régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.

Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2021, un montant de 154 millions d'euros comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :

- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte de la crise liée au Covid-19 en vigueur sur l'exercice 2021 ;
- l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan ainsi que du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (*Forward Looking* central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (*stages 1 et 2*).

Notre réponse

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du Groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre

des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :

- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
 - le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut *Loss Given Default* ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19 et les mesures de soutien à l'économie ;
 - la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
 - la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;
- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;
 - contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;
 - apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse Régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19 pour des portefeuilles d'encours ainsi que la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du *Forward Looking* ;
 - analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2021 ;
 - examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre France par votre assemblée générale du 27 mars 2009 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 1^{er} avril 2015 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la septième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était commissaires aux comptes de 2009 à 2014 et le cabinet ERNST & YOUNG Audit de 2003 à 2008.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations

nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant

d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

RAPPORT AU COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement

de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Bordeaux et à Paris-La Défense, le 9 mars 2022
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Antoine Priollaud

ERNST & YOUNG Audit



Luc.Valverde
Digitally signed by
Luc.Valverde
DN: cn=Luc.Valverde,
email=luc.valverde@fr.ey.com
Date: 2022.03.09 18:41:14
+01'00'

Luc Valverde

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021)

À l'assemblée générale de la
Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre France
3, avenue de la Libération
63000 Clermont-Ferrand

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse Régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.12 « Avantages au personnel postérieurs à l'emploi » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'impact du changement de méthode comptable relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires sur les comptes au 31 décembre 2021.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

DÉPRÉCIATION DES CRÉDITS SUR UNE BASE INDIVIDUELLE

Risque identifié

Du fait de son activité, votre Caisse Régionale est exposée à un risque significatif de crédits sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels, les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre Caisse Régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élève à 204,3 millions d'euros.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction dans le contexte de crise liée au Covid-19 pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse Régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par votre Caisse Régionale relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en

compte, le cas échéant, l'impact de la crise liée au Covid-19 sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;

- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

PROVISIONS SUR ENCOURS SAINS ET DÉGRADÉS

Risque identifié

Comme indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels, votre Caisse Régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (« *Forward Looking* ») appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre Caisse Régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.

Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 131,5 millions d'euros au 31 décembre 2021 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :

- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte de crise liée au Covid-19 au cours de l'exercice ;
- l'importance de ces provisions dans le bilan de votre Caisse Régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (*Forward Looking* central et local).

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre

demande par les auditeurs de la consolidation du Groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :

- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
- le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « *Loss Given Default* » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte de la crise liée à la Covid-19 et les mesures de soutien à l'économie ;
- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
- la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur.
- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse Régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans un contexte de crise liée au Covid-19 pour des portefeuilles d'encours ainsi que la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du « *Forward Looking* » ;
- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice ;
- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion

du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse Régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de Centre France par votre assemblée générale du 27 mars 2009 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 1^{er} avril 2015 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la septième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était commissaires aux comptes de 2009 à 2014 et le cabinet ERNST & YOUNG Audit de 2003 à 2008.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse Régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse Régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse Régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse Régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

RAPPORT AU COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE)

n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Bordeaux et à Paris-La Défense, le 9 mars 2022
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Antoine Priollaud

ERNST & YOUNG Audit



Luc.Valverde

Digitally signed by
Luc.Valverde
DN: cn=Luc.Valverde,
email=luc.valverde@fr.ey.com
Date: 2022.03.09 18:41:14
+01'00'

Luc Valverde

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 MARS 2022

TEXTE DES RÉSOLUTIONS

Première résolution

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuve le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels qui font ressortir un bénéfice net de 141 988 258,08 €.

Elle donne, en conséquence, quitus de leur mandat, pour cet exercice, aux membres du Conseil d'administration.

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts non déductibles des résultats imposables, qui s'élèvent à la somme de 77 619,81 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que celui de l'impôt supporté par la société du fait de la non-déductibilité, soit 22 051,79 €.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion, partie comptes consolidés,
- du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2021,

approuve les mentions ayant trait aux comptes consolidés figurant dans le rapport de gestion, ainsi que les comptes consolidés qui font ressortir un bénéfice net de 252 733 000 €.

Troisième résolution

Affectation du résultat, fixation et mise en paiement des intérêts

L'Assemblée générale approuve les propositions faites par le Conseil d'administration pour l'affectation d'un montant total de 142 394 231,08 € au titre, d'une part, du résultat 2021 pour un montant de 141 988 258,08 € et, d'autre part, du solde du compte report à nouveau créditeur suite à un changement de méthode comptable pour 405 973 €, qui se décompose comme suit :

• Résultat net	141 988 258,08 €
• Report à nouveau positif	405 973,00 €

Soit un résultat à affecter de **142 394 231,08 €** :

• Intérêts aux parts sociales	1 751 165,28 €
-------------------------------	----------------

Soit un intérêt de **0,24 €** par part sociale d'un nominal de 15 € au taux de 1,60 %.

Cet intérêt est éligible à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158 du Code Général des Impôts, à concurrence de 48 €.

Il sera payable à l'issue de l'Assemblée générale.

• Rémunération des certificats coopératifs d'associés	10 653 163,02 €
---	-----------------

Soit une rémunération de **4,38 €** par Certificat Coopératif d'Associé, calculé au prorata temporis.

Cette rémunération n'est pas éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du Code Général des Impôts.

Elle sera payable à l'issue de l'Assemblée générale.

• Réserve légale	97 492 427,09 €
------------------	-----------------

• Réserves facultatives et réglementée	32 497 475,69 €
--	-----------------

Conformément à la loi, l'Assemblée générale prend acte que les intérêts par part sociale distribués au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

	Intérêt par part sociale
2018	0,27 €
2019	0,24 €
2020	0,24 €

Par ailleurs, l'Assemblée générale prend également acte que les rémunérations par certificat coopératif d'associé distribuées au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

	Rémunération par certificat coopératif d'associé
2018	4,26 €
2019	4,22 €
2020	4,01 €

Quatrième résolution

Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées pour les articles L.225-38 à L.225-43 du Code de commerce approuve les opérations et conventions énoncées dans ce rapport.

Cinquième résolution

Variation du capital social

L'Assemblée générale constate que le capital s'élève au 31 décembre 2021 à la somme de 145 931 265 €, se composant comme suit :

- **109 447 830 €** sous la forme de 7 296 522 parts sociales, **en baisse de 450 €** sur l'exercice,
- **36 483 435 €** sous la forme de 2 432 229 certificats coopératifs d'associés, **sans variation** au cours de l'exercice.

L'Assemblée générale approuve les remboursements de parts sociales opérés au cours de l'exercice 2021.

Sixième résolution

Ratification nomination de Madame Adélaïde CANLERS en qualité d'administratrice

La présidente propose à l'Assemblée de ratifier la nomination de **Madame Adélaïde CANLERS**, intervenue par décision du Conseil d'administration

en date du 24 juin 2021, pour la durée du mandat restant à courir de Monsieur Jean-François GIRAUD, démissionnaire, qui vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Septième résolution

Renouvellement du mandat d'une administratrice

La présidente propose à l'Assemblée le renouvellement du mandat de **Madame Adélaïde CANLERS**, pour une durée de trois ans, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Huitième résolution

Renouvellement du mandat d'une administratrice

La présidente propose à l'Assemblée le renouvellement du mandat de **Madame Hélène COLLOMBAT**, pour une durée de trois ans, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat d'une administratrice

La présidente propose à l'Assemblée le renouvellement du mandat de **Madame Nathalie DEBAIN**, pour une durée de trois ans, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Dixième résolution

Renouvellement du mandat d'une administratrice

La présidente propose à l'Assemblée le renouvellement du mandat de **Madame Fabienne FAURIE**, pour une durée de trois ans, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Onzième résolution

Renouvellement du mandat d'une administratrice

La présidente propose à l'Assemblée le renouvellement du mandat de **Madame Cécile PACAUD**, pour une durée de trois ans, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Douzième résolution

Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2021 aux personnes identifiées, à savoir les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle de la Caisse

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des indications du Conseil d'administration à ce sujet, émet un avis favorable relatif à l'enveloppe globale de rémunérations de toutes natures versées aux personnes identifiées, à savoir les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle à hauteur d'un montant égal à 3 150 997 € au titre de l'exercice 2021.

Treizième résolution

Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2022

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'administration à ce sujet et en application des dispositions de l'article 6 de la Loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 350 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2022 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

Quatorzième résolution

Pouvoirs

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement de toutes formalités légales.



Retrouvez-nous sur :

.....

 Crédit Agricole Centre France

 ca_centrefrance

 Crédit Agricole Centre France

 ca_centrefrance

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre France
Société coopérative à capital variable agréée en qualité d'établissement de crédit
Siège social : 3, avenue de la Libération - 63045 Clermont-Ferrand cedex 9
Siren 445 200 488 RCS Clermont-Ferrand.

Société de courtage d'assurance inscrite au Registre des intermédiaires en Assurance sous le n° 07 023 162.
Politique de protection des données disponible sur notre site internet www.credit-agricole.fr/ca-centrefrance et en agences.
Crédit Photos : iStock

Conception : Com' Commerce
Impression : Imprimerie SIMAN
Nombre d'exemplaires imprimés : 20